

Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 15891 - 7 F.

JEUDI 29 FÉVRIER 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Le redressement des comptes du Crédit lyonnais est plus difficile que prévu

LE REDRESSEMENT du Crédit lyonnais est plus difficile que prévu. De nouvelles pertes sont apparues dans des filiales européennes. La baisse des taux compense le financement du plan de sauvetage. La direction de la banque éprouve en outre des difficultés à dynamiser ses équipes. Les dysfonctionnements à la tête de l'établissement n'ont pas totalement disparu. Des remaniements sont attendus dans l'état-major et les nouvelles instances, confiées en partie à des instances de la banque, ne fonctionnent pas comme prévu. La CDTI, la CGT et la CFDT ont assigné la banque devant le tribunal de grande instance de Paris, pour l'empêcher de déclencher un troisième plan social. L'affaire Tapie connaît un nouveau rebondissement, avec l'action engagée auprès du tribunal de commerce de Paris par les deux liquidateurs du groupe Tapie.

Lire page 3

L'économie française donne quelques signes de reprise

Ce frémissement succède à un recul de 0,3 % du PIB fin 1995

APRÈS un mauvais dernier trimestre 1995, l'économie française bénéficie d'une meilleure conjoncture. Les derniers indicateurs disponibles pour le début de l'année laissent percevoir une embellie, encore fragile, mais incontestable. Les signes de frémissement se multiplient : hausse de la consommation des ménages en janvier et bonnes perspectives pour les investissements. La dernière étude de conjoncture de la Banque de France fait apparaître une progression de la production industrielle et un net redressement de l'activité commerciale. Ce regain d'activité, de l'avis des économistes, constitue plus qu'un simple rattrapage des pertes enregistrées au cours des mois précédents.

Le bilan de l'année écoulée est en effet médiocre. Selon les comptes nationaux publiés, mercredi 28 février, par l'Insee, le produit intérieur brut (PIB) a diminué de 0,3 % au cours du quatrième trimestre. Attendu, ce recul de l'activité a été accentué par le conflit social des mois de



novembre et de décembre. La consommation des ménages a baissé de 0,3 % et les exportations ont reculé de 1,4 %.

Au total, la croissance en 1995 s'avère plus faible que prévu. Alors qu'à l'automne, le gouver-

nement comptait sur une hausse de 2,9 % de la richesse nationale, celle-ci n'a finalement atteint que 2,4 %, après un accroissement de 2,9 % en 1994.

Lire page 33

Bonn et Paris relancent la réforme de l'Europe

Le PS propose une fédération d'États-nations

PARIS ET BONN ont arrêté, mardi 27 février, une position commune sur l'un des principaux aspects de la réforme de l'Union européenne, celui de la politique étrangère (PESC). Les thèses françaises ont prévalu. La France, qui n'est pas favorable à une évolution trop « fédéraliste » dans ce domaine, a imposé le principe selon lequel les décisions de politique étrangère de l'Union doivent continuer d'être prises par consensus entre les gouvernements européens. Bonn a aussi accepté la proposition française de confier à une personnalité le soin de représenter la politique étrangère de l'Union, sans que cette nouvelle fonction ait encore été précisément définie entre les deux pays.

C'est cette position que défendront la France et l'Allemagne lors des négociations à quinze qui doivent s'ouvrir le 29 mars à Tübingen. Français et Allemands partaient de points de vue assez éloignés. Il leur reste à rapprocher leurs positions sur d'autres aspects de la réforme, tel que l'élargissement et les affaires de police et de justice.

Au même moment, le Parti socia-

liste, engagé dans une rénovation de ses idées, entend réaffirmer son engagement en faveur d'un « modèle social français et européen », à travers un « nouveau contrat social » pour l'Europe. Le bureau national du PS doit examiner, mercredi 28 février, un texte sur « mondialisation, Europe, France », qui sera discuté, et sans doute amendé, lors d'un conseil national le 2 mars, avant d'être envoyé aux militants puis ratifié par une convention nationale les 30 et 31 mars. Sans remettre en cause le calendrier et les critères de la monnaie unique, le texte souhaite que l'Union européenne place l'emploi au premier rang de ses objectifs. Dans la version présentée au bureau national, le document des socialistes prône une fédération d'États-nations et la mise en place d'un gouvernement économique européen, ce qui conduirait à révaloriser le rôle du conseil des ministres par rapport à la Commission européenne.

Lire pages 3 et 6 et notre éditorial page 16

Une actrice de raison et sentiments



EMMA THOMPSON

LA RÉCOMPENSE suprême attribuée par le Festival de Berlin à *Raison et sentiments* couronne moins son réalisateur, Ang Lee, qu'Emma Thompson, scénariste, interprète principale et véritable initiatrice du film. Cette comédienne, née en 1959, venue des grandes scènes britanniques au cinéma dans le sillage de son mari d'alors, Kenneth Branagh, a imposé une personnalité séduisante et riche, dépassant la seule qualité de son jeu. Depuis son ascension au sommet de l'affiche avec *Dead Again*, de Branagh (1992) — où elle rencontre la productrice de *Raison et sentiments*, qui lui propose l'adaptation du roman de Jane Austen —, *Retour à Howard's End* (qui lui vaut un Oscar), *Les Vestiges du jour* et *Carrington* ont consacré un talent sur lequel repose souvent tout le poids des films.

La semaine est également marquée par la sortie de la comédie noire *Journal du séducteur*, du film de fiction *L'Armée des douze singes*, et par la deuxième réalisation de Jodie Foster, *Week-end en famille*. A lire également : l'ouverture d'une rétrospective du cinéma japonais avec *Barbarousse*, chef-d'œuvre de Kurosawa, et le bilan du Festival de Berlin.

Lire pages 27 à 30

Allemagne, 3 DM ; Angleterre, 5 £ ; Argentine, 25 000 \$; Belgique, 40 BF ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Chine, 100 F CFA ; Danemark, 14 KSD ; Espagne, 200 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 140 F ; Italie, 200 L ; Luxembourg, 40 FF ; Maroc, 5 DM ; Norvège, 14 KSD ; Pays-Bas, 5 Fl. ; Portugal, 200 PTA ; République, 57 \$; Suède, 100 F CFA ; Suisse, 5 CHF ; Taiwan, 200 NT ; Thaïlande, 10 Baht ; USA, 1 \$; USA (Hawaï), 2,25 \$.

M 0147 - 0225 - 7.00 F

Comment transformer des journalistes en espions de la CIA

WASHINGTON. *De notre correspondant.* Lorsque les espions n'ont pas à se faire passer pour des journalistes, ou à en recruter, John Deutch, directeur de la Central Intelligence Agency, vient de reconnaître qu'il y avait une pratique commode, dont il est difficile de se passer.

La franchise de l'aveu : désarçonné les membres de la commission du Sénat pour le renseignement. C'est que, normalement, une telle « relation contractuelle » est interdite par une loi de 1977 : la CIA n'a pas le droit de recruter des journalistes, des membres du Peace Corps ou des représentants d'organisations religieuses. Mais un discret post-scriptum (largement ignoré) figure dans ce texte. Il permet des exceptions à la règle, avec l'approbation expresse du Director of Central Intelligence, John Deutch. Or il semble bien que, depuis dix-neuf ans, les exceptions n'aient pas été si rares. Pourquoi, dès lors, ne pas purement et simplement supprimer cette législation hypocrite ?

C'est la question que pose le Conseil pour les relations étrangères, un centre d'études privé qui publie la revue *Foreign Affairs*, pour qui les États-Unis peuvent difficilement « s'offrir le luxe » de ne pas employer des journalistes pour des missions d'espionnage. Les partisans d'une telle clarification expliquent que la fin de la guerre froide a obligé les espions à concentrer leurs efforts sur la menace du terrorisme international, pour laquelle la « couverture » habituelle (celle de diplomate) a fait long feu. Nombre de pays ne se demandant plus pourquoi certains consultants américains ont besoin de dizaines de diplomates pour délivrer un nombre très limité de visas.

Une telle suggestion a provoqué une levée de boucliers : Louis Baccardi, le président de l'Agence Associated Press, a estimé que le mélange espion-journaliste devait être interdit « absolument », et Tom Johnson, le président de CNN, a souligné qu'en accordant une telle ambiguïté on fait planer un réel danger sur tous les journalistes, particulièrement ceux envoyés dans des pays qui ne cachent pas leur haine envers les États-Unis. Au Proche-Orient,

a confirmé Terry Anderson, ancien otage au Liban, où il était correspondant de l'Agence Associated Press, la « sagesse conventionnelle » veut que la plupart des journalistes américains travaillent — aussi — pour la CIA.

John Deutch comprend que la presse souhaite éviter la confusion des genres. Il pense cependant que la question centrale est de savoir comment protéger des agents du gouvernement américain qui se livrent à des activités clandestines à l'étranger. Il persiste donc à penser que la CIA ne doit pas s'interdire, dans des situations exceptionnelles, d'emprunter la profession des journalistes ou de recruter ceux-ci. Par exemple lorsqu'il s'agit d'infiltrer un groupe de terroristes qui détient des Américains, ou lorsqu'un pays est susceptible d'utiliser des armes de destruction massive.

Sous l'impulsion de M. Deutch, les agences de renseignement américaines, particulièrement la CIA, subissent une cure de « transparence » sans précédent. Mais il y a des post-scriptum discrets qui ont la vie dure.

Laurent Zecchini

Douloureuses relations anglo-irlandaises

« L'IRLANDE du Nord devrait être placée sous tutelle pendant vingt-cinq ans, jusqu'à ce que la génération actuelle de politiciens ait disparu. Ce sont des incapables ou des corrompus, seulement intéressés par leurs petits problèmes sectaires et non par l'avenir de nos enfants. » Ce cri de colère d'un catholique du Nord marié à une protestante peut paraître caricatural, mais il reflète les frustrations d'une population lassée à la fois de la violence et des querelles de clocher sans fin entre partis unioniste et nationaliste et même au sein de chaque communauté. Seule peut-être la personnalité de John Hume, chef des nationalistes modérés du SDLP, dépasse la médiocrité ambiante.

Dans ce contexte, il faut se garder de trop d'optimisme sur un retour rapide au cessez-le-feu, chaque camp avançant ses pions sans guère se soucier des autres, ni des risques que font courir à la paix les machinations partisans. Jamais sans doute la classe politique d'Irlande du Nord n'a été aussi éloignée des préoccupations des gens, qui ont pris goût à la paix retrouvée pendant dix-sept mois d'une trêve proclamée par l'Armée républicaine irlandaise et confirmée par les loyalistes protestants.

Patrice de Beer

Lire la suite page 16

Vos DICTIONNAIRES SE BONIFIENT AVEC LE TEMPS.



Vos Dictionnaires et Codes Permanents bénéficient d'une mise à jour régulière : tables et bulletins d'actualisation périodiques, feuilles de retouche 3 à 4 fois par an. Vos ouvrages sont toujours à jour.

Tél (1) 40 92 66 08

— EDITIONS —
LEGISLATIVES

EDITIONS DES DICTIONNAIRES ET CODES PERMANENTS



Chargeurs se coupe en deux

Le groupe de Jérôme Seydoux, qui a perdu 575 millions de francs en 1995, se réorganise autour de deux pôles : communication et transports. p. 18

Shimon Pérès menace

Alors que Yasser Arafat rencontrait le chef d'état-major de l'armée israélienne, M. Pérès a menacé le président de l'Autorité palestinienne de retarder le retrait de ses troupes de Hébron, s'il n'agit pas contre les intégristes. p. 4

Les vingt ans de la République sahraouie

La République arabe sahraouie, créée par les indépendantistes du Polisario, a fêté son vingtième anniversaire le 27 février. p. 5

Sacha et Duran, Serbes ennemis

Deux Serbes de Croatie avaient choisi des camps opposés. Histoire de deux ennemis, guerriers de l'absurde. p. 13

Le dépistage de la trisomie 21

Les femmes pourront bénéficier d'une prise en charge du dépistage de la trisomie 21 dès 35 ans. p. 9

L'ordinateur à petit prix

De nouveaux ordinateurs peu chers, spécialisés dans les connexions Internet, concurrencent les PC. p. 22

International	2	Agenda	24
France	6	Annuaire	24
Société	9	Météorologie	24
Caract.	12	Mots croisés	24
Horizons	13	Annuaire classes	25
Entreprises	17	Culture	27
Finances/marchés	19	Communication	31
Aujourd'hui	21	Radio-Télévision	32

n 349
12 3 3
armada
9 5

هكذا من الإلهام

ESPAGNE A quatre jours des élections législatives du 3 mars, Felipe Gonzalez est venu soutenir ses amis socialistes d'Andalousie, engagés également dans un scrutin ré-

gional. L'enjeu est de taille : la plus grande région d'Espagne est aussi le principal bastion du PSOE, et risque pour la première fois de basculer à droite. **ALORS QUE LE CHÔMAGE**

pèse sur le débat électoral, l'économiste Ramon Tamames dresse le bilan de treize ans de gestion socialiste. L'Espagne a changé de visage et sa population de mode de vie,

mais la modernisation ne suffira pas à compenser dans l'opinion l'effet des affaires de corruption. **LA TÉLÉVISION**, le grand face-à-face opposé entre les champions des deux

campes, Felipe Gonzalez et José Maria Aznar, n'a pas eu lieu. Faute de vrai débat, ce sont les « Guignols » du Canal Plus espagnol qui se sont affrontés.

Bastion du socialisme, l'Andalousie est tentée par l'alternance

Le Sévillan Felipe Gonzalez essaie d'empêcher la principale place forte du PSOE de basculer à droite lors des élections régionales et législatives du 3 mars. Les sondages laissent pourtant prévoir une victoire du Parti populaire de José Maria Aznar

SÉVILLE

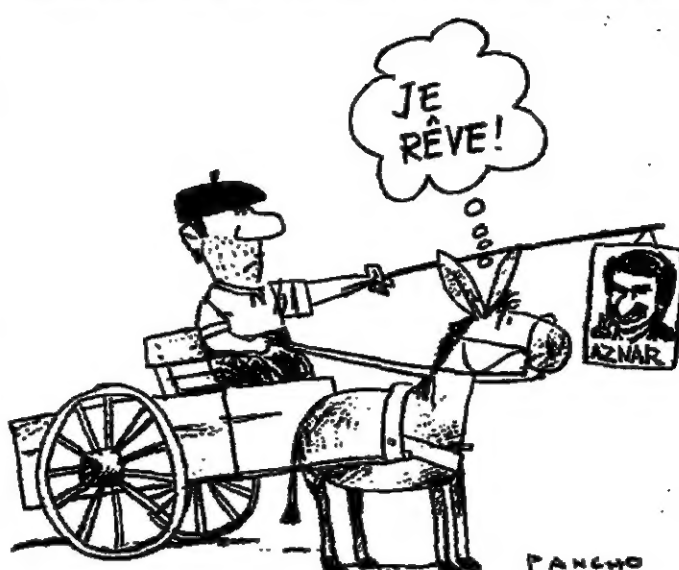
de notre envoyée spéciale
Qui gagne en Andalousie lors des élections espagnoles. C'est vrai au moins depuis le 23 mai 1982 où le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) a remporté sa première victoire électorale en terre andalouse, avant de s'imposer, le 28 octobre de la même année, sur l'échiquier national. L'Andalousie : réservoir de pauvres, réservoir de voix pour la gauche. L'ancien Parti communiste, fondé dans l'Andalousie, y fait ses meilleurs scores d'Espagne, approchant les 20 %. Mais c'est surtout le socialisme qui y est fort : jusqu'aux élections législatives de 1993, le PSOE pouvait compter sur la majorité absolue des voix en Andalousie, une contribution décisive à sa victoire nationale. Le chef du gouvernement, Felipe Gonzalez, et ses plus fidèles lieutenants sont sévillans et, avec environ 88 000 militants, le socialisme andalou représente presque le quart des forces du PSOE. Cette implantation ne donne que plus de poids à l'événement historique que tous les sondages laissent prévoir : le 3 mars, le Parti populaire (PP, conservateur) pourrait devenir la première force politique d'Andalousie.

Cette immense région, comparable par ses dimensions à bien des pays européens (7,3 millions d'habitants, 57 000 km²), ouverte sur deux mers et deux continents, est un enjeu électoral majeur, puisqu'elle envoie à elle seule 62 députés aux Cortes. Mais elle est peut-être un peu plus encore, un trésor de symboles espagnols qui ne sont pas uniquement des clichés : l'« Andalus tan fiero » mourant sous la corne du taureau tel que dépeint par Federico Garcia Lorca, le grave flamenco gitan, les Vierges pleurant des processions, le souvenir chatoyant de la splendeur arabe et la misère infinie des paysans sans terre. C'est peut-être ce qui, ici, donne à la campagne électorale son ton étrange, mêlant fierté et « andalousisme » et complexes d'infériorité, rhétorique technocratique et accents populistes. Aucune région d'Europe n'a changé de visage aussi vite que le Grand Sud espagnol, avec ses réseaux d'infra-

structures tout neufs et son agriculture de pointe, mais aucune n'aligne pareille armée de chômeurs : ils sont près de 900 000, jeunes pour la plupart, soit 34 % de la population active. Et, pour la première fois depuis des siècles, l'émigration n'est plus la solution - le solde migratoire est devenu positif.

Le 28 février est le « jour de l'Andalousie », en mémoire de l'autonomie proclamée en 1981 par les élus andalous réunis à Cordoue. Felipe Gonzalez, l'enfant du pays, a décidé d'en faire un temps fort électoral, d'autant plus que le scrutin andalou est double : législatives nationales et élections anticipées du Parlement régional. Il devait donc tenir meeting à Cadix mercredi soir, en compagnie de Manuel Chaves, l'actuel président socialiste de la Junta de Andalucía, et de ses deux prédécesseurs à la tête du gouvernement andalou. Les connaissances savaient cette belle unanimité, en se souvenant que Rafael Escudero avait été éjecté de la présidence en 1984 par José Rodriguez de la Borbolla, puis ce dernier par Manuel Chaves en 1990, chaque fois pour la même raison : avoir déplié à Alfonso Guerra, le redoutable numéro deux du PSOE.

M^{me} le maire de Cadix, Teofila Martinez, une de ces femmes à



poigne qui montent dans les rangs du Parti populaire, a décrié que la sécurité ne pouvait être assurée lors du meeting adverse que pour 3 400 personnes au maximum, alors que le PSOE en espérait 7 000. Mesquin ? C'est que, du côté de l'opposition aussi, on mesure l'enjeu. En face du socialiste Manuel Chaves, ancien ministre du travail et compagnon de toujours de Felipe Gonzalez (à vingt ans, membres du ciné-club de l'univer-

sité de Séville avec Alfonso Gerra, ils rebâtissent le monde), les autres partis ont aligné des personnalités de culture nationale : le PP présente Javier Arenas, jeune avocat de trente-huit ans, sénateur et ancien vice-sécrétaire général du parti ; Izquierda unida (IU) est défendue par Luis Carlos Rejon, son numéro deux national ; seuls les « andalousistes » du Partido de Andalucía sont représentés par un politicien local, le maire de

Jerez, Pedro Pacheco, qui ne peut espérer qu'un score assez marginal. Manuel Chaves n'a pas la tâche facile. Ce spécialiste du droit social, sérieux, un peu terne, a été réélu en 1994 à la tête de l'exécutif autonome, mais sans obtenir la majorité absolue.

Pris en tenaille entre la droite et Izquierda unida, il n'a pas réussi à faire adopter un seul projet de loi sur les quatre cents qu'il a soumis depuis 1994 à l'Assemblée andalouse. La région est sans budget depuis deux ans et c'est ce blocage qui l'a obligé à dissoudre le Parlement autonome, au moment le plus défavorable pour les socialistes. « C'est un problème de gouvernabilité », explique-t-il inlassablement, accusant IU d'avoir fait le jeu de la droite, voire passé des accords secrets avec le PP. Ce que dément son adversaire Javier Arenas - qui sait qu'il risque de se retrouver exactement dans la même situation après le 3 mars, c'est-à-dire à la merci des « communistes » avec lesquels il a semblé jusqu'ici fort bien s'entendre. D'ailleurs, il affirme n'être « pas de droite, mais du centre. La droite ne peut pas gouverner en Andalousie, le centre, oui ».

COUP DE POUCE

La politique d'Izquierda unida, qui entend punir le PSOE d'avoir trahi les idéaux de la gauche, a été diversement comprise par les Andalous : selon les sondages cités par El País du 25 février, IU gagnerait des voix et des sièges aux élections législatives, mais en perdrait au scrutin régional, sans doute parce que les électeurs n'ont pas apprécié sa stratégie de blocage du gouvernement autonome.

Madrid a donné un sérieux coup de pouce au candidat Manuel Chaves en signant le 22 février un accord sur le transfert immédiat à l'autonomie andalouse de 20 000 millions de pesetas (près de 900 millions de francs), au titre de la « dette historique » : il s'agit en fait de compenser l'état moins avancé des services publics en Andalousie que dans le reste de l'Espagne. Javier Arenas, tout en admettant que « tout argent qui arrive est le bienvenu », dénonce une manœuvre électorale : « Ce

sont des milliards qui n'existent pas, puisque le budget national n'a pas été voté pour 1995 ».

Mais les deux adversaires savent bien, au fond, que l'élection ne se joue pas là. Le PP compte assoir sa victoire sur la nouvelle classe moyenne née des deux activités dynamiques de la région, le tourisme et l'agriculture de pointe - les fleurs et les primeurs d'Almería, la fraise de Huelva, désormais plus importante dans la balance commerciale que le vin de Jerez.

L'enjeu de l'emploi rural

Il cueillent ici les olives, là les oranges, ailleurs les asperges. Aidant aux moissons et aux vendanges, les journaliers itinérants sont des dizaines de milliers en Andalousie, région qui compte encore 28 % de population agricole. Un filet de sécurité a été créé pour eux : le plan de emploi rural (PER). C'est une incantation de chômage qui est accordée à partir d'un certain nombre de journées travaillées, normalement quarante dans l'année. Deux cent cinquante mille Andalous ont touché le PER en 1995, ce qui a coûté 680 millions de francs. La droite critique ce système qui favorise le clientélisme, crée une mentalité d'assistés et donne lieu à des fraudes. Mais le PER est indispensable pour bien des familles, et Manuel Chaves, le président andalou, tient un argument très fort quand il accuse ses adversaires de vouloir y mettre fin.

Mais, au dernier moment, combien d'Andalous éprouveront une réticence insurmontable à voter à droite ? Manuel Chaves a fait mouche, lors d'un long entretien télévisé, il y a quelques jours : « On veut nous faire croire que la droite a disparu, qu'il n'y a plus qu'un centre. Mais nous savons bien qu'elle existe toujours, la droite traditionnelle, pure et dure. Pourquoi le Parti populaire en a-t-il honte ? Est-ce que j'ai honte d'être de gauche, moi ? »

Sophie Gherardi

Les « Guignols » s'emparent du débat électoral

MADRID

de notre correspondant

Le grand débat a finalement eu lieu. José Maria Aznar et Felipe Gonzalez ont pu s'expliquer face à face, mardi soir 27 février, à la télévision. Mais ce ne fut que pendant dix minutes et par marionnettes interposées aux « Nouvelles du guignol » sur Canal Plus Espagne. Le président du Parti populaire avait refusé ce duel au sommet, exigeant au préalable un débat à trois avec Julio Anguita, le dirigeant communiste. Felipe Gonzalez avait à son tour rejeté cette condition et cette tactique de « la tenaille » souvent reprochée à ses deux adversaires de sensibilité politique opposée. La marionnette Felipe n'a pas manqué de demander à son vis-à-vis où était « son acolyte ».

Il n'était donc que deux avec leurs tics et leurs mimiques. « Par conséquent », répétait sans arrêt Felipe Gonzalez en demandant que, comme Miguel Indurain, les électeurs lui fassent confiance pour un cinquième tour, parce que, depuis le temps, il fait partie

de la famille et qu'on ne chasse pas un membre de la famille. « Oha, Oha, Aznar a la Moncloa » (siège du gouvernement), répliquait José Maria Aznar, se demandant ce que son adversaire pouvait offrir de nouveau après treize années de pouvoir, alors que, lui, il s'exprimait « en toute clarté ». « Vous n'avez pas de propositions », a lancé Felipe Gonzalez, alors que son challenger fouillait dans sa boîte à réformes ou demandait conseil à son attaché de presse par téléphone.

Tout y est passé. Aznar s'est moqué en racontant qu'il avait appris le dernier scandale par la presse, comme Felipe Gonzalez. Ce dernier s'est à son tour gaussé du manque de relief européen de son interlocuteur. Tous deux ont finalement refusé de se soumettre à l'épreuve du détecteur de mensonge, tandis que Aznar déroulait le scénario d'une Espagne idyllique et que Gonzalez exposait celui des catastrophes en cas de victoire de la droite.

M. B.-R.

Ramon Tamames, économiste

Après treize ans de gouvernement Gonzalez, « le pays s'est transformé, les Espagnols vivent mieux »

MADRID

de notre correspondant

Ramon Tamames, soixante-deux ans, docteur en droit et sciences économiques, est professeur à l'université autonome de Madrid. Ancien député communiste, membre du club de Rome, il est l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages, dont le dernier s'intitule : *L'économie espagnole, 1973-1993*.

« Après treize ans de régime socialiste, quelle est la situation de l'économie espagnole ? »

« En plus de la réforme de la place boursière qui fut décisive, il y a eu toute une série de réformes importantes dues à l'Union européenne (UE). Celle-ci a eu un rôle capital au cours des années 1984-1987. C'est ce que j'appelle l'« effet Europe ». D'énormes investissements en capitaux, l'arrivée de multinationales, tout cela crée une impression d'enrichissement, et c'est ce qui explique le « boom » des années 1985-1990. La reprise que nous connaissons en ce moment est une reprise « triste », c'est ainsi qu'on l'appelle. La hausse des salaires a été freinée, et cela permet aux entreprises d'enregistrer des bénéfices suffisants. Les investissements se poursuivent, ce qui favorise la croissance. En revanche, la consommation ne décolle pas, car les gens restent très prudents. La réforme du marché du travail a créé une certaine crainte de perdre son emploi. On épargne davantage. Dans le do-

maine industriel, nous sommes passés, au cours des quinze dernières années, de trois millions d'ouvriers à un peu plus de deux millions. Mais, en même temps, notre production industrielle est passée de l'indice 100 à 250. Un chiffre impressionnant, dû pour l'essentiel à l'UE.

« Peut-on dire qu'il y a une désindustrialisation du pays ? »

« En termes de population active, oui. En termes de production globale, non. La part de l'industrie dans le PIB est passée de 26 % à 23 %. Les services représentent maintenant 62 % du PIB, contre 52 % il y a dix ans. Pourquoi ? Parce que la population s'est urbanisée. Plus de 70 % des Espagnols habitent dans les villes. Et les entreprises liées au tourisme et aux loisirs se sont beaucoup développées. Nous sommes actuellement à 64 millions de touristes par an, qui dépensent environ 30 milliards de dollars. Ce chiffre représente la moitié des exportations du pays. Les activités de service qui ont le plus augmenté sont surtout liées à l'éducation, aux loisirs, à la santé et à la sécurité. Enfin, reste l'économie souterraine. Elle pourrait représenter 25 % du PIB. C'est sûrement le taux le plus élevé d'Europe avec l'Italie.

« Les chiffres du chômage correspondent-ils à une réalité ? »

« Ils diffèrent également beaucoup selon ce qui est pris en compte : l'INEM (l'ANPE espagnole)

recense 2,4 millions de chômeurs, l'enquête de population active les situe à 3,5 millions. Beaucoup de sans-emploi ne s'inscrivent pas à l'INEM. Donc, les chiffres du chômage, personne ne les connaît exactement en raison de cette économie souterraine. Ce qui est sûr, c'est que les chiffres officiels dépassent la réalité, sinon ce serait un véritable volcan social. Les chômeurs touchent 24 mois de chômage, à 60 % de leur salaire antérieur, et 24 mois d'allocations supplémentaires réduites au salaire minimum (65 000 pesetas, soit 2 600 francs). Mais cela représente quand même quatre ans pendant lesquels on peut rester sans travailler.

« L'économie souterraine représenterait 25 % du PIB »

« Le système de retraites, dont les socialistes sont si fiers, va-t-il vers une faillite ? »

« Lorsqu'ils sont arrivés au pouvoir, l'âge de la retraite était à 70 ans. Ils l'abaissent à 65 ans. Et maintenant avec la reconversion industrielle et autres réformes, nous sommes à 63 ans. Or, au cours des

vingt dernières années, nous sommes passés d'une espérance de vie de 70 à 77 ans. Par conséquent, de 63 ans à 77 ans, cela fait quatorze ans pendant lesquels les gens vivent sans travailler, et cela provoque une distorsion des comptes publics. Le Parti socialiste a dû faire marche arrière. Et il est prévu qu'il faudra prochainement repousser l'âge de la retraite.

« Au cours de ces treize années, quels ont été les points positifs ? »

« Le pays s'est transformé. Les Espagnols vivent mieux. Le pays est plus connecté à l'économie mondiale, et les infrastructures ont fait un saut important avec le réseau d'autoroutes, les aéroports, les chemins de fer, avec notamment l'AVE (le TGV Madrid-Séville), et les télécommunications. La Telefonica, grâce à la concurrence qu'elle a subie depuis trois ans, est devenue l'une des entreprises les plus dynamiques d'Espagne et du monde.

« Les Espagnols ont-ils perdu le contrôle de leur économie ? »

« Non, je ne crois pas. Le contrôle de l'économie passe par le budget, par les relations internationales. L'arrivée des multinationales n'est pas récente. Dans l'industrie de l'automobile, une partie de l'industrie électronique, elles étaient présentes déjà depuis longtemps. Il y a un esprit de modernisation dans le domaine commercial et industriel

dont on ne parle pas dans la presse, les journaux parlent plus du GAL et de la corruption. Mais le pays a réellement connu un changement impressionnant. Il faut le reconnaître. Et le PSOE ne va pas perdre ces élections à cause de l'économie, mais à cause de la corruption, du gaspillage d'argent, parce que les gens ont l'impression que le gouvernement a trahi ses engagements.

« Le thème de la campagne du Parti socialiste est « España en positivo », pensez-vous que cela corresponde à la réalité ? »

« Moi, je dis que c'est « España en seropositivo ». Le corps est infecté de nombreux maux : la corruption, le mépris de l'état de droit, l'arrogance. Ils pensaient qu'ils pouvaient faire tout ce qu'ils voulaient. Enfin, beaucoup de services publics marchent mal. De nombreuses réformes qui auraient dû être réalisées ne l'ont pas été, notamment celle de l'administration publique, du système financier et fiscal. Il y a presque un million de fonctionnaires supplémentaires. Les budgets n'ont trop souvent pas été respectés. S'ils l'avaient été, la dette publique serait de plus de la moitié inférieure.

« Pensez-vous que José Maria Aznar va pouvoir créer des emplois ? »

« Je le crois. Le climat économique va beaucoup s'améliorer. Le fait de simplement savoir que le

Parti populaire va gagner, les marchés financiers montrent un soulagement énorme. Les investissements, la monnaie, tout cela va mieux déjà. Et ensuite, ils vont faire des réformes et le climat peut s'améliorer encore. S'ils dressent un calendrier de réformes fiscales et qu'ils négocient des réformes sur le marché du travail avec les syndicats, qu'ils libéralisent le fonctionnement du système économique pour qu'il soit moins interventionniste, etc.

« Dans quelle situation économique la droite va-t-elle trouver l'Espagne ? »

« Assez bonne. Rien meilleur qu'en 1993, qui fut une année de récession. La croissance a repris, et, avec quelques réformes, la situation peut s'améliorer notablement. En plus, après cinq années de sécheresse, la pluie est revenue et hiver. José Maria Aznar a donc de la chance et beaucoup d'atouts en main.

« Quels sont les points faibles ? »

« Le problème est que tout cela, sauf miracle syndical, ne peut se faire qu'avec les syndicats. Or arrivera un jour où les syndicats diront : « Nous ne voulons pas signer cela », et la réforme s'arrêtera à mi-chemin. Et cela même si les syndicats, eux aussi, ont changé. »

Propos recueillis par Michel Bole-Richard

M. Arafat refuse de céder aux exigences d'Israël à l'encontre des islamistes du Hamas

Shimon Pérès envisage de retarder l'évacuation partielle d'Hébron

Le ton monte entre Yasser Arafat et Shimon Pérès après les deux attentats meurtriers du 25 février. Le chef de l'Autorité palestinienne refuse,

pour le moment, de donner suite aux injonctions israéliennes lui demandant de frapper durement le Mouvement de la résistance islamique (Hamas), qui a revendiqué le double attentat. En représailles, le premier ministre israélien envisage de retarder l'évacuation partielle d'Hébron.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Les deux kamikazes palestiniens suspectés d'avoir perpétré le double attentat de dimanche 25 février à Jérusalem et à Ashkelon ne sont pas venus de l'une des neuf enclaves autonomes contrôlées par Yasser Arafat et l'OLP. Selon des sources proches des milieux israéliens de la sécurité nationale citées par la télévision publique, les deux hommes résidaient dans le camp de réfugiés de Fawwar, près d'Hébron, dernière grande zone urbaine palestinienne des territoires encore occupés par Israël.

Majdi Abou Wardeh, dix-neuf ans, et Ibrahim Abou Fahraneh, vingt-cinq ans, avaient tous deux disparu de leur domicile vendredi. Le premier y avait laissé un cliché de lui accompagné de quelques mots : « Je vais devenir un martyr. Adieu » et signé « Majdi, brigades Ez-Zeitoun ». Le général menaçant M. Arafat de stopper le processus de paix si « les terroristes potentiels » qui résident dans les enclaves autonomes n'étaient pas livrés à Israël.

Pour la première fois depuis qu'il assume les responsabilités suprêmes du pouvoir, M. Pérès a laissé entendre que si « Arafat ne rem-

plit pas son rôle, nous devons envisager beaucoup de choses, peut-être même la date du redéploiement de nos troupes à Hébron ». Théâtre d'affrontements quasi quotidiens entre une partie des 120 000 Palestiniens de la cité, l'armée et certains des 450 colons juifs intégrés installés au cœur de la ville, Hébron doit en principe être évacuée par Tsahal à la fin du mois de mars ou au début d'avril, excepté une petite troupe chargée de protéger les colons.

UNE RENCONTRE « ORAGEUSE » « Fatigué, selon son entourage, de jouer les boucs émissaires pour chaque défaillance des services de sécurité israéliens », le chef de l'Autorité autonome, après avoir reçu quelques communications téléphoniques insistantes, s'est finalement rendu auprès du général Shabak qui, en compagnie des chefs du Shin Beth et des renseignements militaires, l'attendait depuis une heure au point de passage d'Erez, entre Gaza et Israël. De bonne source, la rencontre fut « orageuse », le général menaçant M. Arafat de stopper le processus de paix si « les terroristes potentiels » qui résident dans les enclaves autonomes n'étaient pas livrés à Israël.

Pour la première fois depuis qu'il assume les responsabilités suprêmes du pouvoir, M. Pérès a laissé entendre que si « Arafat ne rem-

plit pas son rôle, nous devons envisager beaucoup de choses, peut-être même la date du redéploiement de nos troupes à Hébron ». Théâtre d'affrontements quasi quotidiens entre une partie des 120 000 Palestiniens de la cité, l'armée et certains des 450 colons juifs intégrés installés au cœur de la ville, Hébron doit en principe être évacuée par Tsahal à la fin du mois de mars ou au début d'avril, excepté une petite troupe chargée de protéger les colons.

En dépit de la menace, le chef de l'OLP aurait rejeté l'essentiel des exigences israéliennes. Rappelant qu'il n'était responsable de la sécurité ni à Hébron ni à Jérusalem, et moins encore à Ashkelon, il a en substance indiqué que, même si ses « partenaires de paix » étaient en période électorale, ce n'était pas à lui de régler l'addition politique du massacre de dimanche. Il a aussi rappelé à ses interlocuteurs que le bouclage de nouveau imposé pour « une durée indéfinie » dans les territoires ne pouvait qu'aggraver la pauvreté et jeter les Palestiniens qui soutiennent, dans leur immense majorité, le processus de paix, dans les bras du radicalisme islamique.

Développement capital pour la

suite des événements, le Hamas étale en public, pour la première fois, ses divisions. Expert reconnu du monde arabe et vedette de la télévision publique, le journaliste israélien Ehoud Yari a brandi, mardi, au journal télévisé, un tract authentifié et signé des brigades Ez-Zeitoun El Qassam, qui nient toute responsabilité dans le double attentat de dimanche. « La scission au sein du Mouvement est très, très profonde », a expliqué le journaliste, indiquant que les organisateurs des dernières attaques avaient apparemment agi sans ordre de la direction politique du Hamas.

Patrice Claude

La police israélienne privilégie maintenant la thèse de l'attentat à propos de l'accident automobile du 26 février au cours duquel un Palestinien a été tué, à Jérusalem, par des civils armés après avoir percuté un groupe de personnes qui attendaient un bus. Une passante avait été tuée par la voiture. La police, qui a hésité entre la thèse de l'accident et celle de l'attentat, affirme disposer à présent d'assez d'éléments pour retenter la seconde explication. — (AFP)

Elections sanglantes en Sierra Leone

LA PLUS GRANDE confusion régnait en Sierra Leone, mardi 27 février, au terme d'une seconde journée électorale. Le scrutin initialement prévu lundi a été prolongé de vingt-quatre heures après de nombreux incidents. Selon des sources hospitalières, au moins vingt-sept personnes ont été tuées par balles depuis le début des élections.

Dès les premières heures du scrutin, la participation a été très forte. Très rapidement, des militaires se sont pris aux civils afin de saboter les opérations de vote. Lundi, en fin de journée, Free-town a été le théâtre d'affrontements qui ont fait une dizaine de morts. Les tirs les plus nourris ont éclaté près d'une caserne située à l'ouest de la capitale. Un ministre civil, Paul Kamarah, a été extrait de sa voiture par des hommes armés et blessé par balle. A Bo, la deuxième ville du pays, une attaque des rebelles du Front révolutionnaire uni (RUF) a fait au moins dix-sept morts.

COUVRE-FEU

La junte dirigée par le général Julius Maada Bio a alors décrété un couvre-feu et prolongé le scrutin, mais certains bureaux n'ont pas rouvert mardi.

Le report de ces élections multipartites - présidentielle et législatives - avait été échué par les militaires au pouvoir, et exigé par le RUF qui mène depuis cinq ans une guerre civile meurtrière. Un tiers des 4,5 millions d'habitants sont déplacés. L'économie est en ruine.

Supervisé par 130 observateurs internationaux, le scrutin a mis aux prises treize partis pour le fauteuil de chef d'Etat et les 68 sièges de l'Assemblée nationale. De 1967 à 1991, la Sierra Leone a vécu sous le régime du parti unique. En 1991, après le déclenchement de la guerre civile, un coup d'Etat a porté au pouvoir une junte de jeunes officiers dirigée par le capitaine Valentine E. M. Strasser, chassé à son tour par le général Bio, le 16 janvier.

Ces élections ont eu lieu au lendemain de la première rencontre entre des représentants du gouvernement et des rebelles, qui a été organisée, dimanche 25 février, à Abidjan en Côte-d'Ivoire. Le RUF a refusé la proposition de cessez-le-feu.

Les deux parties devaient se retrouver, mercredi, à Yamoussoukro. — (AFP, AP, Reuters).

Un opposant tunisien passible de la peine de mort

DÉJÀ CONDAMNÉ à un an de prison ferme et à une lourde amende pour « infraction à la législation sur les changes », Mohamed Moadia, président du Mouvement des démocrates socialistes (MDS), principal parti de l'opposition légale, devait de nouveau comparaître, mercredi 28 février, devant le tribunal de Tunis. Poursuivi pour « atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat », M. Moadia est passible d'une peine allant de cinq ans de prison à la peine de mort.

M. Moadia n'a jamais fait mystère de ses convictions panarabes. Les autorités ont toléré, dans le passé, les bonnes relations qu'il a longtemps entretenues avec la Libye voisine. Ce n'est qu'en mars 1994, lors de l'arrestation, à Tunis, d'un ressortissant libyen, accusé de trafic de drogue, que les déboires de M. Moadia, soupçonné d'avoir reçu de l'argent de ce trafiquant, ont commencé. Une enquête fut ouverte contre lui - sans résultats immédiats. Quant au dénonciateur libyen, il réussit à prendre la fuite : condamné à trois ans de prison, il fut « libéré rapidement » et a « disparu depuis », rappellent les avocats de M. Moadia. Disparition d'autant plus regrettable que l'accusation pesant sur le président du MDS se rapporte exclusivement fondée sur ces « révélations » - vieilles de deux ans -, et sur des documents que la police dit avoir découverts au domicile du prévenu,

mais que la défense considère comme « falsifiés ». Au-delà du cas Moadia, personnalité controversée, le procès aura valeur de test politique. L'arrestation du président du MDS, le 9 octobre, trois jours après la visite d'Etat de Jacques Chirac, a en effet coïncidé avec la publication d'un mémorandum que ce parti avait adressé, à la fin septembre, au président Zine El Abidine Ben Ali, dans lequel il dénonçait l'extension de la « corruption » et la dérive « autoritaire » du régime.

Dérive que la Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme (LTDH) a osé pointer du doigt, malgré les pressions dont elle fait l'objet. « La liberté d'opinion et d'expression est un des problèmes majeurs en Tunisie », souligne-t-elle dans son premier « rapport annuel », publié en arabe, à la fin de 1994. Et de dénoncer les très mauvais sorts fait aux détenus, sympathisants supposés de la cause islamiste ou militants de gauche, comme l'avocat Najib Hosni, incarcéré depuis juin 1994 et condamné, en janvier, à huit ans de réclusion. Considérée comme l'un des « derniers bastions » de la liberté d'expression, la LTDH a été pratiquement la seule, en Tunisie, à faire preuve de vigilance dans l'affaire Moadia.

C. S.

L'ONU dénonce La Havane pour la destruction des deux Cessna américains par la chasse cubaine

LE CONSEIL DE l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) se réunira le 6 mars à Montréal, où se trouve son siège, pour examiner l'affaire de la destruction de deux avions civils américains par la chasse cubaine, samedi 24 février. Dans une déclaration adoptée à l'unanimité mardi à New York, le Conseil de sécurité de l'ONU a « vivement déploré » cette destruction et a demandé que l'OACI « fasse une enquête sur tous les aspects de cet incident », de manière à lui présenter un rapport « le plus tôt possible ».

Les experts de l'OACI devront notamment déterminer si l'espace aérien cubain a été violé par les deux Cessna (les versions américaine et cubaine divergent sur ce point). En cas de violation, ces mêmes experts

auront à se prononcer sur le respect, par les chasseurs cubains, de la procédure internationale d'interception d'avions civils.

NOUVELLES SANCTIONS

Un porte-parole de la Maison Blanche a indiqué que les Etats-Unis feraient vraisemblablement pression sur l'OACI pour obtenir une suspension de toutes les liaisons aériennes vers Cuba. A l'embarco économique imposé depuis 1960 à Cuba, Washington a ajouté lundi quatre nouvelles sanctions, comprenant notamment la suspension des vols charters entre les deux pays.

De son côté, le ministre cubain des relations extérieures, Roberto Robaina, a estimé que les mesures de rétorsion annoncées par le président Clinton

étaient « injustes et cruelles », dans la mesure où elles sont prises contre « un pays victime d'un embargo, d'actes terroristes, de violations répétées et chaque fois plus insolentes de son espace aérien et maritime ».

Hier, au coveat (Frères du secours), l'organisation anticomuniste de Miami à laquelle appartiennent les pilotes des deux Cessna détruits, a annoncé son intention d'envoyer samedi deux avions pour larguer des couronnes de fleurs sur le lieu de l'incident. Les autorités américaines ont renouvelé leurs mises en garde aux Frères du secours, priés de ne pas violer l'espace cubain, comme ils l'avaient déjà fait à plusieurs reprises ces derniers mois. — (AFP, Reuters)

Lire aussi page 16

« Danger au-delà du 24^e parallèle nord »

Voici un extrait des conversations entre les pilotes des MIG qui ont abattu les deux Cessna américains, samedi 24 février, et le contrôle cubain au sol, tel que rendu public par les Etats-Unis mardi :

« La Havane : Monsieur, nous vous informons que la zone nord de La Havane est en alerte. (...) Danger au-delà du 24^e parallèle nord. — Cessna : Nous savons qu'il y a du danger chaque fois que nous traversons le 24^e parallèle vers le sud, mais nous voulons le faire en Cubains libres. — MIG-23 : Cible en vue. C'est un petit avion. Il est blanc. Donnez instructions. — MIG-23 : Je l'ai abattu. C'est un Cessna-337. — MIG-23 : Celui-là (cristal), donnez-le-moi. (garçon) — Contrôle au sol : Autorisés à détruire. — MIG-23 : Premier tir. On lui a enlevé les ailes (cristal). — MIG-23 : Attends, attends, regarde où il est tombé. Celui-là ne nous emmène plus. »

Photos & coordonnées

Les cabinets ministériels de Juppé 2

Le 1^{er} volume du Guide du Pouvoir 98 Editions Jean-François Doumic T¹ (1) 42 46 58 10

Amnesty International dénonce la torture au Sénégal

ÉVOQUANT À LA FOIS le recours à la torture comme moyen d'investigation policière et les violences - sévices, enlèvements, emprisonnements et exécutions arbitraires - commises par l'armée contre les populations de Casamance, Amnesty International estime, dans un rapport publié mercredi 28 février, que « la torture continue d'être répandue au Sénégal » et qu'elle y est « officiellement tolérée ». L'organisation dont le secrétaire-général, Pierre Sané, est sénégalais affirme que les personnes emprisonnées - pour des affaires à connotation politique ou de droit commun - sont souvent torturées immédiatement après leur arrestation. En Casamance, les violences sont le fait aussi bien de l'armée que des maquisards indépendantistes du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC). Selon Amnesty International, les deux parties font « très peu de prisonniers » et s'en prennent également aux civils.

AFRIQUE

■ AFRIQUE DU SUD : le mandat à confier à la Commission européenne pour négocier un accord de libre-échange avec l'Afrique du Sud sera vraisemblablement adopté, en mars, lors du prochain rendez-vous des Quinze. Hervé de Charette a présenté, lundi 26 février, l'affaire comme pratiquement acquise. — (Corresp.)

■ ANGOLA : sept personnes ont été tuées, mardi 27 février, lorsque leur avion s'est écrasé dans la province diamantifère de Linda Norte. Le gouvernement a affirmé que l'appareil avait été abattu alors qu'il survolait une zone sous contrôle des forces de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) de Jonas Savimbi. — (AFP)

■ MAROC : les six enfants du général Mohamed Oufkir ont de nouveau réclamé, lundi 26 février, à Rabat, le droit de voyager et de travailler librement. A l'occasion de l'anniversaire de leur libération, en 1991, la famille Oufkir a souligné que « cinq années de démarches écrites, orales, par voies officielles et officieuses, n'ont donné aucun résultat ». Le général Oufkir, ancien ministre de la défense, s'était officiellement suicidé, en 1972, après une tentative de coup d'Etat contre le roi Hassan II. — (AFP) ■ RWANDA : l'ancien ministre de l'Intérieur, Seth Sendashonga, illogé en août 1993, a été blessé par balle, lundi 26 février, à Nairobi, où il vit en exil. D'origine hutu et membre du Front patriotique rwandais (FPR, presque exclusivement tutsi), il était sur le point de constituer une nouvelle formation politique avec l'ancien premier ministre, Faustin Twagiramungu. — (AFP)

AMÉRIQUES

■ COLOMBIE : le président Ernesto Samper a lancé un appel personnel au président Clinton, lundi 26 février, pour que la Colombie ne se voie pas refuser le « certificat » de bonne conduite dans la lutte contre le trafic de drogue que décerne chaque année Washington à certains pays. — (AFP)

■ HAÏTI : le Parlement a entériné, mardi 27 février, la désignation de Rony Smarh au poste de premier ministre. M. Smarh, agronome et économiste, avait été nommé par le président René Préval. — (AFP)

ASIE

■ CHINE : le général Ba Zhongtan, qui avait été rappelé de sa retraite en 1993 par le président Jiang Zemin pour diriger la tout-puissante Police armée du peuple (PAP), a été contraint de démissionner à la mi-février, a-t-on appris mardi 27 février de sources chinoises. — (AFP)

■ NÉPAL : dix personnes au moins ont été tuées, mardi 27 février, après que la police ait ouvert le feu sur des militants d'extrême-gauche dans le district de Rukum (ouest), selon des informations non officielles. Le parti communiste népalais tendance maoïste (CPN-M) s'est lancé dans une campagne d'agitation depuis le 12 février. — (AFP)

EUROPE

■ BELGIQUE : le carambolage qui s'est produit, mardi 27 février, sur l'autoroute qui relie Gand à Lille a fait neuf morts et 80 blessés, indiquant, mercredi, un porte-parole du centre de crise installé sur place, relevant à la baisse un premier bilan de 15 morts. — (AFP)

■ BIÉLORUSSIE : les présidents de Biélorussie et de Russie, Alexandre Loukachenko et Boris Eltsine, ont signé, mardi 27 février, à Moscou, un accord portant sur l'accumulation des dettes entre les deux pays et ont réaffirmé leur attachement au renforcement de « l'intégration » entre Minsk et Moscou. — (AFP)

■ IRLANDE DU NORD : les premiers ministres britannique et irlandais, John Major et John Bruton, devaient se rencontrer, mercredi 28 février, à Londres. Selon un porte-parole de M. Major, les deux hommes se sont mis d'accord sur un plan de relance du processus de paix. — (AFP)

■ SERBIE : après l'interdiction de la Fondation Soros et les mesures prises récemment par les autorités de Belgrade contre des médias indépendants, le département d'Etat américain a dénoncé, mardi 27 février, « une campagne orchestrée » par le président serbe visant à limiter la liberté d'expression. — (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ IRAK : le ministre français de la défense, Charles Millon, a qualifié d'« événements dont l'horreur dépasse l'entendement » les exécutions survenues au sein de la famille du président Saddam Hussein. Elles « sont là pour confirmer la position française : (...) nous demandons l'application intégrale des résolutions des Nations unies », a ajouté M. Millon, mercredi 28 février, dans un entretien au quotidien arabe Al Hayat. — (AFP)

■ Le roi Hussein de Jordanie a déclaré, mardi 27 février, à Londres, que « selon certaines informations », « des enfants » des genres du président Saddam Hussein, assassinés le 23 février à leur retour de Jordanie, auraient également été tués.

■ La deuxième phase des négociations dites « pétrole contre nourriture » avec l'ONU devrait débiter le 11 mars à New York, a indiqué, mardi 27 février, un porte-parole de l'ONU. — (AFP)

ÉCONOMIE

■ INDE : la croissance du produit intérieur brut devrait atteindre 6,2 % sur l'année budgétaire 1995-1996 (achevée au 31 mars), grâce au bond de plus de 10 % de la production industrielle, selon le rapport économique publié mardi 27 février. — (AFP)

■ MEXIQUE : le produit intérieur brut a reculé de 6,9 % en 1995, tombant à 212 milliards de dollars, selon l'Institut national de la statistique : le gouvernement avait tablé sur un recul de 5 %. La hausse des prix a atteint 51,97 % et, pour 1996, la Banque centrale a révisé ses prévisions d'inflation à 25 % au lieu de 20 %. — (AFP)

sessions tout au long de l'année

SALARIÉS pensez au

ISG

CONGÉ INDIVIDUEL DE FORMATION et suivez le

CYCLE DE MANAGEMENT SPÉCIALISÉ

3^e cycle de l'Institut Supérieur de Gestion

CONTACTER MARION DE LA TAILLE : 8, RUE DE LOTA - 75116 PARIS - (16-1) 53 70 70 06

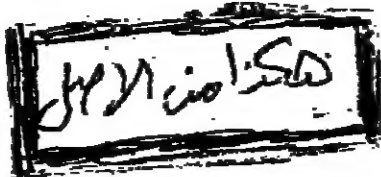
ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR TECHNIQUE PRUVE RECONNUE PAR L'ÉTAT

La République

elf

Progression du résultat par action : +57 % soit 20 F par action

De nouveaux objectifs



INTERNATIONAL

LE MONDE / JEUDI 29 FÉVRIER 1996 / 9

La République sahraouie, otage de la rivalité algéro-marocaine

Le sort de l'ancienne colonie espagnole reste lié à un hypothétique référendum d'autodétermination, indéfiniment retardé par les désaccords entre Rabat et le Front Polisario sur l'identité des électeurs appelés à participer au scrutin

La République sahraouie démocratique (RASD), créée en 1976 par les indépendantistes du Polisario, a fêté, mardi 27 février, son vingtième anniversaire. Le lent dépeçage de l'ancien Sahara espagnol,

dont le centre et le nord ont été rétrocédés au Maroc, en 1975, après la spectaculaire « marche verte » organisée par le roi Hassan II, n'a laissé aucun partenaire satisfait. Quatre ans après le cessez-le-feu, conclu en

septembre 1991, le projet d'un référendum d'autodétermination sous l'égide de l'ONU demeure hypothétique. Pour le Maroc, ce référendum, dont le principe a été accepté par Hassan II en juin 1981, ne peut être que

« confirmatif » et consacrer, aux yeux du monde, le caractère marocain du Sahara. En revanche, pour le Front Polisario, activement soutenu par l'Algérie, la voie de l'indépendance garde la préférence. La déter-

mination des deux parties a de nouveau provoqué, en décembre 1995, la suspension du processus d'identification des électeurs. La machine référendaire semble durablement bloquée.

LAAYOUNE

de notre envoyée spéciale
Qui a dit que les guerres font le malheur des hommes ? Strenuement pas un habitant de Laayoune ! Surgie des sables colossaux, l'ancienne garnison espagnole a profité, plus que toute autre, du conflit qui oppose, depuis deux décennies, le royaume du Maroc et les indépendantistes du Front Polisario. Eau potable, électricité, habitations en dur, routes goudronnées et hôpitaux, sans oublier boutiques et souks, approvisionnés par les commerçants d'Agadir : les autorités n'ont pas lésiné pour faire de ce donjon somnolent une coquette capitale saharienne.

On peut mourir d'ennui, à Laayoune, plus difficilement de faim ou de soif. Grâce au statut de zone franche dont la région bénéficie, la plupart des produits de base s'y vendent moins cher qu'ailleurs. Quant à l'eau, bien des bidonvilles du royaume alimentent en disposer en telle quantité.

Installée à une vingtaine de kilomètres de la ville, l'usine de dessalement d'eau de mer fournit déjà 80 litres d'eau potable à la seconde et couvre l'essentiel des besoins de la population locale. D'ici à deux ans, assure-t-on, toute la région, de Dakhla à Tan-Tan, sera desservie. Extrêmement oné-



reuse pour les caisses de l'Etat, cette stratégie pouvait difficilement ne pas porter ses fruits. En quinze ans, le nombre d'habitants de Laayoune est passé d'environ 60 000 à plus de 170 000 aujourd'hui. Dans une région où la puissance politique se mesure, avant tout, en termes démographiques, ces chiffres suffisent à témoigner de l'opulence du Maroc à l'égard du Sahara occidental dans le giron de la « mère patrie ».

Plantées à quelques mètres de grosses villas modernes, d'immenses tentes d'un blanc grisâtre, hérissées, ça et là, d'antennes paraboliques, abritent les populations sahraouies ralliées à l'étendard royal. Gratuitement nourries

et (presque) logées – quelques 5 000 logements sont en chantier –, elles sont censées fournir, demain, les bataillons d'électeurs du référendum d'autodétermination. Entre l'intégration au Maroc et l'indépendance, leur cœur a déjà choisi. Tel est le point de vue de Rabat : reporté depuis quatre ans, le référendum, si référendum il y a, ne peut être que « confirmatif ».

Péniblement mis sur rails en 1991, le processus d'identification des électeurs semble avoir fait long feu. Le coup d'arrêt qui lui a été porté en décembre 1995 a grippé, pour longtemps sans doute, la machine référendaire. A l'origine de ce nouveau blocage, expliquent les responsables onusiens : le rejet « catégorique » par le Front Polisario de 100 000 demandes « provenant de personnes qui vivent à l'extérieur du territoire, au sud du Maroc », et les « réserves majeures » exprimées au sujet de « certains groupements tribaux, également dans le territoire ».

PROROGATION

Enlaidie dans les sables depuis près de cinq ans, la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) a obtenu, en janvier, du Conseil de sécurité, une nouvelle prorogation de son man-

dat jusqu'au 31 mai. Si aucun « progrès tangible » n'est constaté d'ici là, le Conseil examinera alors l'éventualité d'un « retrait progressif » de la Minurso.

Cette perspective n'ébranle pas le représentant spécial par intérim du secrétaire général de l'ONU. « Entre 1993 et 1995, rappelle Erik Jensen, nous avons réussi à faire ce qui était considéré, il y a encore trois ans, comme une mission impossible : mettre en marche le processus d'identification. » Sur 234 000 « requérants », 77 000 ont été convoqués et plus de 62 000 entendus. Beau résultat, en égard aux conditions kaïfaliennes imposées à la Minurso par les deux parties. Même son de cloche côté militaire : « Pas un seul coup de feu n'a été tiré, depuis 1991 », se félicite le général André Van Baelen, qui dirige la composante militaire de la Minurso, dont les quelque 240 officiers assurent le respect du cessez-le-feu.

Personne, pourtant, ne se fait d'illusions. Partagés entre l'amertume du devoir inachevé et la joie d'en finir avec les torpures sahariennes, la vingtaine de civils membres de la commission d'identification rêvent déjà du moment où ils pilleront bagage. « Comment la Minurso peut-elle faire son travail d'arbitre si les joueurs refusent de

jouer ? », résume l'un d'eux. En attendant, chacun occupe ses loisirs comme il peut. Tennis, lecture, partie de billard ou virée en boîte : les soirées à Laayoune manquent singulièrement de saveur.

SOUS PERFUSSION ÉTRANGÈRE

« Nous préférons que le référendum ait lieu. Mais pas à n'importe quel prix ! », confie le ministre marocain de l'Intérieur, Driss Bassi. Même détermination, côté Polisario : « Soit le secrétaire général de l'ONU fait preuve de responsabilité et amène le Maroc sur la voie du dialogue, soit c'est la mort du processus de règlement avec tous les risques de reprise des hostilités », souligne le représentant du mouvement sahraoui en France, Mohamed Fadel Ismail. Aux yeux du Polisario, si l'on est aujourd'hui « sur la voie de l'échec », la responsabilité principale incombe à la Minurso, accusée d'agir aux « ordres des autorités marocaines ».

Militairement inoffensif, le Front Polisario ne doit sa survie qu'à l'active sympathie de l'Algérie et, accessoirement, de la Libye. « Nous aurons bientôt une deuxième Palestine ! », aurait lancé, en janvier 1977, le président Houari Boumedienne devant des dirigeants maghrébins. En attendant, la population sahraouie installée

en « zone libérée » continue de vivre sous perfusion étrangère. Le Programme alimentaire mondial (PAM) assure l'essentiel de ses besoins alimentaires. L'Algérie, par son « soutien multiforme » aux Sahraouis, selon la pudique expression de M. Fadel Ismail, se charge du reste.

Bien qu'ayant fortement ralenti – cessez-le-feu oblige – ses fournitures d'armes et de munitions, l'Algérie reste le sanctuaire obligé du Polisario, auquel elle accorde formation militaire et carburant. Elle n'a sans doute plus guère d'espoir de disposer, un jour, via le Sahara occidental, de cette fenêtre sur l'Atlantique dont elle a si longtemps rêvé. Elle n'en reste pas moins résolue, par le biais de ce conflit, à maintenir une épine dans le pied du Maroc, soupçonné de vouloir imposer son « hégémonie » à l'ensemble du Maghreb.

Consentis du regain de tension que pourrait entraîner un retrait de la Minurso, les experts onusiens étudient la possibilité de formules moins brutales, qui permettraient de garder ouverte la porte du dialogue.

Indépendance, intégration, solution fédérale ? Autant de questions, autant de mirages...

Catherine Simon

INFORMATIONS

SAHARA OCCIDENTAL : ancienne colonie espagnole

RÉSULTATS 1995

SALARIES

1995 : ELF sur une bonne trajectoire

Résultat net courant (en F par action)	20,0	12,7
Marge brute d'autofinancement (en F par action)	107,5	93,9
Chiffre d'affaires	208,3	207,7
Résultat opérationnel	15,5	1,1
Résultat opérationnel courant	15,5	11,1
Résultat net (part du Groupe)	5,0	(5,4)
Résultat net courant (part du Groupe)	5,3	3,3
Marge brute d'autofinancement (y compris exploration)	28,6	24,4
Investissements	26,0	28,0
Acquisitions principales	—	6,5
Ratio d'endettement	38 %	46 %

Commentant ces résultats, Philippe Jaffré, Président d'Elf Aquitaine, a déclaré :

« La seconde partie de l'exercice a été marquée par le fléchissement des tendances favorables enregistrées en début d'année dans la chimie. Les prix du pétrole ont continué de marquer une forte volatilité. Les marges de raffinage sont restées médiocres. Ces évolutions de nos environnements ne nous ont pas surpris.

Nous maintiendrons donc notre politique de gestion rigoureuse de nos actifs et de réduction de nos coûts. Grâce aux efforts de tout le personnel, elle a largement contribué à l'amélioration de nos résultats, que je considère encourageants mais encore insuffisants.

Elf Aquitaine a la capacité et la volonté d'accroître sa rentabilité en combinant rigueur de gestion et ambition dans le développement. Il est sur une bonne trajectoire.

Elf Aquitaine a retrouvé une dynamique de croissance saine autour de ses quatre métiers de base. Le travail accompli depuis deux ans permet de fixer de nouveaux objectifs pour le Groupe à horizon 1998 : retrouver, puis conserver une rentabilité des capitaux propres d'au moins 10 %. Porter au-delà de 30 % la part du résultat consolidé (y compris intérêts minoritaires) dans la marge brute d'autofinancement ».

Structure financière : la croissance de 17 % de la marge brute d'autofinancement à 28,6 milliards de francs et la baisse du ratio d'endettement à 38 % fin 1995 témoignent du renforcement de la solidité financière du Groupe.

Dividende : le Conseil d'Administration d'Elf Aquitaine proposera à l'Assemblée Générale du 5 juin 1996 de distribuer un dividende net de 13 francs par action payable en espèces.

Résultats et commentaires par secteur d'activité

Secteur d'activité	1995	1994
Exploration-Production	8,0	6,9
Raffinage-Distribution et Commerce International	0,0	0,4
Chimie	5,0	1,8
Santé	2,5	2,0
TOTAL	15,5	11,1

■ **Exploration-Production :** la progression de 8 % des prix moyens du baril de pétrole a été plus que contrebalancée par une baisse de 10 % de la parité moyenne du franc/dollar. L'amélioration du résultat opérationnel courant provient donc essentiellement des efforts de productivité. La production d'hydrocarbures augmente de 8 %. Les réserves d'hydrocarbures se sont maintenues.

■ **Raffinage-Distribution-Commerce International :** malgré une chute de la marge brute moyenne de raffinage en francs par tonne de 20 % par rapport à 1994, le résultat opérationnel courant a pu être maintenu à l'équilibre grâce à une politique économe et continue d'abaissement de son point mort. La pression de la concurrence des grandes surfaces est restée forte en France et s'est significativement accrue en Grande-Bretagne.

■ **Chimie :** l'année 1995 a été favorable à la chimie. A périmètre comparable, le chiffre d'affaires progresse de 10 % à 55,6 milliards de francs. Un fléchissement des ventes a été observé en fin d'année, en raison principalement de la chute sévère des prix des matières plastiques. L'amélioration sensible du résultat opérationnel provient de la menée à bien des restructurations qui a permis d'accroître la composante récurrente du résultat. Elle provient également de la croissance des activités de spécialités et de la très bonne conjoncture des matières plastiques en début d'année.

■ **Santé :** le chiffre d'affaires de l'exercice est en croissance de 1 % à périmètre comparable. L'activité pharmaceutique a bénéficié de la croissance vive des grands produits internationaux. La progression de la contribution de la branche au résultat opérationnel du Groupe résulte de la meilleure rentabilité moyenne des actifs liée aux restructurations et acquisitions réalisées pour l'essentiel en 1994.

هكذا من اليمين

FRANCE

LE MONDE / JEUDI 29 FÉVRIER 1995

RÉNOVATION Le bureau national du Parti socialiste examine, mercredi 28 février, le texte préparé par un groupe de travail présidé par Lionel Jospin sur « mondialisation, Eu-

rope, France ». ● PREMIÈRE ÉTAPE de la rénovation du PS, ce texte doit être débattu, samedi 2 mars, par le conseil national, avant d'être envoyé aux militants et ratifié par une

convention nationale les 30 et 31 mars. Les socialistes réaffirment leur engagement européen en plaçant pour l'affirmation d'un « modèle social français et européen » et

esquissent une nouvelle politique économique et sociale pour la France. ● TROIS PETITS COURANTS — la Gauche socialiste, la motion 2 d'Agir en socialistes et des ex-fab-

siens — ont déposé des contributions mais pourraient les retirer si M. Jospin accepte des amendements, notamment en vue d'un nouveau traité européen.

Le Parti socialiste joue l'Europe face à la mondialisation

Le bureau national du PS ouvre, mercredi 28 février, un débat qui conduira à une convention nationale, les 30 et 31 mars. Le texte d'orientation, susceptible d'être amendé, prône un « modèle français et européen » à travers un « nouveau contrat social »

EN CINQUANTE-SEPT PAGES, le texte d'orientation du groupe de travail sur « mondialisation, Europe, France », animé par Lionel Jospin et Pierre Moscovici, secrétaire national aux études, livre enfin le voile sur la première étape de la rénovation des idées entreprises par le Parti socialiste. Sous réserve d'amendements introduits dans les étapes suivantes, ce document, présenté au bureau national mercredi 28 février, permet aux socialistes de réaffirmer haut et fort, « dans l'après-Maastricht, pour le tournant du siècle », leur engagement européen. A l'opposé du modèle anglo-saxon, il s'agit d'affirmer un modèle social français et européen à travers un « nouveau contrat social ». Il répond aussi en partie — et en partie seulement — à la demande de M. Jospin d'élaborer une nouvelle politique économique et sociale de gauche, se démarquant tant de la politique du gouvernement que de la « désinflation compétitive » de Pierre Bérégovoy. Cette nouvelle politique ne sera finalisée qu'au quatrième trimestre, lorsque le PS consacrera une nouvelle convention nationale à la redistribution.

Rédigé par M. Moscovici, mais inspiré par de nombreuses contributions, le texte prend acte de la mondialisation tout en mettant en cause l'affirmation de force des Etats-Unis. « Les socialistes, proclame-t-il, n'entendent pas pour au-



tant admettre que la mondialisation se réduit au règne sans partage des marchés; ils refusent de la réduire à un processus abstrait, déconnecté des réalités sociales françaises, sur lequel il serait impossible d'agir; ils refusent le nivellement par le bas du mode de vie des Français, la dilution de leur identité. « Notre projet pour la France, souligne-t-il, passe par l'Europe et se veut ouvert au monde, il se veut à la fois national et européen. »

Intitulée « Affronter et organiser la mondialisation », la première partie décrit longuement la mondialisation, y compris culturelle, en soulignant qu'elle « ne relève pas du libre choix de la France ». Jugant « fortes et légitimes » un certain nombre de préoccupations sur la mondialisation (dégradation de l'emploi, délocalisations, ébranlement de la cohésion sociale), même quand elles sont « parfois exagérées », le document refuse tout fatalisme : « Nous ne pouvons pas croire que les dégâts sociaux de la mondialisation s'apaisent d'eux-mêmes, moyennant quelques mesures ciblées, ni rester silencieux sur l'absence d'un véritable système monétaire international ou sur les manques de la coopération internationale. La mondialisation est, à certains égards, un progrès. Mais elle fait aussi souffrir la France et l'Europe, fragilisées par le chômage. » Le texte préconise ainsi : « une régulation mondiale » ; « Nous affirmons notre volonté de proposer un nouveau Bretton Woods, c'est-à-dire l'édification, la reconstruction d'un système économique et monétaire mondial autour d'institutions internationales fortes. » L'idée est d'utiliser l'Union monétaire européenne comme un pilier de stabilisation du système monétaire international.

La proposition de M. Jospin, pendant la campagne présidentielle, d'insérer une taxe sur les transactions spéculatives est aussi reprise. Considéré comme « un instrument incontournable dans un contexte dominé par les tentations de repli », l'ONU devrait être à la fois renforcé et réformé. Un conseil de sécurité économique pourrait être créé, la Chine, l'Inde, la Russie et les grandes organisations régionales rejoignant l'actuel G7. Le Conseil de sécurité lui-même devrait être

renoué. Une politique de « prévention des crises » devrait aussi être mise en place, « directement liée à une politique d'intervention ».

Sans sa deuxième partie — « construire un espace de civilisation pour la France dans une Europe puissante », le document souligne que « l'Union européenne est aujourd'hui en danger », mettant en avant les réticences de l'opinion sur la monnaie unique. Toutefois, ajoute-t-il, « nous demeurons, aujourd'hui comme hier, des partisans engagés et enthousiastes de la cause européenne ». Si les « acquis immenses » de l'Europe sont valorisés, le modèle libéral d'une Europe « perdue comme le cheval de Troie d'une mondialisation sauvage » est clairement récusé. « Nous considérons que le traité de Maastricht n'a constitué qu'un moment et doit être dépassé. »

Passant en revue les stratégies possibles, le groupe ne retient que « l'appel à l'Europe ». « Mais nous ne voulons pas n'importe quelle Europe. Le modèle européen est le seul qui concilie démocratie, marché et cohésion sociale. Nous avons le devoir non seulement de le défendre mais aussi de l'exporter. Nous devons muscler l'Europe face à la mondialisation et non pas chercher à l'affaiblir. » Au-delà d'une relance concertée en Europe, d'un engagement pour la monnaie unique et de l'esquisse d'un projet français (lire ci-dessous), le texte plaide pour

l'Europe sociale, l'Europe restant, malgré des avancées dont François Mitterrand est crédité, un « objet social mal identifié ».

Les réformes suggérées seraient surtout institutionnelles. Ainsi « le vote à la majorité qualifiée doit être généralisé pour l'adoption des politiques communes » (légalisation sociale et fiscale, politique industrielle...). Le protocole social de Maastricht devrait être intégré au traité, mettant fin à l'exception britannique. La notion de service public devrait être inscrite « dans la Constitution européenne, c'est-à-dire dans le traité de l'Union », la prochaine conférence intergouvernementale (CIG) devant affirmer « le droit du service public comme un élément fondamental au modèle de société européenne ». Ce modèle social pourrait être soumis à une convention européenne des socialistes et des mouvements syndicaux européens.

« UNE REVANCHE SUR L'EMPLOI »

La majorité qualifiée devrait être étendue à la politique étrangère de sécurité. Le document soutient aussi « la voie d'une intégration des forces militaires, qui permette à l'Union de disposer des moyens de sa politique ». Réclamant une CIG « ambitieuse », il estime que l'Union européenne doit afficher l'emploi comme priorité. Il se prononce aussi pour une fédération d'Etats-nations — « des transferts de

souveraineté seront réalisés : c'est la dimension fédérale », mais « les Etats-nations, et notamment la France, n'ont aucunement vocation à disparaître » — et un renforcement de la démocratie communautaire. Après la CIG, et avant un élargissement bien accueilli mais qui doit être d'abord « un enrichissement », « nous proposons que soit élaborée une véritable Constitution européenne, qui affirme les objectifs de l'Union et clarifie le rôle et les pouvoirs de ses instances ». « Soyons clairs : un élargissement bécoté après une CIG insuffisante sonnerait le glas d'une Europe puissante et généreuse telle que nous la voulons. »

En conclusion, le groupe revient sur la « refondation » du PS. « Nous avons la volonté de proposer à nos concitoyens une société plus juste, fondée sur un nouveau contrat social », affirment les rédacteurs en attachant « un modèle social français et européen, fondé sur la compatibilité dans la justice sociale, l'égalité et la solidarité ». Faisant écho à la déclaration de M. Jospin après la mort de François Mitterrand et au « droit d'inventaire » sur le double septennat, et relevant que pendant cette période les inégalités se sont accrues, ils concluent : « Les socialistes doivent une revanche aux Français sur l'emploi et la justice. Nous nous engageons à tout faire pour la leur donner. »

Michel Noblecourt

« La monnaie unique, un projet politique »

LE TEXTE D'ORIENTATION du groupe de travail du PS propose « une politique économique et sociale de gauche, pour la croissance et l'emploi en France et en Europe ». « Les socialistes renouvellent leur engagement en faveur de la monnaie unique, dès 1999, non pas comme une fin en soi, mais comme projet politique. (...) Le débat sur la date et sur les critères n'a pas à être ouvert même si, en pratique, les critères budgétaires et d'endettement public pourraient être appréciés de façon politique, en tendance, conformément à une logique de zone de convergence. Il nous semble en revanche indispensable d'affirmer la priorité à accorder à l'emploi dans les objectifs de politique économique. (...) Nous proposons que la mise en œuvre de l'UEM incorpore un objectif de création d'emplois, voire de retour au plein emploi. »

Sans évoquer un nouveau traité le groupe préconise un « gouvernement économique européen soumis à un contrôle démocratique face à la Banque centrale européenne, et une définition précise des niveaux de compétence pour la conduite des politiques économiques ». Le conseil des ministres devrait donc être révalorisé.

Mais « un projet fort pour la France » reste essentiel : « Il s'agit à la fois, pour combattre les deux

déficits réels de notre économie, le déficit d'emploi et le déficit de croissance, d'augmenter la croissance potentielle de notre économie en utilisant et élargissant nos marges de manœuvre et d'accroître substantiellement son contenu en emploi. » Il propose quatre pistes.

● Première piste : « une politique de création d'emplois ». Trois moyens sont mis en avant : une réduction du temps de travail qui, « pour créer des centaines de milliers d'emplois, devra être massive, négociée, régulée par l'Etat, sans perte de salaires » ; de « grands programmes pour l'emploi » (reconstruction des banlieues, logement social, services de proximité, etc.) ; une « relance concertée et nationale de la croissance » qui augmentera la demande de travail. L'objectif est de « faire chuter le chômage français à 7 % de la population active (moins de 2 millions de chômeurs) en cinq ans ».

● Deuxième piste : « une politique monétaire renouée enfin contra-cyclique », par « une injection de liquidités sous des formes appropriées », les taux d'intérêt devant « tendre au minimum vers les taux allemands ».

● Troisième piste : « mener une politique de l'investissement plutôt que de l'endettement ». Il s'agit à la fois de « faire aboutir l'initiative de croissance européenne », avec des grands programmes européens (financés par un emprunt de l'Union), et une politique budgétaire améliorant « l'efficacité

de la dépense publique, en privilégiant des objectifs prioritaires : l'intelligence (l'éducation), la recherche, les outils de l'information, les villes, le logement, le BTP la création d'emplois peu qualifiés ».

● Quatrième piste : « une relance salariale ». Le texte recommande une « hausse maîtrisée des salaires : à l'état de jouer, par une conférence des revenus, son rôle institutionnel avant une grande négociation sociale ».

« Ces orientations ne prendront toute leur force, poursuit le groupe, que si la réforme sociale accompagne le volontarisme économique. Nous savons ainsi qu'il faudra améliorer l'efficacité de l'Etat, celle des politiques de redistribution, renforcer les services publics et réformer en profondeur notre système de prélèvements obligatoires, à partir du constat d'une France divisée en trois : les plus favorisés, le groupe intermédiaire — la majorité des salariés —, qui se sent menacé par son environnement extérieur, qu'il perçoit comme de plus en plus déstabilisant pour ses intérêts, les exclus. Il s'agit donc de viser, dans toute la mesure du possible, une réduction du total des prélèvements obligatoires, de restructurer ceux-ci pour accroître la justice sociale, en arrêtant de privilégier le capital pour favoriser le travail, notamment non qualifié, et de préserver une solidarité, aujourd'hui menacée, entre les générations. » Le but est de définir « un nouvel équilibre social et un nouveau contrat social ».

Une démarche « eurovolontariste »

GRAND ARCHITECTE de la rénovation du PS, et de la première des trois conventions, celle sur la mondialisation, Pierre Moscovici, secrétaire national aux études, voit dans le texte qui va être débattu mercredi au bureau national, puis surtout samedi au conseil national, la marque de l'« eurovolontarisme » des socialistes. Si le document soumis au débat porte sa griffe, comme celle de Lionel Jospin, pourtant peu fédéraliste et donc encore un peu réticent sur l'idée d'une « fédération d'Etats-nations » pour relancer une Europe en panne, il a bénéficié de beaucoup d'apports.

Le groupe de travail, installé le 1^{er} février, a bénéficié des travaux

de la commission économique et il a intégré de nombreuses contributions, venant tant des auditions de personnalités extérieures — Emmanuel Todd, Alexandre Adler, Alain Lipietz, Philippe Herzog, Hervé Hannoun — que des petits courants ou des fédérations. Jean Poperen a ainsi vu repris son plaidoyer pour un nouveau contrat social européen.

Au fil des travaux de ce groupe de cinquante et un membres — auquel Laurent Fabius, Michel Rocard et Martine Aubry se sont fait entendre par amis interposés, mais dont Jack Lang a été l'auditeur le plus assidu — s'est dégagée ce que Pierre Moscovici appelle « une intelligence collective », selon une ex-

pression reprise par le fabiusien Henri Weber. Pour autant, les concepteurs du texte sur la mondialisation ne sont pas au bout de leurs peines. Avant d'être envoyé aux militants en vue de la convention nationale des 30 et 31 mars, le document risque d'être beaucoup discuté et sensiblement amendé lors du conseil national de samedi 2 mars, les divergences se focalisant davantage sur l'Europe politique que sur la monnaie unique.

Si aucun grand courant — qu'il s'agisse du pôle rénovateur, des rocardiens, des fabiusiens ou même des emmanuelistes — n'a présenté de contre-texte, trois petites sensibilités se sont faites entendre. La Gauche socialiste fait de la remise

en question des critères de convergence de la monnaie unique « le préalable d'un redéploiement de la construction européenne » et demande un nouveau traité. La motion 2 du congrès de Liévin se distingue par son mondialisme. Les anciens fabiusiens, regroupés autour de Régis Passerieux, maire d'Agde (Hérault), et François Rebsamen, conseiller régional de Bourgogne, demandent que la France obtienne, avant la monnaie unique, des engagements de ses partenaires sur l'Europe sociale.

Lionel Jospin a reçu les trois petits courants et souhaite une synthèse, comme apparemment Jean-Luc Mélenchon pour la Gauche socialiste. Le premier secrétaire pourrait donc accepter des amendements, se réservant visiblement une porte de sortie sur l'idée d'un « nouveau traité » qui n'est plus mentionnée dans le document du groupe de travail mais qui pourrait rallier l'ensemble des socialistes désireux de relancer la construction politique et sociale de l'Europe.

M. N.

Jacques Mellick devance la justice en renonçant à la mairie de Béthune

JACQUES MELLICK a adressé sa démission de maire (PS) de Béthune au préfet du Pas-de-Calais, à l'indiqué la préfecture mardi 27 février. Cette démission sera effective à partir de son acceptation par le préfet, qui devrait intervenir très rapidement. Jacques Mellick devrait ensuite abandonner son mandat de député du Pas-de-Calais.

Le maire de Béthune avait été condamné en première instance, en avril 1993, à six mois de prison avec sursis et à deux ans d'interdiction pour subornation de témoin sur la personne de son ancienne attachée parlementaire, Corinne Krajewski, dans l'affaire du match de football truqué VA-OM : il avait fourni un faux alibi à Bernard Tapie et avait été soutenu dans un premier temps par M. Krajewski. Mais celle-ci était revenue sur son témoignage lors du procès et avait accusé son patron d'avoir exercé des pressions sur elle.

La cour d'appel de Douai avait confirmé l'interdiction et porté la

peine de prison avec sursis à un an. La procédure de modification du jugement est en cours. Jacques Mellick, qui s'était pourvu en cassation, a renoncé à son pourvoi en janvier. L'ancien ministre a toujours nié l'accusation de subornation. Il a, en revanche, reconnu avoir menti en fournissant un alibi à Bernard Tapie. Il reste mis en examen à Valenciennes à ce titre pour « témoignage mensonger ».

Le remplaçant de Jacques Mellick au Palais-Bourbon sera élu à l'occasion d'une élection législative partielle. En effet, selon l'article L0 176 du code électoral, ce cas de figure n'est pas l'un de ceux qui entraînent le remplacement du député par son suppléant. Par ailleurs, le conseil municipal de Béthune devra choisir dans ses rangs un nouveau maire. En se démettant dès à présent de ses mandats, Jacques Mellick a pour objectif d'être à nouveau éligible lors des prochaines législatives, prévues en mars 1998.

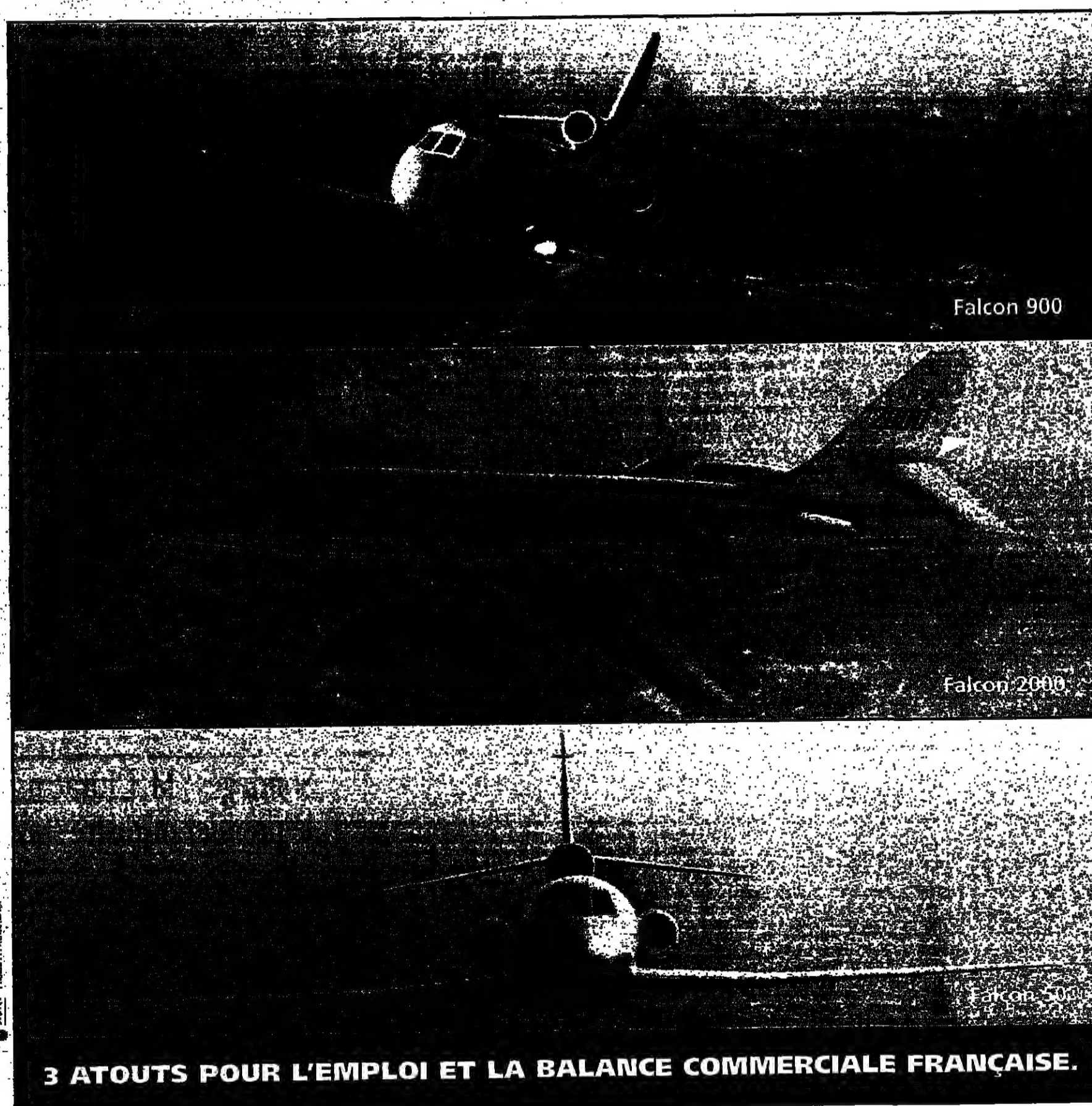
PIANO HEAT DE PRO
"FABULEUX" LE FIGARO
« Les pianistes de l'ère moderne ont été les seuls à ne pas se laisser aller à la tentation du facile, la plus grave »

DASSAULT

AGENCE
AIRC
CHAMP
ESQUIL
INGENIE
MECANI
POTER
SECTA
TECHNI

ساحات

MYSTERE FALCON : N° 1 MONDIAL DES AVIONS D'AFFAIRES HAUT DE GAMME.



3 ATOUTS POUR L'EMPLOI ET LA BALANCE COMMERCIALE FRANÇAISE.

1160 MYSTERE FALCON livrés à ce jour dans 67 pays.



DASSAULT
A V I A T I O N

PARTICIPENT, EN FRANCE, AUX PROGRAMMES FALCON :

ABG-SEMCA - A.C.C. LAJONCHERE - ACTL - AMIO - AMP - AMPHENOL - ARNILLAS - ASTF - AUBERT ET DUVAL - AUXILEC - AVIA PEINTURES - AVIAC TECHNOLOGIES - BERGER SANNONIS FRANCE - BERNAR S.A. - BLANC AERO INDUSTRIES - BROCHIER - CAZENAVE - C.C.A. - CEMA - CERTIM - CHARRITON - CHATEAUROUX FONDERIE - CIRAL - COURTINE - CREUSET - DASSAULT EQUIPEMENTS - DEUTSCH - ECHEVERRIA - ERCA - E.S.M. - ESKULANAK - EXAMECA AERONAUTIQUE - FIGEAC AERO - FILOTIX - FORGES DE BOLOGNE - FRAMATOME CONNECTORS FR - GLAUDE - L'HOTELLIER S.A. - INDRAERO - INTERTECHNIQUE - JANINI - JEHIER - LABINAL - LACROIX-LUCAERO - LATECOERE - LE JOINT FRANCAIS - MAM - MANOIR INDUSTRIES - MAP - MECAERO - MECANIQUE AQUITAINE - MECAPROTEC - MESSIER DOWTY - MESSIER BUGATTI - MICROTURBO - MPL - MTL - PAULSTRA - PCC - POTEZ AERONAUTIQUE - PRECI MECAN - QUETELOT - QUINSON - RAMBAULT S.A. - RATIER FIGEAC - REIMS AVIATION - SARMA - SERMATI - SFIB - SIMAG - SECMA - SEFCA - SEGNERE - SEPS - SGI - SMLP - SOFRANCE - SOGITEC - SPECITUBES - STAERO - STEINER - STRATIVER - TECALEMIT - TECHNIQUE ET FORMAGE - TECHNOFAN - TELEFLEX SYNERAVIA - T.M.E. - VIBRACHOC

Au-delà de l'UDF, Alain Madelin regarde vers Matignon

L'ancien ministre de l'économie veut se poser en alternative à Alain Juppé

Dans la bataille qui l'oppose à François Léotard et à André Rossinot pour la présidence de l'UDF, Alain Madelin, ancien ministre de l'économie et des finances, a

choisi d'opposer une campagne d'opinion à une campagne d'appareil. Mardi 27 février, son meeting de Levallois-Perret a rassemblé plus de 2 500 personnes.

ALAIN MADELIN est en campagne. Une campagne, en principe, c'est pour une élection. Matignon ne s'obtient pas par une élection. Alain Madelin fait tout de même campagne pour Matignon. Avec des jeunes, plein de jeunes, des tee-shirts pour « les jeunes avec Madelin », des tracts, des spots, des sports, de la musique, des élus, un ministre, des hôtes d'accueil, des sourires d'accueil, et même un service d'ordre armé. Avec, surtout, des partisans. Beaucoup de partisans, même si, en dépit des quinze mille invitations lancées, ils ne parvenaient pas tout à fait à remplir, mardi 27 février, les trois mille places de la salle omnisports Marcel-Cerdan de Levallois-Perret, dans les Hauts-de-Seine.

Is ont déjà une certaine idée de l'homme et ne demandent qu'à le conforter. Jacqueline est venue « l'écouter ». « Comme beaucoup de militants RPR, j'apprécie les idées d'Alain Madelin. Il est libéral, il n'a pas peur des réformes », assure-t-elle. Son amie Marie, qui l'accompagne, ajoute : « Les réformes sont un peu longues à venir. Moi, j'avais voté Chirac pour ses idées libérales ».

Nadim, lui, est tellement convaincu qu'il a adhéré à Idées-Action avant même sa majorité : « Ce qui me séduit, c'est le capitalisme. Le socialisme encourage les faibles ». Deux jeunes militants RPR de Paris sont là « pour l'homme d'avenir ». « Madelin, c'est quelqu'un que l'on suit depuis la campagne de Chirac », précisent-ils. « Surtout qu'avec le gouvernement, on est un peu déçu », ose la jeune femme. « Ce n'est pas la question », coupe aussitôt son compagnon.

Sa déception, Française la porte avec autant de naturel que son collier de perles : « Il y en a marre de cette droite qui se dit de droite mais qui ne l'est pas. Avec ce gouvernement, on a l'impression que l'on continue l'œuvre socialiste », tranche-t-elle. Venue avec deux de ses amis de l'UNI, une association universitaire proche du RPR, une étudiante s'empare : « Je suis ve-

nue pour l'abolition des privilèges. Surtout ceux des fonctionnaires. Il faut surmonter les rigidités », dit-elle avant de tourner ses talons plats. Militant du Parti républicain depuis un mois, Jacques se dit déjà « convaincu à 80 % » par les idées d'Alain Madelin, « surtout sur l'Europe ». Entre François Léotard et l'ancien ministre de l'économie, son choix est fait. « Léotard, il est trop vieux dans la politique. Il n'a plus d'idées nouvelles à proposer. Ce qu'il nous sert, c'est du rassis », affirme-t-il.

La déception se ramasse à la pelle. Les adhésions à Idées-Action aussi. De grands registres ont été ouverts à cet effet. « Donnez-moi vos nom et prénoms. On va vous envoyer une documentation sur Idées-Action très vite », propose une militante. « Idées-Action, c'est l'UDF ? », s'informe son jeune interlocuteur. « Non, c'est Madelin », lui répond-elle. « Mais alors, c'est l'UDF ? », insiste-t-il. « Pas exactement. C'est Madelin », conclut-elle. Une femme d'âge mûr s'avance

poliment : « Euh, je ne suis pas à l'UDF. Je peux entrer quand même ? », s'enquiert-elle. « Bien sûr, ce n'est pas un problème », indique la militante madeliniste.

L'UDF, au fait, on l'avait presque oubliée. Alain Madelin aussi. Dans son discours, il parle de la chute du mur de Berlin, d'Internet et des capitaux flottants, des OPCVM, de « ceux qui savent parce qu'ils ont été formés pour tout

ou se résumer, selon la terrible formule du général de Gaulle, à « un arrangement momentané entre professionnels de l'astuce ». Au fait, et ce n'est « pas par ambition personnelle », précise-t-il, Alain Madelin est candidat à la présidence de l'UDF.

Cécile Chambrault et Pascale Robert-Diard

savoir », de Jean Paul II, de la « démocratie à l'endroit » et de la politique à l'envers, de « la vérité qui ne vient plus d'en haut, mais d'en bas » et du ras-le-bol de ces « politiques qui décident à votre place ». Il emporte l'adhésion de la salle en célébrant « la France de l'initiative, du courage et du risque », « la France qui travaille dur », malmenée par ces élites qui « ont trop étudié l'économie politique et pas assez l'économie réelle » et qui « échappent aux règles de gestion ordinaire des Français ordinaires ». Il suscite moins d'enthousiasme en évoquant la fracture sociale, le drame du chômage et la « panne » de l'ascenseur social.

Rapidement, en passant, comme pour ne pas ennuyer, à quelques phrases de sa conclusion, Alain Madelin parle de l'UDF. Une UDF qui est sa « famille » et qui a « vocation à diriger le changement ». Une UDF qui ne saurait, selon lui, être « le point d'arrivée de je ne sais trop quels accords entre appareils politiques ».

Le choix des Adhérents directs

Les Adhérents directs de l'UDF devaient se prononcer, mercredi 28 février, sur le candidat qu'ils soutiendraient pour la présidence de l'UDF, soumise à élection le 31 mars. Pierre-André Wiltzer, délégué général des Adhérents directs, devait proposer à ses troupes d'appuyer la candidature de François Léotard, président du Parti républicain. Cette proposition, qui a reçu par avance l'appui de Simone Veil, pourrait avoir les faveurs de la majorité des Adhérents directs. Elle ne devrait cependant pas faire l'unanimité : plusieurs membres de cette composante de l'UDF ont en effet d'ores et déjà pris publiquement fait et cause pour Alain Madelin. C'est notamment le cas de Charles Millon, ministre de la Défense, et de Jean-Claude Lenoir, député de l'Orne. D'autres, comme Dominique Paillé, député des Deux-Sèvres, sont favorables à la candidature d'André Rossinot, président du Parti radical.

poliment : « Euh, je ne suis pas à l'UDF. Je peux entrer quand même ? », s'enquiert-elle. « Bien sûr, ce n'est pas un problème », indique la militante madeliniste.

L'UDF, au fait, on l'avait presque oubliée. Alain Madelin aussi. Dans son discours, il parle de la chute du mur de Berlin, d'Internet et des capitaux flottants, des OPCVM, de « ceux qui savent parce qu'ils ont été formés pour tout

ou se résumer, selon la terrible formule du général de Gaulle, à « un arrangement momentané entre professionnels de l'astuce ». Au fait, et ce n'est « pas par ambition personnelle », précise-t-il, Alain Madelin est candidat à la présidence de l'UDF.

Cécile Chambrault et Pascale Robert-Diard

Marc Blondel défend fermement son bilan à la tête de FO

Les clivages entre partisans et adversaires du secrétaire général de Force ouvrière se sont affirmés dès l'ouverture du 18^e congrès confédéral

Le TON aura été vite trouvé au 18^e congrès de FO, qui s'est ouvert mardi 27 février. Marc Blondel n'a pas fait dans la dentelle, en présentant son rapport d'activité.

Dans un discours fleuve de plus de deux heures, il n'a toléré aucune critique sur son bilan des trois ans écoulés depuis le congrès de Lyon et a prévenu qu'il n'accepterait « aucun procès d'intention, ni mise en demeure ». Souvent sec, parfois cassant, voire autoritaire, le secrétaire général s'est livré à une attaque en règle du comportement de Jacques Maitre, son rival.

« Quand on est militant, attaché à son organisation, c'est à elle qu'on réserve ses déclarations, ses prises de position, ses annonces ou ses élus d'âme. Ce n'est pas à l'extérieur de l'organisation, dans les médias, par exemple ».

Les variations sur ce thème se sont multipliées, suscitant des applaudissements nourris de la majorité des 3 000 délégués réunis : « On ne peut pas passer sa vie sur le pas de la porte et être d'accord uniquement quand ça arrange. Militer, mes chers camarades, c'est aussi accepter la règle du jeu, c'est-à-dire la démocratie interne à l'organisation syndicale ».

Balayant d'un revers de main les accusations de « personnalisation outrancière » du pouvoir à FO, les socialistes ont été « écartés médiatiques » et les « pesantiers démocratiques », M. Blondel a indiqué qu'il « n'a pas de leçon à recevoir, en terme de démocratie et de tolérance ». « Que ne ferait-on pas ou ne dirait-on pas au nom d'une pseudo-modernité ? », a-t-il conclu, assasin, sur le sujet.

M. Blondel a tenu à répondre à toutes les accusations dont il a été l'objet et a justifié sa manière d'être : « Je n'ai pas l'habitude de parler soft, dans le style consensus mou ». Revenant longuement sur le mouvement de novembre et décembre 1995, il a indiqué en être « fier ». Niant le rapprochement avec la CGT, il a expliqué que les deux organisations n'ont pas « défilé bras dessus, bras dessous », mais « parallèlement », contre le plan Juppé sur la sécurité sociale.

Alain Beauvillier

est moulu, il faut vivre avec son époque ».

C'est dans une veine similaire au discours de Marc Blondel que s'est engagée la discussion sur le rapport d'activité, qui donnera lieu à un vote jeudi. « La politique du secrétaire général me fait penser à ces fleuves africains, immenses et multiformes, qui n'arrivent jamais à la mer, car entre-temps, ils se sont perdus dans les sables », a expliqué, un brin provocateur, Luc Maréchal (Banque). Avec une alternance presque parfaite entre partisans et adversaires de M. Blondel, les débats se sont vite animés.

Les reproches adressés à la confédération ont porté sur l'influence trop grande des trotskistes au sein de l'organisation et les tentatives de rapprochement avec la CGT. « Marc, tu te trompes. Tu n'arriveras pas à plumer la volaille communiste ! », a crié Pierre Gendreau (Banque), estimant que les salariés « préfèrent toujours l'original à la copie ». Pour Gérard Fossé (Agriculture), « ce n'est pas d'un sauveur suprême dont on a besoin, mais d'un secrétaire général de FO ».

Plusieurs délégués du secteur privé ont dénoncé l'absence de réaction de la confédération, lors de l'allongement de la durée de la retraite en juillet 1993, avec le passage de 37,5 à 40 années de cotisations, face à la levée de bouillottes, lorsque le gouvernement a voulu aligner les fonctionnaires sur le même régime. Michel Huc (métallurgie) a plaidé pour un réajustement du privé dans les instances et les structures de FO. Alors que la plupart des interventions ont été prononcées sous les sifflets et les huées, les quelques prises de parole qui se sont placées au-delà des clivages ont rencontré une faible écho. Jean-Louis Mourgue (PIT) a pourtant déploré que FO « soit une organisation qui vive repliée sur elle-même, qui manque d'audace ». « Il faut partir à la conquête de la société », a-t-il souligné.

Alain Beauvillier

Jean-Marie Le Pen invite les retraités à « sonner la charge »

IL Y A QUELQUES JOURS, Jean-Marie Le Pen, président du Front national, déclarait, dans un entretien accordé au Figaro, que c'était dans les rangs « des déçus de la majorité actuelle » que le FN avait le plus de chance de recruter. « Il faut dire, ajoutait-il, que le fossé qui existe entre les promesses électorales du président et leur réalisation par le gouvernement Juppé nourrit puissamment cette déception. C'est le cas dans le domaine de l'Europe, mais aussi de la fiscalité ».

Mardi 27 février, le Cercle national des retraités et retraitées (CNRR) association satellite du Front national, organisait un meeting à Paris sur le thème de « la protection sociale des Français », avec pour invité à la tribune, aux côtés du secrétaire général du FN, Bruno Collinich, et de Jean-Marie Le Pen, Alain Dumait, ex-UDF-PR,

conseiller de Paris (div. 4.), maire adjoint du 2^e arrondissement, président d'une association intitulée Les contribuables associés, qui revendique 85 000 adhérents.

C'est sur ce thème de la fiscalité que M. Dumait est intervenu. Ne se privant pas de dénoncer les « excès de dépenses publiques entraînant un excès de dépenses obligatoires », cet « extrémiste de la liberté », comme il se qualifie lui-même, a, devant un public enthousiaste d'environ 1 200 personnes, fustigé la politique gouvernementale.

En juillet 1995, M. Dumait avait été l'instigateur d'un rapprochement avec le FN quand il avait essayé de créer un groupe d'élus indépendants au Conseil de Paris avec Benoite Taffin, maire UDF dissidente du 2^e arrondissement, Georges Mesmin (UDF), Jean-

Pierre Reveau (FN) et Jean-Philippe Hubin (RPR), qui s'est désisté au dernier moment. Puis, lors des élections sénatoriales à Paris, en septembre, il avait accueilli un représentant du FN, Jean-Baptiste Blagot, sur la liste qu'il conduisait. M. Dumait n'a donc pas oublié son rôle d'avant-garde d'une alliance potentielle des déçus de la droite avec les ultra-nationalistes : il a invité, avec lyrisme, les retraités à utiliser leur bulletin de vote pour « soutenir l'autre politique, celle de l'anti-fiscalisme, celle qui proposera demain aux Français l'alliance des nationaux et des libéraux ». Une alliance qu'il estime « nécessaire et urgente ».

Clôture du meeting, Jean-Marie Le Pen s'est montré soucieux de se démarquer des propos ultra-libéraux de l'invité du CNRR. « Nous sommes au FN des défenseurs du

marché, c'est-à-dire d'une liberté et d'une concurrence ; mais il n'est aucun système qui soit idéal et dont l'application pure et simple assurerait le triomphe et le succès », a-t-il précisé, en ajoutant : « Il est bien évident que l'excès, même dans les doctrines les plus remarquables, est une faute lourde ».

M. Le Pen ne s'est pas davantage privé de mettre discrètement des bâtons aux prises de position de M. Dumait en faveur d'un système de retraite par capitalisation : « Nous ne devons pas être prisonniers de dogmes : capitalisation ou répartition. Il n'y a pas de système idéal et, de toute façon, le passage de l'un à l'autre demandera des années », a-t-il souligné.

« DÉBILISATION »

Symbole d'une volonté d'ouverture, peut-être aussi étape dans la campagne de « débilisation », cette soirée du CNRR à la Mutualité répondait aussi à la préoccupation du FN d'occuper un champ social où il est défaillant. Après avoir longuement vilipendé M. Juppé, qu'il accuse de refuser « d'aborder franchement certains tabous » comme, précise-t-il, « le lien de la question des retraites avec celle de l'immigration » et « l'ouverture sans mesure des frontières », M. Le Pen a déclaré vouloir « faire cesser les distorsions qui existent entre les retraites des secteurs public et privé ».

Enfin, le président du Front national s'est prononcé pour « une responsabilisation des citoyens avec la liberté dans le choix des organismes de retraite », avant de lancer un tonitruant « retraités de tous les pays, unissez-vous, cessons de sonner la retraite, sonnez la charge ».

Christiane Chombeau

Sondages : M. Chirac progresse le premier ministre stagne

AMORCÉ DEPUIS LA FIN DE 1995, le redressement de Jacques Chirac dans l'opinion publique se confirme. Selon l'enquête réalisée les 23 et 24 février auprès d'un échantillon de 957 personnes par Gallup pour L'Express (daté 29 février-6 mars), le président de la République recueille 43 % d'opinions favorables (+3 points par rapport à janvier), contre 50 % d'avis contraires.

Cette tendance est confirmée par une autre enquête, réalisée les 23 et 24 février auprès de 1 002 personnes par CSA pour Le Vie (daté 29 février-6 mars), selon laquelle la cote de confiance du chef de l'Etat progresse de 2 points en février (43 % de satisfaits) tandis que 43 % de personnes interrogées ne lui font pas confiance (-4 points). En revanche, la cote de confiance d'Alain Juppé stagne dans ces deux enquêtes. Pour Gallup, le premier ministre recueille, comme en janvier, 32 % de bonnes opinions, contre 63 % de mauvaises opinions (+3 points). Pour CSA, M. Juppé recueille, comme en janvier, 34 % d'opinions favorables contre 59 % d'avis négatifs.

DÉPÊCHES

■ DÉPUTÉ : Patrick Herr (UDF-FD) est devenu le nouveau député de la première circonscription de la Seine-Martinique en remplacement de Jeanine Bonvoisin, décédée le 25 février, dont il était le suppléant depuis mars 1993. Né le 21 mai 1945 à Rouen, officier ministériel, M. Herr a adhéré au Centre démocrate de Jean Lecanuet en 1965. Membre du conseil municipal de Rouen de 1977 à 1995, M. Herr est conseiller régional de Haute-Normandie depuis 1995 et conseiller général de Seine-Martinique.

■ PARTI COMMUNISTE : la visite en Israël du secrétaire national du PCF, Robert Hue, a été reportée. « d'un commun accord avec les représentants des autorités israéliennes », en raison de l'annonce des élections législatives anticipées à la Knesset, le 29 mai. M. Hue, qui souhaite effectuer une tournée au Proche-Orient (Liban, territoires autonomes), se rendra en Israël après ces élections.

■ FINANCES LOCALES : Argentuil devrait augmenter ses impôts locaux de près de 30 % en 1996, a annoncé le conseil municipal, mardi 27 février. Cette ville du Val-d'Oise doit en effet combler un « trou » de 125 millions de francs, pour un budget proposé de 770 millions. Cette situation est due, selon la nouvelle équipe, à la baisse des dotations de l'Etat et à l'héritage de l'ancienne municipalité dirigée par le communiste refondateur Robert Montagnier. Malgré l'annonce de quelques mesures d'économies et une première estimation de la hausse de la pression fiscale de 15 %, le nouveau maire, Roger Ouvrard (PC), a estimé qu'il manquait encore 43 millions pour boucler le budget, qui sera voté le 29 mars. Le conseil municipal a demandé une subvention exceptionnelle d'équilibre à l'Etat pour éviter une nouvelle augmentation des impôts.

■ ÉNA : le conseil d'administration de l'Association des anciens élèves de l'ENA a élu à sa présidence Guy Berger, conseiller maître à la Cour des comptes, mardi 27 février. M. Berger succède à Raphaël Alomar, qui, au terme de quatre mandats, n'a pas souhaité se représenter.

LE COLLÈGE DES HAUTES ÉTUDES DE L'ENVIRONNEMENT (C.H.E.E.) ouvre sa 2^{ème} session le 21 mars 1996

LÉONARD DE VINCI
POLYTECHNIQUE

Le C.H.E.E. s'adresse à des responsables de haut niveau relevant de toute organisation, entreprise ou collectivité, publique ou privée. La diversité de leurs origines professionnelles enrichit le réseau qu'ils constituent.

L'objectif de la formation est d'amener les « auditeurs » à une meilleure compréhension des enjeux de l'environnement et des stratégies développées par les différents acteurs. Il s'agit de les aider à mieux appréhender l'impact de l'environnement et d'y préparer leur propre organisation aux niveaux politique et stratégique.

Les enseignements reposent sur les témoignages de personnalités, d'experts et de praticiens. Ils sont conçus par des « coordinateurs », eux-mêmes experts et enseignants, qui apportent références et compléments de connaissances dans une perspective internationale.

La participation à une session est compatible avec l'exercice des responsabilités professionnelles. L'enseignement, qui est réparti en séances dirigées et conférences, est principalement dispensé le jeudi (10h30 - 16h) et ponctué de séminaires mensuels de deux jours.

Pour tout renseignement, et pour se procurer un dossier complet, s'adresser à :

L'Institut de l'Environnement Leonard de Vinci - 92316 Paris La Défense Cedex - Tél. (1) 41 16 73 23 - Fax. (1) 41 16 73 28

MÉDECINE
la santé est la base de la vie
propre santé, propre avenir
villes saines, villes prospères
dispositifs de prévention

La prise en charge

LES MÉDECINS
la santé est la base de la vie
propre santé, propre avenir
villes saines, villes prospères
dispositifs de prévention

Quatre

LES MÉDECINS
la santé est la base de la vie
propre santé, propre avenir
villes saines, villes prospères
dispositifs de prévention

la chambre d'...

LES MÉDECINS
la santé est la base de la vie
propre santé, propre avenir
villes saines, villes prospères
dispositifs de prévention

LES MÉDECINS
la santé est la base de la vie
propre santé, propre avenir
villes saines, villes prospères
dispositifs de prévention

l'effend fermement
la tête de FO

سلاحيات

SOCIÉTÉ

LE MONDE / JEUDI 29 FÉVRIER 1996

MÉDECINE Le secrétariat d'Etat à la santé et à la Sécurité sociale devrait prochainement annoncer de nouvelles mesures visant à renforcer les dispositifs de dépistage de la trisomie 21. Certains examens, dont l'amniocentèse, seront remboursés aux femmes dès l'âge de trente-cinq ans, contre trente-huit ans aujourd'hui.

● EN DIX ANS, malgré les politiques de dépistage mises en place, le nombre d'enfants trisomiques n'a pas diminué, du fait notamment du nombre croissant de femmes enceintes entre trente-cinq ans et trente-sept ans et qui ne peuvent bénéficier de la prise en charge d'une amniocentèse.

● EN DISCUSSION depuis quatre ans, ces mesures devraient permettre à la France de combler son retard par rapport aux autres pays développés. L'extension de la politique de dépistage permettra également d'offrir de meilleures garanties sur la fiabilité des tests.

rapport aux autres pays développés. L'extension de la politique de dépistage permettra également d'offrir de meilleures garanties sur la fiabilité des tests.

rapport aux autres pays développés. L'extension de la politique de dépistage permettra également d'offrir de meilleures garanties sur la fiabilité des tests.

La prise en charge du dépistage de la trisomie 21 va être étendue

Le nombre des naissances d'enfants atteints de cette malformation chromosomique majeure n'a pas diminué depuis dix ans. De nouvelles mesures devraient être adoptées, dont le remboursement de certains examens chez les femmes âgées de moins de trente-huit ans

LES AUTORITÉS sanitaires et gouvernementales étendent aujourd'hui les mesures qui doivent être prises pour améliorer l'efficacité du dépistage anténatal de la trisomie 21, cette malformation chromosomique majeure dont la collectivité cherche - depuis qu'on a identifié ses bases biologiques - à réduire la fréquence. Sous l'égide de l'association Saint-Vincent-de-Paul Prénatal, les responsables du registre des malformations congénitales de Paris, dirigés par Jeanine Goujard, viennent de rappeler les termes de cette problématique et les solutions déjà adoptées dans plusieurs pays européens.

La trisomie 21 affecte en moyenne un fœtus sur 600 ou 700. Le risque pour une femme de donner naissance à un enfant trisomique est très différent selon l'âge. Il passe de 1 sur 1 500 avant trente ans à 1 sur 750 entre trente et trente-cinq ans, puis à 1 sur 270 entre trente-cinq et trente-neuf ans. Au-delà, il est de l'ordre de 1 sur 60. Depuis la mise en place, au milieu des années 70, des premiers éléments de dépistage prénatal, on a assisté à la diffusion des méthodes permettant de mieux anticiper l'existence d'une trisomie. La

confirmation du diagnostic de trisomie 21 se fait par l'analyse du patrimoine chromosomique (ou caryotype) du fœtus, ce qui impose le prélèvement de cellules présentes dans le liquide amniotique (amniocentèse) à partir de la dix-huitième semaine de grossesse.

L'ÂGE CROISSANT DE GROSSESSE Mis en place en 1973, le diagnostic anténatal de la trisomie 21 ne fut dans un premier temps pris en charge que pour les femmes de plus de quarante ans. En 1980, une convention nationale ramena cette limite à trente-huit ans. Depuis, le nombre des amniocentèses et des caryotypes fœtaux n'a cessé de croître, passant de 2 800 en 1980 à près de 25 000 en 1990. Pourtant, de manière paradoxale, le nombre des naissances d'enfants trisomiques 21 n'a pas diminué : de 11 cas pour 10 000 naissances en 1981, il se situe aujourd'hui à 9 cas pour 10 000.

Ce phénomène tient pour l'essentiel au nombre croissant des femmes enceintes entre trente-cinq ans et trente-sept ans. Selon les dernières données disponibles de l'Insee, cette situation repré-



sente 11 % de l'ensemble des grossesses et 19 % des cas de trisomie. Or ces femmes qui ont un risque accru de donner naissance à un enfant trisomique ne peuvent bénéficier de la prise en charge par la collectivité d'une amniocentèse. Cette situation est d'autant plus incohé-

rente que de nouvelles techniques diagnostiques (remboursées par la Sécurité sociale) leur permettent d'être informées de l'existence de possibles malformations fœtales. Ces techniques sont de deux ordres : les examens échographiques - de plus en plus perfor-

mants - du contenu utérin et le dépistage dans le sang maternel de « marqueurs », substances dont la présence témoigne d'une augmentation du risque.

ANALYSE SANGUINE

« La France reste actuellement l'un des rares pays où le seuil d'âge maternel pour la prise en charge financière des actes de dépistage reste fixé à trente-huit ans. La possibilité d'un abaissement de ce seuil semble se heurter à des contingences d'ordre politique et économique », écrit-il. Il y a peu, M^{me} Goujard. On indique toutefois, de bonne source, que les recommandations des spécialistes médicaux, prises en compte par la direction générale de la santé et par la commission de la nomenclature, vont rapidement trouver une traduction officielle. Ces recommandations consistent schématiquement à proposer aux femmes enceintes, à partir de trente-cinq ans, une analyse sanguine des substances (hCG et alpha-fœto-protéine) reflétant un risque potentiel supérieur à la normale. Cette analyse pourrait être faite avant la dix-huitième semaine de grossesse.

Les femmes devront être informées de manière précise sur la valeur diagnostique de la méthode et sur ses limites. Ces dosages peuvent en effet conduire à la réalisation d'amniocentèses qui ne concluront pas à l'existence d'une trisomie, alors même que ce prélèvement n'est pas toujours inoffensif. En cas de résultats positifs du dosage des marqueurs, l'amniocentèse pourrait être proposée à partir d'un risque supérieur à 1 sur 250. Dans le cas où la femme accepte l'amniocentèse, cet examen serait pris en charge.

Contrairement à certaines interprétations, cette mesure n'est pas en opposition avec l'avis qu'avait rendu sur ce thème, en 1993, le Comité national d'éthique. Tout en s'opposant à un programme de santé publique visant à « un dépistage de masse systématique de la trisomie 21, qu'il soit direct ou qu'il recoure à des dosages biologiques », ce comité expliquait alors ne pas voir d'objection à « un programme visant à affiner les indications médicales par utilisation, chez les femmes qui le désirent, des tests biologiques sanguins. »

Jean-Yves Nau

Quatre années d'attente et de controverses

LES PROCHAINES MESURES visant à élargir le dépistage anténatal de la trisomie 21 mettront un terme à une controverse vieille de plusieurs années. Reste à décider, politiquement, la France est un pays où les femmes ne bénéficient pas de dispositions équivalentes à celles en vigueur dans de nombreux pays économiquement comparables. « Les pouvoirs publics ont été saisis de cette question dès 1992 par le collège national des gynécologues-obstétriciens, rappelle le professeur Michel Tournaire (hôpital Saint-Vincent-de-Paul, Paris). Bernard Kouchner avait alors demandé un avis au Comité national d'éthique. Cet avis a été rendu en juin 1993. Il s'agissait d'un texte quelque peu alambiqué qui donna lieu à de mauvaises interprétations. Par la suite, Philippe Douste-Blazy avait donné son accord de principe avant de quitter le ministère de la santé et Elisabeth Hubert, qui lui succéda, n'eut pas le temps de prendre une décision. »

RENFORCER LA FIABILITÉ DES RÉSULTATS

Pour le professeur Tournaire, la situation actuelle est, à de nombreux égards, injuste. « Aujourd'hui, un couple qui souhaite un dépistage sanguin de la trisomie 21 peut faire pratiquer des dosages pris en charge par les caisses d'assurance-maladie, explique-t-il. Mais, en cas de risque élevé, le caryotype fœtal n'est pas pris en charge si la femme n'a pas trente-huit ans. Or le coût de ce caryotype se situe à près de 2 500 francs. Par ailleurs, la situation actuelle n'est pas satisfaisante d'un point de vue médical et scientifique. Plusieurs spécia-

listes dénoncent en effet certaines dérives dues à la mise en œuvre des dosages biologiques par des laboratoires non spécialisés, et dont les informations erronées peuvent aisément conduire la femme à demander une interruption de grossesse alors même que l'enfant qu'elle porte n'est pas trisomique.

La mise en place d'une extension de la politique de dépistage anténatal de la trisomie 21 bénéficiera grandement, à cet égard, des récentes dispositions législatives de bioéthique concernant l'agrément des laboratoires de génétique. Outre les garanties offertes dans la fiabilité des résultats, ce nouveau maillage devrait permettre de fournir aux couples concernés la meilleure information possible sur un sujet dont on mesure à quel point il peut être sensible et douloureux. La décision d'élargir ce diagnostic conduit immanquablement à relancer le débat sur l'interruption de grossesse, le statut de l'enfant trisomique et l'eugénisme. « On peut bien évidemment s'interroger sur le problème de fond d'une politique qui conduit à élargir le nombre de propositions d'interruption médicale de grossesse et donc de réduire le nombre des enfants trisomiques, fait valoir le professeur Tournaire. Mais dans ce cas il faut se demander pourquoi le dépistage est remboursé après trente-huit ans et pas avant. Quel responsable politique oserait, aujourd'hui, revenir sur une mesure qui, à l'époque où elle a été proposée, n'a pas suscité de polémique ? »

J.-Y. N.

« Une histoire d'amour, pas une bonne action »

LA PETITE MAISON de Cathy et Hubert, en banlieue parisienne, est encombrée de jeux, d'une impressionnante collection de Schtroumpfs, de reliquats de bricolage électronique entravant la marche... Les faufais ? Deux garçons de vingt et douze ans, Gaëtan et Damien. Et une petite puce de quatre ans qui se construit une maison sur le tapis du salon, en emplant patiemment des morceaux de bois. Eve-Angélique, une fille de cheveux blonds, une frange qui s'ouvre sur des yeux clairs et une robe de velours vert, avec une oie sur la poche. Elle est trisomique mais n'a rien, pour ses parents, d'un accident de la nature.

La « princesse de la maison », aboulement de dix ans, a été adoptée en décembre 1991 par ce couple de quadragénaires « ni héros ni barjots ». « On ne s'est pas levé un beau matin en se disant qu'on allait adopter un enfant trisomique ! », lance Hubert. L'histoire de Cathy et d'Hubert commence de manière beaucoup plus banale. Un

premier enfant, en 1976, et le second qui tarde à venir. Cathy se croit devenue stérile, ce qui démentira la naissance de Damien. « L'idée d'adopter nous est venue très naturellement. Enfant biologique ou adoptif, peu nous importait. » Mais les démarches qu'ils entament alors les déroutent. Déjà parents, ils n'ont aucune chance d'adopter un enfant français. Une adoption internationale ? « On nous demandait 20 000 francs pour un Coréen, 30 000 pour un Indien... Nous n'avions pas les moyens ! J'avais envie de leur demander si un enfant sans jambes serait moitié-prix ! », se rappelle Cathy.

« On espère la rendre aussi heureuse qu'elle nous rend heureux »

L'association Terre des hommes leur donne alors le contact de l'association Emmanuel, qui se bat pour l'adoption des enfants trisomiques. « Ce qu'ils faisaient nous a semblé magnifique. Mais c'était nécessairement chez les autres, pas chez nous, pourrait Cathy. Face à un handicap physique, à la rigueur, on trouve toujours des solutions, mais le handicap mental me tétanise. Pour moi, un trisomique était un extraterrestre. » Sans trop de remords, la réponse envoyée à l'association est donc négative. « On s'était trouvé des tas de bonnes excuses... que deux événements viendraient balayer. Cathy, victime d'un accident d'autocar en compagnie de son fils, gravement touché, se retrouve dans un service de neurochirurgie à jouer avec des enfants « au crâne rose ». « Je me suis dit que les enfants malades, qui en plus avaient subi les traumatismes de l'abandon, étaient sans doute ceux qui avaient le plus besoin de nous. » La décision d'adopter un enfant handicapé physique est prise. Le couple fait alors la connaissance d'une famille qui l'accueille en son sein une petite fille trisomique, Anaïs. Et celle-ci leur

« accroche le cœur ». Eve-Angélique est arrivée le 14 décembre 1991, à peine âgée de trois mois. « Quand on l'a tenue pour la première fois dans les bras, on s'est dit qu'on avait vraiment été crétiens d'attendre aussi longtemps avant de se décider ! » Protestants, très croyants, Hubert et sa femme ont d'abord le sentiment que cette adoption est un « accomplissement de leur foi ». « Nous avons ressenti un appel. La preuve que Dieu nous a fait signe. » Pour moi, estime Hubert, adopter Eve-Angélique, c'est un peu plus intelligent que d'aller tout casser dans les services où l'on avorte... Parce que si nous avions eu un enfant trisomique lorsque nous étions plus jeunes, je ne sais pas ce que nous aurions fait. On n'a pas le droit de juger tant qu'on a pas été confronté à cette situation. »

Le couple insiste sur le fait qu'une telle adoption ne doit en aucun cas être un pis-aller : « Ce ne doit pas être une bonne action mais une histoire d'amour. » Cathy, qui ne donne que quelques heures de cours par semaine et peut demeurer à la maison le reste du temps, évoque en vrac les couches, encore indispensables, les premiers pas vers trois ans seulement, la parole, si longue à venir, la nécessité de stimuler Eve-Angélique en permanence pour qu'elle fasse des progrès. « Elle a le sens de l'humour, commente Cathy, un don pour saisir ce qu'il y a de drôle dans la vie. Elle est terriblement câline et vive, tout passe, elle comprend tout. » Si elle est triste ou gaie, c'est pour de vrai », ajoute Hubert.

Son avenir ? Le couple se garde, semble-t-il, d'y trop penser. Cathy craint que l'école maternelle ne fasse davantage ressortir à sa fille son handicap. Quant au long terme... « Ce qu'elle aura eu, tout cet amour, on ne le lui reprendra pas. Elle est et restera trisomique, n'entrera pas à l'Académie française, ne fondera pas de famille. Mais on espère lui donner un peu d'autonomie, lui apprendre à lire et à écrire. La rendre aussi heureuse qu'elle nous rend heureux. »

Pascal Krémer

La chambre d'accusation de Paris examine le dossier du sang contaminé

OUVERT À NOUVEAU en 1994 sous la qualification d'empoisonnement, le dossier du sang contaminé par le virus du sida n'en finit pas d'être instruit. La commission d'instruction de la Cour de justice de la République examine depuis septembre 1994 l'éventuelle responsabilité de trois anciens ministres : Laurent Fabius, Edmond Hervé et Georgina Duflos.

Parallèlement, treize personnes ont été mises en examen par le juge parisien Marie-Odile Bertella-Geoffroy : quatre salariés du Centre national de transfusion sanguine - Michel Garretta, Jean-Pierre Allain, Bahaman Habibi et Gérard Jacquin -, cinq collaborateurs des ministres et quatre

membres de la direction générale de la santé (DGS).

Les mises en examen pourraient se poursuivre dans les autres sections ayant participé à la diffusion des lots contaminés, tels que les centres de fractionnement et les médecins prescripteurs. Mais, ce dossier n'ayant jamais fait bon ménage avec la logique, il semble bien difficile de prévoir l'issue d'une aussi laborieuse instruction, d'autant que sont venus s'y greffer des éléments concernant le cas de certains transfusés et la mise en place des tests de dépistage.

Le magistrat instructeur semble vouloir recentrer son dossier en écartant certaines constitutions de parties civiles qui ont fait appel de

l'ordonnance, les déclarant irrecevables. Cet appel sera examiné, mercredi 28 février, par la chambre d'accusation de Paris.

Au-delà de cette étape procédurale, les personnes mises en examen soulèvent une foule de mille questions qui seront examinées par la chambre d'accusation dans le courant du mois de mars. Les conseils de l'un des membres de la DGS, Made-Thérèse Pierre, demandent ainsi l'annulation de la procédure en observant que leur cliente ne sait toujours pas ce qu'on lui reproche, ce qui constitue une violation de la loi française et de la convention européenne des droits de l'homme.

De leur côté, les défenseurs de Michel Garretta estiment que le principe de l'autorité de la chose jugée a été violé, puisque, en 1993, leur client a été condamné pour les mêmes faits, qualifiés à l'époque de tromperie, à quatre ans de prison par la cour d'appel de Paris. Les avocats, qui constatent que l'instruction en cours correspond exactement à l'ancien dossier, rappellent que l'autorité de la chose jugée est consacrée à la fois dans la loi nationale et dans la convention européenne, qui déclare que « nul ne peut être poursuivi ou puni pénale-ment par les juridictions du même Etat en raison d'une infraction pour

laquelle il a déjà été acquitté ou condamné par un jugement définitif ». Ils demandent donc l'annulation de la procédure.

La seconde mise en examen du docteur Garretta, qui avait provoqué une vive controverse parmi les magistrats, tant sur le principe de la double poursuite que sur la qualification d'empoisonnement.

Seule la Cour de cassation pourra mettre un terme à cette discussion. En mai 1995, le premier président de la haute juridiction, Pierre Drai, avait indiqué qu'il n'hésiterait pas, dans ce dossier, à saisir l'Assemblée plénière, « comme chaque fois que se pose un problème particulièrement sensible et quand l'application d'une règle de droit importante demande une réponse claire, nette et précise ».

Maurice Peyrot

RARISSIME

Librairie de livres anciens (6^e)
la première dans sa spécialité

A VENDRE

Solide fonds de clientèle
Important potentiel

Tél : M. Huret - Bux : 42-88-58-06

PINO

HEAT

DEIRO

« UN THRILLER ÉPIQUE. » Le Monde

Les auteurs de ce roman ont écrit des romans célèbres et ont été récompensés par le prix Nobel de la littérature.

La justice fiscale

un sujet inaccessible ?
un objectif impossible ?

Le Syndicat National Unifié des Impôts répond NON !

■ Des injustices aujourd'hui mesurables par tous

La TVA

Première recette fiscale, la TVA devrait rapporter 761 milliards de francs en 1996.

Elle a augmenté de 10,8 % le 1-08-95. Or, c'est l'impôt le plus injuste, le plus inégalitaire.

La TVA frappe proportionnellement plus les détenteurs de petits revenus - qui consomment l'essentiel de leurs ressources - que les titulaires de hauts revenus qui affectent une partie de ces derniers à l'épargne.

Percevant le SMIC, votre salaire sera amputé d'environ 8 % par la TVA alors que si vous gagnez 100 000 F bruts par mois vous ne consacrerez que 4,8 % à cet impôt.

La TVA ne tient compte ni de votre capacité contributive, ni de votre situation familiale. Non identifiée lors de son paiement par le consommateur - réputée indolore - elle est ainsi, malgré son caractère injuste, bien acceptée.

L'impôt sur le Revenu

Deuxième recette fiscale, l'impôt sur le revenu rapporte depuis longtemps deux fois moins que la TVA.

Sa structure progressive - plus le contribuable a de hauts revenus, plus sa contribution devrait être forte - est pourtant plus juste que celle de la TVA. De multiples possibilités permettent cependant à certains revenus d'échapper à la progressivité et en limitent donc la justice.

Ainsi, du fait des exonérations, des prélèvements libératoires, des abattements, seulement 10 % des 488 milliards des revenus de l'épargne financière mesurés en 1992 par la Comptabilité Nationale étaient effectivement imposés à l'impôt sur le revenu.

De la même manière, les nombreuses « réductions » visant à favoriser certains secteurs économiques ou certains types de revenus ont perversé au fil du temps la neutralité de l'impôt sur le Revenu avec un impact économique incertain.

L'impôt sur les Sociétés

Troisième recette fiscale, l'impôt sur les Sociétés rapporte près de 5 fois moins que la TVA.

De 1986 à 1993, son taux a été abaissé de 50 à 33,33 %.

Cette mesure normalement destinée à favoriser l'emploi n'a pas eu l'effet attendu. Elle n'a d'ailleurs profité qu'aux seules entreprises taxables, celles ayant un bénéfice. Elle a encore réduit la contribution des entreprises à l'effort de solidarité nationale.

Au total, les « cadeaux » fiscaux et allègements sociaux profitant aux entreprises se sont élevés, en dix ans, à plus de 180 milliards de francs.

Les récentes mesures (transmission des entreprises, plan PMI/PME, exonérations liées à l'aménagement du territoire) vont renforcer ces « faveurs ».

Sans portée économique réelle et démontrée, elles rompent un peu plus la notion d'égalité et sont quasiment incontrôlables.

L'impôt de Solidarité sur la Fortune

Le symbole de la fiscalité française rapporte brillamment 8 milliards de francs, presque 100 fois moins que la TVA.

Entre l'impôt sur les Grandes Fortunes de 1985 et l'impôt de Solidarité sur la Fortune, pour une structure presque identique, le nombre de redevables et le produit de cet impôt ont pourtant doublé. La crise n'a pas dû toucher tout le monde !

Ce ne sont pas les surtaxes de 10 % d'ISF ou d'IS votées dans le collectif budgétaire 95 qui inverseront ces proportions !

De fait, ce sont les revenus du travail, principalement salarié, qui supportent le plus gros de l'effort fiscal. De la même manière, ils contribuent toujours à l'essentiel du financement de la protection sociale et au règlement de son déficit.

Ce n'est pas juste !

■ Des principes de réformes compréhensibles par tous

Diminuer le poids de la TVA

Pour plus de justice, il faut réduire la part de la TVA dans les recettes fiscales de l'Etat. Une double mesure le permettrait : la diminution du taux normal - qui concerne 80 % de la consommation - et la création d'un taux zéro sur les produits de consommation courante.

Pour être efficaces, ces mesures devraient être réellement répercutées sur les prix. Il faut, en effet, se rappeler que la suppression définitive du taux majoré de 33 %, en 1992, n'a pas eu d'effet pour le consommateur.

Redonner une place prépondérante à l'impôt direct progressif

Une réforme du seul impôt sur le revenu ne modifierait pas la structure profondément inégalitaire du système fiscal français.

Pire, un élargissement de son assiette couplé avec une nouvelle réduction du nombre de tranches et l'introduction de la déductibilité de la CSG limiteraient la contribution des hauts revenus au mépris d'une recherche de meilleure redistribution des richesses.

Pour plus de justice, il faut associer une diminution du poids de l'impôt indirect à un renforcement de l'impôt sur le Revenu dont la progressivité ne doit pas être édulcorée.

Equilibrer la contribution des différents revenus

Pour plus de justice, et toujours dans le même contexte, il faut s'employer à faire participer de manière plus équitable les revenus des entreprises, du capital, de l'épargne et du travail.

L'augmentation du taux de l'IS, l'élargissement de l'assiette de l'ISF, la suppression des mesures exonérant ou limitant la taxation des revenus de capitaux doivent contribuer à diminuer le « poids » de l'imposition portant sur les revenus du travail. Ce réajustement ne doit pas s'arrêter aux recettes fiscales. Il doit viser l'ensemble des prélèvements fiscaux et sociaux, notamment par une modification de l'assiette des cotisations d'assurance maladie.

OUI, il est aujourd'hui urgent

de conjuguer

**JUSTICE FISCALE
JUSTICE SOCIALE**



SYNDICAT NATIONAL UNIFIÉ DES IMPÔTS

80-82, rue de Montreuil - 75011 PARIS - Tél. : 44-64-64-44

Les domaines d'ont évolué

Le monde de la fiscalité française rapporte brillamment 8 milliards de francs, presque 100 fois moins que la TVA.

Entre l'impôt sur les Grandes Fortunes de 1985 et l'impôt de Solidarité sur la Fortune, pour une structure presque identique, le nombre de redevables et le produit de cet impôt ont pourtant doublé. La crise n'a pas dû toucher tout le monde !

Ce ne sont pas les surtaxes de 10 % d'ISF ou d'IS votées dans le collectif budgétaire 95 qui inverseront ces proportions !

De fait, ce sont les revenus du travail, principalement salarié, qui supportent le plus gros de l'effort fiscal. De la même manière, ils contribuent toujours à l'essentiel du financement de la protection sociale et au règlement de son déficit.

Ce n'est pas juste !

La Cour de justice de l'Union européenne

LES FISCALISME

de l'Union européenne

La Cour de justice de l'Union européenne a rendu un arrêt qui a des conséquences importantes sur la fiscalité de l'Union européenne.

La Cour a jugé que les États membres ne peuvent pas imposer des taxes sur les produits de consommation courante qui dépassent le taux normal de la TVA.

La Cour a également jugé que les États membres ne peuvent pas imposer des taxes sur les produits de consommation courante qui dépassent le taux normal de la TVA.

La Cour a également jugé que les États membres ne peuvent pas imposer des taxes sur les produits de consommation courante qui dépassent le taux normal de la TVA.

Les domaines de compétence des élèves ont évolué depuis les années 20

Meilleurs en rédaction, les jeunes collégiens se révèlent moins bons en orthographe

La direction de l'évaluation et de la prospective du ministère de l'éducation nationale a fait passer à des collégiens âgés de douze à quatorze

ans des épreuves du certificat d'études des années 20. Les élèves de 1995 sont meilleurs en rédaction mais plus mauvais en orthographe. Ils

calculent presque aussi bien, mais se révèlent médiocres dans la résolution des problèmes. Ces évolutions reflètent celles de la société.

C'ÉTAIT UNE IDÉE intéressante, assez difficile à réaliser : comparer, dans des conditions peu ou prou équivalentes, les performances d'élèves des années 20, âgés de douze à quatorze ans, candidats au certificat d'études, et de collégiens d'aujourd'hui (*Le Monde* du 10 juin 1995). Ce projet a été mené à bien par le directeur de l'évaluation et de la prospective (DEP) du ministère de l'éducation nationale, Claude Thélot. Pour quoi avoir choisi les années 20 ? Les archives scolaires de cette époque sont rares, mais la découverte, par un chercheur en sciences de l'éducation, de séries complètes de copies du « certifié » des années 1923, 1924 et 1925 dans la Somme a créé l'occasion.

En juin dernier, deux échantillons d'un peu moins de trois mille élèves chacun, un pour la Somme, un pour le reste de la métropole, ont donc repassé les épreuves de français et de calcul proposées au certificat d'études primaires, qui couronnaient à l'époque une scolarité de bon élève. Précisément parce qu'il ne s'agissait que des bons élèves, la DEP n'a pas toujours comparé l'ensemble de l'échantillon, mais plutôt sa « meilleure moitié ». C'est en effet dans cette proportion (55 %) que les élèves de l'école primaire étaient présentés au certificat d'études, avec la quasi-certitude d'être reçus (90 % d'admission).

Force est de constater que, sur les quatre épreuves retenues — rédaction, dictée, questions sur le texte de la dictée, problème —, seule la rédaction comme telle a vu l'avantage des collégiens d'aujourd'hui. Ceux-ci écrivent des textes plus longs et plus cohérents.

Pour le reste des qualités évaluées en rédaction, les deux générations se tiennent : vocabulaire, plan, syntaxe suscitent les mêmes performances. Les candidats des années 20 maîtrisent cependant mieux l'emploi des temps.

A soixante-dix ans de distance, les élèves butent sur la même difficulté dans la production d'un texte : seuls 57 % en 1923, 1924 ou 1925 et 59 % aujourd'hui disposent d'un vocabulaire « riche et varié ». Selon Claude Thélot, la relative avance dont disposent les élèves de 1995 tient au fait que la rédaction a pris une place beaucoup plus grande dans la scolarité d'aujourd'hui. Les enfants des années 20 n'y étaient guère préparés, alors que les maîtres mettaient un point d'honneur à leur inculquer l'orthographe.

MANQUE D'ENTRAÎNEMENT

La dictée, voilà l'affaire. Dans ce domaine, les collégiens de 1995 ne supportent guère la comparaison. Les candidats au certificat d'études étaient cinq fois plus nombreux (25 %) à maîtriser parfaitement l'orthographe (0 ou 1 faute) que les élèves d'aujourd'hui. Neuf fois plus d'élèves en 1995 qu'en 1920 commettent 5 fautes et plus. Les plus nombreuses sont dues à des erreurs de grammaire (conjugaisons, homonymes grammaticaux tels « ces » et « ses »). 60 % des candidats au CEP faisaient 0 ou 1 faute due à la grammaire, contre 23 % pour les enfants d'aujourd'hui.

« Ce sont surtout les erreurs concernant l'application mécanique de règles d'accord qui ont augmenté », constate la DEP, en se demandant si les élèves sont insuffisam-

ment entraînés. Selon cette dernière, le constat sévère en grammaire, dû à la perte d'automatismes, doit être tempéré par le fait que les fautes de langue ont diminué, preuve de « discernement et d'esprit d'analyse ». Les fautes de langue consistent essentiellement à ne pas identifier les mots, et donc à les tromper ou à les coller à d'autres, faisant perdre tout sens à la phrase.

Peu désireux de voir renaitre l'éternelle querelle de l'orthographe, Claude Thélot constate que les domaines dans lesquels les élèves accomplissent de moins bonnes performances qu'autrefois sont ceux où ils ne sont pas entraînés. Si un exercice comme la dictée a perdu son rôle vedette au profit de la formation d'une culture, par exemple, M. Thélot n'y voit que le reflet des pratiques de la société et de la considération portée aujourd'hui à l'orthographe. « L'élève fait 2,5 fautes là où l'élève de 1920 en faisait 0,5. Est-ce grave ? La société a répondu non », avance-t-il.

Ainsi, plutôt que de se focaliser sur un discours du retour nostalgique au temps de la dictée systématique, M. Thélot estime qu'il vaut mieux s'interroger sur le socle de connaissances que l'école doit transmettre. On a valorisé d'autres fonctions que la perfection mécanique, juge le directeur de l'évaluation et de la prospective. Peut-il s'en plaindre ? Cependant, et la véritable inquiétude est sans doute là, on constate que près de 40 % des élèves de l'échantillon (pris dans la « meilleure moitié ») ont fait à leur dictée 10 fautes et plus alors qu'ils n'en faisaient que 6 % dans ce cas dans les années 20.

En mathématiques, les techniques opératoires montrent une réussite analogue, sauf pour la multiplication, qui est moins bien maîtrisée qu'autrefois. En revanche, en ce qui concerne la résolution du problème, la DEP ne peut que constater un effondrement : 80 % des élèves de 1920 le résolvait totalement ou partiellement ; ce n'est le cas que de 53 % des élèves de l'échantillon d'aujourd'hui.

SCARY RÉSULT

La différence entre les filles et les garçons, enfin, recèle peu de surprises : elles sont plutôt meilleures que les garçons en français, et ce dans les années 20 comme aujourd'hui. Leur supériorité s'est accrue en dictée et en questions. À l'inverse, les garçons sont meilleurs en mathématiques aux deux dates, l'écart s'étant toutefois un peu réduit.

Dans un pays qui s'est fait une spécialité de la querelle sur le niveau des élèves et où l'usage de l'orthographe suscite encore des débats passionnés, ces nouvelles statistiques ne manquent pas d'alimenter les arguments des uns et des autres. Mais il n'est pas dit que les tenants du niveau qui « monte » et ceux du niveau qui « baisse » aient toujours raison. Cette nouvelle étude tend à démontrer que, comme les monnaies, il fluctue. Ainsi, alors que d'importants progrès en orthographe ont été accomplis entre 1875 et 1920, celle-ci s'est dégradée entre 1920 et 1995, mais sans revenir au niveau catastrophique des débuts de la III^e République.

Béatrice Gurrey

Deux enfants périssent au cours d'une randonnée

A L'EST D'ALBI (Tarn), deux enfants de six et huit ans ont trouvé la mort, mardi 27 février, au terme d'une tragique randonnée à ski avec leurs parents dans les monts de Lacagne. Cette famille aligeoise de cinq personnes était partie faire une excursion de ski de fond lundi dans l'après-midi alors que les conditions atmosphériques étaient mauvaises. Elle s'était égarée à plus de mille mètres d'altitude avant d'être surprise par la nuit.

Un petit matin, le père, Bruno Chabbert, trente-sept ans, instituteur à mi-temps et professeur de musique, avait réussi à rejoindre seul Lacagne, qu'il avait atteint vers 13 heures. Les recherches aussitôt engagées par la gendarmerie permettaient de retrouver la mère et ses trois enfants, mais seul l'aîné, âgé de dix ans, avait survécu à l'épreuve du froid. Sa mère était évacuée dans un état critique, mais ses jours ne paraissent plus en danger. — (Corresp.).

DÉPÊCHES

■ **COLLÈGES** : sur réquisition du parquet de Bobigny (Seine-Saint-Denis), environ 300 jeunes, pour la plupart des collégiens, ont fait l'objet, mardi 27 février, de contrôles d'identité avec palpation de sécurité à proximité de quatre établissements scolaires. Quatre groupes d'une dizaine de policiers avaient été mobilisés aux arrêts de bus à Saint-Denis, Aubervilliers, Bagnolet et Montfermeil. L'opération a permis de saisir une matrique, un pistolet à billes, deux cutters et trois bombes lacrymogènes. Les mineurs trouvés en possession d'armes feront l'objet d'une convocation au tribunal de Bobigny.

■ **Charles Pasqua**, président (RPR) du conseil général des Hauts-de-Seine, a annoncé, mardi 27 février, que les vingt collèges les plus exposés à la violence sur les cent vingt-six que compte le département accueilleront, dès le 18 mars, des « médiateurs éducatifs ». Ces jeunes, au nombre de quarante, seront chargés de surveiller les entrées, les récréations et les restaurants scolaires. Ils devront effectuer un travail d'animation et de dialogue. Le département consacrera 5 millions de francs par an à ce dispositif. — (Corresp.).

■ **JUDAÏSME** : Joseph Struck, grand rabbin de France, rappelle, dans une interview à *Tribune juive* qui sera publiée jeudi 29 février, que la *halakha* (loi juive) ne tolère pas les rapports en dehors du mariage ni avec des partenaires multiples et qu'elle interdit l'usage du préservatif. Toutefois, en cas de risque de transmission d'une maladie, il estime que s'impose la consultation d'une autorité rabbinique.

■ **POLICE** : deux policiers affectés à l'aéroport d'Orly ont été mis en examen par le juge Eric Halphen, chargé d'instruire à Créteil (Val-de-Marne) un dossier relatif à une filière d'immigration clandestine ayant facilité l'entrée en France de plusieurs dizaines d'Algériens dépourvus de visa au cours des derniers mois. L'un des deux fonctionnaires a été placé sous mandat de dépôt.

■ **CORSE** : huit personnes soupçonnées d'appartenir au milieu du banditisme ont été placées en garde à vue par les enquêteurs du SRP d'Ajaccio, mardi matin 27 février, dans le cours de l'enquête sur un vol commis dans une banque, le 19 juin 1995, à Montiferré (Vaucluse), par quatre hommes. Dans le même temps, sept personnes soupçonnées d'appartenir à la même bande de malfaiteurs ont été placées en garde à vue par les policiers du SRP de Montpellier.

■ **IMMIGRATION** : une Guinéenne de vingt-sept ans, mère de trois enfants, Mariama Touré Conde, a été condamnée, mardi 27 février, par la cour d'appel de Lyon, à sept mois de prison pour s'être violemment opposée à une mesure de reconduite à la frontière. Le 5 janvier, sous le coup d'une interdiction définitive du territoire, elle avait mordu un policier à l'aéroport de Sotolas.

La Cour de cassation met un terme définitif à la procédure Schuller-Maréchal

LES ÉTONNANTES péripéties du dossier Schuller-Maréchal sont désormais closes : en validant, mardi 27 février, l'arrêt de la cour d'appel de Paris qui annulait la quasi-totalité de la procédure, la Cour de cassation vient de mettre un terme à un dossier qui avait suscité, il y a un an, une tempête politico-judiciaire. Le dossier d'instruction sur la « souricière » de Roissy, au cours de laquelle Didier Schuller avait remis 1 million de francs au docteur Maréchal, est désormais réduit à néant : le rapport de synthèse d'enquête préliminaire, les procès-verbaux des « écoutes téléphoniques » entre les deux hommes, le flagrant délit de Roissy, le réquisitoire introductif, la mise en examen du psychiatre et son placement sous contrôle judiciaire sont définitivement annulés.

Le 15 décembre 1994, Didier Schuller, conseiller général (RPR) des Hauts-de-Seine, contacte le directeur central de la police judiciaire. Il affirme que le beau-père du juge Halphen, le docteur Maréchal, lui propose, moyennant « dédommagement », d'intervenir auprès de son gendre dans le dossier des fausses factures d'Île-de-France qui menacent plusieurs élus franciliens du RPR. Deux jours plus tard, Didier Schuller demande à des fonctionnaires de police d'enregistrer avec le docteur Maréchal. Apposée au combiné, une « pastille » enregistre, à l'insu du psychiatre, une longue discussion au terme de laquelle rendez-vous est pris à Roissy pour la remise de 1 million de francs.

Cette valise de billets vaudra au docteur Maréchal une mise en examen pour trafic d'influence et extorsion de fonds, mais les pratiques de Didier Schuller et des policiers seront sévèrement critiquées par la cour d'appel de Paris. « Face à un interlocuteur au départ peu loquace, hésitant et apparemment préoccupé par des problèmes d'ordre personnel, notait-elle le 8 février 1995, [M. Schuller] a dirigé la conversation, abordé le premier la question financière, fixé le montant du « biscuit » et provoqué

un rendez-vous en vue de la remise des fonds. » Selon la cour, la police a prêté « de manière active son assistance à une provocation organisée par le plaignant », destinée à « inciter un délinquant en puissance, incité depuis deux mois, contre lequel il n'avait pas cru devoir à l'époque porter plainte, à (...) organiser une souricière ».

Devant la cour d'appel, le débat juridique portait essentiellement sur la légalité de l'enregistrement téléphonique de MM. Schuller et Maréchal effectué par les policiers pendant l'enquête préliminaire. Le code de procédure pénale est en effet très clair : dans son article 100, il réserve au juge d'instruction, et à lui seul, le droit d'ordonner des écoutes. « En matière criminelle et correctionnelle, si la peine encourue est égale ou supérieure à deux ans d'emprisonnement, le juge d'instruction peut, lorsque les nécessités de l'information l'exigent, prescrire l'interception, l'enregistrement et la transcription de correspondances émises par la voie des télécommunications. Ces opérations sont effectuées sous son autorité et son contrôle. »

La cour d'appel de Paris « a fait l'exacte application des textes » sur les écoutes téléphoniques

Le parquet général de Paris affirmait que l'enregistrement de la conversation entre Didier Schuller et Jean-Pierre Maréchal n'était pas une écoute puisqu'il avait été réalisé avec l'accord de M. Schuller. Cet étrange raisonnement avait été vigoureusement réfuté par la cour d'appel. « Toutes interceptions de correspondances émises ou reçues sur un appareil téléphonique entrent dans le champ de l'article 100 du code des postes et télé-

communications », notait-elle. Il s'ensuit que les enregistrements par des fonctionnaires de police, agissant en enquête préliminaire, de conversations par apposition d'un dispositif relié au combiné de l'appareil, même réalisés avec l'accord de l'un des correspondants, constituent une écoute illicite et sont donc, ainsi que leur transcription, entachés de nullité. » Par ricochet, la quasi-totalité de la procédure avait été annulée.

Didier Schuller et le parquet général de Paris avaient tous deux formé un pourvoi en cassation. Dans son arrêt, la chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par Christian Le Guéhédec, estime que la cour d'appel de Paris « a fait l'exacte application des textes » sur les écoutes téléphoniques. « Les articles 100 à 100-7 du code de procédure pénale confèrent au juge d'instruction le pouvoir exclusif d'ordonner que soit pratiquée l'interception des correspondances émises par la voie des télécommunications, ce pouvoir n'étant en aucun cas attribué aux officiers de police judiciaire agissant, comme en l'espèce, en enquête préliminaire et accomplissant les actes de la procédure. »

Les annulations de pièces prononcées par la cour d'appel de Paris — qui comprennent notamment le réquisitoire introductif, ce que l'avocat général près la Cour de cassation estimait injustifié — sont elles aussi validées, ce qui met définitivement la procédure menée il y a un an à l'encontre du docteur Maréchal. « C'est un grand arrêt », a noté l'avocat du psychiatre, M^e Charles Choucri, soulignant qu'« il n'y avait plus rien contre son client ». Jean-Pierre Maréchal s'est d'ailleurs déclaré « très content et satisfait », soulignant qu'il s'était « toujours tenu à la disposition de la justice ». Une claire allusion à la fuite de Didier Schuller, qui a quitté la France le 9 février 1995. L'ancien conseiller général des Hauts-de-Seine est sous le coup d'un mandat d'arrêt international.

Anne Chemin



Peut-on être géant mondial incontesté et interlocuteur local privilégié ?

Résolument innovant, le groupe ABB développe dans le monde entier une vision industrielle ambitieuse et prospective. De la maîtrise technologique à l'expertise d'application, ABB conçoit et réalise les systèmes et équipements les

plus performants, en particulier dans la production et la distribution d'énergie, l'industrie du transport et la protection de l'environnement. En consacrant 14 milliards de francs chaque année à la recherche et au développement, ABB relève au quotidien les défis technologiques et écologiques de demain. Avec plus de 200 000 collaborateurs répartis dans 140 pays, ABB, géant de l'ingénierie électrotechnique mondiale, transfère sur le plan local les technologies testées et appliquées par le groupe à l'échelle internationale. Penser globalement pour agir localement est le leitmotiv constant d'ABB et la satisfaction de ses clients son objectif permanent.

Oui, et nous le ferons ensemble.

Anna Brown Boveri S.A. 5 bis, place de la Défense 92974 Paris La Défense

ABB

DISPARITION

François Chaumette

L'une des figures les plus populaires de la scène et de la télévision

LE COMÉDIEN François Chaumette, sociétaire honoraire de la Comédie-Française, est mort le mardi 27 février, à Paris, des suites d'un cancer. Il était âgé de soixante-douze ans. C'est son ami de longue date, l'acteur Michel Piccoli, qui a annoncé son décès dans la nuit à l'Agence France-Presse.

L'un des derniers rôles de François Chaumette dans la troupe de Molière est de ceux qui marquent une carrière et la mémoire des spectateurs. Le 9 juillet 1993, en ouverture du festival d'Avignon, on retrouvait François Chaumette dans la Cour d'honneur du palais des Papes, impressionnant Commandeur à la table de Dom Juan, dans une nouvelle mise en scène de Jacques Lassalle. Splendide, il essayait de raisonner une dernière fois l'inquietant séducteur peint par Molière. Et tout l'art de François Chaumette, l'un des comédiens français les plus populaires, était dans ces retrouvailles avec le festival d'Avignon qu'il avait servi aux premiers temps aux côtés de Jean Vilar : la clarté de l'expression, la gravité et le velours de la voix, la haute tenue de sa silhouette, ce qu'on appelle une présence immédiate et immédiatement évidente. Il devait être de la troisième reprise de ce Dom Juan d'exception, fêté par le public, le 29 février à la Comédie-Française, et aussi de la tournée qui doit emmener le spectacle en avril prochain à New York. Son ombre, seule, sera du voyage et aussi la mémoire de son talent.

Né à Paris le 8 septembre 1923, François Chaumette est le fils d'un petit commerçant et d'une secrétaire qui, installés à Clermont-Ferrand, le pousseront jusqu'au baccalauréat de philosophie. Mais il a déjà choisi d'être acteur. Il commence par être figurant dans Les Visiteurs du soir, le film de Marcel Carné, en 1942. L'année suivante, il fait ses débuts au théâtre, aux côtés d'Edwige Fenech et de Gérard Philipe, pour la création de Sodome et Gomorre, de Jean G.

raudoux, au Théâtre Hébertot. Il faut attendre la fin de la guerre pour que le soldat Chaumette entre au Conservatoire national d'art dramatique (dans les classes de René Alexandre et d'André Brunot), où il travaille avec Michel Vitold. Il n'y reste pas longtemps tant il a envie de continuer sa carrière d'acteur, ce qu'il fait avec Jean Vilar à Avignon tandis que sa sœur Monique est déjà de la troupe du Théâtre national populaire.

UN REGARD NOIR

Jusqu'en 1957, François Chaumette est de diverses aventures théâtrales, au Babytone et aux Noctambules, salles aujourd'hui disparues, à la Hutte, à l'Atelier, à la Michodière... avant que la Comédie-Française ne lui propose son premier contrat de pensionnaire. Il en deviendra sociétaire en 1960, sous le mandat d'un ami, Maurice Escande. Il y restera de plein droit jusqu'en 1987, année de son limogeage sous le mandat de Jean Le Poulain, qu'une nomination au titre de « sociétaire honoraire » - « un sucre d'orge », dira-t-il au Monde - ne parviendra pas à camoufler.

Mais la troupe de Molière restera la grande aventure de sa vie. « C'est un très beau théâtre, confiait-il au Monde en 1987. Il m'a offert la possibilité de travailler avec des hommes qui, tous, ont apporté une éthique nouvelle, aussi différents que Jean-Marie Serreau, Michel Vitold, Jacques Mauclair, Antoine Vitez, Jorge Lavelli, Luca Ronconi... », soit plusieurs des figures marquantes du demi-siècle théâtral. Son regard noir vaut à François Chaumette d'incarner souvent les rôles les plus sombres, qui installent une image de « méchant » - elle triomphera dans un Belphegor qui apparaît à la légende de la télévision -, qu'il serve Calderon, Molière, Racine, Victor Hugo, Henry Becque, Paul Claudel, Eugène Ionesco ou Samuel Beckett.

En 1967, il fait ses débuts de metteur en scène à la faveur d'un spec-

tacle Romain Rolland avant de diriger et d'interpréter, deux ans plus tard, Un imbécile et La Volupté de l'honneur, de Luigi Pirandello. Mais la mise en scène, particulièrement au Français, n'est pas sa discipline de prédilection : « Il faudrait que les comédiens de la troupe fassent le goût du pouvoir personnel. Je n'oprouve pas, et on me le reproche assez, que certains fassent des mises en scène, parce qu'à ce moment, par la force des choses, le pouvoir, on l'a sur ceux qui travaillent avec soi, et ça fausse les rapports. »

À la télévision, du temps du service public tenu par les grandes aventures dramatiques, il fera triompher son personnage, mêlant l'humour à la malice, voire à la fourberie. Sous les caméras de Claude Barma, Jean Kerchbron, Jean-Paul Carrère, Pierre Badel, Marcel Bluval, Stéfano Lorenzi ou Serge Moati, et souvent en direct, son visage rond encadré par deux grosses pattes et barré d'une moustache noire s'inscrit dans la mémoire des téléspectateurs, qu'il soit héros de

tragédie, comme dans Les Perses, d'Eschyle, ou tant de personnages dans les émissions populaires que sont « En votre âme et conscience », « La caméra explore le temps » ou « Enigmes de l'histoire ». Sur le petit écran toujours, il défend les plus grands auteurs, tels Shakespeare (La Nuit des rois, Le Roi Lear, Antoine et Cléopâtre), Dumas (D'Artagnan) ou Georg Büchner (Woyzeck). Il est encore le héros de nombreux feuilletons regardés par la France entière, comme Le Chevalier de Maison-Rouge, Belphegor ou Les Illusions perdues.

Le cinéma n'aura pas offert à François Chaumette l'occasion de compléter sa panoplie d'acteur. Il se contentera, selon ses propres termes, de « paraître » dans quelques films comme Le Chemin de Damas (1952), Galia (1963), La Belle Captive (1983) ou Quelques jours avec moi (1988). Comme l'expliquait cet acteur qui fut de toujours le compagnon de route de la gauche française au journal L'Humanité en 1983, « il est très diffi-

cile de viser à la fois une carrière d'acteur de théâtre et de cinéma. J'ai beaucoup d'admiration pour ceux qui y parviennent, comme Michel Piccoli, par exemple. Le hasard du métier a fait que lorsque j'ai dû choisir entre ces deux possibilités, j'ai choisi l'aventure théâtrale. »

Dans le même entretien, François Chaumette, qui avait signé au début des années 80 l'Appel des cent pour la paix, ajoutait : « Même si je suis quelque peu désabusé sur l'avenir et les possibilités de la démocratie, je suis convaincu qu'il faut dire non à la guerre, et exprimer sa volonté de paix. » C'était avant l'effondrement du mur de Berlin, avant la guerre du Golfe et les massacres dans l'ex-Yugoslavie, autant d'événements dramatiques qui auront convaincu François Chaumette que son métier d'artiste, à un niveau d'exigence exceptionnel, était le plus beau des moyens de dire le vrai, de dire le juste.

Olivier Schmitt

JOURNAL OFFICIEL

Au journal officiel du vendredi 23 février 1996 sont publiés :

● **Sécurité sociale** : une loi constitutionnelle instituant les lois de financement de la Sécurité sociale.

● **Transports** : un décret instituant une taxe parafiscale en vue du développement de la formation professionnelle dans les transports.

● **Agriculture** : un décret relatif à la fixation des cotisations au régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles dans les départements d'outre-mer pour 1995.

● **Don de corps** : un décret relatif au transport de corps vers un établissement de santé.

Au journal officiel du samedi 24 février sont publiés :

● **Collectivités locales** : une loi relative à la partie législative du code général des collectivités territoriales. Cette partie législative du code fait l'objet d'une pagination spéciale, annexée au journal officiel.

● **CROUS** : un arrêté fixant les nouvelles modalités ainsi que le calendrier des élections des représentants des étudiants aux conseils d'administration des Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS). Ces élections auront lieu entre le 25 et le 29 mars.

● **Emploi** : trois décrets, relatifs au contrat de qualification, au contrat d'orientation et au contrat d'adaptation à un emploi.

Au journal officiel du dimanche 25 février sont publiés :

● **Réforme de l'Etat** : un décret relatif aux conditions de rémunéra-

tion des collaborateurs du Commissariat à la réforme de l'Etat, ainsi qu'un arrêté fixant le montant et les modalités d'attribution de leurs indemnités.

● **Police** : un arrêté portant répartition des sièges des représentants du personnel au comité technique paritaire central de la police nationale.

● **Environnement** : plusieurs décrets portant classement de forêts dans le Haut-Rhin.

Au journal officiel daté lundi 26-mardi 27 février sont publiés :

● **Transports** : une loi relative aux transports. Ce texte concerne le transport maritime, le transport aérien, la sécurité routière et le transport fluvial.

● **Electricité** : un arrêté relatif au prix de l'électricité.

NOMINATIONS

DOUANES

Pierre-Mathieu Dubamel, directeur adjoint du cabinet du premier ministre, a été nommé, par le conseil des ministres du mercredi 21 février, directeur général des douanes (Le Monde des 21 et 22 février).

(Né le 17 novembre 1956 à Boulogne-Billancourt, diplômé de l'Institut d'études politiques, ancien élève de l'ENA, Pierre-Mathieu Dubamel est affecté à la direction du budget en 1981, où il demeure jusqu'en 1985. Il devient ensuite directeur général adjoint des services du département des Hauts-de-Seine, puis, deux ans plus tard, conseiller technique au cabinet d'Alain Juppé, alors ministre délégué au budget. En 1988, il retourne dans les Hauts-de-Seine, auprès de Charles Fugère. En 1991, il est nommé directeur adjoint du cabinet de Jacques Chirac à la Mairie de Paris, puis en juin 1992, directeur général des affaires économiques et des finances de la Ville. Il avait été nommé directeur de la comptabilité publique en décembre 1994, et directeur adjoint du cabinet d'Alain Juppé en mai 1995.)

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Hélène Lamia, maître de conférences à l'Institut d'urbanisme de Paris, a été élue, jeudi 15 février, présidente de l'université Paris-Val-de-Marne (Paris-XII). Elle remplace Bernard Ditzembourg, nommé directeur des bibliothèques, des technologies nouvelles et de l'information scientifique et technique au ministère de l'Éducation nationale.

(Née le 10 décembre 1948 à Lyon, Hélène Lamia, docteur en géographie, a été nommée maître de conférences à l'Institut d'urbanisme de Paris à l'université Val-de-Marne (Paris-XII) après un détachement au CNRS de 1983 à 1986. Elle a été membre du conseil national des universités, elle a exercé des fonctions au sein de la direction de l'université. Depuis 1994, elle était chargée de mission auprès de la Conférence des présidents d'université (CPU) chargée des questions de recherche et d'aménagement du territoire.)

CULTURE

Bruno Schuster a été nommé directeur adjoint de l'Opéra national de Paris. Il remplace Thierry Fouquet, appelé en mission à Bordeaux pour y restructurer l'activité lyrique et notamment celle du Grand-Théâtre. Sa mission à l'Opéra de Paris, identique à celle de son prédécesseur, est la coordination des questions artistiques.

(Après une carrière au CNRS, directeur de l'IRISA, Bruno Schuster a été, de 1986 à 1995, administrateur, puis directeur, de l'Institut de l'Électronique et des Sciences de l'Informatique de l'Université de Bordeaux.)

Anniversaires de décès

Il y a cinq ans

Collette de THIÉ

nous quittait, mais elle continue à vivre tristement dans nos cœurs. Que tous ceux qui l'ont connue et aimée aient une pensée pour elle.

Guy de Thié, Ses enfants et petits-enfants, 14, rue Le Regnart, 75004 Paris.

En ce 29 février

Pierre

aurait eu quarante ans.

Ses parents se souviennent et l'aiment.

Inspirez, toi ce que tu aimes.

Cot. 1 ch. 15.

191, boulevard de la République, 92210 Saint-Cloud.

Communications diverses

Les Anciens des Chantiers de la Jeunesse française et leurs amis sont invités à se rendre à l'assemblée générale de la délégation Ile-de-France de l'Association nationale des anciens des Chantiers de la Jeunesse française et les Anciens Combattants des Chantiers le jeudi 7 mars 1996, au cercle de l'UAG, 49, rue Blanche, 75009 Paris. (Messe 11 heures, repas 12 h 30, réunion 13 heures). Pour tous renseignements : R.-J. Bernard. Tél. : 46-67-96-94.

Soutenances de thèses

Renée-Laurine Richard a le plaisir de vous informer qu'elle a soutenu le 24 février 1996, une thèse de psychologie clinique devant l'université Paris-VII : Une maïeutique du sujet pensant : Approche clinique ; L'Art, l'Adolescent et son thérapeute. Tél. : 64-28-60-90.

CARNET DU MONDE

15, rue Voltaire, 75001 Paris

Renseignements :

40-65-29-94 ou 40-65-29-96

Télécopieur : 46-65-77-13

Tout de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 105 F

Abonnés et actionnaires : 96 F

Communications diverses : 110 F

Thèses étudiants : 66 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur le base de deux lignes.

Les lignes en italique sont obligatoires et facturées, minimum 10 lignes.

AU CARNET DU MONDE

Naissances

Michèle BOUX

Hugues BOLLOCH sont heureux d'annoncer la naissance de

Romane,

le 27 février 1996, à Paris.

10, rue de Marneville, 75010 Paris.

Décès

Gilles de Robien, président du groupe

UDF. Et les membres du groupe UDF, ont la tristesse de faire part de la

disposition de leur collègue et ami

Jeanine BONVOISIN,

départ de la Seine-Maritime.

le 25 février 1996.

Une cérémonie religieuse a son intention aura lieu le vendredi 1^{er} mars, à 14 h 30, à la cathédrale de Rouen.

M^{me} Guy Bronner,

née Geneviève Spitz,

sa famille,

Et ses amis,

font part du retour au Père de

Guy BRONNER,

receveur des finances honoraire,

décédé à Chambéry, le 26 février 1996.

Les obsèques auront lieu le jeudi 29 février, à 9 h 30, en l'église du Sacré-Cœur, à Chambéry.

Une absoute aura lieu à 15 heures, le même jour, en l'église Notre-Dame, à Vailly (Vaucluse).

« Les Chantiers »,

Chambéry.

Le 16 février 1996 disparaissait

brutalement

Jean-Louis FOUNEAU,

instituteur.

A tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Sa mère et toute sa famille.

Sa sœur Anne-Marie.

M^{me} Christiane Clerc,

son épouse,

M. et M^{me} Thierry Clerc,

M. Benoit Clerc,

M. Jean Clerc,

Ses enfants,

Florence et Nicolas Clerc,

ses petits-enfants,

Toute la famille et tous ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

André CLERC,

ingénieur civil des Mines

de Saint-Etienne (1947 ter).

survenu le 26 février 1996, à l'âge de

soixante-dix ans.

Prérez pour lui.

A sa demande, ses obsèques seront

civiles. Elles auront lieu au crématorium

du Père-Lachaise, le lundi 4 mars, à

12 h 15. L'incinération sera suivie de la

dispersion de ses cendres au Jardin du

Souvenir.

Une seule fleur.

32 bis, rue Sorbier,

75003 Paris.

M^{me} Claude Legaud,

Mario-François Leroux,

ont le regret de faire part du décès de

M. Jacques LEGAUD,

dans sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques auront lieu en l'église

Notre-Dame-du-Rosaire, place des

Marronniers, à Saint-Maur, le jeudi

29 février, à 15 h 30.

5, rue Viala,

94210 La Varenne.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean MANGIN,

ingénieur général de l'armement,

officier de la Légion d'honneur.

La cérémonie religieuse aura lieu le

vendredi 1^{er} mars, à 15 h 30, en l'église

Saint-Saturnin, à Antony (Hauts-de-

Seine).

De la part de

M^{me} Paule L.P. Durand,

née Rolland-Forezet,

M. et M^{me} Jacques Roussot

et de leurs enfants,

M. et M^{me} Gilles Durand

et de leurs enfants,

M. et M^{me} Maurice Molozay

et de leurs enfants,

M. et M^{me} Jean Roussot,

M^{me} Jean Durand,

de ses enfants et petits-enfants,

M^{me} Julien Durand,

de ses enfants et petits-enfants.

Des familles parentes,

alliées et amis.

Dar es-Salam,

Massagel, 81110 Dougné.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

JAPON, LA FIN DE L'EXCEPTION

La période de prospérité économique et de stabilité politique que l'archipel a connue depuis les années 60 paraît s'achever. Un sentiment de malaise s'installe dans la population, traumatisée par l'attentat de la secte Aum et les carences révélées par le tremblement de terre de Kôbe.

LA RÉGULATION ÉCONOMIQUE EN PANNE

Faute de volonté collective, la société française, ses élites, comme ses représentants, s'est laissée gagner par le chômage, l'exclusion et les restructurations, révélant ainsi un paysage social catastrophique et des acteurs impuissants.

MARS 1996

UNE PUBLICATION DU « MONDE » CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.

سكا ان المجلد

HORIZONS

ENQUÊTE



Les guerriers de l'absurde

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie a déchiré des familles et fracturé des communautés. Destins croisés de Sacha et Dusan, deux Serbes qui avaient choisi chacun leur camp, l'un croate, l'autre serbe

LONGTEMPS, Sacha a gardé dans le tiroir de sa table de chevet un pistolet au chargeur garni de deux balles : l'une était destinée à son père, l'autre à sa mère. Sur le lit d'hôpital où l'avait cloué un éclat d'obus, il avait tout loisir de remâcher sa colère impuissante, sa vaine révolte. Il avait, à l'époque, les cheveux ras, le teint blafard, l'œil souligné de cernes épais. Ses parents venaient de l'abandonner en pleine guerre. Les médecins tentaient de lui faire comprendre qu'il ne marcherait plus jamais.

Aujourd'hui, Sacha a les cheveux longs, qui masquent difficilement des oreilles largement décollées. Il fait preuve d'une placidité déroutante. Ses joues ont repris des couleurs. D'un lent mouvement des bras, il pousse sur les roues de son fauteuil roulant. On lui a pris son pistolet, mais il a demandé un permis de port d'arme. Au-dessus de son lit, épinglées au mur, des réclames multicolores pour des armes de poing composent son horizon. Sa révolte contre ses parents subsiste, mais, dit-il, à un degré moindre. Il préfère quand même ne pas les revoir, car il ne sait pas quelle serait sa réaction en face d'eux. Il écrit une chose : la réconciliation. Car l'abandon le fait plus souffrir que la paralysie.

Pour Sacha, tout a commencé au début de 1991. La Yougoslavie n'était plus que l'ombre d'elle-même, une carcasse vide et fissurée, de partout, son éclatement était inscrit dans les programmes nationalistes en vogue à Belgrade, Zagreb, Ljubljana. Un match de football dégringola en bagarre avec les policiers, brochant sur ces cris de « Retirez votre étoile rouge » (yougoslave). Petit chef de bande d'un quartier d'Osijek, ville des confins orientaux de la Croatie, bagarreur au point de s'être fait voter de bonne nuit à quinze ans, habitué à prendre des coups, Sacha est en première ligne. Il envoie un policier à l'hôpital. Bilan : mineur de dix-sept ans, il encourt une peine d'un à cinq ans de prison. Il ne fera que trois mois de détention. Car, en mai 1991, à la faveur d'une brève permission de sortie, il se précipite à l'état-major local de la garde nationale croate naissante et s'engage dans ses rangs. Il n'a pas dix-huit ans, il est serbe, se retrouve sous l'uniforme croate et échappe au reste de sa peine. Croates, Serbes, Sacha se fiche de ces notions qui lui sont étrangères. Ses copains, les membres de la petite bande qui forment son univers, sont croates. En s'engageant à leurs côtés, il reste avec eux ; il n'aura pas à tirer contre eux. Car la guerre se profile de plus en plus précisément. Les premiers incidents armés ont éclaté en divers points de Croatie ; le sang a coulé. Avantage non négligeable, il coupe à des années de prison.

Dusan est né en 1947. Contrairement à Sacha, c'est un enfant de la Yougoslavie militante, celle des « peuples constitués » vivant dans un même monde socialiste, aux droits en principe égaux. A Knin, en pleine Krajina, Serbe, il vit dans un univers à 90 % serbe, mais sur un territoire appartenant à la Croatie. Lorsque Zagreb ressort fièrement le vieux blason croate à damier rouge et blanc, on frémit en Krajina. De vieilles reminiscences d'un ombre passé – « l'Etat croate indépendant » du fasciste Ante Pavelic et les massacres de Serbes, de Juifs, de communistes qui ont marqué la deuxième guerre mondiale – remontent à la surface. Les extrémistes serbes locaux et Belgrade exploitent la peur qui se développe pour assoir leur pouvoir sur les minorités serbes de Croatie. Dusan se souvient de la promesse des autorités yougoslaves de défendre, coûte que coûte, l'unité du pays avec l'appui de l'armée et de mater la « rébellion » nationaliste croate.

Confiant, Dusan croit en cette promesse. Il reste à Knin et continue à travailler, comme ingénieur, dans son usine, tandis que, dit-il, « le peuple, ici, réussit à préserver les territoires à majorité serbe » – autrement dit à faire sécession et proclamer son rattachement à la Serbie.

PENDANT les premiers mois de la guerre, Sacha s'ennuie. On lui fait monter la garde devant les bâtiments publics d'Osijek. En octobre 1991, c'est le baptême du feu, puis une première blessure aux jambes en décembre : son unité s'est égarée dans un champ de mines. En janvier : cessez-le-feu. De nouveau, l'inaction. L'été, en mai 1992, la guerre éclate dans la Bosnie voisine. Sacha le Serbe a dix-huit ans. Un beau matin, il quitte l'armée régulière croate pour s'engager dans la milice la plus nationaliste et la plus fasciste de Croatie, le HOS, dont la réputation d'extrémisme est déjà bien établie. Le jour même, il passe la Save et se retrouve en Bosnie, face aux forces serbes. Il sait que les hommes du HOS se revendiquent ouvertement comme les héritiers des Oustachis, les bandes armées de Pavelic qui ont semé, il y a cinquante ans, la terreur dans toute la Croatie et la Bosnie. Lui-même n'hésite pas à arborer le fameux « U » oustachi. Mais, là encore, les questions ethniques et idéologiques lui sont complètement étrangères. Ce qu'il veut, lui, c'est « l'action, l'aventure ». Il le dit : il voulait « tuer ». Et il tuera, sans états d'âme : « Une trentaine de personnes au moins : celles-là je les ai vues tomber. » Il tue ainsi jusqu'au 25 août, jusqu'au jour où,

de chasseur, il devient gibier. Un obus serbe explose à côté de lui. Il se réveillera deux jours plus tard dans un hôpital de Croatie, des éclats de métal dans les poumons et la colonne vertébrale. « L'aventure » guerrière est finie pour lui. Un mois plus tard, c'est sur un lit d'hôpital de Zagreb que Sacha fête, le 27 septembre 1992, son dix-neuvième anniversaire. C'est également la dernière fois qu'il voit ses parents, venus d'Osijek lui rendre visite. A partir de ce jour, il n'en a plus de nouvelles. Jusqu'à ce qu'il apprenne qu'ils sont passés « de l'autre côté », qu'ils ont

leur qui ne jure que par les armes à feu et rejette l'idée d'être paralysé à vie, n'a qu'une pensée en tête : tuer son père et sa mère.

A Knin, Dusan fait tout pour échapper à l'uniforme. Il parvient à éviter les différentes mobilisations auxquelles procèdent les autorités de la « République serbe de Krajina ». « Réquisitionné » à son poste de travail, il ne tarde pas à abandonner la fabrication de matériel civil pour celle d'armements – genre oblige. En 1993, le vent semble tourner. Les Croates commencent à récupérer le terrain perdu et à récupérer quelques

plus haute tour du château de Knin, les quatre « S » (« Seule la Solidarité Sauve les Serbes »).

Dusan, dont l'épouse est croate, joue le tout pour le tout et décide de rester sur place en dépit de la panique ambiante et des ordres d'évacuation donnés par les militaires serbes. Il commence par laisser passer la première vague croate en se réfugiant dans son village natal des environs de Knin. Puis il réapparaît à la mi-août. Il marche le long d'une route lorsqu'il se trouve face à face avec un groupe de soldats. Il est arrêté, « comme tous les Serbes en âge de porter les armes », inculpé pour « rébellion contre l'Etat croate », il bénéficie d'un non-lieu à la mi-septembre. En un mois, il aura tâté des gènes de Knin, Zadar, Sibeni (sur la côte dalmate). « Il y avait du bon et du mauvais » : gêne, pudeur, prudence, il affecte d'avoir un souvenir assez vague de cette période. Quand, soudain, il craque, c'est pour fondre en larmes en expliquant que ses dents cassées et les marques qu'il porte encore sur l'arrière du crâne datent de cette époque.

Sacha et son frère Predrag ont juré de toujours rester ensemble. En trois ans passés à migrer d'hôpital en hôpital, la révolte de Sacha s'est éteinte. S'il ne rêve que de s'acheter des armes à feu, ce n'est plus, jure-t-il, pour tuer ses parents. Il veut simplement les ignorer. Et puis, toutes ses pensées sont, aujourd'hui, accaparées par la maison en construction à Osijek. Elle sera terminée au printemps, et il pourra, alors, y emménager avec Predrag. Cette maison payée par l'Etat croate, de même que la pension mensuelle de 1400 kunas (environ autant en

francs français) versée par l'armée, c'est le prix du sang versé.

Sacha rêve d'un petit café qu'il voudrait monter dans sa ville natale avec Predrag. Il a déjà trouvé le nom : « Hvala-Gloria » ou « Merci-Santé », en souvenir de l'expression-fétiche qu'il partageait avec l'un de ses compagnons de chambre, invalide comme lui. Mais, dans un premier temps, il aspire surtout à sortir de l'univers hospitalier qui est le sien depuis plus de trois ans pour, dit-il, retrouver un monde normal et, surtout, se retrouver avec lui-même. « Mon frère m'aidera, j'aidrai mon frère. » La tâche risque de ne pas être aussi aisée qu'il affecte de le croire. Car s'il assure avoir accepté sa situation et ne plus se considérer comme un infirme, mais comme un être normal, Sacha n'en avoue pas moins éprouver un profond sentiment d'injustice lorsqu'il voit les gens quitter l'hôpital sur leurs deux jambes. De plus, il ne cache pas un certain mépris pour « les civils », avec lesquels il ne se sent aucun point commun. En tout cas, il est bien décidé à continuer, comme il dit, à « ne pas faire de politique ». Quant à la guerre qui a ravagé l'ex-Yougoslavie, à fait éclater sa famille et l'a relégué dans un fauteuil roulant, il ne sait vraiment pas si elle a eu un sens ou pas. « C'était mon destin. Je n'ai pas eu de chance, mais, si c'était à refaire, je le refais. » Le regard est resté fixe, dé-taché.

DEPUIS sa sortie de prison et son retour dans Knin « libérée », Dusan cherche du travail. En vain. « On verra plus tard », lui répond-on, « en expliquant qu'étant serbe il ne peut « encore » prétendre obtenir un emploi. Il a bien cherché l'aide du représentant du gouvernement croate à Knin, un Serbe originaire du même village que Dusan, mais le préfet l'évite, prend ses distances, comme avec les autres Serbes de la région, de peur que « l'on ne croie à un nouveau complot serbe ». Certes, les deux hommes se croisent en ville, mais la conversation ne dépasse pas quelques mots. Pour Dusan, le préfet serbe au service des Croates n'est qu'une sorte de « proconsul, un gouverneur ». « Même l'empereur d'Autriche François-Joseph traitait les Serbes de meilleure façon que ceux-ci sont traités aujourd'hui. Tout ce qui intéresse les Croates, c'est le rétablissement des voies de communication à travers la Krajina ; le reste, ils s'en fichent. »

Après quatre années de « République serbe de Krajina » et de « politique de folie dont la population était prisonnière », Dusan se sent à nouveau en prison ; il a l'impression de vivre « sous occupation » et d'être traité en inférieur dans sa propre ville, où il ne reconnaît pratiquement plus personne, à commencer par ses voisins, tous de nouveaux venus croates. Les autres, les anciens, sont partis. « Avant, ma patrie s'étirait tout au long de la Yougoslavie. Maintenant, je me sens kurde. Je ne sais pas de quel pays je suis citoyen, même si je dis que la Croatie est mon pays parce que j'y vis. Je n'appartiens plus à un peuple constitutif (d'un Etat), mais à une simple minorité. »

Ballotté entre les haines des uns et des autres, Dusan ne rêve plus que de quitter « ces malheureux Balkans, ces territoires qui seront éternellement troubles », cette terre où il lui est impossible de trouver une vie normale – ici, il est serbe, donc menacé, et, en Serbie, c'est son épouse croate qui le serait. Confiné dans son appartement de 43 m² où il tue le temps en lisant et relisant les mêmes livres et les mêmes revues, Dusan repense souvent à une phrase de l'écrivain croate Miroslav Krleža : « Que Dieu me garde de la culture croate et de l'héroïsme serbe. »

Yves Heller
Dessin de Pancho

L'affaire Papon n'est pas ce que l'on dit

par Jean-Marc Varaut

Serge et Arno Klarsfeld ont cru pouvoir publier dans *Le Monde* (10 février), alors qu'ils sont parties civiles, un article pour affirmer comme acquiescement de Maurice Papon. A quelques jours de l'audience de la chambre d'accusation de Bordeaux qui doit statuer sur son renvoi devant la cour d'assises ou le non-lieu qu'imposeraient l'équité et le droit, il s'agit là d'une nouvelle pression sur la justice. Mais il faut reconnaître que depuis quinze ans les puissants relais d'opinion qui les secondent ont répété avec une telle constance la même contre-vérité comme une certitude, à savoir que Maurice Papon aurait été le complice des décisions de mettre les forces de police et de gendarmerie françaises au service de l'occupant lors des rafles de juifs opérées à Bordeaux sous l'Occupation, alors que le requêteur définitif du procureur général constate aujourd'hui que l'information n'a rien établi de tel, que leur ingénierie apparaît presque modérée.

Ils reconnaissent en effet que le pouvoir décisionnel de Maurice Papon, ses interventions et son comportement sont incontestables avec ceux de René Bousquet, Jean Laguy et Maurice Sabatier, ses supérieurs hiérarchiques. On ne peut non plus amalgamer le résistant Maurice Papon avec le SS Klaus Barbie et le milicien Paul Touvier. Ils rappellent que le jury d'honneur de cinq résistants réuni en 1981 par le Comité d'action de la résistance avait à l'unanimité exclu une quelconque responsabilité de Maurice Papon, au vu des mêmes pièces qui fondent aujourd'hui l'accusation.

Ils maintiennent néanmoins qu'il serait coupable pour « n'avoir pas intervenu » ses supérieurs ! Ses interventions n'ont été pour autant, comme ils le savent, que des rapports à son préfet ou des comptes rendus en son nom à Paris qui constituent une narration objective de faits totalement étrangers à son auteur, des régularisations administratives, et des démarches humanitaires, souvent positives, pour tenter de sauver ceux qui pouvaient être sauvés.

Son rôle fut analogue à celui des délégués de l'Union générale des Israélites de France à Bordeaux qui assurèrent l'intendance des convois, et bien moindre que ceux du chef de camp de Drancy et de ses cadres, juifs français qui assurèrent le triage, le fichage et la composition des trains de dépor-

tés vers l'Est, qui distinguaient eux aussi, pour privilégier les premiers, les juifs français et les juifs étrangers ! Quant au souci de carrière qui l'aurait animé, il est en contradiction avec le fait qu'il a refusé toutes les promotions proposées de 1942 à 1944, le plaçant à la Libération parmi les fonctionnaires les plus anciens dans son grade ! Le grand absent de ce dossier est l'occupant qui fit peser sur Bordeaux, placée en zone interdite, une contrainte totale. On traite de l'action des fonctionnaires en termes de temps de paix, comme si n'étaient pas alors en cause et la nécessité de défendre la substance même de la population et la liberté ou l'existence des fonctionnaires impliqués dans l'action quotidienne, qui devaient pour cela donner le change et poursuivre leurs tâches, conformément à la tradition du service public, confortée par les instructions des autorités françaises de Londres.

Les SS Luther et Doberschütz,

Son rôle fut analogue à celui des délégués de l'Union générale des Israélites de France à Bordeaux et bien moindre que ceux du chef de camp de Drancy et de ses cadres juifs français

qui ont été condamnés en 1953 à cinq et sept ans de prison, et aussitôt libérés, mais qui n'avaient pas été jugés pour les rafles qu'ils ont ordonnées, n'ont fait l'objet d'aucune poursuite. Pourquoi Serge Klarsfeld, dont l'estime le combat obstiné contre l'impunité des criminels nazis, responsables au premier chef de la déportation des juifs de France, ne les a-t-il pas recherchés ? Ils sont vivants et pouvaient être extradés.

Pourquoi a-t-on attendu jusqu'en 1987 pour impliquer Maurice Sabatier, préfet régional de Gironde, responsable, et le seul, des décisions importantes, alors que l'expertise historique confiée à trois experts incontestables, et ensuite opportunément annulée, établissait en 1985 que l'administration n'avait eu à Bordeaux qu'un rôle d'exécution au plus bas niveau ? Pourquoi avait-on inculpé le seul Papon alors que Sabatier (décédé en 1989) avait déclaré en 1982 devant le jury d'honneur de la Résistance « assumer l'entière responsabilité de la répression antijuive dans le ressort de la préfecture » ?

Le choix de Maurice Papon, chef des bureaux de la préfecture départementale, qui n'avait donc aucun pouvoir de police, domaine auquel se rattachent les arrestations de juifs et les questions connexes, fut politique. Lui seul représentait un intérêt politique, et lui seul fut inculpé. Les documents qui se trouvaient dans les archives de la préfecture, et qui n'ont pas été découverts à cette date ont été publiés dans le *Canard Enchaîné* en mai 1981 entre les deux tours de l'élection présidentielle qui opposait François Mitterrand à Valéry Giscard d'Estaing à l'initiative du cabinet de campagne de Mitterrand.

Maurice Papon était ministre du budget du gouvernement de Raymond Barre. Inculper Maurice Sabatier ne présentait aucun intérêt ; et l'inculper eût été en droit disculper son subordonné. De plus, Papon avait été dix ans le préfet de police du général de Gaulle et il était la bête noire des commu-

nistes après les incidents du métro Charonne et la répression sévère de la manifestation FLN place de la Concorde. C'est pourquoi ce dossier politique fut ensuite paralysé. Mes contradicteurs constatent que l'affaire eût pu venir devant la cour il y a dix ans. Ils n'ont pas imputé ce retard à Maurice Papon qui n'a cessé de réclamer la clôture de l'instruction. Ils l'imputent pour partie à François Mitterrand qui n'est jamais intervenu dans ce sens dans cette procédure. L'instruction était pratiquement terminée en 1987 lorsque la faute inexplicable du juge d'instruction qui avait entendu Maurice Sabatier comme témoin annula toute la procédure depuis le 5 janvier 1983.

L'instruction était à nouveau sur le point d'être clôturée à la fin de 1989 lorsqu'une partie civile déposait le 16 mai 1990 de nouvelles plaintes. Elles visaient les rafles de 1942 et 1943 mais étaient fondées sur des pièces qui étaient au dossier d'instruction depuis 1981. Ces plaintes étaient datées de 1987, 1988 et 1989 et n'ont été retirées qu'en juin 1991. Elles avaient donc

été conservées sous le coude pour être utilisées le moment venu pour provoquer de nouveaux développements de l'instruction. La stratégie des parties civiles n'était pas alors cette affaire, qui risquait au surplus de se conclure par un non-lieu. La condamnation de Paul Touvier et l'assassinat de René Bousquet allaient donner à ce dossier une nouvelle actualité. Comme l'écrivait la même partie civile qui avait retardé l'instruction : « Désormais Maurice Papon reste le seul haut fonctionnaire susceptible d'être jugé pour crime contre l'humanité. Dès lors, son jugement devient indispensable ».

Si la procédure n'était pas couverte par le secret de l'instruction et si les audiences de la cour n'étaient pas à huis clos, le public saurait que Maurice Papon n'a apporté aucune aide et assistance effective et personnelles aux crimes en cause.

Mais le public peut savoir que Maurice Papon, dès son arrivée à Bordeaux en juin 1942, a pris contact avec la Résistance. Sa participation à deux réseaux a été homologuée en janvier 1943. Si ses activités clandestines et ses interventions courageuses avaient été décelées par les autorités allemandes, elles auraient entraîné son arrestation et sa déportation. C'est bien parce qu'il a été celui qu'il a été, qu'il a été accompagné depuis le début de la procédure par Gaston Guin, chef clandestin de la Résistance à Bordeaux et premier commissaire de la République, Jacques Soustelle, Maurice Bourges Maumoury, Marie-Madeleine Fourcade et le Révérend Père Riquet, décédés, par le général de Boissieu, Jean Jaudel, Léon Boutbien, Jean-François Stelmer et tant d'autres.

Le public en conclura qu'il y a incompatibilité entre l'esprit de résistance et les actes de résistance de Maurice Papon et l'esprit de collaboration et la volonté de s'associer au plan concerté d'élimination programmée des juifs sur le fondement d'une idéologie totalitaire qui caractérise le crime contre l'humanité. C'est ce mobile qui justifie l'imprescriptibilité. La chambre criminelle de la Cour de cassation dans l'affaire Touvier a dit le droit. Une audience publique rendrait évidente que ce droit et l'équité imposent un non-lieu contre la plus monstrueuse accusation qui puisse être portée contre un homme qui a voué sa vie publique au service de son pays, celle d'être complice des crimes contre l'humanité que constituèrent les rafles des juifs de Bordeaux en 1942, 1943 et 1944.

Jean-Marc Varaut est avocat.

COURRIER

JE NE PLAIDERAI PAS À BORDEAUX

Mon ami Serge Klarsfeld m'a sollicité pour que je poursuive, au nom de l'Association des fils et des filles de déportés juifs de France, une collaboration déjà ancienne qui nous a permis d'assumer ensemble la défense des victimes dans les procédures intentées contre Laguy, Bousquet, Barbie, Touvier, Brunner et, jusqu'à ce jour, Papon.

J'ai pris connaissance de l'article consacré au dossier Papon par M^{me} Klarsfeld, père et fils (*Le Monde* du 10 février), avant l'audience de la chambre d'accusation de Bordeaux le 6 mars 1996. En m'interdisant de faire tout commentaire sur cet article, j'ai néanmoins pris la décision de ne pas me présenter à Bordeaux, persuadé que mes confrères Klarsfeld assureraient avec le talent qui leur est reconnu la charge de la défense des victimes, dont je reste profondément solidaire.

Charles Libman, avocat.

Politique et ramadan en Iran

par Fariba Adelkhah

Le renouvellement du Parlement iranien, fixé au 8 mars, constitue une échéance politique majeure. La période du ramadan a marqué dans les faits le début de la campagne électorale, même si celle-ci ne sera officiellement ouverte qu'une semaine avant le scrutin. Les candidats ont mis à profit les réunions quotidiennes de rupture du jeûne pour les besoins de leur propagande. Car le ramadan est le moment par excellence où se réunissent les familles au sens le plus étendu du terme et où s'échangent les visites. Cette sociabilité qui partage tous les milieux sociaux s'entoure d'un climat de religiosité qui interdit de soupçonner les intentions de ceux qui déploient une nappes, la couverture de nappes variées et accueillent qui de droit dans leur entourage. Homni soit qui mal y pense !

L'incontournable maire de Téhéran, Gholam-Hossein Karbaschi, a apporté sa propre contribution à cette campagne électorale qui ne disait pas encore son nom. Fidèle à sa volonté de limiter le pouvoir du bazar et le rôle des intermédiaires commerciaux, il a cassé les prix du *zullia bamiyeh* - la principale gâterie de ce mois béni, que l'on désigne précisément au moment de la rupture du jeûne - sur les marchés municipaux, qu'il ne cesse de multiplier. Mais surtout, il a cosigné, aux côtés de quinze autres personnalités, une déclaration d'allégeance au président de la République, Hachemi Rafsandjani.

Les signataires de ce texte - notamment des ministres, des conseillers, le directeur de la banque centrale - que l'on nomme désormais les « *serviteurs de la reconstruction* » (ou du « *peuple* »), en appellent à une assemblée composée d'« *experts* » et de « *savants* ». Ils souhaitent le rôle de M. Rafsandjani dans le développement d'une tradition parlementaire depuis la Révolution. Ils affirment leur intention de soutenir un projet que ce dernier incarne en tant que « *grand commandant de la reconstruction* » et qui se résume à trois mots d'ordre : « *l'honneur de l'Islam* », « *la persévérance dans la reconstruction* » et « *la fécondité de l'Iran* ».

Les « *serviteurs* » semblent bien constituer un tiers courant, aux côtés des deux factions bien connues de l'Occident, à défaut d'être bien définies : la Société du clergé combattant, supposée être de droite ou modérée, et les Clercs combattants, présumés de gauche et radicaux. Ces derniers ont été majoritaires au Parlement de 1988 à 1992, jusqu'à ce que la Société du clergé combattant impose sa prééminence, non sans exercer une assez forte pression sur le gouvernement d'Hachemi Rafsandjani. L'événement catalyseur qui a conduit à la publication de la lettre ouverte des seize semble avoir été le refus de la Société du clergé combattant de faire figurer leurs protégés sur sa liste de candidats à Téhéran.

Mais, aujourd'hui, l'initiative des « *serviteurs* » dépasse largement cette péripétie. Elle a complètement transformé le paysage électoral et l'équilibre entre les forces en présence. Elle a suscité d'innombrables prises de position plus ou moins réfléchies. Du côté de la droite parlementaire, ce fut un tollé, certains députés allant jusqu'à mettre en cause la responsabilité du président de la République. Les « *serviteurs* » rétorquèrent que leur démarche n'avait rien d'illégal et qu'ils n'entendaient d'ailleurs point se porter eux-mêmes candidats, ce que leur interdisait leurs fonctions respectives.

Dans son style volontiers ambigu, à mi-chemin du politique et du religieux, le Guide de la Révolution, Ali Khamenei, leur a donné implicitement raison sur le premier point, relativisant d'autant les ru-

meurs portant sur son conflit avec Hachemi Rafsandjani. Finalement, à trop vouloir prouver, la Société du clergé combattant a accru ses divisions, patentes depuis l'échec dernier. Les noms des cent cinquante députés ayant reproché aux « *serviteurs* » d'avoir attaqué la légitimité du Parlement n'ont jamais été publiés, malgré les demandes pressantes d'une partie de la presse. Plus encore, plusieurs élus se sont indignés d'avoir été considérés comme signataires de cette pétition à leur corps défendant sans avoir pu prendre connaissance du manifeste des seize dans son intégralité.

L'incontournable maire de Téhéran a cassé les prix du « *zullia bamiyeh* », la principale gâterie de ce mois béni. Mais, surtout, il a cosigné, avec quinze autres personnalités, une déclaration d'allégeance au président Rafsandjani.

Ainsi, la droite, qui croyait sa victoire assurée, ne savait-elle pas que la gauche islamique avait renoncé à présenter ses propres listes tout en encourageant la participation au scrutin, se trouve en porte à faux. Sûre de son coup, elle en appelle elle aussi à la mobilisation des électeurs, par souci de convenance démocratique et, selon sa propre expression, elle s'emploie à « *réchauffer le fourneau des élections* », se voyant déjà l'unique vainqueur dès le premier tour du scrutin présidentiel, fixé au printemps 1997.

A force d'activer la cuisinière, sans pour autant être en mesure de mettre clairement en avant un présidentiable, elle a pu donner le sentiment qu'elle voulait briller les étapes aux yeux d'une opinion pour qui Hachemi Rafsandjani n'est pas nécessairement un homme fini. A ce petit jeu, elle semble s'être fait doubler par les seize « *serviteurs* » de ce dernier, qui ont abattu la carte de leur champion. Il est vrai que selon la Constitution, le président de la République ne peut pas solliciter un nouveau mandat. Reste à savoir s'il s'opposerait à un nombre croissant de partisans qui exigeraient une révision de la loi fondamentale.

Jusqu'à présent, plusieurs de ses proches se sont abstenus de s'associer au manifeste des « *serviteurs* ». Il serait très prématuré d'en conclure qu'ils s'en désolidarisent pour rejoindre une droite donnée gagnante, ou qu'ils reviennent aux principes d'une gauche retirée sur son Aventin, ou qu'ils ne souhaitent leur destin personnel. Déjà on parle d'une nouvelle déclaration que feraient de « *francs serviteurs* », mais peut-être la scène politique de la reconstruction de l'Iran n'a-t-elle pas été ouverte, malgré le poids de la contrainte de la dette et de la pression américaine.

Fariba Adelkhah est chargée de recherches au Centre d'études et de recherches internationales (CERI).

Des conservateurs pour le cinéma

par Bernard Chardère

Les responsables d'établissements ou d'activités œuvrant dans le domaine de la culture cinématographique ont souvent du mal à faire admettre à leurs partenaires officiels les différences entre leurs actions : création, diffusion et conservation.

La partie visible de cet iceberg est tournée vers le public. La partie moins spectaculaire, la plus onéreuse, concerne l'acquisition des œuvres. Un théâtre, un opéra n'ont pas vocation à transmettre pour l'avenir. Les musées, oui. Les cinémathèques aussi. Outre l'organisation de projections pour les cinéphiles, elles sont des conservatoires pour les copies, les livres, les appareils anciens, qui ne sauraient relever de subventions de fonctionnement, mais bien d'acquisitions, et qui aboutissent à des ensembles d'archives sur lesquels devraient avoir autorité non plus des animateurs, mais des conservateurs.

La conservation du cinéma concerne au premier chef, en France, la Cinémathèque française, fondée en 1936 et animée jusqu'en 1977 par Henri Langlois. Ses diverses fonctions, développées sur le terrain au fil du temps, sont aujourd'hui disjointes. Le soin technique des copies est le domaine du Service des archives du film de Bois-d'Arcy. Le « non-film » (livres, affiches, photographies et plus généralement toute documentation « papier »), celui

de la future Bibliothèque de l'image-film (Bifi), la Cinémathèque française s'occupe... du reste, qui n'est pas rien : projections, expositions, publications, cours et conférences de haut niveau. Elle a encore la responsabilité d'une importante série d'appareils anciens, provenant d'acquisitions (la collection anglaise Will Day) et de multiples dons et dépôts.

Ailleurs, outre quelques cinémathèques à vocation régionale, deux organismes mènent des activités polyvalentes concernant la conservation et la diffusion, à l'instar de la Cinémathèque française : celle de Toulouse et l'Institut Lumière à Lyon. L'un et l'autre sont subventionnés, un peu par le ministère, surtout par la ville, la région et le département. A Paris comme en région, un problème de même nature se pose : maintenant que des appareils anciens ont été sauvés, rassemblés, exposés déjà en partie, qui va les conserver ? Il semble logique que cette charge soit confiée à des conservateurs. Mais, dans le domaine cinématographique, cette spécialité n'existe pas. Du moins - et c'est bien là où le bât blesse - officiellement, puisque les responsables ne sont pas reconnus par la direction des musées de France.

Cent ans après la naissance du cinéma, le temps est venu de remédier à cette carence et de faire succéder aux amateurs passionnés des professionnels diplômés fac-

compagnés, cela va encore mieux en le disant, d'une nouvelle ligne de crédits. Un modèle de pareille démarche a été donné par la municipalité de Chalon-sur-Saône, qui en 1975 créa un Musée de la photographie où fut nommé un conservateur. La ville avait demandé à la direction des musées de France, à partir de premiers dépôts d'appareils et de photographies, de vouloir bien « *classer et contrôler* » ce qui est donc devenu un véritable musée, avec un « *véritable* » conservateur. A l'inverse, un exemple de fragilité est la suppression de la Fondation nationale de la photographie qui, dépourvue de statut officiel, fut « *lâchée* » par la municipalité de Lyon, occupée ailleurs.

Encore un effort pour être républicains : remplaçons les nominations à l'estime (si non de faveur) par des diplômes, mesure qui aura le mérite de ne plus faire dépendre le sort de ces institutions culturelles au rayonnement international de décisions politiques locales. Aux responsables municipaux, et aussi aux animateurs des cinémathèques, de comprendre que l'intérêt général demande de passer enfin de l'éphémère au définitif, de la collection au musée, des franc-tireurs aux conservateurs.

Bernard Chardère est fondateur de la revue « *Positif* », ancien délégué général de la Fondation nationale de la photographie.



شكرام الله

ique
madan en Iran

“ J’ai rassemblé sous une seule
plume mes vies de femme :
de la rebelle romantique
traversant la guerre,
de l’épouse entrée sans
y prendre garde dans
la vie mouvementée
d’un homme politique,
à l’expérience exceptionnelle
de première dame de France.”



**Le destin
étonnant
d'une
femme
dans son
siècle.**

POUR LES 10 ANS DE FRANCE LIBERTÉS

ROMANESCO



Conception Angouillan - photo X

50 من الجمل

Le Monde

EDITORIAL

Le moteur franco-allemand relancé

DANS leur politique européenne, la France et l'Allemagne doivent naviguer entre deux écueils : afficher des désaccords patents, ce qui enlève toute efficacité à leur rôle reconnu, sinon apprécié, de moteur de l'intégration ; manifester une entente trop parfaite, qui donne la fâcheuse impression de placer leurs partenaires devant des faits accomplis. S'il faut choisir entre ces deux maux, Jacques Chirac et Helmut Kohl ont visiblement opté pour le second. Au fil des mois, des rencontres entre le président et le chancelier, des séminaires entre les ministres des affaires étrangères - comme celui qui s'est tenu mardi 27 février à Fribourg en Brisgau -, Paris et Bonn ont mis au point une position commune en vue de la conférence intergouvernementale (CIG) qui s'ouvrira le 29 mars à Turin.

Un tel résultat n'était pas de soi. Les positions de départ, fondées sur des philosophies différentes, étaient très éloignées : chez les Allemands, une conception fédérale de l'Europe, exprimée sans tarder dans le document signé en septembre 1994 par deux hauts responsables de la démocratie chrétienne, Wolfgang Schäuble et Karl Lamers ; chez les Français, une priorité donnée à la coopéra-

tion entre États souverains sur l'extension des compétences communautaires. Mais il est très vite apparu qu'aux discussions ésoériques, il fallait préférer une approche concrète, permettant d'accroître l'efficacité de l'union européenne, notamment de la politique extérieure et de sécurité commune (PESC) avec un embryon de défense européenne pour ceux qui le veulent et le peuvent, et de préparer l'élargissement vers le Sud et l'Est.

Chacun a fait des concessions : la France a accepté une extension des votes à la majorité ; l'Allemagne a admis que cette extension ne s'applique pas systématiquement et elle s'est ralliée à la proposition de M. Chirac, visant la nomination d'un « M. PESC », c'est-à-dire d'une personnalité chargée de donner un visage à la diplomatie européenne. Malgré la méfiance traditionnelle des gaullistes envers la Commission, Paris a levé depuis quelques mois son opposition à l'intervention de Bruxelles dans la lutte contre la drogue et le crime organisé.

Des divergences demeurent ; sans parler du trouble que la réforme de l'année française a provoqué outre-Rhin, l'idée - défendue à la fois par le RPR et par le Parti socialiste - d'un gouvernement économique de l'UE, contre-poids politique de la future banque centrale européenne, suscite la méfiance outre-Rhin. De même, le statut de « M. PESC », ses pouvoirs et ses rapports avec le commissaire chargé des relations extérieures, sont-ils encore l'objet de divergences entre les deux camps, comme les compétences réciproques de l'Assemblée européenne et des parlements nationaux. Mais ni les uns ni les autres n'ont dit leur dernier mot, d'autant qu'il faudra négocier avec les partenaires, les Britanniques en particulier, qui peuvent trouver dans les propositions de Paris et de Bonn à la fois des repoussoirs et des bases de compromis. En tous cas, après les hésitations initiales dues à l'hésitation en France, le moteur franco-allemand semble bien reparti.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Aldon, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Rémy Pénel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Frenay, Robert Solé
Rédacteurs en chef :
Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Goussier, Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Jean-Paul Lemerle, Claude Lichner, Luc Rosenzweig
Directeur adjoint : Dominique Roques
Rédacteur en chef adjoint : Eric Azou
Secrétaire générale de la rédaction : Jean-François
Directeur adjoint : Eric Pénel ; directeur délégué : Anne Chaussegros
Conseiller de la rédaction : Alain Roffe ; directeur des relations internationales : Daniel Verret
Médiateur : André Laurent
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Giffon, vice-président
André Chénier ; Hubert Boyer-Morey (1944-1995) ; Jacques Fauriol (1949-1992) ; André Laurent (1942-1995) ; André Fontana (1945-1991) ; Jacques Lemaire (1971-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 750 000 F. Actionnaires : société civile « Les Héritiers de la presse », Association Hubert Boyer-Morey, Société anonyme des héritiers de M. André Chénier
RÉDACTION : Le Monde Informations, Le Monde Presse, Le Monde Prévisions
RÉDACTION ET SERVICE CLIENTS : 15, rue du Louvre 75001 PARIS CEDEX 15
TEL : (0) 1 46 45 25 25 TÉLEX : (0) 46 45 25 25 FAX : (0) 1 46 45 25 25
ADMINISTRATION : 1, place Hubert-Boyer-Morey 92021 NANTY-LEZ-LILLE CEDEX
TEL : (0) 46 45 25 25 TÉLEX : (0) 46 45 25 25 FAX : (0) 46 45 25 25

Douloureuses relations anglo-irlandaises

Suite de la première page

Et ce, sans voir que l'arrogance protestante réveille les catholiques et constitue la principale cause de la guerre civile qui a ensanglanté le Nord. Le Parti unioniste de David Trimble edge lui aussi une capitulation en rase campagne de l'IRA par le biais d'un désarmement anticipé et d'élections qui inquiètent les nationalistes, et il exerce un chantage sur le gouvernement de John Major pour parvenir à ses fins.

Car on ne peut comprendre le conflit nord-irlandais sans faire référence à l'histoire, même si la vision ultra-nationaliste qu'en a l'IRA, encore pétrée des souvenirs de la guerre d'indépendance anti-anglaise de 1919-1921 et de la guerre civile de 1921-1923, n'est plus guère partagée. On l'a vu dimanche comme on le voit dans le comportement du gouvernement de John Bruton, dont le parti, le Fine Gael, a combattu les armes à la main les républicains entre 1921 et 1923. Il est clair que M. Bruton, qui devait rencontrer John Major mercredi 27 février à Londres, n'éprouve aucune sympathie pour l'IRA, ses hommes et ses méthodes, même s'il est prêt à un compromis pour sauver la paix.

PRÉJUGÉS ET STÉRÉOTYPES

Mais il sait aussi que le nationalisme irlandais se nourrit d'un sentiment anti-anglais exacerbé par l'incapacité de Londres à reconnaître la spécificité irlandaise comme sa responsabilité historique. M. Bruton n'a pas caché à plusieurs reprises sa colère devant l'attitude cavalière de John Major. Ce dernier, par exemple, n'a pas jugé nécessaire de le consulter sur sa proposition d'élections alors que les deux gouvernements sont censés avancer de concert dans le processus de paix. L'obstination de M. Major à refuser toute négociation avec les républicains avant un désarmement préalable de l'IRA - qu'il souhaite personnellement mais qu'il sait impossible - a longtemps exaspéré le premier ministre irlandais. Dublin estime que Londres a rajouté des obstacles sur le chemin de la paix au lieu de tout faire pour amener les terroristes à une table de négociations qu'ils n'auraient pu quitter sans perdre toute crédibilité.

Grande puissance régionale, la Grande-Bretagne semble avoir du mal à traiter son petit voisin, cette ex-colonie qu'elle n'est jamais parvenue à annexer au contraire de l'Ecosse et du pays de Galles, comme véritablement indépendant et comme un partenaire égal. Préjugés et stéréotypes foisonnent contre ces Irlandais émotifs et brailleurs, buveurs et indisciplinés, sur lesquels courent des blagues désobligeantes comme en France les histoires

belges. Certes, les sanglants attentats de l'IRA ont à nouveau tendu l'atmosphère, mais ils sont le contre-coup de l'oppression et de la répression qui ont frappé, depuis la division de l'Irle en 1921.

Même si trois quarts de siècle d'indépendance ont donné aux Irlandais une nouvelle assurance, le passé pèse toujours très lourd dans l'Irle. Il faut dire qu'en tentant de coloniser l'Irlande depuis le XII^e siècle les Anglais ont parfois employé, comme sous Cromwell, des méthodes préfigurant l'apartheid sud-africain, chassant la population de ses terres et la privant de tous ses droits pour mettre à sa place des colons protestants. Et que la famine de 1845-1849 a fait plus d'un million de morts et entraîné une émigration massive ; de huit millions, la population irlandaise est passée aujourd'hui à cinq.

L'historien anglais Paul Johnson a écrit dans son *Histoire du peuple anglais* que « les relations anglo-irlandaises sont devenues une succession d'épisodes suivant un cycle terrible et répétitif de mauvais gouvernement, de rébellion, de répression puis de négligence coupable conduisant à d'autres rébellions et répressions ». Et d'ajouter que « toute théorie selon laquelle les Anglais ont un don inné pour gouverner d'autres races ne peut survivre au moindre examen de l'histoire anglo-irlandaise ».

En se montrant incapable d'intégrer la dimension purement irlandaise du problème du Nord et en le traitant essentiellement comme une affaire de politique intérieure, John Major court le risque de voir échapper le seul véritable succès de sa carrière. Certes, la survie de son gouvernement dépend largement des unionistes jusqu'aux élections prévues au printemps de 1997. Mais il sait aussi que le prix à payer pourrait en être la reprise d'un conflit que l'on pouvait espérer en voie de solution. Quant aux travaillistes, ils ne semblent guère avoir une position différente de celle des Tories.

L'IRA vit elle aussi les yeux tournés vers le passé, un passé traumatisant pour tous les Irlandais mais sur lequel l'immense majorité semble vouloir tourner la page. Enfoncée dans sa logique de violence tout en étant incapable de violence, militairement connue par les uns, elle est aveugle au changement que son propre cessez-le-feu a suscité au Nord alors qu'il lui offrait une chance unique de sortir d'une longue clandestinité. Dans les années 20, le Prix Nobel de littérature William Yeats écrivait : « Au cours des cent dernières années, la lutte du nationalisme irlandais contre l'Angleterre a renforcé le fanatisme. Nous avions besoin de tout ce qui dormait à l'Irlande une énergie émotionnelle plus que d'intelligence car il s'agissait de pousser la masse de la population contre une puissance étrangère. Le fondement du nationalisme irlandais a changé, et beaucoup de ce qui l'a jadis soutenu est devenu inacceptable. » Combien de temps faudra-t-il aux républicains pour l'admettre ?

Patrice de Beer

DANS LA PRESSE

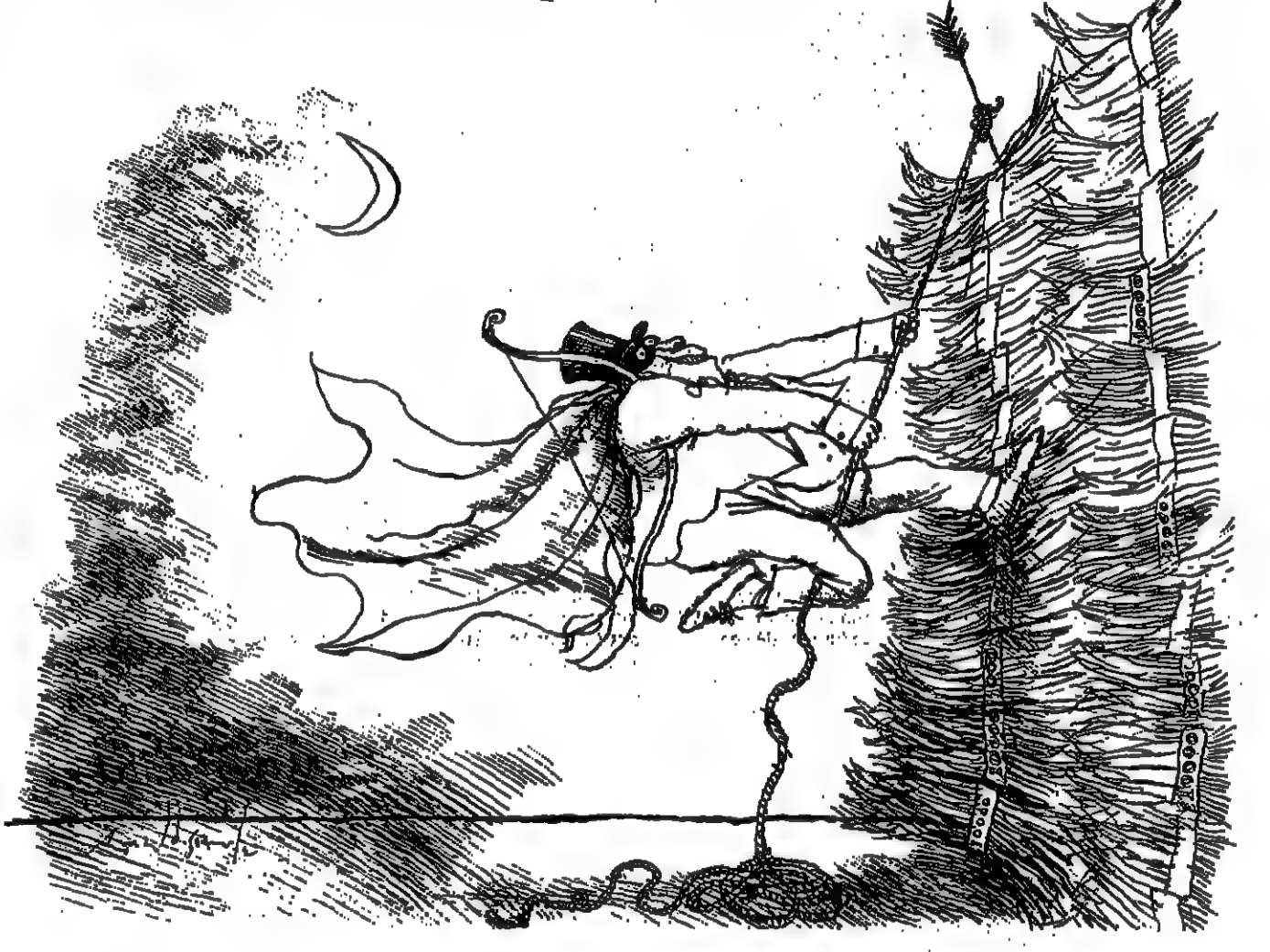
LA REPUBBLICA

Alberto Cavallari

■ Depuis quelques mois, l'Italie est tourmentée par le « mal français ». Les élections menacent de se transformer en référendum sur le semi-présidentialisme, bien que leur donner cette signification confine à l'illégalité. En effet, nous ne sommes pas appelés à élire une Constitution, une seconde République. Et, même, nous y sommes, une Cinquième République à la française. La méthode suivie pour choisir un nouveau système politique est pour le moins bizarre. Les notables sont allés au grand magasin des institutions, ils ont choisi une

Constitution toute faite, prête-à-porter. Ils se sont décidés pour la coupe parisienne avec quelques retouches, sans interroger le pays, notre histoire, nos besoins. Nous risquons de nous retrouver avec un habit de taille gaullienne, peut-être trop large, peut-être trop étroit. Si ça va bien, D'Alema fera une reprise parlementariste. Si ça va mal, Fini changera les boutons pour lui donner un style plus autoritaire. Notre avenir, c'est le prêt-à-porter made in France. (...) Or la Constitution française est sans doute la moins adaptée au prêt-à-porter. Elle est fautive pour avoir été faite sur mesure, pour de Gaulle et pour une certaine France, et pour être à la base d'une « monarchie républicaine » dérivée du présidentialisme bonapartiste plutôt que du présidentialisme de George Washington.

Les aventures d'Obscène Butin par Ronald Searle



Ce que Fidel Castro n'acceptera jamais

P OURQUOI les autorités cubaines ont-elles décliné, samedi 24 février, apparemment sans les sommations requises, deux avions civils avec à bord deux personnes de l'Organisation Hermanos al Rescate (Frères du secours), basés à Miami ? Que l'espace aérien cubain ait ou non été violé par ces appareils ce jour-là n'est pas vraiment la question : depuis mai 1991, les quelques trente pilotes bénévoles de cette organisation sillonnent régulièrement les mêmes cieux, mordant à l'occasion l'espace cubain lorsqu'ils repèrent des réfugiés en détresse à la limite des eaux territoriales. L'explication est plutôt à rechercher dans le fait que ces Frères du secours, dirigés par José Basulto (un ancien de l'expédition ratée de la baie des Cochons, en 1961), ont outrepassé le cadre de leurs missions humanitaires : après avoir clairement violé l'espace cubain, ils ont lâché, les 9 et 13 janvier près de La Havane, des tracts où figuraient des extraits de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le jour même où les Cessna ont été abattus, la première coalition de l'opposition démocratique et pacifique de l'île, Concilio Cubano, regroupant une centaine de groupuscules illégaux, n'a pu se réunir. Ses organisateurs ont tous été arrêtés. Le même sort avait été réservé dans les semaines précédentes à une dizaine de journalistes indépendants, des hommes et des femmes désireux d'informer sans contrainte, qui ont souvent été licenciés pour insubordination idéologique des organes de la presse officielle où ils travaillaient.

Les symptômes de la plus récente phase de raidissement du régime cubain remontent à début octobre 1995, juste après l'annonce par le président Bill Clinton de la suppression de certaines restrictions américaines sur les voyages et les échanges culturels avec Cuba. Parallèlement, Washington donnait aux citoyens américains la permission d'aider financièrement les mouvements de droits de l'homme et les organisations non gouvernementales de Cuba, y compris les petites agences d'information que certains dissidents avaient osé ouvrir, avec des moyens de fortune. Un petit espace de liberté d'expression, espéraient ces derniers, serait peut-être toléré, à la faveur de l'ouverture économique du régime socialiste, de l'afflux des touristes étrangers et de l'arrivée d'investissements de l'extérieur.

QUITTER L'ÎLE OU SE TAIRE

Commentant ces mesures devant des responsables de grandes compagnies américaines (venus explorer Cuba en prévision du jour où l'embargo commercial des États-Unis serait levé), Fidel Castro avait eu ce à dire de cet état : « Ce qu'il nous faut, ce sont des produits, pas des idées. Des idées, nous en avons assez. » L'intention des États-Unis, qui financent depuis 1985 la station Radio Martí, émettant vers Cuba, ne lui a évidemment pas échappé : il s'agit, puisque l'embargo commercial maintenu depuis 1960 n'a pas contribué à déstabiliser Fidel Castro (au contraire), de contribuer en quelque sorte à nourrir le ver démocratique dans le fruit totalitaire. Washington, qui vient de renforcer la puissance de Radio Martí, difficilement captée, avait cherché les mêmes effets corrosifs sur les anciens régimes socia-

listes d'Europe de l'Est. Le Lider Maximo a commencé par interdire à quelques 300 artistes cubains de sortir de l'île pour participer, au même mois d'octobre, au Festival des Allumées de Nantes, autour duquel quelques débats politiques étaient prévus. Les cures et timides espaces d'expression hors de la sphère officielle ont, depuis, été asphyxiés à Cuba.

A l'heure d'Internet, les Cubains restent privés d'une presse libre, écrite ou audiovisuelle. Et le régime censure le débat d'idées, en dehors de celles du Lider Maximo. Il en change souvent en matière économique (jusqu'à accepter la légalisation de la détention du dollar en 1993, puis la loi de l'offre et de la demande dans certains secteurs restreints), mais pas en matière politique.

Concilio Cubano voulait réclamer l'amnistie générale pour les prisonniers politiques et le respect de la Constitution cubaine, qui énonce le droit d'association ; cette coalition souhaitait aussi proposer quelques jalons vers une démocratie pluraliste. Il n'a même pas été question d'en débattre publiquement. Les autorités ne tolèrent plus aucun regroupement en dehors de ceux organisés par le Parti communiste, pas même ceux destinés à commémorer, début 1995, le héros national José Martí, depuis la crise des *balseros* de l'été 1994. Le 5 août de cette année-là, une manifestation spontanée de mécontents avait dégénéré en violences, et les forces de l'ordre avaient un moment été complètement débordées.

Le point névralgique de ce type de régime est l'information et le débat d'idées. Dans l'ex-Tchécoslovaquie,

le Manifeste des 2 000 mots de Ludvík Vaculík, contresigné par une centaine de personnalités, qui appelait à la création de « comités pour la libre expression », a été considéré par Brejnev, en 1968, comme le point ultime de tous les dangers. Les chahs soviétiques avaient tué le printemps de Prague peu après la publication de ce manifeste dans les journaux. A Moscou, la presse a été l'outil de la glasnost de Gorbatchev. On pouvait multiplier les exemples.

Frères du secours, au mépris de la sécurité de ses pilotes, a choisi de se livrer à des lancers de tracts. Fidel Castro a répondu violemment à cette provocation, au mépris des règles internationales sur l'interception des avions civils. Il confirme une fois de plus son intention de rester au pouvoir jusqu'à ce qu'il y meure. Les Cubains, las de trente-sept années d'une dictature conduite par un homme aujourd'hui presque septuagénaire, devront continuer de quitter l'île ou de se taire.

Martine Jacot

RECTIFICATIF

GEORGES CONDOMINAS

Dans nos éditions du 28 février, à propos des relations entre l'Europe et l'Asie, nous avons malencontreusement nommé Gérard l'anthropologue Georges Condominas. De plus, la formule que nous lui avons attribuée n'était pas correctement rapportée : L'exotisme (et non pas l'exotisme) est quotidien est le titre exact de son ouvrage, paru dans la collection « Terre humaine », chez Plon.

سكالات

ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 29 FÉVRIER 1996

BANQUE Les résultats 1995 de la banque publique pourraient être affectés par des pertes supplémentaires inattendues dans des filiales européennes. La baisse des taux d'intérêt rend plus coûteux le financement du plan de sauvetage. Les dysfonctionnements internes n'ont pas totalement disparu. Ils compliquent le redressement commercial et rendent plus difficile la remotivation du réseau. Des remaniements sont attendus dans l'état-major, qui n'est toujours pas stabilisé. ● LA CFTC, la CGT et la CFTC ont assigné la direction du Crédit lyonnais devant le tribunal de grande instance de Paris afin de l'empêcher de déclencher un troisième plan social. ● L'AFFAIRE Tapie connaît un nouveau rebondissement avec l'action entamée auprès du tribunal de commerce de Paris par les deux liquidateurs du Groupe Tapie. Ils réclament 2,5 milliards de francs à la banque.

Le redressement du Crédit lyonnais s'avère plus difficile que prévu

L'établissement financier ne parvient pas à restaurer sa rentabilité alors que la baisse des taux d'intérêt complique la mise en œuvre du plan de sauvetage. De nouveaux remaniements sont attendus dans l'état-major

RIEN NE VA PLUS au royaume de Jean Peyrelevade. On croyait le feuilleton du Crédit lyonnais terminé, les dossiers encombrants mis hors circuit grâce à la création d'une *bad bank*, le consortium de réalisation (CDR), dans laquelle ont été transférés 135 milliards de francs d'actifs de tous ordres. Le patron du Crédit lyonnais avait, selon ses termes, « passé la pelle de fer ». L'année 1995 devait voir le retour à l'équilibre. L'année 1997 serait celle de la privatisation. Il n'aurait logiquement dû rester à Jean Peyrelevade que la lourde tâche de remotiver les équipes et de reconstituer son réseau.

Mais, plus de deux ans après son arrivée, en octobre 1993, le patron du Lyonnais est bien obligé d'admettre, en privé, qu'il « continue à ramer ». Et si la gestion passée a pesé lourd dans les résultats 1995 et 1996 de la banque, il est de plus en plus difficile d'invoquer l'héritage et les frasques de certaines filiales.

Les dysfonctionnements n'ont pas disparu au cœur même de l'organisation. L'année qui vient de s'écouler a connu l'épilogue du plan de sauvetage avec le vote du Parlement du 4 octobre 1995. Ainsi débarrassé, M. Peyrelevade pouvait déclarer en septembre 1995,

que, après avoir « en trois trimestres évalué les dégâts, nettoyé les comptes et négocié un plan de redressement avec l'Etat... » la crise était dépassée, estimant qu'il avait « tenu la première partie de son contrat ». Le résultat au premier semestre de 1995 sortait enfin de la zone rouge avec 36 millions de francs de bénéfice. Pour le patron du Lyonnais, « le second semestre ne se présentait pas trop mal ».

C'était compter sans les mauvaises surprises : les filiales espagnole et portugaise où il est encore nécessaire de provisionner plusieurs centaines de millions de francs ; le Japon où des pertes auraient été découvertes ; le réseau France où quelque 700 millions de francs de provisions doivent être passées pour couvrir les dépréciations de gages. Plus grave, la banque n'a pas su gérer son passif.

qui ont permis de financer ces participations. Lors des négociations avec l'Etat, Dominique Bazy, grand maître d'œuvre de l'opération, a ferrillé pour que le prêt consenti par le Crédit lyonnais à la structure de cantonnement afin que celle-ci acquière le portefeuille de la banque porte un intérêt de 7 %. Il n'a eu gain de cause que pour la première année. A partir du 1^{er} janvier 1996, ce taux redescend à 5 % du taux du marché monétaire (TMM).

Or plusieurs dizaines de milliards d'actifs ont été financés à taux fixe. La banque se trouve donc aujourd'hui emprunteuse à 9 % et rémunérée à 4 % compte tenu de la baisse des taux. La situation ne serait pas trop grave si, anticipant un mouvement de baisse des taux, la banque s'était couverte contre ce risque. En quittant le Crédit lyonnais, Dominique Bazy a laissé une partie du chantier « en suspens », reconnaît un responsable de la banque. Le relais n'a pas été pris. Le coût pèsera entre 1 et 2 milliards de francs sur le produit net bancaire (PNB).

Cette absence de gestion du haut de bilan comme la difficulté que semble éprouver la banque à diagnostiquer ses risques préfigurent des changements dans l'état-major de l'entreprise.

Le directeur financier, Serge Bourdissou, est fragilisé. Jean Peyrelevade, qu'il tutoie, lui avait confié les cordons de la bourse. Des collaborateurs de la banque lui reprochent son indécision. Michel Renault, âgé de cinquante-neuf ans, directeur général chargé du réseau, membre du comité exécutif, est marginalisé. Les rumeurs, récurrentes, sont vraies, dit-il, donnent Jean Peyrelevade partant. L'Élysée et Matignon ne démentent pas qu'un tel mouvement soit évoqué. Mais Jean Peyrelevade ne veut pas partir.

Le comité des risques et des comptes, pivot du *corporate governance* cher à Jean Peyrelevade, a perdu successivement son président, Claude Pierre-Brossollette, démissionnaire après sa mise en examen, Alain Gomez (alors président de Thomson) et Jean-Paul Nasse.

Le 18 janvier, le conseil d'administration, sur proposition de Jean Peyrelevade, en a fait voter la dissolution. Enfin, le conseil d'administration se réunit au mieux que tous les deux mois, alors que les statuts de la banque prévoient une réunion mensuelle.

Autant de coups de canif au discours. Le rétablissement de la banque pourrait prendre plus de temps que prévu. Le conseil d'administration qui doit arrêter les comptes 1995 se tiendra le 21 mars. L'état-major n'a pas encore fixé sa stratégie en termes de résultats. En revanche, la prochaine privatisation de Thomson sera une épreuve de vérité pour le Crédit lyonnais. Le groupe industriel civil et militaire détient 19 % de la banque publique. L'évaluation de cette participation donnera une indication sur la valeur réelle de la banque.

Babette Stern

Le plan social devant la justice

La CFTC, la CGT et la CFTC ont assigné la direction du Crédit lyonnais devant le tribunal de grande instance de Paris afin de l'empêcher de déclencher un troisième plan social. Lors de l'audience, mardi 27 février, leurs avocats ont plaidé qu'en 1994 la direction s'était engagée sur un plan social triennal portant sur 2 450 suppressions d'emplois. Aucun autre plan ne devrait donc être autorisé avant avril 1997. Or, au cours du conseil d'administration du 13 décembre 1995, un dirigeant avait affirmé la nécessité de supprimer 1 000 emplois supplémentaires en 1996. Les syndicats ont d'autant plus contesté cette analyse que, selon eux, ces suppressions d'emplois ne sont pas économiquement justifiées. L'avocat de la direction a plaidé que la transparence de 1994 ne devait pas empêcher celle-ci d'ajuster les effectifs en fonction d'éléments imprévisibles à l'époque. Le jugement sera rendu le 7 mai.

UN SEUL HOMME FORT

Son bilan est pourtant en déclin. Aucune des instances annoncées pour que l'entreprise tourne rond ne fonctionne parfaitement. Le comité exécutif, qu'il souhaitait de six à huit membres, n'est pas encore stabilisé. Dominique Bazy est parti en juin 1995. Il a été remplacé début juillet 1995 par Thierry Marraud, venu de l'industrie qui cherche encore ses marques. Michel Renault a de moins en moins de poids. Pascal Lamy, chargé de superviser les marchés et l'informatique, est, avec le président, le seul homme fort du groupe.

L'affaire Tapie empoisonne toujours la banque publique

PARMI LES NOMBREUX dossiers délicats du Crédit lyonnais, il en est un dont la banque n'est pas près de se débarrasser : celui de Bernard Tapie. Si l'homme d'affaires n'est pas encore officiellement à la suite d'une décision de justice providentielle effaçant sa faillite personnelle, son pouvoir de nuisance à l'égard de la banque publique reste considérable. Il dispose dans la partie de bras de fer entamée contre le Lyonnais d'un atout considérable : la connaissance des méandres et des complaisances du passé. Il les connaît d'autant mieux qu'il en a bénéficié. Après avoir profité pendant des années d'un soutien hors normes du Crédit lyonnais et de son ex-filiale, la Société de banque occidentale (SBO), M. Tapie peut ainsi facilement dénoncer aujourd'hui un « soutien abusif ».

Sa contre-attaque était promise depuis des mois. Mais la surprise provient de son origine et de l'apparition d'alliés providentiels, les deux liquidateurs judiciaires des sociétés du groupe, Jean-Claude Pierrat et Yannick Pavet. Ils viennent d'attaquer le Crédit lyonnais, la banque d'affaires Cifinvest et la SBO en dommages et intérêts

après du tribunal de commerce de Paris, qui réclament pas moins de 2,5 milliards de francs (*Le Monde* du 27 février). Une procédure déclinée par *Le Figaro* et *Le Point*. Le tribunal doit se prononcer le 8 mars, mais la bataille ne fait que commencer. La banque devrait demander un sursis à statuer. Un éventuel jugement sur le fond n'interviendra pas avant des années.

ULTIME NEGOCIATION

M. Tapie utilise avec habileté les cartes à sa disposition. Il vient même d'enfoncer un coin entre le Lyonnais et le CDR (Consortium de réalisation), la structure de défaillance créée par l'Etat pour récupérer les actifs douteux de la banque. C'est au CDR que sont logées les créances impayées sur le groupe Tapie et au Lyonnais que se trouvent les plus-values réalisées, notamment lors de la vente d'Adidas. Les éventuels dommages et intérêts obtenus par les liquidateurs seraient ainsi payés par la banque... et traités rembourser le créancier, aujourd'hui distinct, le CDR. Tout aussi cocasse, le président du CDR, Michel Rouger, est l'ancien président du tribunal de commerce de Paris. C'est lui qui a prononcé la liquidation du groupe

Tapie, une décision confirmée depuis par la cour d'appel.

Les liquidateurs soulignent dans leur assignation deux comportements contestables de la banque : « Un soutien inconditionnel, exorbitant des relations normales d'une banque avec son client », et des « fautes caractérisées dans l'exécution de mandats confiés ». Le cheval de bataille des plaignants est l'affaire Adidas, rachetée par M. Tapie en 1990 et cédée en 1993 avec le soutien du Lyonnais. Les acquéreurs trouvés pour cette revente « ont acheté leurs participations à crédit, avec des fonds qui leur étaient prêtés par le Crédit lyonnais à des conditions particulièrement avantageuses (taux de 0,50 % par an) », écrivent-ils. Ils soulignent aussi qu'en contrepartie de la revente d'Adidas le Lyonnais s'était engagé, dans le cadre d'un memorandum signé le 10 décembre 1992, à réorganiser les affaires de Bernard Tapie autour d'une nouvelle société baptisée Newco. Mais Newco n'a jamais vu le jour.

Bernard Tapie a pourtant mis du temps à contester l'attitude de la banque. C'est la remise, en avril 1995, d'un rapport d'experts auprès du tribunal de commerce soulignant la responsabilité de la banque

dans la faillite qui incite M. Tapie à utiliser ce type d'arguments. Avec toujours pour objectif de contraindre le Lyonnais à une ultime négociation. Même si les dirigeants de l'établissement ne veulent pas en entendre parler, la pression monte puisqu'un autre rapport, sur le même sujet, devrait être remis dans les prochaines semaines au juge d'instruction Eva Joly. Elle a été saisie sur le plan pénal par le parquet, le 6 juillet, d'une information judiciaire pour « banqueroute, complicité et recel ».

DES FONDIS MYSTÉRIEUX

Autant le soutien abusif semble difficilement contestable, autant le comportement du Lyonnais lors de la vente du fabricant d'articles de sport apparaît moins critique lorsqu'on le remet dans le contexte. A l'époque, la situation d'Adidas était critique, et M. Tapie ne parvenait plus à rembourser les crédits accordés pour son achat. Orchestrée par la banque publique, la vente d'Adidas était dénoncée comme une faveur politique accordée à l'ancien ministre. En s'engageant à céder Adidas à un prix convenu à l'avance de 2,085 milliard de francs, le Lyonnais lui trouvait une porte de sortie inespérée après l'échec des

pourparlers avec le britannique Pentland. La banque aurait très bien pu saisir les titres Adidas en nantissement des crédits impayés. Elle a d'ailleurs eu le plus grand mal à trouver des acheteurs. Parmi ces derniers, deux fonds mystérieux basés à Jersey et aux îles Vierges britanniques, qui avaient acquis 35 % d'Adidas, sont fortement soupçonnés d'être des « faux nez » de la banque. C'est parce qu'il n'arrivait pas à trouver des repreneurs que le Lyonnais les a financés très généreusement et qu'il a pris pour lui seul la totalité des risques de moins-values.

La plus-value de l'ordre de 1,5 milliard finalement récupérée par la banque était inespérée. Pour une fois, le Lyonnais avait réussi à transformer « une opération menée depuis le début dans des conditions inextricables en un coup gagnant ». Mais pour y parvenir, elle a tenu à bout de bras le groupe Bernard Tapie. « Nous avons tout fait pour que Bernard Tapie ne soute pas », explique un ancien du Lyonnais. La victime finale de cet acharnement n'est d'ailleurs pas Bernard Tapie, mais le contribuable.

Eric Leser

L'Etat devrait financer plus largement les infrastructures de la SNCF

L'ETAT devrait s'engager plus avant dans le financement des infrastructures ferroviaires de la SNCF conformément aux vœux de la société et aux demandes syndicales formulées lors de la grève de décembre 1995. Bernard Pons, le ministre de l'équipement et des transports, affirme dans un entretien accordé à l'hebdomadaire *La Vie du rail* daté du 28 février, que « la réflexion doit porter en priorité sur le processus de décision et le mode de financement des infrastructures qui, au regard des textes européens, relèvent de la responsabilité de l'Etat. J'ai le sentiment que le débat en cours pourrait déboucher sur des conclusions originales et des idées nouvelles ».

Un rapport du Commissariat général du Plan, publié mardi 27 février, va dans le même sens. Portant sur l'avenir des entreprises publiques du secteur, il dégage trois causes principales à la situation catastrophique de la SNCF : l'érosion de son chiffre d'affaires, le niveau très bas de sa productivité et l'insuffisance de la rentabilité des investissements, entrepris sans autofinancement. Les deux premières causes relèvent des respon-

sabilités de l'entreprise elle-même. La solution au troisième facteur incombe en revanche à l'Etat. Ce rapport semble avoir inspiré les réflexions du groupe de Claude Martinand, chargé par le gouvernement de « préparer et animer le débat national », qui devait rendre ses conclusions au ministre jeudi 29 février.

COMPTES DÉSÉQUILIBRÉS

La réflexion menée par le Commissariat général du Plan remet en cause des idées reçues. Le programme TGV entrepris jusqu'en 1994 ne serait pas à l'origine de l'endettement de l'entreprise. Certes, rappelle le rapport, « la réalisation d'un investissement lourd pèse pendant de longues années sur les comptes de l'entreprise », mais « les simulations financières établies sur l'ensemble des projets montrent que l'endettement qui s'y rapporte serait intégralement résorbé en 2001, date à laquelle apparaîtrait une capacité nette de financement ». En revanche, selon le rapport, c'est davantage « le financement intégral par emprunt » de ces investissements, qui a durablement déséquilibré les comptes de la

SNCF. L'Etat aurait négligé la structure du financement des projets et n'aurait pas apporté à l'entreprise les fonds propres nécessaires. En tant qu'actionnaire, il serait aussi responsable de la mauvaise gestion de l'entreprise sur le plan commercial et celui de l'exploitation.

« L'apurement de ce passif est hors de portée de l'entreprise », estime le Commissariat général du Plan, qui a calculé que, dans le meilleur des cas (reconquête commerciale, maîtrise des charges), l'endettement atteindrait 400 milliards de francs fin 2005, générant des frais financiers approchant le tiers du chiffre d'affaires. Pour les TGV futurs, le problème de l'insuffisance de la rentabilité se rajoute à la problématique précédente. « Aucun des futurs projets de trains à grande vitesse, y compris les TGV Méditerranée et Est, ne pourra être lancé sans un financement complémentaire des pouvoirs publics ou un mode nouveau de couverture des charges d'infrastructure », explique le rapport. L'Etat ne pourra plus faire l'économie d'un financement direct.

Christophe Jakubyszyn

Le plan stratégique d'EDF est reporté à l'issue d'un « débat social » avec les syndicats

« DISCUSSION, concertation, débat ». A l'occasion de la présentation des résultats d'EDF, mercredi 28 février, le nouveau président Edmond Alphandéry a rappelé son désir de « relancer le dialogue social » en prolongeant le débat autour du plan stratégique d'entreprise qui devait être initialement adopté en début d'année. Cette décision intervient au moment où la compagnie d'électricité connaît la plus longue série de bénéfices consécutifs (1990-1995), le précédent record remontant à la période 1956-1960.

Avec un chiffre d'affaires de 188,6 milliards de francs (+2,8 %), EDF a enregistré en 1995 un bénéfice en baisse de 15 %, à 2,7 milliards de francs, avant une réévaluation de l'Etat d'un montant de 1,5 milliard de francs. Selon le directeur financier Jacques Chauvin, la douceur climatique, l'essorissement de la croissance au second semestre ont pesé sur le résultat, malgré des éléments positifs comme la maîtrise des coûts d'exploitation et l'augmentation des exportations. Les grèves de décembre 1995 ont entraîné une perte

de 400 millions due pour plus de la moitié à l'arrêt de fourniture d'électricité à la SNCF et à la RATP.

« Chez EDF, le mouvement a été beaucoup plus dur qu'il n'est apparu », reconnaît Edmond Alphandéry, justifiant ainsi sa volonté de retarder le plan stratégique d'entreprise. « Quand je suis arrivé, ce document était largement rédigé et devait être approuvé en début d'année par un conseil d'administration. J'ai décidé de le reporter de plusieurs mois pour qu'il ait un débat dans l'entreprise. Nous prendrons le temps qu'il faut. » Ce projet devait être achevé d'ici à la fin de l'année, parallèlement au contrat de plan signé avec l'Etat. M. Alphandéry entend y apporter deux inflexions : la première porte sur une poursuite de la baisse des tarifs en francs courants, car la « compétitivité de l'électricité, c'est la légitimité du service public ». La seconde concerne l'emploi. Tout en se concentrant sur le métier d'électricien, EDF devrait développer des services de qualité, de sécurité, s'engager dans la cogénération, « pour créer des emplois qui ne mettent pas en jeu la compétitivité ».

Voici une semaine, la première

Dominique Gallois

Paribas prend le contrôle de la Mixte

ALORS QUE le groupe Paribas devait annoncer ses résultats pour l'année 1995 mercredi 28 février en fin de journée, la cotation des actions Paribas et Compagnie de Navigation Mixte (CNM) a été suspendue à la Bourse de Paris. Cette décision intervient alors que François Pinault a approché Paribas pour le rachat de la CNM. Opération que la banque de la rue d'Antin envisage de contraindre en procédant à une prise de contrôle de la Navigation Mixte dont elle détient déjà 30 % du capital. François Pinault serait allé dans cette affaire à la banque Barings, détenue par le néerlandais ING, qui serait intéressée par la participation de 9 % de la Mixte dans le capital de Paribas. Par ailleurs, Paribas Affaires Industrielles, filiale du groupe Paribas, va céder la totalité des 88,7 % qu'elle détenait dans SCOA au groupe Pinault-Prin-

L'Etat ne détient plus que 1 % de Total

L'ÉTAT a cédé sur le marché le 28 février 9,5 millions d'actions Total, soit 4 % du capital, ramenant ainsi sa participation à 1 %. Cette transaction a été réalisée le 28 février au lendemain de l'agrément donné par le conseil d'administration de la compagnie pétrolière. Au cours actuel, cette vente devrait rapporter à l'Etat environ 3,1 milliards de francs. D'autre part, Total et les pouvoirs publics ont conclu certains de leurs accords définis pour soixante ans par une convention qui expire le 14 mars 2000. L'Etat ramènera de deux à un le nombre de ses administrateurs et son droit de veto concernant la nomination du président, est diminué.

DÉPÊCHES

■ **NOUVELLES FRONTIÈRES** : le groupe de Jacques Maillot consolide, sa place de premier voyageur français affichant un résultat courant consolidé pour l'exercice achevé le 30 septembre 1995 en repli marginal de 1 % à 162,9 millions de francs contre 164,5 millions de francs un an auparavant. En revanche, le chiffre d'affaires (7,2 milliards de francs) est en progression de 12,2 %.

■ **ABB** : le groupe helvético-suédois, spécialisé dans l'électrotechnique, a réalisé en 1995 un résultat net de 1,3 milliard de dollars (environ 6,2 milliards de francs), en hausse de 73 %. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 33,7 milliards de dollars (environ 167 milliards de francs) dont la moitié en Europe, en hausse de 14 %.

■ **LEGRAND** : le groupe de matériel électrique Legrand a réalisé un bénéfice net part du groupe de 923 millions de francs en 1995 contre 785 millions en 1994, en hausse de 17,6 %. Le chiffre d'affaires s'est établi en 1995 à 11,028 milliards de francs.

■ **SAGEM** : la Cogema (combustible nucléaire) vient de prendre une participation dans le groupe SAGEM (électronique professionnelle) représentant plus de 7,5 % des actions ordinaires et lui permettant de franchir le seuil des 5 % des droits de vote.

■ **IBM** : le groupe informatique a décidé d'augmenter la rémunération de ses salariés américains de 8 % en moyenne cette année. Cette augmentation fait suite à plusieurs années « qui n'avaient pas été bonnes » au plan salarial et une revalorisation était devenue nécessaire pour conserver et attirer du personnel de qualité, a indiqué un porte-parole. En 1995, le bénéfice net d'IBM a progressé de 38 % à 4,18 milliards de dollars (environ 21 milliards de francs).

■ **RENAULT** : la direction du constructeur automobile a annoncé mardi 27 février qu'elle proposait « pour la première moitié de l'année 1996 » (du 1^{er} mars au 1^{er} septembre), une augmentation des salaires de 3 % en masse, dont 1,3 % de hausse générale des salaires au 1^{er} mars. Les syndicats ont jugé cette proposition insuffisante.

■ **CARREFOUR** : le groupe de distribution a enregistré en 1995 une progression de 6,1 % de son chiffre d'affaires à 144,6 milliards de francs. Le groupe a réalisé 90 milliards de francs de ventes à l'étranger où il compte désormais 128 magasins, soit plus qu'en France (117). Le résultat net courant a pour sa part bondi de 25 % pour atteindre 2,7 milliards de francs.

■ **DAIMLER-BENZ** : le groupe allemand Daimler-Benz a poursuivi mardi 27 février le démantèlement de sa filiale de construction électrique AEG en vendant à son partenaire français Schneider sa part de 50 % dans leur joint-venture AEG Schneider Automation SAS.

■ **CIMENTIS FRANCAIS** : le numéro deux cimentier français, filiale d'Italcementi, a annoncé, après trois années de pertes, un retour aux bénéfices en 1995 avec un résultat net de 275 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 12,6 milliards de francs.

■ **YVES ROCHER** : la BNP a annoncé dans un communiqué mardi 27 février son intention de déposer plainte contre Yves Rocher. Le patron du groupe de cosmétologie a lancé une campagne d'information contre la BNP et sa banque d'affaires la Banexi, l'accusant de l'avoir escroqué en lui vendant Petit Bateau en 1988 (Le Monde du 25 et 26 février).

■ **COMPAR** : Gérard Elkann, dirigeant de la compagnie industrielle Compar, et deux de ses cadres, Claude Vercambre et Gilles Oudiz, respectivement directeur général et directeur général délégué, ont été placés en garde à vue mardi 27 février dans le cadre d'une enquête préliminaire sur le dépôt de bilan de la banque Pallas-Stern.

AVIS FINANCIER DES SOCIÉTÉS

SICAV UNIVERS ACTIONS

- Orientation : actions internationales
- Durée de placement : plus de 5 ans
- Valeur liquidative au 15.02.1996 : 1 759,35 F

Assemblée Générale

Les actionnaires de la Sicav Univers Actions sont convoqués à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le lundi 25 mars 1996 à 10 h 30, 23 Place de Catalogne - 75014 Paris.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 29 décembre 1995.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.

Chaque jour le corps d'UNIVERS ACTIONS sur la SICAVECOUTE Tél. : 36.68.56.55 ou Code : 37 (3 actions par sec)

CA SEGESPAR la société de gestion du Crédit Agricole

Chargeurs se scinde en deux pôles média et industrie

A la demande de la COB, le groupe publie ses pertes de 575 millions de francs pour 1995

Mardi 27 février, le conglomérat Chargeurs annonçait la dissolution de sa holding en deux sociétés distinctes Pathé et Chargeurs International.

Cette nouvelle répartition des actifs se veut une rationalisation des activités du groupe afin de rassurer les investisseurs. La scission en deux pôles

média et industrie suit les exemples britannique et américain. La cotation en Bourse et le management des sociétés seront eux aussi séparés.

LE GROUPE Chargeurs a annoncé, mardi 27 février, la dissolution de la holding Chargeurs et la répartition des actifs de la société en deux pôles distincts, média et industrie, qui seront cotés séparément en Bourse. La première société gardera le nom de Pathé et gèrera les actifs dans la télévision, le cinéma - BSKyB, Canalsatellite, Renn productions, AMLF... - et la presse (Libération), tandis que la seconde, rebaptisée Chargeurs International, regroupera le textile, la protection de surface et le transport.

Parallèlement à cette restructuration, le groupe de Jérôme Seydoux a cédé à l'exigence de la Commission des opérations de Bourse (COB) de rendre public des renseignements certaines informations financières. A commencer par une perte de 575 millions de francs. Outre des déficits d'activités, ce résultat comprend « des dépréciations » d'actifs de Libération (140 millions) mais aussi de films de cinéma récents (188 millions) - « L'île aux pirates », « Showgirls » - dont les droits ont été achetés fort cher pour des

résultats en salle très médiocres. Enfin, un écart d'acquisition de 334 millions de francs est également inscrit à la ligne Pathé Palace, qui a été achetée pour 1 milliard de francs en 1990.

Cette scission - un split, dans le jargon financier anglo-saxon - ainsi que la remise à zéro des différents compteurs de l'entreprise placent le marché français au diapason des Bourses anglo-saxonnes. Chargeurs est le premier en France à rationaliser de cette manière ses activités. En Grande-Bretagne, les divisions des groupes Zeneca ou Thorn EMI ont représenté des cas d'école. Aux Etats-Unis, cette redistribution des actifs a été aussi choisie par TIT et ATT. Cette technique est surtout destinée à rassurer les investisseurs et à pallier la déception dont souffrent généralement les conglomérats.

Dans son communiqué, le groupe Chargeurs insiste d'ailleurs sur la nécessité de « clarifier et fortifier les perspectives de développement de ses deux grands secteurs d'activité ». Dans les médias comme dans l'industrie, « le

groupe Chargeurs est confronté à des enjeux et des opportunités qui sont de nature différente ». La scission doit donc permettre « d'offrir aux actionnaires un investissement direct dans des activités homogènes et de leur ouvrir la possibilité de nouer des relations de partenariat dans leur secteur d'activité propre ».

Conséquence directe de cette scission, le management sera également divisé en deux : Jérôme Seydoux sera PDG de Pathé, tandis que Eduardo Malone, ex-directeur général de Chargeurs, deviendra PDG de Chargeurs International. Les modalités définitives de la scission seront arrêtées fin avril, et une assemblée générale extraordinaire de Chargeurs se prononcera en juin sur le projet de scission.

MINIATURE D'OPRA

Pour la plupart des analystes financiers, cette séparation des activités va permettre de mettre fin à une « identité brouillée » du groupe Chargeurs. « Les stratégies respectives vont apparaître plus clairement », affirme l'un d'eux.

Un autre estime toutefois que le futur groupe Pathé n'est pas à l'abri d'une OPA. Cette conviction est appuyée sur le fait que la part de Chargeurs dans BSKyB, un bouquet de chaînes de télévision diffusées par satellite - 17 %, soit 9 milliards de francs environ -, à une valeur équivalente à l'actuelle capitalisation boursière de Chargeurs. Un agresseur qui prendrait le contrôle de l'ensemble (60 % des titres sont dans le public) tirerait le double d'une cession séparée des actifs.

Le pôle communication de Chargeurs semble d'ailleurs à la croisée des chemins. Outre BSKyB, Chargeurs est également actionnaire de Canalsatellite (20 %), un bouquet de programmes contrôlé par Canal Plus et valorisé aux environs de 3,8 milliards de francs... en l'absence de toute concurrence. Bien que BSKyB n'ait pas de visées claires sur le marché français de la télévision, rien ne permet de penser que celui-ci restera aussi le sanctuaire qu'il est aujourd'hui.

Yves Mamou

US West se renforce dans la télévision par câble

LA COMPAGNIE RÉGIONALE AMÉRICAINE DE TÉLÉPHONE US West a annoncé mardi 27 février le rachat, pour 10,8 milliards de dollars (environ 54 milliards de francs), de Continental Cablevision, troisième câble-opérateur des Etats-Unis. US West ajoute ainsi les 4,2 millions d'abonnés de Continental Cablevision à ses 500 000 foyers câblés et renforce sa place de troisième câble-opérateur derrière Tele-Communication Inc. et Time-Warner.

US West ne devrait pas déboursier plus de 1 à 1,5 milliard de dollars (entre 5 et 7,5 milliards de francs) pour financer cette acquisition. Pour le reste, la compagnie régionale de téléphone procédera par échange de titres (20 milliards de francs) et reprise de dettes (27,5 milliards de francs). US West paie 2 300 dollars (12 000 francs) pour chacun des abonnés au câble de Continental.

DIFFICILE ALLIANCE AVEC TIME-WARNER

Ce réseau câblé lui permettra de diffuser des programmes de divertissements, mais aussi des données et des services de télécommunications. Cette stratégie en trois axes a été rendue possible grâce à la nouvelle loi sur les télécommunications votée par le Congrès et le Sénat en février, qui supprime les barrières cloisonnant les activités de télévision, de téléphone et de câble. Les compagnies régionales de téléphone sont ainsi autorisées à fournir directement des services de télévision à des abonnés dans les limites géographiques de leur zone. A l'inverse, les câbles-opérateurs

sont eux aussi autorisés à distribuer des services téléphoniques auprès de leurs souscripteurs.

Présentant cette future concurrence, US West avait pris les devants en s'alliant avec Time-Warner. Le groupe est devenu actionnaire à 25,5 % de Time Warner Entertainment (TWE), filiale de Time-Warner qui regroupe les activités câble (11,2 millions d'abonnés), le studio Warner Bros et la chaîne à péage HBO. Mais les relations des deux partenaires se sont dégradées, à l'été 1995, quand Time-Warner a proposé 8 milliards de dollars (environ 40 milliards de francs) pour le rachat de Turner Broadcasting System. En septembre, la compagnie de téléphone a attaqué Time-Warner en justice pour bloquer cette fusion. Une démarche partagée par Continental Cablevision.

Outre son large portefeuille de clients, Continental Cablevision a l'avantage de posséder des réseaux câblés situés sur des Etats ou des villes à forte population : Nouvelle-Angleterre, Californie, Chicago, Michigan-Ohio et Floride. Le câble-opérateur a investi pour équiper ses réseaux avec un système câble coaxial-fibre optique. Selon US West, cette plateforme technologique « est un bon tremplin » pour une offre combinée de services téléphoniques et de transmissions de données. Après le regroupement de ses activités avec celles de Continental Cablevision, US West aura également accès à 13,9 millions de foyers à l'international et notamment au Royaume-Uni.

Guy Duthell

La cession de l'équipementier automobile Valeo permettrait à M. De Benedetti de restructurer son groupe en difficulté

« LE GROUPE [de Carlo De Benedetti] a confié à ses banquiers d'affaires une mission de réflexion stratégique sur l'ensemble de ses actifs. Cette mission est en cours », déclarait, le 27 février dans l'après-midi, Cerus, la holding française de l'homme d'affaires italien, dans un communiqué, confirmant ainsi implicitement l'annonce par Le Monde du 28 février de la mise en vente de sa filiale Valeo, premier équipementier automobile français.

Le communiqué de Cerus précise que la situation d'Olivetti, société informatique du groupe, ne nécessite pas une nouvelle mise d'argent frais : « Le succès de l'augmentation de capital d'Olivetti, qui a eu lieu à la fin de 1995 pour un montant de 1,5 milliard de dollars (7,5 milliards de francs) [souscrits à 85 % par le marché et à 15 % par la CIR, holding italienne du groupe] assure le financement de son développement ». Cette recapitalisation a été financée à 15 % la part de Carlo De Benedetti dans Olivetti qui devrait annoncer une perte d'environ 5 milliards de francs pour 1995, un chiffre d'affaires de 31,7 milliards et un endettement de 2,7 milliards de francs. L'industriel italien compte sur le secteur des télécommunications pour assurer le redressement d'Olivetti. Omnitel, sa filiale et deuxième réseau de téléphonie cellulaire en Italie, est en pleine expansion. Olivetti est par ailleurs associé à France Télécom dans le

domaine des services aux entreprises et pourrait participer à la privatisation future de la STET, l'opérateur public italien. Ces projets exigent des investissements importants.

FLAMBÉE DES COURS DE BOURSE

En France, Cerus affiche 2 milliards de francs d'endettement pour 3,8 milliards de capitaux propres consolidés. La bataille contre Suez pour le contrôle de la Société générale de Belgique et les aventures de la banque Duménil Leblé ont été ruineuses pour Carlo De Benedetti. Ses holdings italiennes, Cir et Cofide (holding familiale), sont également fortement endettées. La banque d'affaires Mediocredito n'a, à ce jour, pas réussi à organiser les augmentations de capital prévues (1,5 milliard de francs pour Cir et 531 millions de francs pour Cofide).

La position de Carlo De Benedetti face à la justice est toujours en suspens. Condamné en première instance à une peine de six ans et

demi de prison pour avoir participé à la banqueroute du Banco Ambrosiano de Roberto Calvi, le « banquier de Dieu » qui s'est « suicidé » en juin 1982 à Londres, l'ingénieur attend le résultat du procès d'appel actuellement en cours à Milan. Carlo De Benedetti est impliqué dans cette faillite retentissante pour avoir rempli les fonctions de vice-président du Banco Ambrosiano pendant quelques semaines fin 1981. L'industriel italien est également soupçonné d'avoir versé des pots-de-vin au ministère des postes pour obtenir un contrat de fourniture de matériel informatique. La procédure judiciaire est toujours en cours.

L'annonce, mardi, de la mise en vente de Valeo a provoqué une flambée des cours de Bourse de Cerus et Valeo à Paris : le premier a terminé la séance en hausse de 6,6 % à 84,30 francs et le second en progression de 5,1 % à 279 francs.

Virginie Maingre

avec Salvatore Aloise à Rome

La Floride opte pour la technologie du TGV

L'ÉTAT DE FLORIDE a retenu la technologie du TGV (train à grande vitesse) pour une ligne de 500 kilomètres reliant Miami, Orlando et Tampa, proposée par le consortium américain-européen FOX (Florida Overland Express) constitué de l'américain Fluor Daniel, du brésilien Odebrecht, du canadien Bombardier et du groupe franco-britannique GEC-Alsthom.

Le consortium a désormais quatre-vingt-dix jours pour obtenir la concession de la ligne nouvelle de Floride. Selon Claude Darmon, directeur général de la division transports de GEC-Alsthom, et futur directeur général du groupe à partir du mois d'avril : « Les constructeurs seront aussi les promoteurs, ce qui signifie que nous croyons au projet. L'Etat de Floride va financer partiellement le coût de la construction, afin de garantir une rentabilité suffisante ».

La négociation portera notamment sur la durée de la concession (pour l'instant offerte pour quarante ans) et la hauteur de la contribution publique. L'Etat de Floride proposerait 70 millions de dollars par an (350 millions de francs) pendant vingt-cinq ans, soit environ 11 % de la valeur actuelle du projet. Le consortium se donne ensuite deux à trois ans, après l'attribution du contrat de franchise, pour mener à bien les études de faisabilité technique et financière. FOX évalue déjà à 6,5 millions le nombre de passagers potentiels pour relier Orlando à Miami en une heure et vingt-cinq minutes (320 km/h).

Au sein du consortium, les groupes américain Fluor Daniel et brésilien Odebrecht (33 % de FOX chacun) seraient responsables des infrastructures, le canadien Bombardier et l'entreprise franco-britannique GEC-Alsthom (17 % chacun) du matériel. Le coût de la construction et de l'équipement est estimé à 4,3 milliards de dollars (environ 24 milliards de francs).

Christophe Jakubyszyn

HEAT STUDIO

« UNE PURE MERVEILLE. »

en deux pôles industrie

سوق المال

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / JEUDI 29 FÉVRIER 1996 / 19

LE MONTANT des emprunts sur les marchés internationaux des capitaux a atteint en 1995 un nouveau record de 1258 milliards de dollars (6 300 milliards de francs), selon l'OCDE.

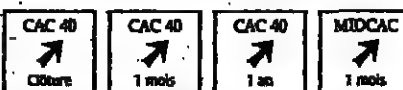
LA BOURSE de Tokyo a terminé la séance du mercredi 28 février en baisse de 0,4 %. L'indice Nikkei s'est inscrit en clôture sous la barre des 20 000 points à 19 919,97 points.

LES FONDIS de placement américains en actions ont collecté 28,9 milliards de dollars (150 milliards de francs) d'épargne en janvier, contre 16,4 milliards en décembre 1995.

LA BANQUE d'Angleterre serait intervenue, mardi 27 février, sur le marché des changes européens, pour la Banque du Japon, en achetant des dollars et en vendant des yens.

LE FRANC était orienté à la hausse, mercredi matin, face à la monnaie allemande. Il s'inscrivait à 3,4305 francs pour 1 deutschemark, son cours le plus élevé depuis un mois.

LES PLACES BOURSIÈRES



Paris en hausse

LA BOURSE DE PARIS restait bien orientée, mercredi 28 février, en fin de matinée. A midi, l'indice CAC 40 gagnait 0,78 % à 19 919,97 points. Il avait ouvert en hausse de 0,42 %.

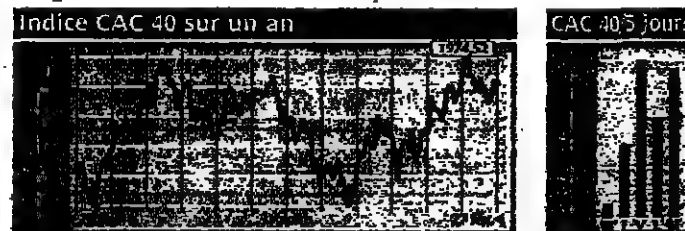
Les transactions étaient actives, avec un volume de près de deux milliards de francs sur le règlement mensuel (RM).

La bonne tenue du franc et le redressement des marchés obligataires soutenaient les actions françaises. Le contrat notional du Matif gagnait 38 centimes à 120,80 points.

Le franc s'échangeait à 3,43 francs pour un deutschemark, son cours le plus élevé depuis un mois face à la monnaie allemande.

L'annonce, conforme aux prévisions, d'une contraction de 0,3 % du produit intérieur brut de la France au quatrième trimestre n'a pas eu d'impact sur les cours.

En revanche, les grandes manœuvres financières concernant plusieurs entreprises de premier plan contribuaient à animer la cote. Après la décision de Chargeurs de scinder son groupe en



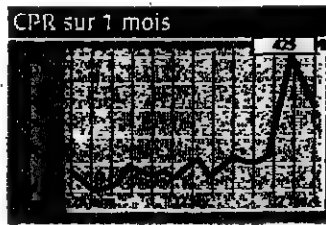
deux pôles, Chargeurs International et Pathé, Paris a lancé, mercredi matin, une offre publique d'achat simplifiée avec garantie de cours sur la Navigation mixte au

prix de 800 francs par action. La part de Paris dans le capital de la Navigation mixte passe, à la suite de cette opération, de 30,99 % à 50,84 %.

CPR, valeur du jour

L'ACTION CPR A RECULÉ de 1,7 % à 425 francs, mardi 27 février, alors que la Bourse affichait un gain de 0,69 %. Le titre a été affecté par des prises de bénéfices après l'annonce par la banque de marché d'un bénéfice net de 283 millions de francs pour 1995, jugé satisfaisant par les analystes financiers.

Le résultat ne progresse que de 2 % par rapport à 1994, mais il a été réduit par des éléments exceptionnels portant sur plus de 80 millions de francs. Le titre recule selon les



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

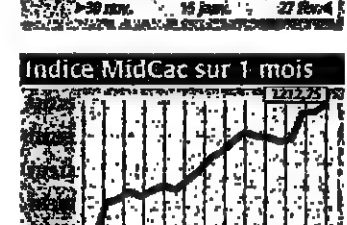
HAUSSES, 12h30	Cours au 28/02	Var. %
Alpi	400,40	+1,6
Ve Banque	201	+0,95
Chargés	1520	+0,98
Free-Link	314	+1,3
Hermès & Cie	307	+1,58
Compagnie F.P.M.B.	232	+1,58
Edige	767	+1,51
Marine West	411,50	+1,54
Logrand	940	+1,57
Crédit Fon. France	75,30	+1,57
BAISSES, 12h30	Cours au 28/02	Var. %
Dacorum-Artisan	230	-0,8
Bochem (L)	34,10	-0,8
Edimex Bepha	178	-1,6
Sinco	478	-1,6
Geophysical	275	-1,6
Sellier Int	1204	-1,3
Norton (N)	440	-1,3
Castorama DI LUI	276	-1,2
Suez Suez NW	177	-1,2
CS Siquet (CSB)	207,10	-1,2

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 28/02	Var. %	Var. %
Ducros Serv. Rapide	71,40	+5	+22,85
Finalab	89,35	+4,99	+7,63
CPRI	157,50	+4,99	+5,85
Cpe France Ly 1	388	+4,85	+31,97
Monnaie	92	+4,54	+4,14
BAISSES, 12h30			
Medi-Trocare (NH)	2,40	-35,35	-83,05
Dissemine Cral	112,10	-1,5	-2,96
S.E.L.	40,85	-1,5	-6,73
Europe Propulsion	410	-3,4	+23,65
Rafael/Cathay-Ly	143,30	-3,19	+12,59

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

	2702	2640	Var. %
Ind. gen. SBF 120	1380,32	1374,05	+0,46
Ind. gen. SBF 250	1940,31	1891,50	+0,68
Ind. Second Marché	276,19	266,08	+0,37
Indice MidCAC	1212,75	1206,37	+0,53
Valeurs les plus actives			
- Energie	1536,62	1525,09	+0,75
- Produits de base	799,58	780,65	+0,99
- Construction	1524,71	1525,69	-0,01
- Biens d'équipement	1667,66	1666,16	+0,09
- Services	1895,57	1895,57	0,00
- Biens consommables	2282,26	2285,93	-1,59
- Indus. agro-alim.	1514,34	1488,43	+1,74
Services	1416,11	1413,28	+0,20
- Distribution	2485,56	2473,59	+0,49
- Autres services	969,17	969,17	0,00
- Services financiers	1012,13	1008,51	+0,36
- Immobilier	691,80	699,13	-1,04
- Services financ.	1055,01	1069,98	-1,46
- Sociétés diverses	126,50	126,50	0,00



Tokyo passe sous les 20 000 points

A TOKYO, mercredi 28 février, l'indice Nikkei a terminé la séance en baisse de 80,43 points (0,40 %), à 19 919,97 points. L'indice est passé sous la barre des 20 000 points pour la première fois depuis le 29 décembre. Les investisseurs se sont montrés prudents après la publication d'une statistique favorable à la production industrielle, et donc susceptible de peser sur les taux d'intérêt.

La veille, à Wall Street, la grande Bourse de New York a enregistré un recul à 15,89 points (0,29 %), le Dow Jones revenant à 5 549,21 points dans un marché actif avec 485 millions de titres échangés. IBM, en hausse de 3,63 dollars à 128,63 dollars, a limité la baisse de la cote. Le repli du marché obligataire et la popu-

larité croissante de Pat Buchanan, le candidat républicain réputé hostile aux milieux d'affaires, ont pesé sur la tendance. Les investisseurs ont été surpris par l'ampleur des révisions à la hausse des ventes de détail : de 0,3 à 0,6 % en décembre et de 0,7 à 0,9 % en novembre. Pour janvier, la baisse de 0,3 % est en revanche conforme aux attentes des économistes.

INDICES MONDIAUX

INDICES MONDIAUX	Cours au 28/02	Var. %
Nikkei	19 919,97	-0,40
Dow Jones	5 549,21	-0,29
FTSE 100	3 715,88	+0,31
Frankfurt Dax	3 430,50	+0,11
Frankfurt Dax	3 430,50	+0,11
Frankfurt Dax	3 430,50	+0,11
Frankfurt Dax	3 430,50	+0,11
Frankfurt Dax	3 430,50	+0,11
Frankfurt Dax	3 430,50	+0,11
Frankfurt Dax	3 430,50	+0,11
Frankfurt Dax	3 430,50	+0,11

NEW YORK

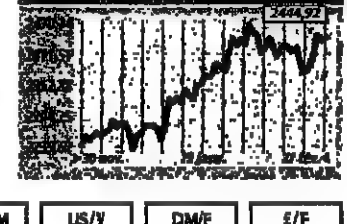
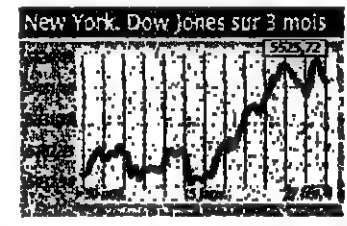
Les valeurs du Dow-Jones	Cours au 28/02	Var. %
Alcoa	53	-0,7
American Express	48,75	-0,7
AT & T	64	-0,7
Boeing Co.	14,57	-0,7
Caterpillar Inc.	69,37	-0,7
Chewon Corp.	35,67	-0,7
Co-Op	82	-0,7
Disney Corp.	64,67	-0,7
Du Pont Nemours & Co.	79,13	-0,7
Exxon Mobil Corp.	79	-0,7
Gen. Motors Corp.	79,37	-0,7
Gen. Electric Co.	80,50	-0,7
Goodyear & Rubber	48,50	-0,7
Hill	128,62	-0,7
IBM Paper	36,87	-0,7
J.P. Morgan Co.	62,50	-0,7
Kelco	80,50	-0,7
Minerals & Chemicals	64,79	-0,7
Philip Morris	100	-0,7
Pioneer & Gambell Co.	48	-0,7
Sears Roebuck & Co.	80,50	-0,7
Tesco	80,50	-0,7
Union Carb.	45,12	-0,7
Uni-Tech	107,62	-0,7
Westinghouse Electric	18,87	-0,7
Woolworth	12,37	-0,7

LONDRES

Sélection de valeurs du FT 100	Cours au 28/02	Var. %
Allied Lyons	3,24	+1,9
Barclays Bank	7,45	+1,9
B.A.T. Industries	5,62	+1,9
British Aerospace	8,75	+1,9
British Airways	4,99	+1,9
British Gas	2,35	+1,9
British Petroleum	5,21	+1,9
British Telecom	9,70	+1,9
B.T.	3,22	+1,9
Carbury Schweppes	5,42	+1,9
Carburant	0,83	+1,9
Glaxo	5,14	+1,9
Grand Metropolitan	4,99	+1,9
Guinness	4,52	+1,9
Hanson Plc	1,85	+1,9
Greentec	6,67	+1,9
H.S.B.C.	10,59	+1,9
Imperial Chemical	8,88	+1,9
Imperial Oil	7,15	+1,9
Marlboro & Spencer	4,20	+1,9
National Westminster	6,67	+1,9
Peninsula Oriental	5,26	+1,9
Reckitt	7,67	+1,9
Rochem & Smith	1,09	+1,9
Shell Transport	8,05	+1,9
Smithkline Beecham	7,05	+1,9
Tate & Lyle	4,69	+1,9
Unilever Ltd	12,01	+1,9
Zeneca	12,59	+1,9

FRANCFORT

Les valeurs du Dax 90	Cours au 28/02	Var. %
Allianz Holding N	280,00	+0,3
Basf AG	365,30	+0,3
Bayer AG	445,80	+0,3
Bay Hypo & Wechselb.	36,96	+0,3
Bayer Vereinsbank	46,35	+0,3
BMW	816,50	+0,3
Commerzbank	337,50	+0,3
Continental AG	34,40	+0,3
Daimler-Benz AG	805	+0,3
Deutsche Bank AG	95,50	+0,3
Deutsche Bank AG	73,12	+0,3
Dresdner Bank AG	38,30	+0,3
EWG AG	413,30	+0,3
Hochtief AG	459	+0,3
Karstadt AG	542,70	+0,3
Kaufhof Holding	452	+0,3
Linde AG	883,90	+0,3
MTU AG	225,30	+0,3
OTL Lufthansa AG	413,30	+0,3
Man AG	515,80	+0,3
Mannesmann AG	515,80	+0,3
Metalgesellschaft	32,70	+0,3
Preussag AG	434	+0,3
Rohr	39,80	+0,3
Schering AG	104,60	+0,3
Siemens AG	833,50	+0,3
Thyssen	276,70	+0,3
Veolia AG	67,28	+0,3
Wieland AG	621	+0,3
Wella AG	736	+0,3



LES TAUX

Stabilité du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert sur une note stable, mercredi 28 février. Après quelques minutes de transactions, l'échéance mars gagnait deux centimes, à 120,44 points. Le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 6,73 %, soit un écart de 0,32 % par rapport à celui des titres d'Etat allemands de

même échéance. La veille, le marché obligataire américain avait terminé en légère baisse. L'annonce d'une hausse modérée des prix à la production en janvier aux Etats-Unis (+0,3 %) n'a pas permis de redonner confiance aux investisseurs. Le rendement de l'emprunt à trente ans s'est établi en clôture à 6,47 %.

La Banque de France a laissé inchangé, mercredi matin, à 4,13 %, le taux de l'argent au jour le jour.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 7,00 %)

Acteur	Vente	Achat	Différence
Allemagne (100 dm)	345,6300	345,6300	0,00
Euro	6,3370	6,3370	0,00
France (100 F)	16,2070	16,2070	0,00
Grande-Bretagne (100 £)	164,0000	164,0000	0,00
Italie (100 Lit)	3,2090	3,2090	0,00
Danemark (100 kr)	85,8900	85,8900	0,00
Irlande (100 Ir)	7,9150	7,9150	0,00
Cette Belgique (100 B)	7,6810	7,6810	0,00
Grèce (100 dr)	2,0860	2,0860	0,00
Suède (100 kr)	74,4900	74,4900	0,00
Suisse (100 Sfr)	422,3800	422,3800	0,00
Norvège (100 Nkr)	75,7100	75,7100	0,00
Autriche (100 Sch)	48,8500	48,8500	0,00
Espagne (100 pes)	4,0785	4,0785	0,00
Portugal (100 esc)	3,3050	3,3050	0,00
Canada 1 dollar ca	3,3309	3,3309	0,00
Japon (100 yens)	4,8081	4,8081	0,00
Finlande (mark)	110,7000	110,7000	0,00

MATIF

Échéances 27/02	volume	dernier	plus	moins	premier
NOTIONNEL 10 %					
Mars 96	170059	120,44	120,46	120,42	120,42
Juin 96	2284	120,44	120,46	120,42	120,42
Sept. 96	32	120,44	120,46	120,42	120,42
Déc. 96	7	120,44	120,46	120,42	120,42
ECU LONG TERME					
Mars 96	2510	89,30	89,30	89,30	89,30
Juin 96	—	—	—	—	—
Sept. 96	—	—	—	—	—
Déc. 96	—	—	—	—	—

CONTRATS À TERME SUR L'INDICE CAC 40

Échéances 27/02	volume	dernier	plus	moins	premier
Février 96	25001	1995,25	1995,25	1995,25	1995,25
Mars 96	9115	1995,25	1995,25	1995,25	1995,25
Avril 96	712	1995,25	1995,25	1995,25	1995,25
Mai 96	—	—	—	—	—

LES MONNAIES

Légère hausse du dollar

LE BILLET VERT était en légère hausse, mercredi matin 28 février, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,4535 mark, 104,21 yens et 4,98 francs.

Le dollar était tombé, la veille, jusqu'à un cours de 103,40 yens, son niveau le plus bas depuis début janvier face au yen. Les craintes d'une intervention concertée des banques centrales ont toutefois permis

au dollar de se redresser. Le franc poursuivait sa remontée, mercredi matin, face au deutschemark. Il s'inscrivait à 3,4305 francs pour 1 deutschemark, son cours le plus élevé depuis un mois. La devise française a bien réagi, mardi, à la baisse de un seizième de point du taux de l'argent au jour le jour. Elle profite aussi de la réduction de l'écart de rendement entre les emprunts d'Etat français et allemands.

PARIÉTÉS DU DOLLAR

TOKYO : USD/Yens	104,2300	104,2000	-0,06	
MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES				
DEVICES comptants :	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar Etats-Unis	4,9820	4,9810	5,9710	4,9660
Yen (100)	4,7838	4,7810	4,7469	4,7398
Deutschemark	3,4351	3,4353	3,4348	3,4348
Franc Suisse	4,2252	4,2238	4,2309	4,2264
Lire ital. (1000)	3,1989	3,1962	3,1884	3,1843
Livre sterling	7,6790	7,6728	7,6573	7,6447
Peseta (100)	4,0795	4,0760	4,0788	4,0747
Franc Belge	16,711	16,685	16,702	16,676

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVICES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	4,18	4,31	4,37
Eurodollar	5,25	5,18	5,06
Eurolivre	6,25	6,12	6,04
Eurodeutschemark	3,51	3,51	3,51

L'OR

Or fin (100 g)	cours 27/02	cours 28/02
Or fin (100 g)	63600	64000
Or fin (en lingot)	64200	64950
Ounce d'Or Londres	399	399,50
Pièce française (20F)	365	366
Pièce suisse (20F)	365	367
Pièce Union Inter (20F)	365	368
Pièce 20 dollars us	2580	2520
Pièce 10 dollars us	1382,50	1382,50
Pièce 50 pesos mex.	2360	2365

LE PÉTROLE

En dollars	cours 27/02	cours 28/02
Brent (Londres)	17,95	17,95
WTI (New York)	22	22
Crude Oil (New York)	16,91	16,91

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	27/02	28/02	
Dow-Jones comptant	224,07	224,49	Argente à terme 5,51
Dow-Jones à terme	344,48	345,95	Russie à terme
CRB	249,82	249,07	Palladium 140,50
			GRAINES, DENREES (Chicago) 5/boisseau
METALLS (Londres)	dollars/tonne		Blé (Chicago) 5,48
Cuivre comptant	2531	2535,50	Orbs (Chicago) 3,88
Alumine à 3 mois	2499	2498,50	Grain soja (Chicago) 7,76
Aluminium comptant	1572	1577	Tourti. soja (Chicago) 234,70
Aluminium à 3 mois	1602	1609,50	GRAINES, DENREES (Londres) 5/tonne
Plomb comptant	773	779	P. de terre (Londres) 200 200
Plomb à 3 mois	767	771,50	Org. (denrées) 109,50
Etain comptant	6170	6185	SOFTS 5/tonne
Etain à 3 mois	6230	6240,50	CAFFE (New-York) 1267
Zinc comptant	1025,50	1030,50	Café (Londres) 1998
Zinc à 3 mois	1042	1049,50	SALES BLANC (Paris)
Nickel à 3 mois	7915	8190	SALES BLANC AGRUMES cents/tonne
Nickel à 3 mois	7905	8750	Café (New-York) 1,83
			Can. (New-York) 0,25

هذه الاموال

RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 28 FÉVRIER

Liquidation : 22 mars

Taux de report : 4,13

Cours relevés à 12 h 30

CAC 40

PARIS

+0,83%

CAC 40 :

1990,81

VALEURS FRANÇAISES

Cours précéd. Derniers cours

% Variation

Paiement dernier coupon (1)

EDF-GDF 3%

BNP (T.P.)

Crédit Lyonnais (T.P.)

Renault (T.P.)

Rhône-Poulenc (T.P.)

Saint-Gobain (T.P.)

Thomson S.A. (T.P.)

Accor

Alcatel

Alcatel-Alsthom

Alcatel Cable

Alpe

APF-Liquid

Asa

Adamo

B&W Invest

Banque Paribas

Besix Hot. Ville

Bertelsmann

Bil

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

BNP

CAC 40

PARIS

+0,83%

CAC 40 :

1990,81

CAC 40

PARIS

+0,83%

CAC 40 :

1990,81

VALEURS ÉTRANGÈRES

Cours précéd. Derniers cours

% Variation

Paiement dernier coupon (1)

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

CAC 40

PARIS

+0,83%

CAC 40 :

1990,81

VALEURS ÉTRANGÈRES

Cours précéd. Derniers cours

% Variation

Paiement dernier coupon (1)

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

CAC 40

PARIS

+0,83%

CAC 40 :

1990,81

VALEURS ÉTRANGÈRES

Cours précéd. Derniers cours

% Variation

Paiement dernier coupon (1)

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

ABN-Amro

سكوا ان المثل

LE MONDE / JEUDI 29 FÉVRIER 1996 / 41

AUJOURD'HUI

SPORTS

1^{re} DIVISION Après quatre défaites consécutives, le Paris-SG a renoué avec la victoire en battant Lens (1-0) au Parc des Princes, mardi 27 février lors de la 29^e journée du cham-

pioinat de France de football de première division. Les deux principaux rivaux du PSG, Auxerre et Metz, ont fait match nul (0-0) sur le terrain des Bourguignons. ● CETTE VICTOIRE

étriquée permet au PSG d'accroître son avance en tête du championnat et à son entraîneur, Luis Fernandez, d'obtenir un sursis après la crise des derniers jours. Placé sous le contrôle

d'un « comité sportif », Luis Fernandez doit maintenant préparer son équipe à l'échéance cruciale d'un match de Coupe d'Europe contre Parme, jeudi 7 mars. ● A SAINT-

ÉTIENNE, les supporters des Verts se sont signalés par de nouvelles violences qui devraient valoir à leur équipe une suspension du stade Geoffroy-Guichard.

La victoire du Paris-SG offre une nouvelle chance à Luis Fernandez

En s'imposant face à Lens (1-0), l'équipe de la capitale met fin à une série de défaites qui hypothéquaient l'avenir de son entraîneur et se replace favorablement en championnat

Luis n'a jamais douté. A aucun moment, il n'a eu peur. De qui, de quoi ? De perdre sa place d'entraîneur, en cas de cinquième défaite d'affilée du Paris-SG ? De ce « comité sportif » mis en place pour le chaperonner et qui sait ? Lui trouver un remplaçant (Le Monde du 27 février) ?

Non, vraiment, il ne comprend pas tout ce bruit pour rien. Non, il n'a jamais rien redouté. Désolé. Plus matamore et goguenard que jamais, Luis Fernandez, les deux mains sur les hanches, toisait l'assistance de journalistes qui quêtait un soupçon de soulagement. Mais cette forfanterie n'est qu'un masque. Les critiques de ces dernières semaines l'ont profondément blessé. Avec la victoire de sa formation (1-0) au Parc des Princes, contre Lens, mardi 27 février, l'homme a sans doute saisi son emploi. Mais il n'a obtenu qu'un nouveau sursis : une vie d'entraîneur n'est faite que de cela.

Paris-SG a renoué avec la victoire et repris au classement général de la D1 quelques longueurs d'avance, même si elles ne sont encore que virtuelles, compte tenu des matches en retard des trois poursuivants immédiats. L'équipe a retrouvé son style de jeu et sa motivation. Elle n'a pas encore récupéré l'intégralité de son football. « Le travail continue », a résumé Luis Fernandez. Dans sa situation, c'est déjà une grande victoire. Le but de Patrice Loko (35'), qui jouait son deux centième match en D1, a tiré l'entraîneur de la première grave crise de sa jeune carrière. Mais, d'une certaine manière, Luis s'en est sorti tout seul, en redevenant simplement lui-même.

L'importance de l'enjeu lui a, au bout du compte, rendu service. Elle

a évité les tristes élocutions que l'entraîneur avait imposées à son équipe ces derniers matches. Il fallait gagner à tout prix. Dès lors il était indispensable de renouer avec un schéma tactique offensif qu'il avait renié. Le responsable technique a ressorti, avec un frisson dans l'échine, son quatuor d'attaque (Raï, Patrice Loko, Julio Cesar Dely Valdés et Youn Djourkoff), le « carré magique » qui avait si bien fonctionné avant la trêve.

SEUL CONTRE TOUS
La formule est à haut risque, forcément. Cela fut encore démontré mardi, tout comme le fait que Bernard Lama n'avait pas perdu ses réflexes. Le gardien-capitaine a sauvé, à deux reprises au moins, et ses

bots et son coach. Il a également fallu, pour alimenter en ballon les quatre attaquants, une débauche d'énergie accrue de la part des soutiens chargés de la récupération, notamment de Daniel Bravo, dont il est à espérer, pour le rendement de l'équipe, qu'il soit vraiment insaisissable. « Nous ne sommes pas revenus à notre meilleur niveau, mais nous avons surtout retrouvé une agressivité et une solidarité qui avaient disparu », analysait ce dernier.

Il aura fallu une courte thérapie dans un hôtel de Saint-Quentin-en-Yvelines pour retrouver un esprit de corps. Deux jours de mise au vert, à visionner des cassettes robotisées et pas si poussées, qui dataient d'une époque où l'équipe gagnait et de belle manière. Deux

jours avec seulement un entraîneur et des joueurs, exilés en pleine banlieue comme au bout du monde, qui se sont parés du bon temps et du moyen de la faire revenir. Les rectes volontaires n'avaient emmenés avec eux ni intention au petit soin ni dirigeant paternaliste. « Nous étions pour la première fois livrés à nous-mêmes, obligés de nous prendre en charge, de nous décider, de nous décider de l'heure des repas, raconte Youn Djourkoff. C'est difficile à expliquer, mais nous avions besoin de cela. Il fallait casser l'habitude et l'assistance pour recréer une envie collective. »

Ce tête-à-tête avec ses protégés, Luis Fernandez se prolongera jusqu'au terrain. « J'ai les destinées en mains et je suis seul face à

tous », avait déclaré l'enfant des Minguettes avant le match. Afin d'en donner une démonstration théâtrale, il avait écarté du banc ses adjoints, Pierre Alonzo et Joël Bats (il est d'ailleurs en froid avec ce dernier). La mise en scène dans le Parc des Princes d'un homme isolé, spectateur solitaire au milieu de 44 526 autres, était un rien grandiloquent.

CONVALESCENCE

La convalescence est pourtant loin d'être achevée. « Il nous manque encore un petit dixième de seconde dans les combinaisons pour concrétiser nos attaques », estime Youn Djourkoff. Le temps est justement compté. Paris-SG affronte Parme en Coupe d'Europe, jeudi

7 mars. Auparavant, il doit se rendre à Rennes, où il n'est jamais simple de gagnersamedi 2 mars, en championnat.

Le comité sportif réuni autour de Michel Denisot, le président délégué, veille toujours. Il serait risqué de le prendre déjà pour un « comité Théodule ». Luis Fernandez est loin d'être sorti d'affaire. Les dirigeants de Paris-SG souhaitent que, cette saison, le club gagne la Coupe d'Europe et exigent qu'il devienne champion de France. La longévité du responsable technique en dépendra donc. Au final, un entraîneur n'a qu'une certitude dans sa carrière : le poste était et sera occupé avant et après lui.

Benoît Hopquin

Championnat de France de football 1^{re} division

29^e journée

Équipe	Pts	G	N	D	Buts
Paris-SG	40	12	1	1	24
Auxerre	38	11	2	1	21
Metz	37	11	2	1	20
Strasbourg	36	11	2	1	19
Montpellier	35	11	2	1	18
Nantes	34	11	2	1	17
Amiens	33	11	2	1	16
Angers	32	11	2	1	15
Stade de Reims	31	11	2	1	14
Sochaux	30	11	2	1	13
Le Mans	29	11	2	1	12
Caen	28	11	2	1	11
Stade de France	27	11	2	1	10
Stade de Lens	26	11	2	1	9
Stade de Lille	25	11	2	1	8
Stade de Valenciennes	24	11	2	1	7
Stade de Troyes	23	11	2	1	6
Stade de Bourges	22	11	2	1	5
Stade de Châteaubriant	21	11	2	1	4
Stade de Lorient	20	11	2	1	3
Stade de Brest	19	11	2	1	2
Stade de Guingamp	18	11	2	1	1
Stade de Vannes	17	11	2	1	0
Stade de Niort	16	11	2	1	0
Stade de Pau	15	11	2	1	0
Stade de Clermont	14	11	2	1	0
Stade de Limoges	13	11	2	1	0
Stade de Rodez	12	11	2	1	0
Stade de Perpignan	11	11	2	1	0
Stade de Narbonne	10	11	2	1	0
Stade de Montpellier	9	11	2	1	0
Stade de Nîmes	8	11	2	1	0
Stade de Béziers	7	11	2	1	0
Stade de Colmar	6	11	2	1	0
Stade de Mulhouse	5	11	2	1	0
Stade de Haguenau	4	11	2	1	0
Stade de Sète	3	11	2	1	0
Stade de Montpellier	2	11	2	1	0
Stade de Nîmes	1	11	2	1	0
Stade de Béziers	0	11	2	1	0

Les équipes : Les attaquants : Les défenseurs

Match nul entre Auxerre et Metz, violences à Saint-Etienne

RUCHE en affrontements entre voisins de classement et en duels dos au mur, la 29^e journée du championnat de France de première division se sera finalement soldée par un statu quo général et un grand nombre de matches nuls. Au passage, elle aura même battu le record infamant du plus petit nombre de buts marqués : douze seulement en neuf matches – la rencontre Bastia-Rennes ayant été reportée –, contre quinze lors des 16^e et 23^e journées.

Auxerre et Metz, les deux poursuivants d'un PSG à nouveau victorieux, se sont neutralisés en faisant match nul (0-0) au stade Abbé-Deschamps. Les Auxerrois, volontaires mais inefficaces, et les Messins, très bons en défense, ont prouvé qu'ils possédaient un niveau de jeu quasiment identique. Avec trois matches et six points de retard sur le PSG, Metz conserve toutefois la possibilité théorique de prendre la tête du championnat. Dernière, ce trio de tête, Monaco est également allé faire match nul (0-0) sur la pelouse de Guingamp.

PROBLÈMES BORDELAIS

Avant d'affronter le Milan AC en Coupe de l'UEFA, les Girondins de Bordeaux ont aussi dû se contenter du partage des points sur leur terrain (1-1) face à Strasbourg, la victime précédente du prestigieux club italien. Les problèmes des Bordelais avec leurs gardiens de but ne semblent pas réglés. C'est une erreur de Franck Founan qui leur a coûté le but de l'égalisation strasbour-

geoise, à cinq minutes de la fin du match. Or celui-ci venait de prendre la place de Gaëtan Huard, dont les précédentes prestations avaient été jugées insuffisantes par l'entraîneur Gerot Rohr.

Au stade Geoffroy-Guichard, le derby entre Saint-Etienne et Lyon s'est également achevé sur un score nul (1-1). Sur le banc de touche des « verts », Maxime Bossis jouait le rôle d'entraîneur d'un soir, avant de céder sa place à Dominique Barthez, successeur officiel d'Elie Baup, limogé dimanche 25 février.

Mais la principale difficulté que devront régler les Stéphanois tient davantage aux violences de leurs supporters qu'à cette crise sportive. Depuis plusieurs matches, quelques-uns d'entre eux marquent leur lassitude devant les mauvais résultats de l'équipe, dix-huitième au classement, par une multiplication d'incidents. Vendredi 23 février, au retour d'un match en retard perdu à Gueugnon, plusieurs individus s'en étaient pris au car des joueurs. Mardi soir, l'arbitre a été obligé d'interrompre deux fois la rencontre et a menacé de l'arrêter définitivement après que des supporters des « verts » eurent lancé des fumigènes et des piquets sur la pelouse en direction du gardien lyonnais Pascal Olmeta. Ces incidents graves devraient empêcher les Stéphanois de disputer leur prochain match, contre Le Havre, à domicile. Le club forézien est, en effet, sous le coup d'une suspension de terrain d'un match avec sur-

Les Chicago Bulls reprennent leur place au sommet de la NBA

Avec 50 victoires en 56 matches, l'équipe de Michael Jordan fait mieux que Philadelphie en 1982-1983

ATLANTA

correspondance
A ce stade de l'année, l'Amérique du basket s'amuse habituellement à griffonner sur un coin de nappe le nom des plus sérieux candidats au titre national. Cette saison, le jeu présente si peu d'intérêt qu'elle a déjà renoncé à s'y

prêter. Il ne fait de doute pour personne que Chicago remportera, en juin prochain, la finale NBA. Mais une question purement mathématique passionne désormais les pays : les Bulls battront-ils la saison régulière avec en poche un total de soixante-dix victoires, une performance encore inédite dans l'histoire du basket américain ? Mardi 27 février, ils ont effacé sans peine l'obstacle des Minnesota Timberwolves (120-99) et atteint ainsi la barre des cinquante succès pour seulement six défaites – mieux que les Philadelphia « 76ers » (50-57) au cours de la saison 1982-1983. Les experts estiment que les Bulls pourraient ainsi faire mieux au terme du championnat que les Lakers de Los Angeles, qui ont établi en 1972 un record de 69 victoires pour 13 défaites.

Brillant retour en grâce. Vainqueur de trois titres consécutifs (1991, 1992 et 1993), Chicago avait laissé par la suite la victoire et Michael Jordan lui échapper en même temps. Lorsque ce dernier est parti tenter l'aventure hasardeuse du baseball, les Bulls ont donné l'impression d'avoir perdu leur âme. Ce fut, heureusement, qu'une simple passe. Miraculeusement repêché par la passion du jeu, Mi-

chael Jordan a laissé tomber la batte et fait son retour sous les paillards le 19 mars 1993. Depuis, l'équipe ne traîne plus. Éliminée l'an passé en demi-finale de conférence, elle a attaqué l'actuel championnat avec une envie de rachat décelée par deux moines saouls. « Tout le monde semble très heureux de jouer dans cette équipe, ce qui est plutôt inhabituel en NBA », explique Steve Kerr, le plus petit (1,90 m) des géants de Chicago. Et chacun met son ambition personnelle au service du groupe, ce qui n'est pas non plus très fréquent dans le basket américain.

TROIS FANTASTIQUES

Curieusement, ce sont les adversaires de Chicago qui parlent le mieux de cette écrasante supériorité. « Ils jouent un niveau au-dessus des autres, s'enflamme un dirigeant des San Antonio Spurs. Ils ont le talent, le cœur et la confiance. » « Je ne vois personne capable de les battre », assure Del Harris, l'entraîneur des Los Angeles Lakers. Leur détermination les rend quasi imbattables. « Mais les intéressés semblent à peine entendre cette avalanche de compliments. « Je ne vois pas pourquoi nous passerions notre temps à nous retourner pour admirer le chemin parcouru, soupire Scottie Pippen ; nous n'avons encore rien accompli. »

Pour Michael Jordan, l'interminable succession de victoires des Bulls paraît être la plus chose la plus naturelle du monde. « L'équipe est simplement composée d'une bande de gars plutôt petits mais complets et polyvalents, dit-il en machouillant son chewing-gum. Chacun d'entre nous est capable de jouer à tous les postes. Et c'est sans doute ainsi que doit se pratiquer le

basket moderne. » Sa réussite personnelle (30,8 points par match) le désigne comme le meilleur joueur du moment. Mais le compliment l'ennuie tellement qu'il ne peut réprimer un geste d'agacement. « Ce n'est pas mon équipe, répète-t-il depuis plusieurs semaines, mais celle de Scottie Pippen. Il est le meilleur d'entre nous cette année. Et sûrement aussi le meilleur en NBA. »

Plus mesuré, l'entraîneur Phil Jackson insiste sur la parfaite osmose entre anciens et jeunes, la qualité irréprochable de ses remplaçants et, atout majeur, « le plus fantastique trio de joueurs » qu'il ait eu sous la main depuis ses débuts. Jordan-Pippen-Rodman, une combinaison secrète derrière laquelle se cachent le meilleur marqueur du championnat, le « meilleur joueur de NBA » selon Jordan et le meilleur preneur de rebonds (14,4 par match) de la saison. Un ensemble de talents sans doute jamais rassemblés sous un même maillot depuis l'époque où Kareem Abdul-Jabbar, Wilt Chamberlain et Jerry West avaient déplacé vers Los Angeles le centre de gravité du basket américain. Jordan-Pippen-Rodman, un colosse à trois têtes que l'Amérique a vite fait de surnommer Superman-Batman-Rodman.

Le train d'enfer imposé par Chicago depuis le début de la saison a fini par semer les derniers

doutes quant au nom du prochain champion NBA. Mais l'absence d'incertitude ne semble déranger personne. Au contraire : le pays ne montre pas le moindre signe de lassitude devant ce spectacle. Les Bulls ne se connaissent pas le moindre ennemi. « Le pire avec eux n'est pas de savoir que rien ne pourra les perturber, se lamente Stacey Augmon, un joueur des Atlanta Hawks. C'est plutôt de voir son propre public leur réserver le meilleur accueil. » A l'extérieur, Chicago fait invariablement salle comble. En moyenne, ce sont plus de 20 000 personnes qui se pressent aux guichets pour voir Michael, Scottie et Dennis piétiner le parquet. A la télévision, leur audience atteint le double de celle des autres rencontres. Et les produits marqués de leur logo représenteront près de la moitié des ventes totales de la NBA.

Les Bulls version 1996, meilleure équipe de l'histoire du basket américain ? Aux Etats-Unis, ils sont nombreux à répondre déjà par l'affirmative. Michael Jordan, lui, ne perd pas de vue ce qui reste l'essentiel : le titre de champion NBA. « Une seule victoire compte, dit-il. Et celle-là, nous en sommes encore loin. » Vrai. Mais ils s'en rapprochent à grands pas.

Alain Mercier

■ **RUGBY A XIII** : la Ligue australienne (ARL) a annoncé, mercredi 28 février, sa décision de reporter le début de son championnat professionnel de deux ou trois semaines, en raison du conflit judiciaire en cours avec la Super-League rivale, montée par le magnat américain de la presse Rupert Murdoch. L'ARL avait pourtant remporté une première victoire en obtenant, devant un tribunal de Sydney, que les joueurs précédemment sous contrat avec elle ne puissent jouer pour des clubs de la Super League (Le Monde du 28 février). Mais, dans l'attente du jugement de l'appel déposé par la Super League, les joueurs concernés ne semblent pas décidés à réintégrer l'ARL, ainsi forcée de différer le début de sa compétition. – (AP)

■ **ATHLÉTISME** : Donovan Bailey met fin à sa saison en salle afin de mieux préparer les Jeux olympiques d'Atlanta. Le Canadien, champion du monde du 100 mètres, est assuré de remporter le circuit américain en salle. Bailey devrait revenir, en mai, au Brésil, avant de disputer les sélections olympiques canadiennes qui ont lieu en juin. – (AFP)

■ **SUN CAYMAN** a amélioré le record du monde du saut à la perche féminin en salle en franchissant 4,28 m, mardi 27 février, à Tianjin (Chine). La Chinoise bat d'un centimètre son propre record, établi le 31 janvier à Erfurt (Allemagne). – (AFP)

■ **FOOTBALL** : la Fédération internationale va lever les sanctions contre le Niger, qui était interdit, depuis août 1995, de toute compétition internationale. En mars 1996, le gouvernement civil avait dissous la fédération. La Fifa avait accusé le pouvoir nigérien d'ingérence dans les affaires sportives et avait exclu l'équipe nationale de rencontres internationales. La levée des sanctions fait suite à l'élection de nouvelles instances dirigeantes du football nigérien depuis le coup d'Etat militaire de janvier. – (Reuters)

RÉSULTATS

FOOTBALL

Championnat de France D2
Vingtième journée
Perpignan-Valence 1-0
Amiens-Charleville 0-0
Angers-Le Mans 0-0
Albi-Lorient 1-2
Laval-Nancy 0-0
Mulhouse-Poitiers 3-1
Toulouse-Marseille 0-0
Dunkerque-Tiercé 0-1
Epinal-Châteauroux 3-0
Caen-Red Star 0-0
Lorient-Clermont 0-0

Classement : 1. Marseille, 53 pts ; 2. Caen, 51 ; 3. Le Mans, 48 ; 4. Nancy, 47 ; 5. Châteauroux et Clermont, 46 ; 6. Sochaux, 45 ; 7. Laval, 44 ; 8. Toulouse, 41 ; 9. Lorient, 40 ; 10. Louhans-Cuiseaux, 38 ; 11. Poitiers, 35 ; 12. Amiens, 34 ; 13. Mulhouse et Epinal, 33 ; 14. Niort, 32 ; 15. Valence, 29 ; 16. Charleville, 30 ; 17. Dunkerque, 29 ; 18. Angers, 22 ; 19. Albi, 13.

Coupe d'Allemagne
Demi-finale
Kaiserslautern-Bayer Leverkusen 1-0

Coupe d'Italie
Demi-finale
Atalanta Bergame-Bologne 2-0 (match aller 1-1)

CYCLISME

Tour de Valence
Première étape
1. L. Jalabert (Fra.), les 153 km en 3 h 49 min, 48 s ; 2. L. Armstrong (EU.), à 2 s ; 3. L. Dufaux (Fra.), à 3 s ; 4. A. Garmendia (Esp.), à 6 s ; 5. M. Rojas (Esp.), à 9 s

HEAT

“UN FILM ÉVÉNEMENT.”

Le spectacle devient film : une œuvre cinématographique de son temps, à l'heure de la vidéo, le plus grand.

هكذا من الإله

Les biotechnologies remportent une victoire contre une grave maladie du riz

Un gène de résistance à la bactériose a été transféré à trois variétés cultivées sur 22 millions d'hectares

L'Ifab (International Laboratory for Tropical Agricultural Biotechnology) vient d'annoncer la création d'un riz transgénique rendu résistant à la bac-

tériose. Cette maladie bactérienne est l'une des plus néfastes à la culture du riz en Afrique et en Asie. La céréale devra son salut à l'ingénierie

d'un chercheur à l'âme bricoleuse qui mit au point un « microcanon à particules » capable de projeter du matériel génétique dans les cellules végétales.

ALIMENT DE BASE pour plus de deux milliards de personnes dans le monde, le riz de demain ressemblera à celui d'hier. Mais nombre des variétés commercialisées appartiennent sans doute à la famille des plantes « transgéniques », dans lesquelles un gène d'intérêt économique a été « greffé » de manière à s'intégrer dans leur patrimoine héréditaire. Un faire-part de naissance particulièrement prometteur vient en effet de nous parvenir de l'Ifab (International Laboratory for Tropical Agricultural Biotechnology), laboratoire commun de l'Orstom (Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération) et du Scripps Research Institute (Etats-Unis) : un faire-part qui annonce la création d'un riz transgénique rendu résistant à la bactériose, l'une des maladies bactériennes les plus néfastes à la culture de cette céréale en Afrique et en Asie.

Issue des progrès de la biologie moléculaire, la « greffe » de gènes est de plus en plus employée par les agronomes, qui l'utilisent depuis le

début des années 80 pour améliorer toutes sortes d'espèces végétales. Du tabac au concombre, en passant par le tournesol, le colza, la pomme de terre, la tomate ou le pommier, on ne compte plus les variétés qui, ainsi dotées de gènes plus performants (au plan nutritionnel ou sanitaire), sont en passe d'être commercialisées. Mais, pendant longtemps, cette technique d'amélioration végétale fut réservée aux plantes appartenant à la classe des dicotylédones. Les monocotylédones, famille à laquelle appartiennent la plupart des céréales alimentaires, restent en effet insensibles au charme de l'*Agrobacterium tumefaciens*, la bactérie utilisée comme vecteur pour pratiquer ces manipulations de gènes.

CANON À PARTICULES

Pour contourner l'obstacle, il a fallu attendre ces toutes dernières années, et l'ingéniosité d'un chercheur à l'âme bricoleuse. A l'université américaine Cornell (New York), où il travaillait, il mit au point un dispositif d'une désarmante simplicité : un « microcanon

à particules » (Le Monde du 5 septembre 1990). En projetant dans les cellules végétales de microscopiques billes de métal préalablement enduites de matériel génétique, son appareil réussit là où avait échoué la bactérie *Agrobacterium*. Ainsi s'est ouverte tout récemment la voie des céréales « sur mesure », dans laquelle les géants de l'agrochimie n'ont pas manqué de s'aventurer.

L'été 1995, la firme suisse Ciba Semences annonçait ainsi avoir obtenu le feu vert des autorités américaines pour commercialiser des hybrides de maïs génétiquement modifiés pour produire une toxine bactérienne leur permettant de résister aux attaques de la pyrale (Le Monde du 19 août 1995). Les lignées de riz que vient de créer l'Ifab n'en sont pas encore à ce stade de développement. Mais elles sont les premières variétés de cette céréale à devenir génétiquement résistantes à une maladie, et non des moindres : la bactériose. Transmise par la bactérie *Xanthomonas oryzae*, elle ravage chaque année entre 5 % et 10 % des cultures de riz, quand

elle ne va pas, dans certaines régions d'Afrique et d'Asie, jusqu'à détruire la moitié des récoltes.

Le gène utilisé, nommé Xa21, confère aux variétés qui en sont pourvues une forte résistance à *Xanthomonas oryzae*. Les travaux de l'Ifab, menés en collaboration avec l'université de Davis (Californie), ont tout d'abord permis de transférer ce gène d'une variété de riz sauvage (*Oryza longistaminata*) à une variété cultivée (*Oryza sativa*). Plusieurs lignées résistantes à la bactériose ont ensuite été obtenues chez trois variétés de riz, cultivées à elles seules sur près de 22 millions d'hectares dans le monde. Ces premiers résultats, précise-t-on à l'Orstom, seront complétés par « des essais de culture sous serre en 1996, en champs en 1997 ». Les chercheurs de l'Ifab doivent également transférer « prochainement » le gène Xa21 aux variétés de riz les plus cultivées en Afrique de l'Ouest, en collaboration avec la Warda (West Africa Rice Development Association).

Catherine Vincent

L'industrie informatique prépare la troisième génération de PC

Un prototype spécialisé dans l'accès à Internet

APRÈS LES ORDINATEURS de bureau et les ordinateurs familiaux ou multimédias, voici les ordinateurs de réseau (NC en anglais pour network computers). Le spécialiste des logiciels de gestion de bases de données Oracle a dévoilé, le 26 février, son prototype spécialisé dans l'accès à Internet. Le président d'Oracle, Larry Ellison, a résumé les objectifs de ce futur produit en déclarant que « les fournisseurs de services (télématiques) en ligne donneront gratuitement les ordinateurs de réseau lors de la signature de l'abonnement ». Le prix du NC présenté par Oracle devrait en effet se situer entre 350 et 1 000 dollars (1 750 et 5 000 francs). Il s'agit de versions simplifiées des ordinateurs personnels actuels.

Le modèle présenté par Oracle apparaît plus sophistiqué que prévu. Il disposera d'une mémoire vive de 8 mégaoctets (Mo), selon Larry Ellison. D'autres représentants d'Oracle estiment qu'il peut fonctionner avec 4 Mo. L'entreprise n'a pas précisé si l'appareil disposera d'un disque dur. Aux prix annoncés, il est probable que ce ne sera pas le cas. Le système d'exploitation n'occupera que 300 kilooctets, ce qui laissera une place suffisante dans la mémoire vive pour faire fonctionner quelques applications simples. « Les NC auront assez de mémoire pour fonctionner sans être reliés au réseau », a précisé Oracle. Néanmoins, il sera exclu d'enregistrer des données.

Il s'agit là d'une véritable rupture avec l'évolution actuelle des ordinateurs personnels, qui utilisent couramment des disques durs contenant 1 gigaoctet (1 milliard d'octets). C'est là que réside le principe même des NC, qui tiennent l'essentiel de leurs capacités de réseau télématique. D'où la rupture avec les ordinateurs personnels, qui se contentent de puiser l'information sur Internet et qui la traitent ensuite de façon autonome. Les NC utiliseront des microprogrammes (appelés, en anglais, *secrets* téléchargés en même temps que les documents disponibles sur Internet. L'ordinateur d'Oracle sera, bien entendu, compatible avec ce type de programmes développés par l'américain Sun, qui a mis au point le langage de programmation Java.

Oracle se charge de la conception, mais prévoit, selon Larry Ellison, de sous-traiter la fabrication des NC à « au moins la moitié » des dix plus grands producteurs au Japon, en Corée, en Amérique du Nord et en Europe. Les sociétés qui détiendront la licence de fabrication seront connues en avril. Dès cette année, Oracle prévoit de tester son produit auprès d'écoles et de compagnies de télévision par câble. Selon le quotidien *Financial Times*, l'entreprise n'envisagerait pas le développement d'un marché de masse avant la fin de la décennie. Ensuite, les ventes annuelles sont estimées entre 30 et 79 millions d'unités. En 1995, il s'est vendu environ 60 millions de PC dans le monde, selon la société d'études de marché Dataquest, contre 48 millions en 1994.

BOULEVERSEMENT INDUSTRIEL

Très attendue par les spécialistes, cette annonce donne le signal d'une profonde remise en question de l'industrie informatique. Le bouleversement industriel et technologique qui se profile anticipé l'impact d'Internet sur l'utilisation des ordinateurs. Oracle et d'autres acteurs comme le japonais Sony ou l'italien Olivetti sont sur les rangs et espèrent se tailler une part confortable de ce nouveau gâteau. Jusqu'à présent, l'industrie informatique vivait repliée sur elle-même. Elle subit une domination très pesante de la part d'Intel, qui fournit 80 % des microprocesseurs utilisés dans le monde, et de Microsoft, dont la position est identique en matière de systèmes d'exploitation (Windows 95, Windows NT...). D'où le surnom de « Windows NT... » souvent donné aux PC d'aujourd'hui.

Dans l'évolution proposée par Oracle, les prestataires de services télématiques se retrouvent aux pre-

mières loges. Ils n'obtiennent de nouveaux abonnés que parmi ceux qui possèdent un système d'accès à Internet. Or Oracle redécouvre l'idée lumineuse qu'avait eue France Télécom en 1981 lorsque, pour lancer le Minitel, l'opérateur avait fait cadeau des terminaux. Larry Ellison ne cache pas ses contacts avec les compagnies de téléphonie. « Nous sommes en discussion avec des entreprises disposant de vastes réseaux pour fournir un service Internet à l'échelle mondiale », indique-t-il lundi 26 février.

Le même jour, l'anglais British Telecommunication (BT) et l'américain ATT annonçaient le lancement de services d'accès à Internet destinés au grand public. Au printemps, France Télécom suivra la

Non

à la « prise de poids »

L'action combinée et savamment orchestrée des deux maîtres du jeu de l'informatique que sont Intel et Microsoft conduit à une « prise de poids » constante des ordinateurs. Aux processeurs de plus en plus puissants d'Intel, avec sa gamme Pentium, répondent des systèmes d'exploitation de plus en plus lourds et des logiciels (traitement de texte, tableaux, gestionnaires de bases de données) de plus en plus gourmands, à la fois en puissance de calcul et en mémoire. Les applications multimédias (CD-ROM, vidéo plein écran) n'arrangent rien. Aussi la tentation est-elle forte de ne pas acheter le modèle bas de gamme.

Ce phénomène se traduit par une stabilisation du prix de vente moyen des ordinateurs grand public entre 10 000 et 11 000 francs. Un coût qui met l'informatique hors de portée d'une partie très importante du public. Or Internet et, surtout, ses applications commerciales visent une audience de masse. D'où l'idée de débarrasser l'ordinateur de tout ce qui n'est pas indispensable pour se connecter sur le réseau télématique mondial.

même voie. ATT pratiquera des tarifs compétitifs face à ceux qui sont en vigueur aux Etats-Unis (entre 70 et 175 francs). « Notre agresseur commercial vise à amener tout le monde à utiliser Internet », a déclaré un porte-parole d'ATT. L'opérateur compte 80 millions de particuliers abonnés à son service téléphonique.

De son côté, BT se dit préoccupé par la procédure d'accès à Internet. « Si la croissance [de celui-ci] se poursuit au rythme actuel de 10 % par mois, il faudra rendre le réseau moins complexe », a déclaré Rupert Gavin, directeur de la division Multimédia de BT. « Nous avons l'intention de récrire le vieux mode d'emploi d'Internet et de créer un service plus accessible et plus simple », a-t-il ajouté.

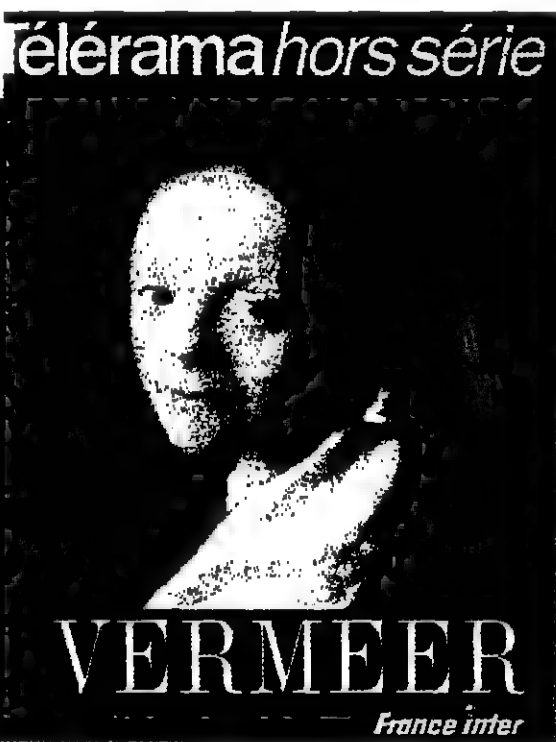
Ces propos font parfaitement écho à ceux du PDG d'Oracle, qui déclare vouloir rendre l'informatique beaucoup plus simple. Avec le nouvel ordinateur, les utilisateurs n'auront plus à régler leur appareil ni à acheter des logiciels. Du coup, Oracle prévoit de limiter le manuel d'instruction à huit pages.

Michel Alberganti

ETUDIANTS

TROUVEZ
VOTRE STAGE

3615 LEMONDE



Entre 1654 et 1675, Vermeer a peint 35 tableaux.
Voici en 1996 son livre et son film.



A l'occasion de l'exposition Vermeer à La Haye, TÉLERAMA publie un hors-série qui imagine la vie cachée du célèbre artiste et rassemble toute son œuvre. Le hors-série TÉLERAMA et le remarquable film de la collection Palettes sur "L'Astronome", réalisé par Alain Jaubert, vous feront découvrir un génie à la fois connu et inconnu. Le hors-série + la vidéo Palettes, 58 francs, chez votre marchand de journaux.

Télérama
Prenez votre culture en main.

Dans le sillage des flibustiers

Entre la Dominique et les Saintes, un catamaran offre la possibilité de découvrir par petites touches les charmes des Antilles.

GUADELOUPE
de notre envoyé spécial
Salué par les palmiers qui s'agitent au gré d'un alizé paresseux, le catamaran oscille avec indolence dans la marina du Bas-du-Fort. Nimbé de l'or du soleil déclinant, il accueille ses hôtes, pressés de réintégrer au fond des cabines pulls et bottines. Les oreilles s'écrasent avec délice sur le pont frais et mouillé. Les langues se rejoignent du premier plan de la croisière, mais c'est le ronil qui imprime aux corps ce doux mouvement de balancier euphorisant. La nuit à bord, dans l'une des huit cabines doubles aménagées dans les flotteurs du multicoque, promet d'être berçante. Demain, dès potron-minet, on hissera les voiles vers la Dominique.

A 6 h 30, le skipper lance les moteurs sur une mer d'huile, à peine effleurée par un maigre soufflé. Cinq heures de navigation sont nécessaires pour rallier Portsmouth. Cinq heures pour prendre un petit déjeuner dans le cockpit-terrasse, choisir le meilleur matériel et apprécier le spectacle antillais. Cinq heures à regarder s'éloigner la Soufrière, exceptionnellement dégagée de nuages, se laisser hypnotiser par une écume cristalline et compter les poissons-volants.

A peine l'île est-elle en vue qu'une escouade de barques barilées converge vers le voilier. Des Dominicains viennent souhaiter la bienvenue aux croisiéristes, mais surtout proposer leurs services. L'île, indépendante depuis 1978, manque de ressources; alors, ici, « tout est business ». Les jeunes gens cèdent volontiers leurs tee-shirts contre quelques yoles si ceux-ci n'étaient déjà portés à l'embarquer pour une « session » (l'un suggère de débarrasser le bâtiment

de ses ordures, un autre s'improvise guide. Un troisième montre avec fierté une nasse pleine de langoustes fraîchement piégées. Mais l'appât ne viendra qu'après quelques plongées dans l'eau tiède du lagon. Masqués, tubas et palmes entrent d'abord en service, puis vient l'heure de la planche à voile et, pour les plus sportifs, celle du ski nautique, si le clapot le permet. De temps à autre, un Dominicain pointe le bout de son canot, tente à nouveau sa chance. Alors que le soleil se fait moins piquant, Steven emmène les croisiéristes sur le petit Lawrence d'Arville rouge et jaune.

VAISSEAUX FANTÔMES
L'embarcation longe d'abord la plage à faible allure, et le batteur pointe les petites constructions de toile ondulée qui osent des confrontations de couleurs. Parfois, juste en face d'une minuscule propriété délimitée par une clôture, une barque et un fil à linge, un paquebot échoué impose son ombre. A chaque épaule, Steven dénonce : « *Cyclone Luis* », « *Cyclone David* », « *Cyclone Marilyn* ». Enfin, entre deux vaisseaux fantômes, il coupe les gaz et empêche les rames. La renommée de la rivière indienne, ainsi baptisée en mémoire des premiers habitants de l'île, les Indiens Caraïbes, commence.

L'esquisse se faufile dans l'ombre émeraude des palétuviers et des hibiscus, dérange quelques crabes égarés. Steven dépose ses voyageurs au café de Rafah, buvette de feuillards de bananiers ouverte à

tous vents, qui diffuse en pleine forêt un reggae concurrencé direct de la béguine. A Portsmouth, les notes endiablées de ces rythmes antillais donnent aux rues une atmosphère d'insouciance infernale et voluptueuse à la fois. Les cris des enfants, les aboiements des chiens et les cooricos des volailles en liberté ne démentent pas cette apparente joie de vivre. Larges toitures à quatre pans, vastes terrasses couvertes qui débordent la surface habitable... Loin d'être toutes achevées, les habitations respectent le style créole et ses couleurs, qui parent le pays d'un costume de fête.

Vers 18 heures, l'obscurité impose le retour à bord. Après une petite douche (le délit du bouton-poussoir et l'indigence du cabinet de toilette ne permettent pas d'habitudes prolongées), les passagers se réunissent autour de la table en teck du cockpit, ou dans le carré, devant une part de guêche ou un vin nouveau ou un colombo de cabi. Si l'ambiance s'y prête, le skipper, l'hôte de bord et le marin raconteront leurs périples, à moins qu'ils ne préfèrent quelques épisodes de flibuste caribéenne. Le jour se lève à peine, le catamaran gonfle ses voiles vers une autre île. Les matelas du roof, installés devant la barre, constituent le poste idéal pour observer le paysage, deviner Marie-Galante et apercevoir l'archipel des Saintes. Dans le sillage du catamaran, alors que l'océan hésite entre un bleu insoufflé et l'opacité du mercure, des lignes floues, pour le cas où un barracuda ou un espadon daignerait se laisser abuser. Près du Pain de Sucre, aux Saintes, la faune maritime paraît sortie d'un dessin animé. Poissons-barnards, poissons-pennoches, poissons-écureuils et murenes s'en

donnent à cœur joie pour offrir un ballet désordonné entre les coraux jaunes et les éponges noires. Demain et pendant le reste de la semaine, les passagers glisseront vers un autre port, une autre marina. Une à une, les îles vont dévoiler leurs charmes aux croisiéristes attirés par les promesses de l'équipage, qui en connaît tous les secrets. Petite touche par petite touche, la mosaïque des Antilles se forme au fond des rétines, avec, omniprésente, l'immensité de la mer.

Aude Dassonville

comparatif, un périple ciblé (avec hôtels quatre étoiles, au lieu de trois, visites,

excursions, spectacles ou repas exceptionnels) est facturé 19 990 francs (minimum) par le voyageur dans sa propre brochure. Opération semblable chez Leclerc avec les Olympiques du printemps.

● A ces promotions ponctuelles s'ajoute l'offre permanente. Elle émane d'une agence de voyages traditionnelle, commercialisant les forfaits des toures-opérateurs comme le tour « solides », Vacances Carrefour et Leclerc. Voyages, installés dans les galeries commerciales attenantes à leurs magasins, s'en tiennent à leur vocation première, la

distribution. Avec, en prime, une sélection de propositions de voyages, à des prix attractifs.

● Le précurseur, Leclerc Voyages, dont le premier point de vente ouvrit en 1968 et qui dispose de 59 agences, implantées dans certaines de ses 330 hypermarchés, a fait voyager 127 000 clients en 1995. Deux brochures saisonnières annoncent des séjours et circuits de « 5 à 7 % moins chers pour des produits équivalents », affirme Michel-Edouard Leclerc, pour qui l'objectif est d'offrir une sélection rigoureuse de spécialistes sérieux. D'où le choix de partenaires privilégiés, Jet Tours (7 nuits en Martinique : avion et bungalow à l'over, 4 510 francs, en mars et avril), Donatello (week-ends à Rome, 3 nuits, 1 795 francs), Jet Set (7 nuits en Floride, avion, voiture, hôtels : 5 255 francs). Les noms de ces « organisateurs

techniques » sont dévoilés dans le cahier des prix (Minitel 3614 code E. Leclerc).

● Le Benjamin, Vacances Carrefour, a lancé la vente par correspondance en novembre 1990 (tél. : (0) 69-47-42-42, envoi gratuit du catalogue et paiement par carte de crédit), trois mois avant l'ouverture du premier point de vente (liste sur le 3615 Carrefour). Il annonce 135 000 clients en 1995. Dans les boutiques, pas de catalogue, mais, en libre-service, des fiches descriptives par destination. Exemples : safari au Kenya en minibus (8 nuits, 6 695 francs, avec Batailles Nouvelles), croisière sur le Nil (7 nuits, 4 290 francs avec Kooli), séjour au Tyrol (7 nuits en demi-pension, 1 570 francs). Les tarifs des organisateurs gagnent à être mis en valeur.

Florence Evens

SPECIAL PÂQUES
ROMA (du 05/04 au 08/04)
Hôtel 3*** à partir de 2.430 Fns
Prix par personne : Vol direct AIR, transfert AIR, 1 nuit chambre double petit déjeuner.
VENISE (du 05/04 au 08/04)
Hôtel 3*** à partir de 2.895 Fns
Prix par personne : Vol direct AIR, transfert AIR, 1 nuit chambre double petit déjeuner.
* Taxes aériennes en sus : 70 Fns
Tél : 44 51 39 27
MINITEL 3615 : Cit Evénement
Lil. 975 95 81 67

Directours
CALIFORNIE 3.790F
FLORIDE 3.250F
LOUISIANE 3.490F
9 Jours / 7 nuits
Base 4 Personnes
Vol + assurance + taxes + 200F
Base 2P + 600F
NEW YORK 2.490F
8 Jours / 6 nuits
Vol + Hôtel *** + Centre Manhattan
Base 4 - Base 3 + 250F
Base 2 + 500F
ANTIGUA 7.285F
9 Jours / 7 nuits
Taxes compris - Club ***
Vol + pension compl. + boissons
+ sports nautiques
Echelle gratuite en pension complète
TOZEUR
SABARA TUNISIE 2.550F
8 Jours / 7 nuits
Vol + Hôtel *** 12 Personnes
Brochures sur demande : 35 62 92 52
et 3615 DIRECTOURS (12 25 Fns)
36 68 45 62 AUDIOTEL (2 25 Fns)

Clio
Le voyage culturel a un nom... Clio
Plus de 15 000 voyageurs ont fait confiance à notre agence en 1995.
Profitez de l'exceptionnelle exposition Vermeer à La Haye pour rejoindre, vous aussi, l'univers de Clio : des circuits en petits groupes guidés par nos conférenciers pour découvrir l'histoire, les cultures, les arts et la réalité humaine des pays visités.
Plus de 300 circuits différents vous sont proposés dans le monde.
Choisissez de visiter les villes-musées européennes aux trésors inépuisables, telles que Prague, Saint-Petersbourg, Florence, Rome, Venise, ou d'aller aux sources de notre culture au Proche-Orient, notamment en Israël, Syrie, Jordanie, Liban, Iran, Irak, Yémen, ou encore, préférez le dépaysement en sélectionnant un voyage long-courrier vers l'Inde, la Chine, le Vietnam, le Cambodge, l'Indonésie, le Mexique, le Pérou, l'île de Pâques, l'Afrique...
Demandez notre catalogue général 1996
34, rue du Hameau - 75015 PARIS
Tél : (1) 53 68 82 82 - Fax : (1) 53 68 82 60
128 rue Bossuet - 69006 Lyon - Tél : 78 52 61 42
45 rue de la Paix - 13001 Marseille - Tél : 01 54 02 13
Horizon Culturel Licence A 175 203

EVASION
Hôtel BEAUREGARD **
Logis de France
02350 St Véra en Quercy
2040 m. - Site classé du XVIIIe
Elevé - Piscine et tennis
Ski et randonnées
12 pers. et pers. à partir de 1 650 F
Tél : 02.45.82.82 - Fax : 02.45.80.10

DÉGRIFTOUR
THAÏLANDE
Séjour Bangkok + Chiang
7 Nuits en Hôtels 3* sup.
Vols Réguliers A/R
Départ de Paris 4.550F - 5.800F
REMISE EN FORME AUX LES BAINS
6 Nuits en Hôtel 3*
gros Prix Déjeuner 2.315F - 4.000F
PARIS / PEKIN
Vols Réguliers A/R
Départ de Paris 3.500F - 4.200F
3615 DT - (1) 29 Fns/m

SKI DE FOND / 3^{ème} PARIS TGV
Ancienne ferme construite au XVIIIe.
Grand confort, ambience conviviale.
Table d'hôte, produits locaux et régionaux.
Taux : sem/pers 2600 F + 3150 F
selon période, taxes compris (pous. compl. + vin en repas, chauffage, eau, électricité)
Tél. (06) 81.36.12.81 - LE CRÉT L'AGNEAU
25650 LA LONGUEVILLE

Direct
REPUBLIQUE DOMINICAINE
9 Jours / 7 nuits - Formule TOUT COMPRIS
Pays insulaire aux paysages exceptionnels
Hôtel MINIMA
BEACH CLUB
Hôtel MINIMA
GARDON
4995/6095
6050/7295
3615 VADIR

Réouverture le 1er Mars 1996
Hôtel 4 étoiles
"Les Trés du Lac"
7039 TALLOIRES
Lac d'Aurore
Parc au bord du lac
Tél : 58.60.76.11
Télécopie : 58.68.73.42

NOMADE
Brochure gratuite
Tél : (1) 46 33 71 71
Minitel : 3615 NOMADAV

PROFESSIONNELS DU TOURISME
RETROUVEZ CHAQUE SEMAINE
NOTRE RUBRIQUE "EVASION"
RENSEIGNEMENTS PUBLICITE
Tél : 44.43.7736 - Fax : 44.43.7730

AVENTURE...
de l'Irlande à la Mongolie
100 voyages de rêve, à pied et 4x4
dans les îles, les montagnes
et les déserts du monde...

هكذا من الأصل

Indice de pollution
en moyenne annuelle comparée

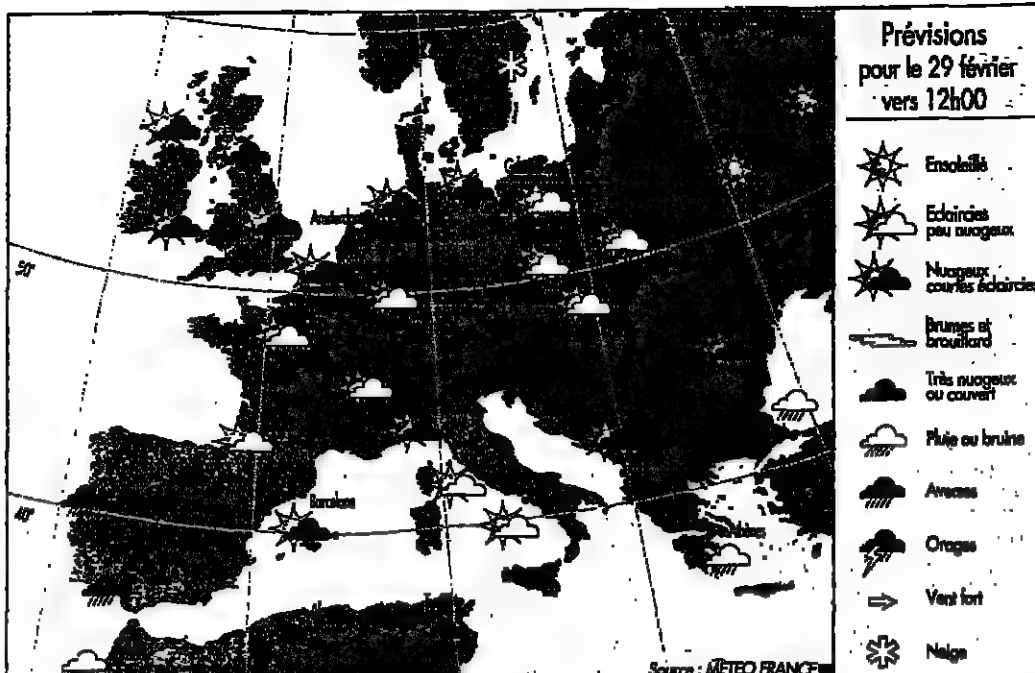
6 Luxembourg
5 Paris
4.5 Strasbourg
4 Milan
3.5 Vienne
3 Bonn
2.5 Londres
2 Francfort

0 1 2 3 4 5 6

10 km

Source : EUROPA

(Document établi avec le support technique officiel de l'IFA, France)



PRETORIA	25
RABAT	25
RIO DE JAN.	25
ROME	25
SAN FRANC.	1
SANTIAGO	25
SEVILLE	25
ST-PETERS.	2
STOCKHOLM	2
SYDNEY	25
TENERIFE	20
TOKYO	25
TUNIS	25
VARSOVIE	1/2
VENISE	1
Vienne	2

Prévisions pour le 1^{er} mars. À 0 heure, temps nuageux.

Henry Magnan
(1861-1946)

Gay Bowler

Venerdì 1^o marzo

- **EGYPTE.** Le nombre des touristes qui se sont rendus en Egypte, en 1995, a fortement augmenté, passant de 2,583 millions, en 1994, à 3,205 millions... (*Reuters*).
- **NIGERIA.** Neuf appareils de Nigeria Airways sont actuellement immobilisés au sol en raison d'un manque de pièces détachées. Seuls quatre avions de la compagnie sont opérationnels... (*AFR*).
- **GUIDES.** Après *Logis de Grande-Bretagne* (1994), *Logis d'Irlande* et *Logis d'Italie* (1994), *Logis de Belgique* va bientôt paraître. Il proposera un choix de 130 hôtels-restaurants. Le guide 1996 de *Logis de France*, qui regroupe 5 800 établissements, sera aussi réédité. L'assortiment en milieu rural, sortira le mois prochain... (*AFR*).

■ **MUSÉE RODIN**: exposition Rodin et la Hollande (50 F + prix d'entrée), 15 heures, 77, rue de Varenne (Pierre-Yves Jasiet).

■ **MARAIS**: le quartier Saint-Paul (50 F), 15 h 30, place de l'Hôtel-de-Ville face à La Poste (Claude-Marti).

● Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

PRINTED IN FRANCE 1994

Le Monde
PUBLICITE

Président-directeur général :
Jean-Marie Colombani
Directeur général
Gérard Morax
Membres du comité

Coopère l'État de la SA

ADDITIONAL REQUIREMENTS	SETZ REQUIREMENTS	3.000	28 F
PERMITS REQUIREMENTS	LIVE REQUIREMENTS	2.700	25 F

PRODUCE BALANCE, AND IF POWER, HAZARD, AND OTHER FACTORS ARE
IN THE PRODUCTION AND USE OF

P **INO** **HEAT** **DETRO**

"DUEL AU SOMMET." PREMIERE

"Les spectateurs doivent être avertis que certains scènes de ce film sont de nature à heurter la sensibilité de public à plus jeune."

هكذا من الإيجل

Le Monde IMMOBILIER

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER

LE RENDEZ-VOUS DU NEUF

Les opportunités pour acheter, investir...

LE MARCHÉ, LES CONSEILS DE LA FNPC

CE QU'IL FAUT SAVOIR SUR LE PRÊT À TAUX ZÉRO

Le prêt à taux zéro.

1. Peut être obtenu auprès de tous les établissements de crédit ayant passé une convention avec l'Etat pour la distribution dudit prêt, c'est-à-dire avec la quasi-totalité des établissements bancaires et des établissements spécialisés dans la distribution des crédits à l'immobilier.

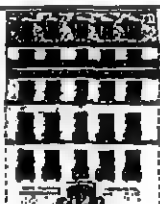




2. A la différence du PAP, qui ne pouvait être obtenu que pour l'acquisition de logements ayant fait l'objet d'une décision administrative particulière, le prêt à taux zéro peut être octroyé pour tous les logements neufs, quel que soit le mode de financement de leur construction. Il n'y a pas de programme spécifique « prêt à taux zéro » comme

il y avait des programmes spécifiques PAP.





3. Les ressources du ménage prises en compte pour l'attribution du prêt à taux zéro sont les revenus imposables (après abattement de 10 et 20%) au titre de l'année n - 2. Ce sont donc les revenus imposables de l'année 1994 qui sont pris en compte pour tous les prêts qui seront attribués jusqu'au 31 décembre 1996.

Par ailleurs, la mairie de Paris, peut accorder aux personnes qui habitent Paris depuis au moins trois ans, un prêt complémentaire au prêt à taux zéro. Ce prêt, de même montant que le prêt à taux zéro, est consenti par les mêmes établissements de crédit, et dans les mêmes conditions.

PARIS RIVE DROITE



Montorgueil 58, rue Greneta. Réalisation : FONCIERE SATIS Groupe SUEZ 216, bd Saint-Germain 75007 PARIS Tél.: 45.49.52.52.	 Du studio à 4 pièces duplex. 25.000 F le m² moyen. A 50 mètres de la rue Montorgueil. Au cœur du quartier pittoresque à proximité des halles et de la place des Victoires, petit immeuble neuf qui conserve, quartier oblige, tout le caractère de la plus haute tradition parisiennaise. Tous les appartements bénéficient de la technologie d'aujourd'hui : isolation, sécurité... et de tout le confort. Livraison 1 ^{er} trimestre 1996. Visite sur rendez-vous. Tél.: 45.49.52.52.	
Vivienne Opéra 49/51, rue Vivienne. Réalisation : FONCIERE SATIS Groupe SUEZ 216, bd Saint-Germain 75007 PARIS Tél.: 45.49.52.52.	 Du studio à 5 pièces. Prix : sans compromis. Au cœur du quartier de la Bourse et de l'Opéra, à quelques pas de Drouot, là où la prestigieuse rue s'associe au dynamisme des affaires, se dresse l'élegant façade de Vivienne Opéra. 31 appartements, confortables et lumineux, de studio pied-à-terre à l'appartement familial de 5 pièces. Ils sont accessibles par un hall particulièrement raffiné. Tél.: 45.49.52.52.	
100 mètres Place Saint-Georges 21, rue Henri Matisse. Commercialisation : A.B.K. Tél.: 46.23.93.33.	 5 appartements de 3 pièces dont 3 duplex. à partir de 16.500 F le m². Au cœur du 9 ^e historique, dans une manufacture du début du siècle entièrement renouée. Volumes sobres, belles hauteurs sous plafond. Cadre de vie moderne et original. Accès Interphone. Livraison immédiate. Visite sur rendez-vous. Tél.: 46.23.93.33.	A.B.K.

PARIS RIVE GAUCHE



Villa Gambetta Appartement duplex Réalisation : FONCIERE SATIS Groupe SUEZ 216, bd Saint-Germain 75007 PARIS Tél.: 45.49.52.52.	 Du studio à 4 pièces duplex. 20.000 F le m² moyen. Située à 200 m de la place Gambetta et de son urbanisme à quel-ques pas seulement de la rue des Pyramides, la Villa Gambetta vous propose une grande diversité d'appartements de caractère, souvent prolongés de terrasses, balcons ou jardins. Bureau de vente et appartement meublé ouvert tous les après-midi de 14 h à 19 h sauf le samedi et le dimanche. Tél.: 45.49.52.52.	
Closerie-Montparnasse Rue Froidevaux Réalisation : FONCIERE SATIS Groupe SUEZ 216, bd Saint-Germain 75007 PARIS Tél.: 45.49.52.52.	 Du studio à 5 pièces, quelques duplex. 27.800 F le m² moyen. Entre Montparnasse et Dupleix-Rodière dans l'une des rues les plus coquettes de Montparnasse. Quelques appartements ont une vue dégagée sur tout Paris. Livraison : 1 ^{er} trimestre 1997. Renseignements et vente : tél. 45.49.52.52.	

PARIS RIVE GAUCHE (suite)

14^e arrondissement

Proche Alésia Avenue du Général Leclerc Réalisation : FONCIERE SATIS Groupe SUEZ 216, bd Saint-Germain 75007 PARIS Tél.: 45.49.52.52.	 Du 2 pièces au 4 pièces duplex. 34.200 F le m² moyen. Dans le quartier animé et agréable d'Alésia, 4 appartements en duplex duplex bénéficiant d'une vue dégagée. Livraison : 1 ^{er} trimestre 1997. Renseignements et vente : tél. 45.49.52.52.	
--	--	---

14^e arrondissement

Ville Marmont 107109, rue de l'Abbaté Gossu. Un programme superbe à découvrir absolument. Réalisation : FRANCE CONSTRUCTION Tél.: 46.63.22.60. 7 jours/7, de 9 h à 19 h.	 Profitez des nouvelles normes gouvernementales. Prix à partir de 23.000 F le m² hors parking et dans la limite stock disponible. A deux pas du métro Convention et des commerces, un programme de très grand standing sur jardins intérieurs : 47 appartements de studio à 5 pièces duplex avec caves et parking en sous-sol et 6 maisons individuelles de 3 et 6 pièces. Le calme au cœur d'un véritable quartier parisien. Bureau de vente sur place : lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.	
--	---	---



PROMOTEURS, CONSTRUCTEURS DÉCOUVREZ "IMMO +"

500.000 EXEMPLAIRES DE DIFFUSION UNE PROXIMITÉ RÉDACTIONNELLE L'ALLIANCE DE TROIS TITRES



EN CONTACT AU MONDE PUBLICITÉ :
EMMANUEL PIERSON
AU 44.43.77.40

RÉGION PARISIENNE

78 Maisons-Laffite

Les Villas Longueil Avenue de Longueil. Réalisation : FONCIERE SATIS Groupe SUEZ 216, bd Saint-Germain 75007 PARIS Tél.: 45.49.52.52.	 Du studio à 5 pièces. 19.100 F le m² moyen. Une diversité d'appartements de qualité sur avenue sur cour-elles bordées d'arbres en sur-jardin. Une des plus belles adresses de Maisons-Laffite à 150 m. du RER, du Parc et à quelques pas de la forêt de Saint-Germain. Bureau de vente sur place : 25, avenue de Longueil, 78000 Maisons-Laffite, ouvert tous les après-midi de 14 h à 19 h sauf le samedi et dimanche. Tél.: 45.49.52.52.	
--	---	---

95 Enghien-les-Bains

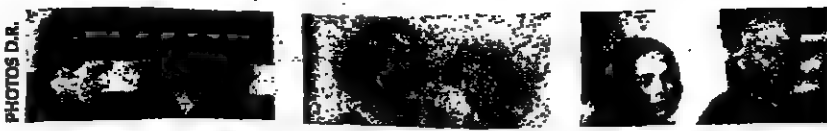
Villa Nymphéas Parc sur le Lac d'Enghien. Réalisation : FONCIERE SATIS Groupe SUEZ 216, bd Saint-Germain 75007 PARIS Tél.: 45.49.52.52.	 Du studio à 5 pièces. Prix : sans compromis. Résidence exceptionnelle. Deux petites immeubles en pierre sur parc privé en bord de lac. Les appartements sont prolongés de grands balcons, jardins ou terrasses et profitent d'une vue calme et dégagée. Livraison immédiate. Visite sur rendez-vous. Tél.: 45.49.52.52.	
--	--	---

CINEMA
Quelq
Ang Lee, Taiwan

Handwritten signatures and notes at the bottom of the page.

CINÉMA Une semaine sous le signe du sourire, du côté du conte fantastique « d'auteur » avec *Le Journal du séducteur* ou à grand spectacle avec *L'Armée des douze*

singes, littéraire avec *Raison et sentiments* ou en forme de chronique dans *Week-end en famille*. • **DÉBUT** d'une très vaste rétrospective du cinéma japonais, avec *Barbe-*



rousse, chef-d'œuvre à redécouvrir de Kurosawa. • **LE FESTIVAL DE BERLIN** s'est déroulé sous le signe d'un académisme sanctifié par son palmarès.

Quelques pages arrachées au livre de l'amour

Le *Journal du séducteur*. Avec une belle énergie, la réalisatrice de « *Borderline* » propose un divertissement noir pour cinéphiles servi par d'impeccables comédiens

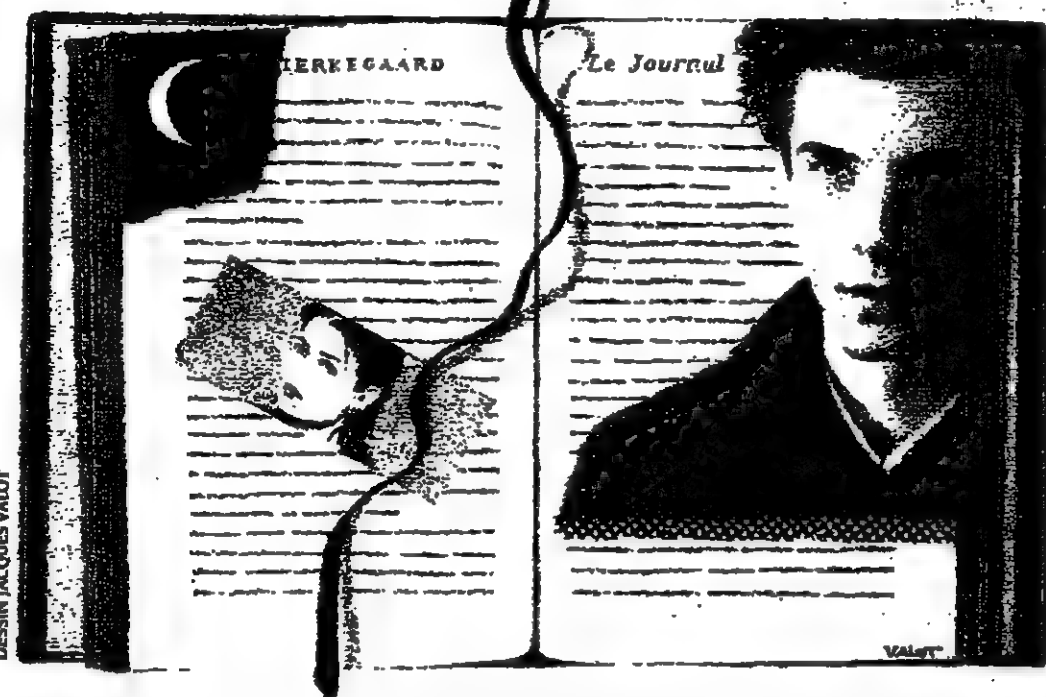
Film français de Danièle Dubroux, avec Chiara Mastroianni, Melvil Poupaud, Mathieu Amalric, Danièle Dubroux, Hubert Saint Macary, Serge Merlin, Jean-Pierre Léaud, Micheline Presle, Karin Viard, Jacques Nolot, Didier Podalydès (1 h 35).

Le quatrième film de la réalisatrice de *Borderline* n'est pas une adaptation de l'œuvre homonyme de Søren Kierkegaard, bien que ce livre y joue un rôle important.

Ce traité des ruses de l'amour apparaît d'abord comme le modèle du scénario, tandis que l'immature Sébastien (Mathieu Amalric) s'installe chez Claire (Chiara Mastroianni) et sa mère (Danièle Dubroux). En voix off, le jeune homme détaille ses plans, qu'il croit machiavéliques, pour faire tomber la demoiselle dans ses rets.

Danièle Dubroux tricote à toute vitesse les fils d'une intrigue sentimentale et d'un mystère criminel

Puis le bouquin apparaît matériellement à l'écran, dans une fonction d'objet-prétexte : c'est en le rapportant à Grégoire (Melvil Poupaud) que Claire fait sa connaissance, et tombe amoureuse. Mais le livre finira par se



révéler bien plus important, et chacun lui attribuera les significations – magiques, religieuses ou cinématographiques – qui lui conviendront.

Dans la pure tradition hitchcockienne, cet apparent objet-prétexte a enclenché une mécanique à la fois farfelue et rigoureuse, qui entraîne autour du couple Claire-Grégoire une spirale de protagonistes que la force seule de la mise en scène relie. Outre Sébastien et la mère, le très bizarre voisin de Grégoire (Serge Merlin), dont les mimiques lorgnent du côté d'Artaud ou de Le Vigan, et sa grand-mère, ex-diva briseuse de cœur moins fo-

folle qu'elle ne paraît (Micheline Presle), l'improbable professeur campé en une réjouissante auto-parodie par Jean-Pierre Léaud, le psychanalyste guetté par le contre-transfert fatal (Hubert Saint Macary), la mystique alumnée (Karin Viard) composent un ballet qui soutient ou perturbe le mouvement l'un vers l'autre des amoureux.

C'est un divertissement que propose Danièle Dubroux, tricotant à toute vitesse les fils d'une intrigue sentimentale et d'un mystère criminel. Le divertissement tient tout entier au style de son film, dont les ingrédients sont plutôt sérieux, parfois tra-

giques. Style inspiré directement de l'expressionnisme de l'époque du muet, avec ses incursions dans la fantasmagorie, ses mimiques souvent outrées, ses éclairages contrastés où l'ombre domine, ses protagonistes aux attitudes étranges ou inquiétantes comme les feuilletonistes aimaient en peupler leurs récits. Et comme en ce temps-là, c'est le pur élan d'une mise en scène qui ne triche pas avec ses composants qui permet de faire tenir ensemble les éléments les plus disparates, voire les moins vraisemblables : plus encore que son adresse de conteuse, le grand mérite de la cinéaste est de respecter les règles

du jeu qu'elle a elle-même éditées, de ne jamais chercher à jouer au plus fin avec son histoire.

Dans ce labyrinthe de bizarreries, Chiara Mastroianni impose avec élégance le contrepoids de son naturel et de sa beauté

nu graphomane. Le charme et l'humour du film tiennent pour beaucoup à un solide système de références cinéphilas : si Dreyer est cité explicitement (*Ordet*) et implicitement (*Pages arrachées au livre de Satan*, *Les Flancs de Glomdale*), et Hitchcock, de la

L'affrontement entre éthique et esthétique

Le *Journal du séducteur* n'est pas, comme de nombreuses éditions françaises pourraient le laisser penser, une œuvre autonome de Søren Kierkegaard. Il constitue le dernier chapitre de la première partie de *Ou bien... ou bien* (également traduit sous le titre *L'Alternative*). Publié en 1843 par l'un des nombreux hétéronymes du philosophe danois, Victor Hærenthas, ce livre très rigoureusement agencé traite des deux premiers « stades » de la vie : esthétique et éthique – le troisième étant le religieux, placé au sommet de l'édifice philosophique et existentiel.

Le *Journal* proprement dit relève de l'esthétique dans son expression érotique, ou plus précisément de l'affrontement entre éthique et esthétique. Reflet indirect des flâneries avec Régine Olsen, de l'attitude hautement équivoque qui fut celle de Kierkegaard et de la réflexion qu'il en tira, ce texte expose les tourments d'un séducteur, Johannes, qui cherche, dans l'ordre spirituel, une alternative à son désir amoureux.

calme, terrienne. Elle est pour beaucoup dans la distance souriante, quoique jamais parodique, qui s'instaure vis-à-vis des comportements improbables et des péripéties loufoques. Et Danièle Dubroux elle-même, témoin amusé et maternel, mais pas insensible, prouve à nouveau son très sûr talent de comédienne dans ses propres réalisations.

Dans des registres plus extrêmes, tous les autres interprètes tiennent parfaitement leur partie, avec mention particulière aux deux jeunes hommes, Melvil Poupaud en beau ténébreux sorti de quelque brouillard romantique et Mathieu Amalric en ingé-

psychanalyste au cadavre dans le placard, est une figure tutélaire de cette comédie noire, le choix des comédiens, les citations et les allusions trament eux aussi la complexité amusée d'un spectacle, que la cinéaste traite en habitude des mêmes territoires.

Malgré la virtuosité de la construction et l'énergie jamais prise en défaut de la réalisation et de l'interprétation, c'est ainsi la limite du film. Mais c'est ainsi que *Le Journal du séducteur*, de chapitre en chapitre, de carton en carton, se fraie son propre chemin vers le conte fantastique.

Jean-Michel Prodon

Le feu des passions sous l'éteignoir des convenances

Raison et sentiments. Emma Thompson interprète virtuose et habile adaptatrice du roman de Jane Austen

Film américain d'Ang Lee, avec Emma Thompson, Alan Rickman, Kate Winslet, Hugh Grant, Greg Wise, Emile Hirsch, Imogen Stubbs, Gemma Jones (2 h 15).

« Tea ! » Lancé sur le ton le plus pincé que l'on puisse imaginer, le mot permet de mettre un terme à un échange qui risquait de se révéler embarrassant. Il définit également la perfection l'esprit de cette production américaine, adaptée d'une romancière origi-

naire du Hampshire par une actrice londonienne et réalisée en Angleterre par un cinéaste né à Taiwan mais installé aux États-Unis depuis plusieurs années. Esprit qui a tant séduit les jurés du Festival de Berlin qu'ils ont décerné leur récompense suprême à *Raison et sentiments* (lire page 29), déclenchant ainsi une vague d'intérêt de la part des autorités chinoises, qui revendiquent d'être associées à ce prix, attribué à un réalisateur qu'elles avaient ignoré lorsqu'il avait reçu un premier Ours d'or, en 1993, pour *Le Garçon*

d'honneur. La cérémonie du thé, donc. Mais aussi les promenades en calèche, les pique-nique, les mondanités et les conventions, les promesses non tenues répondant à la ferveur des engouements, les situations vaudevillesques en regard des grands principes du mélodrame, trahisons masculines et enfants naturels confondus.

Raison et sentiments décline les thèmes mis en place par Jane Austen il y a deux siècles (commencé en 1795, le roman a été publié en 1813) au fil de dialogues clairs et

d'images soigneusement calibrées. Le feu des passions couve sous l'éteignoir des convenances, tout au long de cette histoire qui épouse les contours de la quête amoureuse de deux jeunes femmes. Amour et mariage, amour et argent, car, raison et sentiments mêlés, tout est d'abord affaire de survie.

MISE EN SCÈNE APPLIQUÉE Interprète virtuose des sentiments contrainsts, Emma Thompson se révèle également adaptatrice experte et habile, qui sait

faire naître les sourires nécessaires au cœur des situations les plus tendues, au hasard notamment des saillies d'une vieille dame espiègle et des flâneries d'une fillette malicieuse. Le choix de confier la réalisation à Ang Lee, metteur en scène qui se plaît à dérouter les liens familiaux pour tisser la trame de son cinéma, semblait a priori avisé, d'autant qu'il existe entre l'esprit britannique et la sensibilité asiatique des rapports qui se sont souvent révélés féconds (voir récemment le livre de Kazuo Ishiguro *Les Vestiges du*

jour, porté à l'écran par James Ivory, avec justement Emma Thompson). Mais, à force de neutralité, la mise en scène élégante d'Ang Lee apparaît vite plus appliquée qu'inspirée, et l'absence d'un vrai point de vue de cinéaste se révèle dommageable pour le film.

La splendeur des décors, l'éclat des toilettes, le jeu des lumières et des ombres deviennent la raison d'être de *Raison et sentiments*, film d'actrice et de producteur (Sydney Pollack) plus que de metteur en scène. De même que les personnages s'appliquent à maquiller des sentiments dont ils viennent ainsi à douter eux-mêmes, la réalisation polie d'Ang Lee fige la représentation de leurs passions et la description de leurs tourments.

Si Emma Thompson vibre à l'unisson des sentiments de la belle et sage Elton Dashwood, attirant à elle une lumière et des regards qu'elle offre pourtant en partage à ses partenaires féminines, les hommes sont moins bien lotis. La logique de l'histoire en a décidé ainsi, sans doute, mais l'air emprunté que promène Hugh Grant d'une scène à l'autre est à l'image d'un spectacle qui, en souffrance d'une vraie vision cinématographique, demeure prisonnier de sa conception toute littéraire, respectueuse de la lettre et de l'esprit d'un auteur révérent, dont on aurait aimé que le cinéma le bonscule un peu.

Henri Béhar

Pascal Mérigau

Ang Lee, Taïwanais vivant en Amérique, peintre de l'Angleterre pré victorienne

JANVIER 1996. Malgré le bazar qui paralysait Manhattan, l'Association new-yorkaise des critiques de cinéma procède imperturbablement à sa remise de prix.

Les aéroports étant fermés, Emma Thompson, interprète et scénariste de *Raison et sentiments*, reste bloquée au fond de l'Ecosse. « Sans eau et sans électricité depuis une semaine, je vous garantis que vous n'auriez pas envie de me voir », écrit-elle dans un message adressé au président de l'association. Dans le Rainbow Room du Rockefeller Center battu par la tempête, un jeune homme fluet en costume sombre reçoit la récompense à sa place.

Les apparences sont trompeuses : Ang Lee a quarante et un ans. Né à Taïwan, après des études au Conservatoire d'art dramatique, il décide d'émigrer aux États-Unis. Marié à une microbiologiste et père de deux garçons, il vit aujourd'hui à la campagne, non loin de New York. En débarquant sur le

Nouveau Continent, il a poursuivi ses études de théâtre à l'université de l'Illinois puis bifurqué vers le département cinéma de l'université de New York, où il devra, dit-il, « tout découvrir ».

COURTISÉ PAR TOUS LES STUDIOS Les débuts professionnels d'Ang Lee sont entrés dans le folklore du cinéma indépendant. Film d'étudiant – sa thèse de fin d'études à NYU –, *Fine Line*, un moyen métrage de quarante-cinq minutes, lui vaut d'être pris en charge par la grande agence artistique William Morris.

Il attire également l'attention des producteurs Ted Hope et James Schamus. L'agent d'Ang Lee leur dit au nez : courtisé par tous les studios (« Sept millions de dollars ! – Non, vingt et un ! ») et par les plus grandes stars (Julia Roberts), son « poulain » n'a guère de temps à consacrer à de jeunes – et pauvres – indépendants. « J'essais patiemment de me frayer un chemin dans le système », dira plus tard le cinéaste, philosophe devant cette série de faux départs. Jusqu'au jour où Hope et Schamus le voient débarquer dans les locaux de leur société,

Good Machine : « Vous ne me connaissez probablement pas, dit-il. Je m'appelle Ang Lee et, si je ne fais pas un film très vite, je vais crever. »

Ce film, ce sera *Pushing Hands*, une « petite histoire de famille, rien de frénétique », sur un professeur de tai-chi à la retraite. Écrit à l'occasion d'un concours de scénarios lancé par le gouvernement taïwanais – et remporté par Ang Lee –, *Pushing Hands* (1991) fera un tel score au box-office local que le réalisateur se voit réclamer une « suite ». Ours d'or au Festival de Berlin en 1993, *Le Garçon d'honneur* rapportera la plus grosse recette de l'histoire du cinéma à Taïwan et obtiendra un excellent accueil aux États-Unis et en Europe. Ang Lee est alors en train de tourner *Sold*, promis lui aussi au succès international.

C'est un associé de Sydney Pollack dans sa Mirage Productions qui suggère de confier à Ang Lee l'adaptation tirée par Emma Thompson de *Raison et sentiments*, de Jane Austen. Tout le monde le crut fou, y compris l'intéressé, qui ne voyait pas pourquoi on ferait appel à un Asiatique pour porter au cinéma ce roman éminemment

anglais, avant de trouver une réponse : « Jane Austen, déclarera-t-il à plusieurs reprises, est un admirable peintre des rituels familiaux et des mœurs du temps. »

Lisant le scénario, Lee se découvre des points communs avec cette romancière dont deux siècles le séparent : des personnages solidement ancrés dans la bourgeoisie, l'importance de la famille et du mariage, la recherche d'une harmonie entre des contraintes qu'on s'efforce de maintenir en équilibre (instable, donc source de comédie) ; la complexité des relations amoureuses et des rapports entre parents et enfants.

Dans *Le Garçon d'honneur*, un homosexuel chinois en ménage avec un jeune Américain se mettait en quête d'une « épouse de paille »

lorsque ses parents débarquaient de Taïwan pour lui rendre visite – à plusieurs reprises, est un admirable peintre des rituels familiaux et des mœurs du temps. »

Lisant le scénario, Lee se découvre des points communs avec cette romancière dont deux siècles le séparent : des personnages solidement ancrés dans la bourgeoisie, l'importance de la famille et du mariage, la recherche d'une harmonie entre des contraintes qu'on s'efforce de maintenir en équilibre (instable, donc source de comédie) ; la complexité des relations amoureuses et des rapports entre parents et enfants.

Dans *Le Garçon d'honneur*, un homosexuel chinois en ménage avec un jeune Américain se mettait en quête d'une « épouse de paille »



هكذا من الإهل

L'année où les hommes disparurent sous terre

L'Armée des douze singes. Terry Gilliam, qui revendique pour son film une filiation avec « La Jetée » de Chris Marker, lance Bruce Willis à l'aventure dans le passé

Film américain de Terry Gilliam, avec Bruce Willis, Madeleine Stowe, Brad Pitt, Christopher Plummer, Jon Seda, Franck Corshin. (2 h 05).

Terriens, prenez garde ! Si on en croit Terry Gilliam, vous vivez votre dernière année de (très relative) tranquillité. Pas plus tard qu'en 1997 une épidémie foudroyante détruira la quasi-totalité de l'humanité, les quelques survivants en seront réduits à végéter sous terre et sous un régime techno-dictatorial. Les savants despotiques d'alors enverront dans le passé un desperado - nul autre que Bruce Willis, rasé, tatoué et en caleçon - qui leur permettra sinon de prévenir la catastrophe, au moins d'expliquer ce qui l'a causée. Schéma classique de science-fiction, propre à alimenter les avertissements sur l'humanité qui court à sa perte à force de veulerie et de gabegie intéressée, et à nourrir les paradoxes temporels.

L'Armée des douze singes narre donc, aujourd'hui et demain, les tribulations mouvementées de l'angeur Willis, qui passe pour un casse-cou mal embouché dans l'avenir et pour un dingue dans le présent. Vu de très loin, le film semble à un téléfilm qui fait des allers-retours entre les époques.

D'un peu plus près, il ressemble à un film de Terry Gilliam, plus exactement « au » film de Terry Gilliam, *Brasil*, qui a fait sa gloire nonobstant ses réalisations antérieures au sein de Monty Python, l'excellent *Bandits*, *Bandits* et les plus récents *Munchausen* et *Fisher King*. C'est-à-dire qu'il régit, aujourd'hui comme demain, un invraisemblable caparotum par tout où la caméra porte son œil, qu'on ne peut pas ouvrir une porte sans avoir l'impression de se trouver dans les poubelles de Chaffoteaux et Maury ou d'être entré inconsiderément dans le hangar à rebus du BHV. Cette surenchère de bidules dégingués, cette dupli-



cation infinie de tout et n'importe quoi, filmée aux amphétamines, passeront dans une stylisation appropriée du temps de *Brasil*. Elles sont ici au mieux une convention, au pis un tic.

Au milieu de ce bric-à-brac, le vigoureux et peu vêtu Bruce Willis se démène donc, d'asile de fous en garderies en ruines, en une série de péripéties toujours tirées vers l'outrance. Il ont l'utilité discutable d'occuper la durée - elle, parfaitement linéaire - du film, sans lui apporter beaucoup d'épaisseur. Le héros a la chance enviable de croiser le chemin de

Madeleine Stowe en psychiatre qui le soutiendra dans ses épreuves tandis qu'il s'évertue à prévenir l'humanité incrédule du danger qui la menace (comme David Vincent dans *Les Envahisseurs*, exactement).

Il y a aussi Brad Pitt, fils complètement givré d'un Prix Nobel de chimie, qui trame des exploits maléfiques, et un assortiment de protagonistes de moindre envergure, passés par le film à la moulinette de sa mécanique à fabriquer de la poudre aux yeux.

Longtemps il semble que Terry Gilliam s'amuse : tout est à

double-fond, réversible et vaill, du scénario aux effets spéciaux. Malgré les discours pseudo-scientifiques et les prophéties de Cassandra écologiste, le film prend vite des airs d'exercice gratuitement virtuose au sein duquel, par pur effet d'accumulation, l'esprit malin du réalisateur finit quand même par réussir quelques bonnes blagues, quelques efficaces scènes d'action ou quelques jolis moments de répit.

Cette surenchère de bidules dégingués, filmée aux amphétamines, est ici au mieux une convention, au pire un tic

Mais l'Armée des douze singes devient franchement agaçant lorsqu'il s'avère que le réalisateur se prend au contraire fort au sérieux, convoquant politique, analyse cinématographique et psychanalyse pour une plâtrée méditative sur le temps et l'esprit, aussi indigente que prétentieuse.

L'Armée des douze singes est « inspiré de La Jetée », avertit le générique. Ceux qui tiennent le film de Chris Marker pour l'une des plus belles choses jamais projetées sur un écran, tout en reconnaissant dans les gros câbles rouillés et sultans de Gilliam la toile d'araignée tissée jadis en plans fixes noir et blanc, ne pourront que sourire du dévoiement boursoufflé d'un poème d'amour beau comme un anneau de Moebius. Puisque sous l'égide du cinéaste du *Fond de l'air est rouge*, il ne saurait être question de fouetter un chat.

Jean-Michel Prodon

LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

LE LOUP GRIS ET LE PETIT CHAPERON ROUGE

Cinq films d'animation russes de Garri Bardine (1 h 05). Avec Iouri Norstein et Edouard Nazarov, cotoyés au Soyuzmultfilm (studio central d'animation de Moscou), Garri Bardine est considéré comme un des principaux promoteurs du renouveau de l'animation russe. Arkelon Films (qui a repris le catalogue russe de Cosmos Films) inaugure son activité de distributeur en présentant cinq de ses films, réalisés entre 1983 et 1991. Ce choix laisse de côté un début de carrière consacré au dessin animé, pour mieux rendre compte de la conversion du cinéaste à d'autres techniques d'animation. Cela permet d'évaluer sa maîtrise, mettant en adéquation thèmes et matériaux avec subtilité. Deux armées d'allumettes pour la bête guerrière qui ne sait que casser du bois, livrant en sept minutes le monde à l'embrasement et à la calcination (*Confit*, 1983). De la pâte à modeler pour un sketch pugilistique d'une plasticité et d'un punch désopilants (*Boxe*, 1985). Deux bouts de ficelle pour illustrer les liens précaires du mariage, ou comment un couple s'use jusqu'à la corde (*Le Mariage*, 1987). Du fil de fer pour ce personnage issu d'une bobine de même texture, dont la matière lui sert à construire un monde, avant de l'anéantir en l'encerclant (*Fortures*, 1987, Grand Prix du court métrage de Cannes). Retour à la pâte à modeler enfin, avec *Le Loup gris et Le Petit Chaperon rouge* (1990), qui propose une adaptation féroce et musicale du conte de Perrault à l'heure de la perestroïka. Le loup y est édenté et hurle à la Lune des standards américains, la babouchka habite Paris, et le petit chaperon rouge chanteonne, optimiste, le retour du temps du muguet. Jacques Mondelbaum

MUSSULMAN

Film russe de Vladimir Khotienko, avec Evgueni Mironov, Nina Usatova, Evdokia Germanova, Alexandre Bakhov (1 h 50). Jeune paysan russe envoyé combattre en Afghanistan et fait prisonnier par les moudjahidines, Kolia rentre au village après dix ans de captivité. Sa mère, son frère et ses voisins avaient bien sûr leur joie, et une rasade de vodka supplémentaire, en découvrant que le garçon est devenu musulman pratiquant au contact de ses gardiens. Sa présence servira de révélateur des turpitudes de la société russe, qui semblent s'être déposées comme autant de sédiments fangeux : au plus profond, l'archaïque soumission du moujik et sa saleté congénitale, la bigoterie, la violence brute et l'alcôolisme militant ; au-dessus, les tares du régime soviétique, conformisme et paresse, bureaucratie et combine ; enfin, la récente et déjà malodorante couche de miasmes capitalistes, appât du gain effréné, fascination pour le dollar, etc. L'ensemble constitue un portrait particulièrement noir et vigoureux de l'« être russe ». Maniant tour à tour le réalisme le plus âpre, le burlesque et la fantasmagorie, Khotienko mène sa charge saine au clair, estoquant péquenots et apparatchiks, prostituées et affaiblis. Kolia, incarné par Evgueni Mironov, au visage d'ange serin au milieu des brailards boursoufflés et des viragos, grandit en beauté et en dignité au fur et à mesure que les autres s'enfoncent. Le film ne manque ni de fougue ni de rage, le discours est pourtant tellement systématique qu'il en devient assez déplaçant, tandis que le récit finit par tourner en rond. Et, tout à sa dénonciation, le cinéaste est amené à faire de son héros, « vrai croyant » à l'islamisme rigoureux, un parangon de vertus humanistes, ce qui est pour le moins discutable. J.-M. F.

CAREFUL

Film canadien de Guy Maddin, avec Kyle McCulloch, Gosta Dobrowolska, Sarah Neville, Brent Neale (1 h 40). Issu d'un *underground* tardif incubé dans la ville canadienne de Winnipeg, le cinéma de Guy Maddin perpétue quelques traits constitutifs du genre : esthétique artisanale, goût de la provocation, inclination au détournement. Mais la fraîcheur iconoclaste des débuts s'est vaguement le rance dans ce film de 1992. De la pellicule alternativement teintée en jaune, rouge ou violet, un décor de carton-pâte, quelques modestes trucs et un cadrage serré en constituent les oripeaux formels. Quant à l'histoire, elle se situe dans un bourg alpestre nommé Tolzbad, et décèle sur le mode d'un conte fantastique les amours croisées, incestueuses et sanglantes de deux familles du cru. Du Bergman de foire greffé sur un film de montage de Leni von Riefenstahl. L'exercice est plutôt farfelu, mais non moins pathétique dans sa recherche très confinée du bizarre pour le bizarre. J. M.

CANADIAN BACON

Film américain de Michael Moore, avec Alan Alda, John Candy, Rhea Perlman, Kevin Pollak (1 h 32). La guerre froide est terminée, la situation économique et sociale n'est pas brillante. Pour retrouver sa popularité, le président des Etats-Unis et ses conseillers décident de désigner de toute pièce un nouvel ennemi de l'Amérique dans l'espoir de ressouder la nation et de remporter la prochaine élection présidentielle. Les Canadiens joueront ce rôle. Echauffés par la propagande, trois Américains moyens (deux chefs et un chômeur) habitant une petite ville près de la frontière partent vers Toronto pour une expédition punitive qui va vider à l'équipée burlesque et manquer provoquer une guerre nucléaire. *Canadian Bacon* est le premier film de fiction de Michael Moore, qui s'est fait connaître par *Roger et moi*, documentaire acide sur le chômage et la politique sociale de General Motors. Il réalise ici une pochade dont l'argument absurde évoque à la fois *La Souris qui rugissait* de Jack Arnold et *Docteur Folamour* de Stanley Kubrick. La charge contre le militarisme et le chauvinisme est certes sympathique, mais la mollesse de la réalisation et l'absence de rythme empêchent le film d'atteindre sa cible et de dépasser la blague de chansonnier. J.-F. R.

LE MONDE EST UN GRAND CHELM

Film d'animation d'Albert Hazon Kaminski, d'après les contes d'Isaac Bashevis Singer (1 h 16). Adapté de quatre contes pour enfants de l'écrivain yiddish Isaac Bashevis Singer, ce dessin animé conduit droit à Chelm, la ville des sottis du folklore ashkénaze. Celle-ci même sur laquelle l'ange chargé de distribuer équitablement la bêtise lors de la création du monde a déversé tout entier le contenu de son sac. Aaron, un orphelin de dix ans, son oncle Schlemiel, bedeau de la synagogue, ses trois filles conçues comme des remèdes au mariage, Zlateh la chèvre, un petit lutin gaffeur nommé Lantuch et bien d'autres personnages y composent une société sottement paisible. Mais un affreux sorcier, dérobant le Livre des merveilles de Chelm, fabrique grâce à lui un Golem qui détruira le village avant d'être mis hors d'état de nuire par Aaron. La naïveté du trait, la vive palette des couleurs, l'innocence du propos évoquent davantage un pastiche de Disney qu'une adaptation attentive, sinon à la modernité de Singer, du moins à la spécificité d'un monde aujourd'hui anéanti. Une partition musicale au style pompier et des chorégraphies à la *Rabbi Jacob* accentuent, si besoin était, ce rapport appauvri à la culture juive d'Europe orientale. J. M.

Le regard pessimiste de Jodie Foster sur la petite-bourgeoisie américaine

Week-end en famille. L'impossible réconciliation des générations vue par une vraie cinéaste

Film américain de Jodie Foster, avec Holly Hunter, Robert Downey Jr., Anne Bancroft, Geraldine Chaplin (1 h 45).

Comme tous les ans, selon la tradition américaine, Claudia Larson va passer les fêtes de Thanksgiving en famille à Baltimore. Visiblement à contrecœur, elle sacrifie ainsi à une corvée rituelle, retrouve les membres d'une famille dont elle s'est éloignée, subit les conseils mal avisés et l'indiscrétion de sa mère, constate à nouveau l'excès d'effacement de son père, réentend les élucubrations d'une tante écrivaine, s'afflige silencieusement du conformisme résigné de sa sœur mariée à un employé de

banque. Cette année, pourtant, son frère va lui présenter un homme qui pourrait changer sa vie.

Le deuxième film réalisé par Jodie Foster n'a pas l'air de ce qu'il est. Un tel résumé pourrait en effet facilement faire craindre une chronique naturaliste de plus, ou une comédie familialiste comme on en fait tant à Hollywood. Mais dans *Week-end en famille*, les divers conflits qui divisent les personnages ne se résolvent pas dans une unanimité retrouvée. Les préventions de l'héroïne, rebelle aux retrouvailles annuelles, ne seront pas effacées par un scénario réconfortant. Le spectateur quitte le film avec le sentiment, malgré les différentes étapes d'un récit parfois gal, d'une im-

possible réconciliation des générations et des classes sociales, d'un inéluctable devenir médiocre des enfants de la petite-bourgeoisie américaine, d'une malediction.

Le regard de la cinéaste est si pessimiste, que même l'ébauche d'histoire d'amour entre Claudia Larson et l'invité de son frère paraît immédiatement fragile et éphémère. Jodie Foster termine son film, juste après l'évocation d'un souvenir d'enfance partagé entre le personnage principal et son père, par la projection de films de famille réalisés en super-huit. Ils montrent, furtivement et maladroitement comme tous les *home movies*, des moments de l'enfance et de la jeunesse des protagonistes. Une telle manière

de conclure pourrait être interprétée comme la possibilité d'une union des contraires grâce à la mémoire d'un âge d'or, celui de l'enfance. Il s'agit de l'inverse. Les pauvres images grandjeunes et floues du passé ne signifient rien.

Succédant à la précision et à la définition du 35 mm, elles prennent le statut d'images mentales, créent littéralement la perception d'une barrière entre le passé et le présent, entre la réalité et ses significations imaginaires. *Week-end en famille* confirme ainsi ce que l'on savait depuis son premier film, *Le Petit Homme*, Jodie Foster est une cinéaste.

Jean-François Rauger

ANIMÉE SPECTACLES

CIRQUE D'HIVER-BOUGLIONE

110 rue Amiot - 75011 Paris - Métro: Filles du Calvaire

PIAF

30 ARTISTES ET MUSICIENS SUR SCÈNE

1^{re} Comédie Musicale sur la Vie d'EDITH PIAF

Concept et mise en scène de ROBERT ROSS avec la collaboration de JANY LOUIS MARQUET
Mise en scène de JACQUES DUCLOY Assisté de CECILIA ZANZA
Scénographie MICHEL LAUNAY • Lyrics CLAUDE LEMELLE • Arrangements Musicaux OLIVIER LUNOTTE
avec NATALIE CERDA dans le rôle d'Edith Piaf • CHRISTIAN CASTEL et la participation de CLAUDE VEGA

CONCERTS

MERCREDI 29 FÉVRIER - 12 h 45

THÉÂTRE DU CHÂTELET

MIDIS MUSICAUX

Dagmar Peckova,

mezzo-soprano

Roger Vignoles, piano

WAGNER - SLAVICKY

VENDREDI 1^{er} MARS - 12 h 45

THÉÂTRE DU CHÂTELET

MIDIS MUSICAUX

Kandinsky Trio

MOZART

DIMANCHE 3 MARS 17 heures

THÉÂTRE DU CHÂTELET

CONCERT

Anne-Sophie von Otter, mezzo

Malcolm Martineau, piano

FAURÉ - SIBELIUS - SCHUBERT

LES PUBLICATIONS du Monde

Un ancien numéro vous manque ?

3615 LEMONDE

Hôtel de la Monnaie

11, rue de la Monnaie - 75001 Paris - Tél. 39 73 67 26

7 février au 28 avril

Eugénie Hartley

à Beaumarchais

avec Alain Mottet

spectacle de Flore Bernard

« Barberousse », le chef d'œuvre « maudit » de Kurosawa

Une rétrospective consacrée au cinéma japonais permet la redécouverte d'une des plus pures réussites du maître japonais

FESTIVAL DE CINÉMA JAPONAIS : 1935-1945. Cinéma L'Arlequin. 74, rue de Rennes, 75006 Paris. Lire le programme détaillé dans la page « guide ».

En même temps qu'une des réalisations les plus ambitieuses du cinéaste, et une de celles qui lui sont le plus chères, *Barberousse* est un des films « maudits » de Kurosawa. Profitant des moyens très importants mis à sa disposition, il a fait recréer avec une minutie extrême un village de la fin de l'ère Tokugawa (XIX^e siècle), s'est octroyé plus de deux années de tournage et a utilisé jusqu'à cinq caméras 70 mm pour la réalisation de certaines scènes. Ces conditions de production exceptionnelles ont rendu illusoire l'ambition de rendre le film accessible à un large public japonais d'un film de succès commercial par sa durée (3 heures) et qui ne connaît à l'étranger qu'une distribution limitée et différée (sorti au Japon en avril 1965, *Barberousse* ne fut distribué en France qu'en 1978). A la suite de cet échec financier, Kurosawa accepta les propositions des producteurs américains, dont aucune ne devait se concrétiser : un projet consacré au général Custer avorta, de même que celui de *Ran* (révisé en 1985 par Andrei Konchalovskii), avant que Kurosawa ne soit contraint d'abandonner le tournage de *Tora!*

Tora! Tora! Tora! Ce ne fut donc qu'en 1970 qu'il put réaliser un nouveau film (le génial *Dodescaden*), dont l'échec le conduisit à commettre une tentative de suicide, le 22 décembre 1971.

Dès les premières images, filmées en CinémaScope par Anshun Nakai et Takao Saito, deux des chefs opérateurs attachés de Kurosawa, la maîtrise du cinéaste, qui était alors âgé de 53 ans, s'impose. L'exposition de *Barberousse* apparaît, en effet, comme un modèle : suivant pas à pas un jeune médecin (Yasumoto), Kurosawa filme la vie de l'hôpital que dirige Barberousse, personnalité décrite d'emblée comme extrêmement impressionnante et que Yasumoto et le spectateur ne découvriront qu'en bout d'une dizaine de minutes. Le temps notamment pour Yasumoto d'apprendre que « l'odeur de fruit pourri » qui flotte sur l'établissement est en fait celle de la misère. Le temps également pour Kurosawa de faire preuve d'une incroyable fluidité de réalisation, assurée par une succession de travellings d'accompagnement qui saisissent les évolutions des protagonistes pour permettre la visite de l'hôpital, mais surtout assurent la transition d'un personnage à l'autre, le passage d'un motif à un autre. Ces motifs, le film s'applique ensuite à les reprendre et à les développer, au cœur des entrelacs d'un scénario (adapté d'un roman

de Shuguro Yamamoto) dont la vertigineuse complexité architecturale se révèle d'une rapidité bouleversante.

Se trouve ainsi définie dès l'ouverture la mise en relation, qui sera en permanence assumée par le film, entre la maladie et la misère, matérielle ou morale. Un des thèmes dominants de l'œuvre de Kurosawa, qui avait déjà développé à plusieurs reprises et qui en sonde la richesse et en creuse les

comprend qu'il ne se réalisera qu'en acceptant de se sacrifier pour sauver les autres. Sauver ne signifie pas forcément guérir, puis qu'ainsi bien « aucune maladie ne peut être guérie de façon certaine », mais assumer la condition humaine dans sa plénitude.

Ce foisonnement d'intrigues et de destins, qui donne au film sa matière et à l'œuvre sa signification profonde, produit une infinité de moments qui paraissent uniques

Une succession de travellings d'accompagnement saisissent les évolutions des protagonistes, mais surtout assurent la transition d'un personnage à l'autre, le passage d'un motif à un autre

multiples prolongements grâce à une succession de récits croisés ou à effets de miroir, qui associent passé et présent, et confondent la destinée des médecins et celle de leurs malades. Chacun de ces récits, du plus simple au plus complexe, s'organise à partir ou autour de la mort, de ces derniers instants que Barberousse qualifie de « sublimes » et qu'il appartient au jeune docteur d'apprendre à apprivoiser, en même temps qu'il découvre le sens du pardon et

et dont la simplicité fait la grandeur. Un homme confesse avant de mourir que sa femme s'est suicidée en lui demandant de la serrer très fort, de sorte que s'enfoncent en elle le poignard dont elle s'est armée. Une orpheline de douze ans, contrainte par sa tante à se prostituer, frotte mécaniquement et inlassablement quelques centimètres carrés de sol. Un enfant est obligé de voler pour nourrir ses parents, dont il affirme que « la pauvreté leur a ôté le bon sens » ; lorsqu'il est

arrêté, sa famille décide d'un suicide collectif... Le désespoir n'a pourtant pas sa place dans le monde que peint Kurosawa, cinéaste qui affirme sa confiance en l'être humain avec d'autant plus de force qu'il progresse dans l'exploration de la misère et en parfait le tableau. Cheminement singulier, par lequel l'artiste trouve dans l'absolue perfection à laquelle il tend sa sérénité d'homme, et qui permet au cinéaste de faire naître des instants de pur comique (la leçon de jiu-jitsu administrée par Barberousse) sans pour autant rompre l'harmonie de son film.

Selon Kurosawa lui-même, sa recherche de la perfection a pourtant été contrariée par Toshiro Mifune, qui refusa de le suivre dans sa définition du personnage de Barberousse. L'acteur insista pour faire du médecin une sorte de héros bâti d'une pièce, fait de certitudes et d'assurance, quand le metteur en scène voulait ménager des zones d'ombre, laisser entrevoir des faiblesses. *Barberousse* mit ainsi fin à la collaboration entre Kurosawa et celui qui avait été, pendant dix-sept ans, son acteur fétiche. En cela également, *Barberousse* est pour le metteur en scène un film maudit. Dont il faut souhaiter que le retour en pleine lumière permette de lui redonner enfin la place qui est la sienne.

P. M.

DÉPÊCHES

■ Les indépendants créent l'UDIC, Union des indépendants du cinéma qui regroupe les organisations professionnelles des différents secteurs (production, distribution, exploitation) ainsi que les réalisateurs, et « tous ceux qui se reconnaissent dans le combat des indépendants », indique son bulletin de naissance. Né des Assises du cinéma indépendant du 25 janvier, l'UDIC appelle notamment à une refonte du système d'aide sélective et à un meilleur soutien par les chaînes du service public des films qu'ils défendent.

■ La BIFI va ouvrir ses portes au public à la rentrée 1996. Prévue pour s'installer dans le futur Palais de l'Image (au Palais de Tokyo) en compagnie de la Cinémathèque française et de la Femis, la Bibliothèque de l'Image-filmothèque a décidé de ne pas attendre l'ouverture toujours repoussée de ce lieu, et de s'installer temporairement dans des locaux indépendants, près de la Bastille. Elle mettra à la disposition des chercheurs l'ensemble des archives consacrées au cinéma qu'elle a réuni à partir des principales collections jusqu'à présent dispersées.

■ 52 % des Français vont au cinéma au moins une fois par an, selon un sondage du magazine de la SNCF *Grandes Lignes*/TGV, à l'occasion des Césars. Les plus cinéphiles sont les 15/24 ans (48 % une fois par mois), et les moins cinéphiles les 65 ans et plus (6 %). Les plus fidèles sont les Franciliens avec un score de fréquentation de 84 %. L'enquête a établi que les Français habitent en moyenne à seize minutes du cinéma le plus proche.

Lettre de Grande-Bretagne

Warner a annoncé la construction à Londres d'un complexe de studios et de parc de loisir à thème cinématographique, en partenariat avec la société britannique MAI. D'un montant d'environ 1,7 milliard de francs, cet investissement doit encore recevoir l'accord de la municipalité, le projet se situant sur la « ceinture verte » de Londres, à Hammersmith, dans l'ouest de la capitale. Ce Warner Brothers Movie World contiendra 5 000 mètres carrés d'installations de production, le reste des

60 hectares étant voués au parc à thème où seront célébrés les personnages célèbres de la fiction, du Humphrey Bogart de *Casablanca* à « The Mask » en passant par Tom et Jerry, Bugs Bunny ou Superman. Tout en confortant la place de la Grande-Bretagne comme tête de



point européen pour Hollywood, cette alliance devrait permettre la poursuite du développement de MAI, société à l'origine spécialisée dans le courtage des devises. Son patron, le milliardaire travailliste Lord Hollick, a entrepris d'en faire un géant de l'audiovisuel en devenant propriétaire de stations de télévision régionales, puis copropriétaire de la chaîne Channel 5 et du circuit de salles australien Village Roadshow. Après son alliance avec le groupe de presse britannique United News, son accord avec Warner pourrait lui ouvrir l'accès à l'immense catalogue d'images de Warner.

Lettre d'Amérique

Les anniversaires se suivent mais ne se ressemblent pas. Hier, *Tudor Driver* célébrait ses vingt ans ; aujourd'hui, c'est au tour du *Rocky Horror Picture Show* (même âge). Contrairement au film de Scorsese, celui de Jim Sharman fut tenu pour un échec. Mais on ne tue pas si facilement « le doux travesti de la

transsexuelle *Transylvanie* », comme se présente le Dr Frank-N-Furter incarné par Tim Curry. Devenu film culte, *The Rocky Horror Picture Show* a fait l'objet de plusieurs livres, d'une douzaine de thèses de doctorat, d'une série de disques compacts, d'une autre de Karaoke. Dans les cent cinquante salles nord-américaines où il continue de se jouer (les vendredis et

samedis à minuit), c'est le happening permanent : on y vient en cape, porte-jarretelles et talons aiguilles (les hommes), on glapit de terreur aux moments qu'il convient ; on chante en chœur avec « Brad » et « Janet », et lorsque celle-ci se protège de l'averse avec un journal, on lui lance : « Achète-toi un parapluie, idiot ! » C'est autant pour *Dead Man Walking* que pour *Rocky Horror... que Susan Sarandon fut récemment l'invitée d'honneur du carnaval annuel des étudiants de Harvard. Deux des trois salles new-yorkaises où « vécut » le film ont disparu ; il vient de refaire surface au Village East où l'on prépare déjà, pour avril, un « happy birthday » qu'on nous promet « à tout casser »...*

Henri Béhar

Le 46^e Festival de Berlin a confirmé la fracture entre films de prestige et cinéma novateur

BERLIN de notre envoyé spécial L'attribution de l'Ours d'or du 46^e Festival de Berlin au film de Ang Lee *Rain et sentiments* (lire la critique page 27) a sanctionné le manque de densité et de personnalité d'une sélection qui sacrifiait l'histoire réelle des œuvres sur l'autel du prestige. Prestigieux, les noms des réalisateurs et des acteurs appelés à concourir l'étaient assurément. Mais, derrière cette vitrine étincelante, où se sont proménés notamment Emma Thompson, Jodie Foster, John Travolta, Danny DeVito et Bruce Willis, les films présentés se sont révélés d'un classicisme faisant souvent académisme. Aussi bien le jury présidé par Nikita Mikhalkov n'avait-il pas vraiment le choix, et il ne pourra guère lui être reproché que d'avoir « oublié » d'inscrire à son palmarès le *Mahjong* d'Edward Yang, seul film de la sélection officielle à témoigner d'un peu d'audace et d'originalité.

Est également absente à l'heure des comptes, la nouvelle réalisation de Stephen Frears, *Mary Reilly*, un des films les plus attendus de la compétition, qui relève d'abord du jeu littéraire : Mary Reilly, interprétée par Jodie Foster, est servante chez le docteur Jekyll (John Malkovich), dont l'histoire est ainsi racontée de son point de vue. Principe de départ intrigant, qui révèle cependant assez vite ses limites. En effet, si Mary ignore, en toute logique, l'histoire de Jekyll et Hyde, le spectateur a sur elle un roman et quelques films d'avance. La malheureuse en vient donc à découvrir progressivement ce que chacun sait dès avant que le film ne commence. Le choc entre cette ignorance et cette connaissance d'un des mythes les plus forts de la littérature et du cinéma fantastiques n'est pas, en soi, suffisamment exploité par le scénario, dû à Christopher Hamp-

ton, pour que le film s'en nourrisse durablement. En revanche, Stephen Frears s'applique à développer le thème du désir et de l'incoscience confrontés à l'ordre social. C'est ce qui fait le prix du film, qui offre de surcroît une intéressante représentation de la société anglaise et une vision souvent saisissante des bastions de Londres, recréés surtout grâce au remarquable travail du directeur de la photographie Philippe Rousselot.

ESTHÉTIQUE CONVENTIONNELLE « Cette approche pas entièrement convaincante mais marquée par une vraie personnalité de cinéaste, les juries de la Berlinale ont donc préféré l'inscription assez anonyme, par Ang Lee, de l'adaptation du roman de Jane Austen par Emma Thompson (dont la personnalité a beaucoup compté à l'évidence dans l'attribution de l'Ours d'or), ou encore le travail sans surprise de Bo Widerberg évoquant un épisode de sa propre adolescence (*La Beauté des sens*). De manière plus étonnante, ils ont également choisi de désigner le film japonais *Le Village de mer rêver*, de Yoichi Higashi, évocation sans saveur de l'existence rurale de deux frères jumeaux. On savait que Nikita Mikhalkov appréciait les belles images ensoleillées, mais pas au point d'en faire un critère déterminant dans l'établissement d'un palmarès en tête duquel apparaissent effectivement quatre films caractérisés essentiellement par un style narratif et une esthétique très conventionnelle.

Prix du meilleur réalisateur, esquisse avec Richard Loncraine pour *Richard III*, adaptation décapitée de l'œuvre de Shakespeare, le Chinois Yim Ho s'inscrit, en effet, dans une même veine. *Tai Fong Yu* (*Le Soleil a des oreilles*) décrit la destinée d'une paysanne pauvre et belle, séduite et mariée à son mari

par un redoutable officier. Pour décrire la campagne chinoise des années 20, à travers cette histoire de passion amoureuse, de pouvoir et de mort, le film multiplie les raffinements esthétiques, au fil d'images soigneusement composées, dont les rouges et les gris se conjuguent harmonieusement. La force et la cruauté de l'histoire et, surtout, la définition du personnage féminin, qui traverse une série d'épreuves épouvantables, permettent par moments à Yim Ho d'évacuer le caractère trop souvent décoratif de sa réalisation. Le film aurait pu valoir à l'actrice Zhang Yu un prix d'interprétation.

Le jury a préféré récompenser la composition d'Anouk Grinberg dans le film de Bertrand Blier *Mon homme*. Prix de la meilleure actrice, donc, pour la comédienne, au côté de Sean Penn, à juste titre récompensé pour le rôle du tueur condamné à mort, dans le film de Tim Robbins *Dead Man Walking*. Quant au prix honorifique décerné à Andrzej Wajda, il vient un peu tard pour un cinéaste dont le film présenté à Berlin, *Semaine sainte*, est loin de compter parmi les réussites.

Ce ne fut pas le seul hommage rendu par la Berlinale, qui célébra également la mémoire de William Wyler et honora, en leur présence, Ella Kazan et Jack Lemmon, avant de présenter une magnifique copie restaurée du *Faust* de Murnau (1926). Pour ce qui est du cinéma

d'aujourd'hui, et plus encore de celui de demain, l'un et l'autre étrangement absents de la sélection officielle, il fallait assister aux projections organisées dans le cadre du « Forum ».

A l'exception de celle du cinéaste américain Todd Solondz, réalisateur de l'émouvante comédie grinçante qu'est *Welcome to the Dollhouse* (*Le Monde du 22 février*), pas de révélation majeure à la non plus. Mais quelques confirmations, comme celle du retour sur la scène internationale du cinéma japonais, et surtout le sentiment global d'une véritable vitalité, qui s'épanouit en marge de la production conventionnelle.

Mais, entre la sélection officielle, qui garantit au Festival la couverture médiatique nécessaire à son existence, et les sections parallèles, le passage semble désormais se faire difficilement. Ce problème d'étalement, commun à tous les festivals internationaux, Cannes excepté, constitue sans doute le signe le plus inquiétant pour l'avenir du cinéma.

Entre les productions qui entretiennent, face à la télévision notamment, l'illusion du caractère prestigieux du cinéma, et les films qui témoignent d'une véritable ambition, d'un réel désir d'appréhender le monde et d'en questionner les modes de représentation, la fracture ne cesse de s'élargir.

Pascal Mérieux

LES ENTRÉES À PARIS


■ Nouvelle domination américaine écrasante cette semaine. Les deux principales nouveautés anglo-saxonnes se taillent un joli succès. *Heat* a 155 000 dans 36 salles (performance remarquable, compte tenu de la durée du film, qui en limite le nombre de séances) et *Babe* à 75 000, dans 40 salles. Leurs deux concurrents français, il est vrai avec beaucoup moins d'écrans à leur disposition, sont loin derrière : *Les Grands Ducs* attirent 57 000 spectateurs dans 22 salles, et *Golden Boy* 15 000, dans 13 salles.

■ L'approche des vacances scolaires est, comme souvent, propice aux productions d'outre-Atlantique, comme en témoigne aussi le reste du classement. Seven reste très en vogue, avec encore 118 000 entrées, soit l'impressionnant total de 868 000 en quatre semaines. *Jumanji* est à 84 000 en deuxième semaine (total : 206 000), *Espion rebelle* attire 37 000 amateurs en troisième semaine, bien que son audience décroisse rapidement (total : 253 000).

■ Et Woody Allen, qui est tout de même américain quoique résolument non hollywoodien, confirme son succès avec 90 000 adhérents de *Maudie Apatowich* en deuxième semaine, soit un total de 230 000. Alors que le meilleur score obtenu à ce jour par un film français sorti depuis le 1^{er} janvier est celui de *Mon homme*, avec 137 000 entrées au total, dont seulement 10 000 au cours de sa quatrième semaine d'exploitation. Dans l'attente de nouveautés plus performantes, il reste à espérer que l'attribution des Césars, le 2 mars, redonnera de l'élan à un ou deux titres de l'année passée.

J.-M. E.

■ Source des chiffres : *Le Film français*.



HEAT

"DEUX MONSTRES
DANS UN POLAR DEMENT"

Observateur

مذمن الإهل

Ergas 1968a,b,c;
Yorgos Michalakopoulos, Dora Volanaki.
Grec (z h 58).
UGC : Lucernaire, #f (45-44-57-34) ; Desferfert, dolby, #f (43-41-21-01) ; L'Entre-pôt, #f (45, 43-43-61-31).

LA ROUE
de Morschedel Islam.
Javeç Amindur Khui, Morgan Freeman, Gwyneth Paltrow, John C. McKinley, Endre Rahman, Dilara Zaman, Golam Raziul Selim.
Bangladesh (1 h 05).
UGC : 14-Juillet, résonance, #f (36-68-69-23).
SEVEN (*)
de David Fincher.
Javeç Brad Pitt, Morgan Freeman, Gwyneth Paltrow, John C. McKinley, Endre Rahman, Dilara Zaman, Golam Raziul Selim.
Américain (2 h 10).
UGC : UGC Ciné-clés les Huites, dolby, #f (36-68-68-38) ; UGC Odéon, #f (36-68-68-37-62) ; Gaumont Parisienne, dolby, #f (36-68-68-37-62) ; UGC 20-20-10 ; UGC Normandie, dolby, #f (36-68-49-56) ; Gaumont Opéra-Français, dolby, #f (36-68-75-35) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Bestille, 1# (43-37-90-81) ; Gaumont Gobelins France, dolby, #f (36-68-75-35) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Bestille, 1# (43-37-90-81) ; Gaumont Parisienne, dolby, #f (36-68-75-35) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 1#f (45-75-79-79) ; 36-68-69-24 ; Bienvenue Tommasse, dolby, 1#f (36-68-64-72) ; réservation : 40-30-20-10 ; Maillo, dolby, 1#f (36-68-71-23) ; Fata Morgana, 1#f (36-68-68-22).

George V. Dolby, 8^e (36-68-43-47); 14-Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81; 36-68-

Japard,
 Japonais (1 h 55),
 VO : Réflex Médicos II, ♀ (38-68-48-24),
 SMOKE
 de Wayne Wang,
 avec William Hurt, Harvey Keitel, Stockard
 Channing, Harold Perrineau Jr.,
 Ashley Judd, Forest Whitaker,
 Américain (1 h 50),
 VO : Gaumont les Hells, dolby, 1e (38-
 68-75-75 ; réservation : 40-30-20-10) ;
 Les Trois Luxembourg, ♀ (46-33-97-77 ;
 35-65-70-43 ; réservation : 40-30-20-
 10) ; Saint-André des Arbs-II, dolby, ♀
 (43-26-80-25) ; Publicis Champs-Élysées,
 ♀ (47-20-76-23 ; 36-68-75-75 ; ré-
 servation : 40-30-20-10) ; La Bastille, 11
 (43-67-48-60) ; Gaumont Parmase, 14

(36-58-17-33); *reservation*: 40-30-20-10); *Grand Pavots*, *dolby*, 1^{re} (45-54-46-85; *reservation*: 40-30-20-10).
STRANGE DAYS (**) de Kathryn Bigelow, avec Ralph Fiennes, Angela Bassett, Juliette Lewis, Tom Sizemore, Michael Wincott, Vincent D'Onofrio. Américain (2 h 25).
VO: UGC Châ-té les Halles, *dolby*, 1^{re} (36-68-58-58); *George-V*, R (36-68-43-47); *Miramax*, R (36-68-04-73; *reservation*: 40-30-20-10).

SUR LA ROUTE DE MADISON,
de Clint Eastwood. Mary McCormack, An-
nie Corley, Victor Slezak, Jim Haynie,
Sara Kathryn Schmitt.
Américain (2 h 15).
V.O. : 14-Juillet : Beaubourg, dolby, 3°
(36-68-10-23) ; Cinoches, 6° (46-33-10-
52) ; Denfert, dolby, 14° (43-21-41-07) ;
Grand Pavols, dolby, 15° (45-54-46-85) ;
Grand Pavois, dolby, 15° (45-54-46-85) ;
Saint-Lambert, dolby, 15° (45-32-91-68).

de Romain Servais.
 Yves Aron, Muelier-Stahl, Richard Katz-
 an, Elliott Spiers, Karla Studt, Chris
 Lampron, Daniel Emfjork.
 Oïgo-allemand-français (1 h 20).
 VF: Épée de Bois, 5 (43-37-57-47);
 Départ Parmasiers, 14P (43-20-32-20); ré-
 insertion, 40-20-20-10. VF: Épée de
 Bois, 5 (43-37-57-47).
 THIRTY-TWO SHORT PILLS
 ABOUT GLENN GULD
 de François Girard.
 Yves Colm Feore, Bruno Monsiegeon,
 Jehudi Menuhin, Margaret Pascu, Jas-
 te Greig.
 Canadian (1 h 30).
 5P: Refers to Médica-1, 5P (36-58-48-24).

avec Tom Conti, Miki Manojlović, Maria Casarès, Zorka Manojlović, Senei

européen.
Européens (2 h 47).
 RD : Images d'Ailleurs, 5° (45-57-18-09 ; 45-58-02-21) ; Denfert, Dolby, 16° (43-28-11-41-07) ; Sulpice, Paramount, 14e (43-28-11-42-01) ; révélation : 40-30-20-10).
MITTIGSTEN
 de Derek Jarman,
 avec Karl Johnson, Michael Gough, Tim
 la Swinton, John Quentin, Kevin Col-
 anses, Clancy Chassy.
 britannique (1 h 15).
 RD : Épiques de Bois, 5° (43-37-57-47).

ESPÈCES

JENNIE HALL,
 le Woody Allen,
 avec Woody Allen, Diane Keaton, Tony
 Danza, Richard Dreyfuss.
 Américain, 1977 (1 h 33).
 RD : Le Champo-Espace Jacques-Tati,
 4° (34-54-51-60).
SARBERGENSEN
 de Akira Kurosawa,
 avec Toshirô Mifune, Yuzo Kayama,
 Kamatari Fujiwara, Kyoko Kagawa.
 japonais, 1965, noir et blanc, copie
 neuve (3 h).
 RD : L'Éclaircin, 6° (36-68-48-24 ; réser-
 vation : 40-30-20-10).
ENTER EST A LUI
 de Raoul Walsh,
 avec James Cagney, Virginia Mayo, Ed-
 ward G. Robinson, Margaret Wycherly,
 Charles Coburn, Arthur Godfrey.
 Américain, 1943, noir et blanc (1 h 52).
 RD : Reflet Médias, salle Louis-Journet
 (36-68-48-24).
 Films Interarts aux mois de 12 ans.
 Films Interdits aux moins de 16 ans.

LES FILMS PARISPROVINCE

6615 MONDE

tél. : 36-68-03-78 0235 F/m/m

Les soirées
cable et satellite
TV

TOUS LES FILMS PARIS/PROVINCE
3 615 LEMONDE
ou tél. : 36-68-03-78 (2/23 F/mn)

■ **AUDIOVISUEL** : le résultat net d'UGC-DA, filiale du groupe UGC spécialisée dans la vente des films de cinéma aux télévisions, a atteint 45 millions de francs (part du groupe) en 1995, contre 21 millions en 1994. Le chiffre d'affaires 1995 a progressé de 19,2%, pour atteindre 415,8 millions (548,5 millions en 1994). Le résultat net consolidé s'établit à 51,8 millions (28,2 millions en 1994). Ces données n'intègrent pas le groupe Uniligne, dont UGC-DA a pris le contrôle au début de l'année.

■ **Le groupe Viacom** (MTV, Nickelodeon...), qui avait lancé et réussi une OPA sur Paramount en 1994, a annoncé qu'il souhaitait se défaire de sa filiale Blockbuster, acquise la même année. Ce réseau de boutiques de disques et de vidéo installées dans les grandes villes des États-Unis aurait des perspectives financières décevantes du fait de la concurrence des grandes surfaces. Blockbuster ne représente plus que 2 % des bénéfices du groupe. « Nous réfléchissons à la vente de nos activités musicales », a déclaré le vice-président de Viacom. En 1994, Blockbuster Music dégageait un cash-flow de 160 millions de francs, pour un chiffre d'affaires de 2,8 milliards.

■ **PRESSE** : le nouveau bureau de l'Association des journalistes économiques et financiers (AJEF) a été élu vendredi 16 février. Le président est Alain Verheul (Le Monde), Michel Gambal (France Inter) est vice-président, Olivier Samain (Europe 1) secrétaire général et Christine Kordelant (L'Entreprise) trésorière. À la suite des plaintes de l'AJEF concernant la dégradation des relations entre le gouvernement et les journalistes, le ministre de l'Économie et des Finances, Jean Arthuis, a décidé de reprendre les rendez-vous hebdomadaires de Bercy avec la presse, abandonnés après le départ de Pierre Bérégovoy en 1992.

M. Bassi quitte la présidence de la SFP

A la suite d'une grève du personnel, le président de l'entreprise publique de production audiovisuelle présente sa démission

MICHEL BASSI pouvait-il tout à la fois poser sa candidature à la tête de la Sofrad, puis de Radio-France puis, enfin, de l'Agence France-Presse (AFP) tout en gardant la confiance des personnels de la Société française de production (SFP), entreprise à la tête de laquelle il a été nommé en octobre 1993 ? Visiblement, Jean Arthuis et Philippe Douste-Blazy, les deux ministres de tutelle de la société publique, ont estimé qu'il était plus sain pour le gardien Michel Bassi de prendre la large.

La « démission » du président a donc été acceptée, mardi 27 février au soir. Un conseil d'administration devait examiner la décision mercredi 28. Michel Bassi sera remplacé par un inspecteur général des finances, Jacques Bayle, chargé de « préparer la SFP à la privatisation », indique le ministère de la Culture dans un communiqué.

Pour mieux préserver les apparences, le gouvernement a tenu à saluer « le travail accompli avec efficacité » sous la présidence de Michel Bassi, relevant ainsi son « souci constant d'entretenir un dialogue constructif avec le personnel de l'entreprise ». « Sous sa conduite, la SFP a maintenu ses compétences et développé son savoir-faire. Elle a également poursuivi ses efforts de redressement. » Le dernier acte de Michel Bassi aura été de faire cesser une grève destinée à étayer l'idée que le projet de loi fixant les conditions de privatisation de la Société française de production et les dispositions sociales d'accompagnement (dites « votes sociaux ») figuraient dans un seul et même

texte, comme cela avait été le cas pour TF1 en 1986. Faute d'une réponse claire, les salariés de la SFP avaient brutalement cessé le travail.

Au terme de négociations éclairées, les salariés ont obtenu gain de cause sur tous les points

Au cours de négociations éclairées, ils ont obtenu gain de cause sur tous les points, y compris sur la question des indemnités de licenciement et de départ à la retraite.

À la suite de cette action de trente-six heures, les organisations syndicales CGT, CFTD, CGC, FO,

mandatées par les personnels, ont signé lundi 26 février avec la direction de la Société française de production un avenant. Il sera annexé aux contrats de travail des salariés et doit préciser le régime des indemnités de licenciement, le maintien des avantages liés à la maladie, aux accidents du travail et à la maternité. Cet avenant forme un volet social, qui sera ajouté au projet de loi fixant les conditions de la privatisation de la société publique.

Quel bilan laisse Michel Bassi ? Celui d'un chef d'entreprise qui n'a pu éliminer son déficit sans jamais atteindre l'équilibre. La SFP, dotée d'un chiffre d'affaires avoisinant le milliard de francs, affichait 253 millions de pertes en 1993, puis 100 millions en 1994 et prévoyait un trou de 60 millions en 1995. La privatisation ne permettra sans doute pas de savoir si 1996 aura été l'année du miracle.

Yves Mamou

La CFTD dénonce la gestion « incohérente » du dossier

Selon les responsables du syndicat CFTD radio-télé, la démission de Michel Bassi de la SFP marque « un nouveau coup de barre incohérent » du pouvoir politique alors que « les négociations [avec le personnel] commencent à porter leurs fruits ». Les syndicats n'hésitent pas à dénoncer la gestion « désastreuse, incohérente et fâcheuse » du dossier de la SFP par les pouvoirs publics. Pour le syndicat, majoritaire dans l'audiovisuel public, le gouvernement a choisi le moment des négociations — sur le volet social de la privatisation — pour débaucher Michel Bassi.

Le CFTD, qui s'oppose à la nomination d'un inspecteur des finances pour remplacer Michel Bassi, affirme d'ores et déjà qu'il n'acceptera aucune remise en cause des garanties initialement acceptées pour les salariés de la SFP.

Les 27 chaînes thématiques proposées par AB Productions sont conventionnées par le CSA

LE CONSEIL supérieur de l'audiovisuel (CSA) a accordé, mardi 27 février, son conventionnement aux vingt-sept programmes thématiques préparés par AB Sat, filiale du groupe AB Productions (Le Monde du 27 décembre 1995), qui pourront ainsi être diffusés sur le câble en France à l'automne. Deux autres chaînes, destinées aux communautés juive et maghrébine, seront prochainement examinées par le CSA. L'intégralité du bouquet d'AB Sat sera retransmise, par satellite, au début de 1997.

Auparavant, onze programmes, diffusés via le satellite Eutelsat Hot Bird 1, devraient être repris sur les réseaux câblés suisses à partir du 2 avril. Ce premier bouquet devrait proposer un cocktail de programmes axés sur l'histoire, les séries, les dessins animés, les documentaires, l'humour, les films et les téléfilms policiers, l'aventure, les westerns, le rêve américain et les séries roses. Selon Yves Azeur, directeur de la communication d'AB Sat, ces onze chaînes seront commercialisées « entre 3 et 7 francs suisses (de 12 à 28 francs) ».

Principal producteur privé européen, AB Productions est le premier à tirer la leçon de la télévision numérique. Cette technologie, qui utilise la compression numérique, permet à un opérateur de diffuser, par satellite, jusqu'à dix programmes à la fois, aujourd'hui il ne passe qu'une chaîne. Le prix de la diffusion — de 25 à 30 millions de francs par an pour un canal satel-

lite — est donc divisé par le nombre de programmes retransmis.

AB Sat a acquis 15 000 heures de programmes et « signé des contrats avec les plus grandes télévisions européennes ».

Selon Claude Berda, PDG d'AB Productions, interrogé par Le Figaro, « demain les chaînes thématiques seront à la télévision ce que les magazines sont à la presse généraliste ». Selon lui, l'offre de programmes nouveaux sur le câble « ne concerne qu'une dizaine de chaînes souvent proposées à un prix dépassant les 200 francs. Notre proposition porte sur trente chaînes et sera faite à un prix très bas ». D'après Yves Azeur, le tarif de l'abonnement au bouquet complet « devrait s'établir autour de 200 francs ».

■ **DIFFÉRENCE AVEC CANAL PLUS** : A la différence de Canal Plus, qui cherche à acquérir des produits frais et exclusifs pour séduire et conserver ses abonnés, le bouquet d'AB Sat sera principalement alimenté par des rediffusions.

Du côté d'AB Sat, on reconnaît à demi-mot que ce bouquet ne devrait pas constituer un produit d'appel pour inciter les téléspectateurs à acquiescer à un équipement de réception par satellite et à un décodeur numérique. Selon Yves Azeur, AB Sat n'a pas encore choisi son décodeur numérique, ni son système de contrôle d'accès. Mais, selon lui, AB Sat « ne devrait pas faire cavalier seul ».

G. D.

MERCREDI 28 FÉVRIER

TF 1	France 2	France 3	La Cinquième	M 6	Canal +	Radio
13.00 Journal, Météo. 13.35 Reunions Magazine. 13.40 Les Fous de l'Europe. 14.00 Les Fous de l'Europe. 14.25 Sydney Police. Série. 14.30 Force de frappe. 14.35 Les Fous de l'Europe. 14.40 Les Fous de l'Europe. 14.45 Les Fous de l'Europe. 14.50 Les Fous de l'Europe. 14.55 Les Fous de l'Europe. 15.00 Les Fous de l'Europe. 15.05 Les Fous de l'Europe. 15.10 Les Fous de l'Europe. 15.15 Les Fous de l'Europe. 15.20 Les Fous de l'Europe. 15.25 Les Fous de l'Europe. 15.30 Les Fous de l'Europe. 15.35 Les Fous de l'Europe. 15.40 Les Fous de l'Europe. 15.45 Les Fous de l'Europe. 15.50 Les Fous de l'Europe. 15.55 Les Fous de l'Europe. 16.00 Les Fous de l'Europe. 16.05 Les Fous de l'Europe. 16.10 Les Fous de l'Europe. 16.15 Les Fous de l'Europe. 16.20 Les Fous de l'Europe. 16.25 Les Fous de l'Europe. 16.30 Les Fous de l'Europe. 16.35 Les Fous de l'Europe. 16.40 Les Fous de l'Europe. 16.45 Les Fous de l'Europe. 16.50 Les Fous de l'Europe. 16.55 Les Fous de l'Europe. 17.00 Les Fous de l'Europe. 17.05 Les Fous de l'Europe. 17.10 Les Fous de l'Europe. 17.15 Les Fous de l'Europe. 17.20 Les Fous de l'Europe. 17.25 Les Fous de l'Europe. 17.30 Les Fous de l'Europe. 17.35 Les Fous de l'Europe. 17.40 Les Fous de l'Europe. 17.45 Les Fous de l'Europe. 17.50 Les Fous de l'Europe. 17.55 Les Fous de l'Europe. 18.00 Les Fous de l'Europe. 18.05 Les Fous de l'Europe. 18.10 Les Fous de l'Europe. 18.15 Les Fous de l'Europe. 18.20 Les Fous de l'Europe. 18.25 Les Fous de l'Europe. 18.30 Les Fous de l'Europe. 18.35 Les Fous de l'Europe. 18.40 Les Fous de l'Europe. 18.45 Les Fous de l'Europe. 18.50 Les Fous de l'Europe. 18.55 Les Fous de l'Europe. 19.00 Les Fous de l'Europe. 19.05 Les Fous de l'Europe. 19.10 Les Fous de l'Europe. 19.15 Les Fous de l'Europe. 19.20 Les Fous de l'Europe. 19.25 Les Fous de l'Europe. 19.30 Les Fous de l'Europe. 19.35 Les Fous de l'Europe. 19.40 Les Fous de l'Europe. 19.45 Les Fous de l'Europe. 19.50 Les Fous de l'Europe. 19.55 Les Fous de l'Europe. 20.00 Les Fous de l'Europe. 20.05 Les Fous de l'Europe. 20.10 Les Fous de l'Europe. 20.15 Les Fous de l'Europe. 20.20 Les Fous de l'Europe. 20.25 Les Fous de l'Europe. 20.30 Les Fous de l'Europe. 20.35 Les Fous de l'Europe. 20.40 Les Fous de l'Europe. 20.45 Les Fous de l'Europe. 20.50 Les Fous de l'Europe. 20.55 Les Fous de l'Europe. 21.00 Les Fous de l'Europe. 21.05 Les Fous de l'Europe. 21.10 Les Fous de l'Europe. 21.15 Les Fous de l'Europe. 21.20 Les Fous de l'Europe. 21.25 Les Fous de l'Europe. 21.30 Les Fous de l'Europe. 21.35 Les Fous de l'Europe. 21.40 Les Fous de l'Europe. 21.45 Les Fous de l'Europe. 21.50 Les Fous de l'Europe. 21.55 Les Fous de l'Europe. 22.00 Les Fous de l'Europe. 22.05 Les Fous de l'Europe. 22.10 Les Fous de l'Europe. 22.15 Les Fous de l'Europe. 22.20 Les Fous de l'Europe. 22.25 Les Fous de l'Europe. 22.30 Les Fous de l'Europe. 22.35 Les Fous de l'Europe. 22.40 Les Fous de l'Europe. 22.45 Les Fous de l'Europe. 22.50 Les Fous de l'Europe. 22.55 Les Fous de l'Europe. 23.00 Les Fous de l'Europe. 23.05 Les Fous de l'Europe. 23.10 Les Fous de l'Europe. 23.15 Les Fous de l'Europe. 23.20 Les Fous de l'Europe. 23.25 Les Fous de l'Europe. 23.30 Les Fous de l'Europe. 23.35 Les Fous de l'Europe. 23.40 Les Fous de l'Europe. 23.45 Les Fous de l'Europe. 23.50 Les Fous de l'Europe. 23.55 Les Fous de l'Europe. 24.00 Les Fous de l'Europe.	12.30 et 13.40 Météo. 12.59 Journal. 13.45 Les Fous de l'Europe. 14.30 Les Fous de l'Europe. 14.45 Les Fous de l'Europe. 14.50 Les Fous de l'Europe. 14.55 Les Fous de l'Europe. 15.00 Les Fous de l'Europe. 15.05 Les Fous de l'Europe. 15.10 Les Fous de l'Europe. 15.15 Les Fous de l'Europe. 15.20 Les Fous de l'Europe. 15.25 Les Fous de l'Europe. 15.30 Les Fous de l'Europe. 15.35 Les Fous de l'Europe. 15.40 Les Fous de l'Europe. 15.45 Les Fous de l'Europe. 15.50 Les Fous de l'Europe. 15.55 Les Fous de l'Europe. 16.00 Les Fous de l'Europe. 16.05 Les Fous de l'Europe. 16.10 Les Fous de l'Europe. 16.15 Les Fous de l'Europe. 16.20 Les Fous de l'Europe. 16.25 Les Fous de l'Europe. 16.30 Les Fous de l'Europe. 16.35 Les Fous de l'Europe. 16.40 Les Fous de l'Europe. 16.45 Les Fous de l'Europe. 16.50 Les Fous de l'Europe. 16.55 Les Fous de l'Europe. 17.00 Les Fous de l'Europe. 17.05 Les Fous de l'Europe. 17.10 Les Fous de l'Europe. 17.15 Les Fous de l'Europe. 17.20 Les Fous de l'Europe. 17.25 Les Fous de l'Europe. 17.30 Les Fous de l'Europe. 17.35 Les Fous de l'Europe. 17.40 Les Fous de l'Europe. 17.45 Les Fous de l'Europe. 17.50 Les Fous de l'Europe. 17.55 Les Fous de l'Europe. 18.00 Les Fous de l'Europe. 18.05 Les Fous de l'Europe. 18.10 Les Fous de l'Europe. 18.15 Les Fous de l'Europe. 18.20 Les Fous de l'Europe. 18.25 Les Fous de l'Europe. 18.30 Les Fous de l'Europe. 18.35 Les Fous de l'Europe. 18.40 Les Fous de l'Europe. 18.45 Les Fous de l'Europe. 18.50 Les Fous de l'Europe. 18.55 Les Fous de l'Europe. 19.00 Les Fous de l'Europe. 19.05 Les Fous de l'Europe. 19.10 Les Fous de l'Europe. 19.15 Les Fous de l'Europe. 19.20 Les Fous de l'Europe. 19.25 Les Fous de l'Europe. 19.30 Les Fous de l'Europe. 19.35 Les Fous de l'Europe. 19.40 Les Fous de l'Europe. 19.45 Les Fous de l'Europe. 19.50 Les Fous de l'Europe. 19.55 Les Fous de l'Europe. 20.00 Les Fous de l'Europe. 20.05 Les Fous de l'Europe. 20.10 Les Fous de l'Europe. 20.15 Les Fous de l'Europe. 20.20 Les Fous de l'Europe. 20.25 Les Fous de l'Europe. 20.30 Les Fous de l'Europe. 20.35 Les Fous de l'Europe. 20.40 Les Fous de l'Europe. 20.45 Les Fous de l'Europe. 20.50 Les Fous de l'Europe. 20.55 Les Fous de l'Europe. 21.00 Les Fous de l'Europe. 21.05 Les Fous de l'Europe. 21.10 Les Fous de l'Europe. 21.15 Les Fous de l'Europe. 21.20 Les Fous de l'Europe. 21.25 Les Fous de l'Europe. 21.30 Les Fous de l'Europe. 21.35 Les Fous de l'Europe. 21.40 Les Fous de l'Europe. 21.45 Les Fous de l'Europe. 21.50 Les Fous de l'Europe. 21.55 Les Fous de l'Europe. 22.00 Les Fous de l'Europe. 22.05 Les Fous de l'Europe. 22.10 Les Fous de l'Europe. 22.15 Les Fous de l'Europe. 22.20 Les Fous de l'Europe. 22.25 Les Fous de l'Europe. 22.30 Les Fous de l'Europe. 22.35 Les Fous de l'Europe. 22.40 Les Fous de l'Europe. 22.45 Les Fous de l'Europe. 22.50 Les Fous de l'Europe. 22.55 Les Fous de l'Europe. 23.00 Les Fous de l'Europe. 23.05 Les Fous de l'Europe. 23.10 Les Fous de l'Europe. 23.15 Les Fous de l'Europe. 23.20 Les Fous de l'Europe. 23.25 Les Fous de l'Europe. 23.30 Les Fous de l'Europe. 23.35 Les Fous de l'Europe. 23.40 Les Fous de l'Europe. 23.45 Les Fous de l'Europe. 23.50 Les Fous de l'Europe. 23.55 Les Fous de l'Europe. 24.00 Les Fous de l'Europe.	12.35 Journal, Keno. 13.10 Tout en musique. Jeu. 13.40 La croisière d'été. Série. 14.30 Les Fous de l'Europe. 14.45 Les Fous de l'Europe. 14.50 Les Fous de l'Europe. 14.55 Les Fous de l'Europe. 15.00 Les Fous de l'Europe. 15.05 Les Fous de l'Europe. 15.10 Les Fous de l'Europe. 15.15 Les Fous de l'Europe. 15.20 Les Fous de l'Europe. 15.25 Les Fous de l'Europe. 15.30 Les Fous de l'Europe. 15.35 Les Fous de l'Europe. 15.40 Les Fous de l'Europe. 15.45 Les Fous de l'Europe. 15.50 Les Fous de l'Europe. 15.55 Les Fous de l'Europe. 16.00 Les Fous de l'Europe. 16.05 Les Fous de l'Europe. 16.10 Les Fous de l'Europe. 16.15 Les Fous de l'Europe. 16.20 Les Fous de l'Europe. 16.25 Les Fous de l'Europe. 16.30 Les Fous de l'Europe. 16.35 Les Fous de l'Europe. 16.40 Les Fous de l'Europe. 16.45 Les Fous de l'Europe. 16.50 Les Fous de l'Europe. 16.55 Les Fous de l'Europe. 17.00 Les Fous de l'Europe. 17.05 Les Fous de l'Europe. 17.10 Les Fous de l'Europe. 17.15 Les Fous de l'Europe. 17.20 Les Fous de l'Europe. 17.25 Les Fous de l'Europe. 17.30 Les Fous de l'Europe. 17.35 Les Fous de l'Europe. 17.40 Les Fous de l'Europe. 17.45 Les Fous de l'Europe. 17.50 Les Fous de l'Europe. 17.55 Les Fous de l'Europe. 18.00 Les Fous de l'Europe. 18.05 Les Fous de l'Europe. 18.10 Les Fous de l'Europe. 18.15 Les Fous de l'Europe. 18.20 Les Fous de l'Europe. 18.25 Les Fous de l'Europe. 18.30 Les Fous de l'Europe. 18.35 Les Fous de l'Europe. 18.40 Les Fous de l'Europe. 18.45 Les Fous de l'Europe. 18.50 Les Fous de l'Europe. 18.55 Les Fous de l'Europe. 19.00 Les Fous de l'Europe. 19.05 Les Fous de l'Europe. 19.10 Les Fous de l'Europe. 19.15 Les Fous de l'Europe. 19.20 Les Fous de l'Europe. 19.25 Les Fous de l'Europe. 19.30 Les Fous de l'Europe. 19.35 Les Fous de l'Europe. 19.40 Les Fous de l'Europe. 19.45 Les Fous de l'Europe. 19.50 Les Fous de l'Europe. 19.55 Les Fous de l'Europe. 20.00 Les Fous de l'Europe. 20.05 Les Fous de l'Europe. 20.10 Les Fous de l'Europe. 20.15 Les Fous de l'Europe. 20.20 Les Fous de l'Europe. 20.25 Les Fous de l'Europe. 20.30 Les Fous de l'Europe. 20.35 Les Fous de l'Europe. 20.40 Les Fous de l'Europe. 20.45 Les Fous de l'Europe. 20.50 Les Fous de l'Europe. 20.55 Les Fous de l'Europe. 21.00 Les Fous de l'Europe. 21.05 Les Fous de l'Europe. 21.10 Les Fous de l'Europe. 21.15 Les Fous de l'Europe. 21.20 Les Fous de l'Europe. 21.25 Les Fous de l'Europe. 21.30 Les Fous de l'Europe. 21.35 Les Fous de l'Europe. 21.40 Les Fous de l'Europe. 21.45 Les Fous de l'Europe. 21.50 Les Fous de l'Europe. 21.55 Les Fous de l'Europe. 22.00 Les Fous de l'Europe. 22.05 Les Fous de l'Europe. 22.10 Les Fous de l'Europe. 22.15 Les Fous de l'Europe. 22.20 Les Fous de l'Europe. 22.25 Les Fous de l'Europe. 22.30 Les Fous de l'Europe. 22.35 Les Fous de l'Europe. 22.40 Les Fous de l'Europe. 22.45 Les Fous de l'Europe. 22.50 Les Fous de l'Europe. 22.55 Les Fous de l'Europe. 23.00 Les Fous de l'Europe. 23.05 Les Fous de l'Europe. 23.10 Les Fous de l'Europe. 23.15 Les Fous de l'Europe. 23.20 Les Fous de l'Europe. 23.25 Les Fous de l'Europe. 23.30 Les Fous de l'Europe. 23.35 Les Fous de l'Europe. 23.40 Les Fous de l'Europe. 23.45 Les Fous de l'Europe. 23.50 Les Fous de l'Europe. 23.55 Les Fous de l'Europe. 24.00 Les Fous de l'Europe.	13.00 Fête des bébés. 13.30 Attention santé. 13.35 Demain le monde. 14.05 L'après du sport. 14.05 Demain le monde. 14.30 L'après du sport. 14.30 Demain le monde. 14.55 L'après du sport. 14.55 Demain le monde. 15.20 L'après du sport. 15.20 Demain le monde. 15.45 L'après du sport. 15.45 Demain le monde. 16.10 L'après du sport. 16.10 Demain le monde. 16.35 L'après du sport. 16.35 Demain le monde. 16.60 L'après du sport. 16.60 Demain le monde. 16.85 L'après du sport. 16.85 Demain le monde. 17.10 L'après du sport. 17.10 Demain le monde. 17.35 L'après du sport. 17.35 Demain le monde. 17.60 L'après du sport. 17.60 Demain le monde. 17.85 L'après du sport. 17.85 Demain le monde. 18.10 L'après du sport. 18.10 Demain le monde. 18.35 L'après du sport. 18.35 Demain le monde. 18.60 L'après du sport. 18.60 Demain le monde. 18.85 L'après du sport. 18.85 Demain le monde. 19.10 L'après du sport. 19.10 Demain le monde. 19.35 L'après du sport. 19.35 Demain le monde. 19.60 L'après du sport. 19.60 Demain le monde. 19.85 L'après du sport. 19.85 Demain le monde. 20.10 L'après du sport. 20.10 Demain le monde. 20.35 L'après du sport. 20.35 Demain le monde. 20.60 L'après du sport. 20.60 Demain le monde. 20.85 L'après du sport. 20.85 Demain le monde. 21.10 L'après du sport. 21.10 Demain le monde. 21.35 L'après du sport. 21.35 Demain le monde. 21.60 L'après du sport. 21.60 Demain le monde. 21.85 L'après du sport. 21.85 Demain le monde. 22.10 L'après du sport. 22.10 Demain le monde. 22.35 L'après du sport. 22.35 Demain le monde. 22.60 L'après du sport. 22.60 Demain le monde. 22.85 L'après du sport. 22.85 Demain le monde. 23.10 L'après du sport. 23.10 Demain le monde. 23.35 L'après du sport. 23.35 Demain le monde. 23.60 L'après du sport. 23.60 Demain le monde. 23.85 L'après du sport. 23.85 Demain le monde. 24.10 L'après du sport. 24.10 Demain le monde. 24.35 L'après du sport. 24.35 Demain le monde. 24.60 L'après du sport. 24.60 Demain le monde. 24.85 L'après du sport. 24.85 Demain le monde. 25.10 L'après du sport. 25.10 Demain le monde. 25.35 L'après du sport. 25.35 Demain le monde. 25.60 L'après du sport. 25.60 Demain le monde. 25.85 L'après du sport. 25.85 Demain le monde. 26.10 L'après du sport. 26.10 Demain le monde. 26.35 L'après du sport. 26.35 Demain le monde. 26.60 L'après du sport. 26.60 Demain le monde. 26.85 L'après du sport. 26.85 Demain le monde. 27.10 L'après du sport. 27.10 Demain le monde. 27.35 L'après du sport. 27.35 Demain le monde. 27.60 L'après du sport. 27.60 Demain le monde. 27.85 L'après du sport. 27.85 Demain le monde. 28.10 L'après du sport. 28.10 Demain le monde. 28.35 L'après du sport. 28.35 Demain le monde. 28.60 L'après du sport. 28.60 Demain le monde. 28.85 L'après du sport. 28.85 Demain le monde. 29.10 L'après du sport. 29.10 Demain le monde. 29.35 L'après du sport. 29.35 Demain le monde. 29.60 L'après du sport. 29.60 Demain le monde. 29.85 L'après du sport. 29.85 Demain le monde. 30.10 L'après du sport. 30.10 Demain le monde. 30.35 L'après du sport. 30.35 Demain le monde. 30.60 L'après du sport. 30.60 Demain le monde. 30.85 L'après du sport. 30.85 Demain le monde. 31.10 L'après du sport. 31.10 Demain le monde. 31.35 L'après du sport. 31.35 Demain le monde. 31.60 L'après du sport. 31.60 Demain le monde. 31.85 L'après du sport. 31.85 Demain le monde. 32.10 L'après du sport. 32.10 Demain le monde. 32.35 L'après du sport. 32.35 Demain le monde. 32.60 L'après du sport. 32.60 Demain le monde. 32.85 L'après du sport. 32.85 Demain le monde. 33.10 L'après du sport. 33.10 Demain le monde. 33.35 L'après du sport. 33.35 Demain le monde. 33.60 L'après du sport. 33.60 Demain le monde. 33.85 L'après du sport. 33.85 Demain le monde. 34.10 L'après du sport. 34.10 Demain le monde. 34.35 L'après du sport. 34.35 Demain le monde. 34.60 L'après du sport. 34.60 Demain le monde. 34.85 L'après du sport. 34.85 Demain le monde. 35.10 L'après du sport. 35.10 Demain le monde. 35.35 L'après du sport. 35.35 Demain le monde. 35.60 L'après du sport. 35.60 Demain le monde. 35.85 L'après du sport. 35.85 Demain le monde. 36.10 L'après du sport. 36.10 Demain le monde. 36.35 L'après du sport. 36.35 Demain le monde. 36.60 L'après du sport. 36.60 Demain le monde. 36.85 L'après du sport. 36.85 Demain le monde. 37.10 L'après du sport. 37.10 Demain le monde. 37.35 L'après du sport. 37.35 Demain le monde. 37.60 L'après du sport. 37.60 Demain le monde. 37.85 L'après du sport. 37.85 Demain le monde. 38.10 L'après du sport. 38.10 Demain le monde. 38.35 L'après du sport. 38.35 Demain le monde. 38.60 L'après du sport. 38.60 Demain le monde. 38.85 L'après du sport. 38.85 Demain le monde. 39.10 L'après du sport. 39.10 Demain le monde. 39.35 L'après du sport. 39.35 Demain le monde. 39.60 L'après du sport. 39.60 Demain le monde. 39.85 L'après du sport. 39.85 Demain le monde. 40.10 L'après du sport. 40.10 Demain le monde. 40.35 L'après du sport. 40.35 Demain le monde. 40.60 L'après du sport. 40.60 Demain le monde. 40.85 L'après du sport. 40.85 Demain le monde. 41.10 L'après du sport. 41.10 Demain le monde. 41.35 L'après du sport. 41.35 Demain le monde. 41.60 L'après du sport. 41.60 Demain le monde. 41.85 L'après du sport. 41.85 Demain le monde. 42.10 L'après du sport. 42.10 Demain le monde. 42.35 L'après du sport. 42.35 Demain le monde. 42.60 L'après du sport. 42.60 Demain le monde. 42.85 L'après du sport. 42.85 Demain le monde. 43.10 L'après du sport. 43.10 Demain le monde. 43.35 L'après du sport. 43.35 Demain le monde. 43.60 L'après du sport. 43.60 Demain le monde. 43.85 L'après du sport. 43.85 Demain le monde. 44.10 L'après du sport. 44.10 Demain le monde. 44.35 L'après du sport. 44.35 Demain le monde. 44.60 L'après du sport. 44.60 Demain le monde. 44.85 L'après du sport. 44.85 Demain le monde. 45.10 L'après du sport. 45.10 Demain le monde. 45.35 L'après du sport. 45.35 Demain le monde. 45.60 L'après du sport. 45.60 Demain le monde. 45.85 L'après du sport. 45.85 Demain le monde. 46.10 L'après du sport. 46.10 Demain le monde. 46.35 L'après du sport. 46.35 Demain le monde. 46.60 L'après du sport. 46.60 Demain le monde. 46.85 L'après du sport. 46.85 Demain le monde. 47.10 L'après du sport. 47.10 Demain le monde. 47.35 L'après du sport. 47.35 Demain le monde. 47.60 L'après du sport. 47.60 Demain le monde. 47.85 L'après du sport. 47.85 Demain le monde. 48.10 L'après du sport. 48.10 Demain le monde. 48.35 L'après du sport. 48.35 Demain le monde. 48.60 L'après du sport. 48.60 Demain le monde. 48.85 L'après du sport. 48.85 Demain le monde. 49.10 L'après du sport. 49.10 Demain le monde. 49.35 L'après du sport. 49.35 Demain le monde. 49.60 L'après du sport. 49.60 Demain le monde. 49.85 L'après du sport. 49.85 Demain le monde. 50.10 L'après du sport. 50.10 Demain le monde. 50.35 L'après du sport. 50.35 Demain le monde. 50.60 L'après du sport. 50.60 Demain le monde. 50.85 L'après du sport. 50.85 Demain le monde. 51.10 L'après du sport. 51.10 Demain le monde. 51.35 L'après du sport. 51.35 Demain le monde. 51.60 L'après du sport. 51.60 Demain le monde. 51.85 L'après du sport. 51.85 Demain le monde. 52.10 L'après du sport. 52.10 Demain le monde. 52.35 L'après du sport. 52.35 Demain le monde. 52.60 L'après du sport. 52.60 Demain le monde. 52.85 L'après du sport. 52.85 Demain le monde. 53.10 L'après du sport. 53.10 Demain le monde. 53.35 L'après du sport. 53.35 Demain le monde. 53.60 L'après du sport. 53.60 Demain le monde. 53.85 L'après du sport. 53.85 Demain le monde. 54.10 L'après du sport. 54.10 Demain le monde. 54.35 L'après du sport. 54.35 Demain le monde. 54.60 L'après du sport. 54.60 Demain le monde. 54.85 L'après du sport. 54.85 Demain le monde. 55.10 L'après du sport. 55.10 Demain le monde. 55.35 L'après du sport. 55.35 Demain le monde. 55.60 L'après du sport. 55.60 Demain le monde. 55.85 L'après du sport. 55.85 Demain le monde. 56.10 L'après du sport. 56.10 Demain le monde. 56.35 L'après du sport. 56.35 Demain le monde. 56.60 L'après du sport. 56.60 Demain le monde. 56.85 L'après du sport. 56.85 Demain le monde. 57.10 L'après du sport. 57.10 Demain le monde. 57.35 L'après du sport. 57.35 Demain le monde. 57.60 L'après du sport. 57.60 Demain le monde. 57.85 L'après du sport. 57.85 Demain le monde. 58.10 L'après du sport. 58.10 Demain le monde. 58.35 L'après du sport. 58.35 Demain le monde. 58.60 L'après du sport. 58.60 Demain le monde. 58.85 L'après du sport. 58.85 Demain le monde. 59.10 L'après du sport. 59.10 Demain le monde. 59.35 L'après du sport. 59.35 Demain le monde. 59.60 L'après du sport. 59.60 Demain le monde. 59.85 L'après du sport. 59.85 Demain le monde. 60.10 L'après du sport. 60.10 Demain le monde. 60.35 L'après du sport. 60.35 Demain le monde. 60.60 L'après du sport. 60.60 Demain le monde. 60.85 L'après du sport. 60.85 Demain le monde. 61.10 L'après du sport. 61.10 Demain le monde. 61.35 L'après du sport. 61.35 Demain le monde. 61.60 L'après du sport. 61.60 Demain le monde. 61.85 L'après du sport. 61.85 Demain le monde. 62.10 L'après du sport. 62.10 Demain le monde. 62.35 L'après du sport. 62.35 Demain le monde. 62.60 L'après du sport. 62.60 Demain le monde. 62.85 L'après du sport. 62.85 Demain le monde. 63.10 L'après du sport. 63.10 Demain le monde. 63.35 L'après du sport. 63.35 Demain le monde. 63.60 L'après du sport. 63.60 Demain le monde. 63.85 L'après du sport. 63.85 Demain le monde. 64.10 L'après du sport. 64.10 Demain le monde. 64.35 L'après du sport. 64.35 Demain le monde. 64.60 L'après du sport. 64.60 Demain le monde. 64.85 L'après du sport. 64.85 Demain le monde. 65.10 L'après du sport. 65.10 Demain le monde. 65.35 L'après du sport. 65.35 Demain le monde. 65.60 L'après du sport. 65.60 Demain le monde. 65.85 L'après du sport. 65.85 Demain le monde. 66.10 L'après du sport. 66.10 Demain le monde. 66.35 L'après du sport. 66.35 Demain le monde. 66.60 L'après du sport. 66.60 Demain le monde. 66.85 L'après du sport. 66.85 Demain le monde. 67.10 L'après du sport. 67.10 Demain le monde. 67.35 L'après du sport. 67.35 Demain le monde. 67.60 L'après du sport. 67.60 Demain le monde. 67.85 L'après du sport. 67.85 Demain le monde. 68.10 L'après du sport. 68.10 Demain le monde. 68.35 L'après du sport. 68.35 Demain le monde. 68.60 L'après du sport. 68.60 Demain le monde. 68.85 L'après du sport. 68.85 Demain le monde. 69.10 L'après du sport. 69.10 Demain le monde. 69.35 L'après du sport. 69.35 Demain le monde. 69.60 L'après du sport. 69.60 Demain le monde. 69.85 L'après du sport. 69.85 Demain le monde. 70.10 L'après du sport. 70.10 Demain le monde. 70.35 L'après du sport. 70.35 Demain le monde. 70.60 L'après du sport. 70.60 Demain le monde. 70.85 L'après du sport. 70.85 Demain le monde. 71.10 L'après du sport. 71.10 Demain le monde. 71.35 L'après du sport. 71.35 Demain le monde. 71.60 L'après du sport. 71.60 Demain le monde. 71.85 L'après du sport. 71.85 Demain le monde. 72.10 L'après du sport. 72.10 Demain le monde. 72.35 L'après du sport. 72.35 Demain le monde. 72.60 L'après du sport. 72.60 Demain le monde. 72.85 L'après du sport. 72.85 Demain le monde. 73.10 L'après du sport. 73.10 Demain le monde. 73.35 L'après du sport. 73.35 Demain le monde. 73.60 L'après du sport. 73.60 Demain le monde. 73.85 L'après du sport. 73.85 Demain le monde. 74.10 L'après du sport. 74.10 Demain le monde. 74.35 L'après du sport. 74.35 Demain le monde. 74.60 L'après du sport. 74.60 Demain le monde. 74.85 L'après du sport. 74.85 Demain le monde. 75.10 L'après du sport. 75.10 Demain le monde. 75.35 L'après du sport. 75.35 Demain le monde. 75.60 L'après du sport. 75.60 Demain le monde. 75.85 L'après du sport. 75.85 Demain le monde. 76.10 L'après du sport. 76.10 Demain le monde. 76.35 L'après du sport. 76.35 Demain le monde. 76.60 L'après du sport. 76.60 Demain le monde. 76.85 L'après du sport. 76.85 Demain le monde. 77.10 L'après du sport. 77.10 Demain le monde. 77.35 L'après du sport. 77.35 Demain le monde. 77.60 L'après du sport. 77.60 Demain le monde. 77.85 L'après du sport. 77.85 Demain le monde. 78.10 L'après du sport. 78.10 Demain le monde. 78.35 L'après du sport. 78.35 Demain le monde. 78.60 L'après du sport. 78.60 Demain le monde. 78.85 L'après du sport. 78.85 Demain le monde. 79.10 L'après du sport. 79.10 Demain le monde. 79.35 L'après du sport. 79.35 Demain le monde. 79.60 L'après du sport. 79.60 Demain le monde. 79.85 L'après du sport. 79.85 Demain le monde. 80.10 L'après du sport. 80.10 Demain le monde. 80.35 L'après du sport. 80.35 Demain le monde. 80.60 L'après du sport. 80.60 Demain le monde. 80.85 L'après du sport. 80.85 Demain le monde. 81.10 L'après du sport. 81.10 Demain le monde. 81.35 L'après du sport. 81.35 Demain le monde. 81.60 L'après du sport. 81.60 Demain le monde. 81.85 L'après du sport. 81.85 Demain le monde. 82.10 L'après du sport. 82.10 Demain le monde. 82.35 L'après du sport. 82.35 Demain le monde. 82.60 L'après du sport. 82.60 Demain le monde. 82.85 L'après du sport. 82.85 Demain le monde. 83.10 L'après du sport. 83.10 Demain le monde. 83.35 L'après du sport. 83.35 Demain le monde. 83.60 L'après du sport. 83.60 Demain le monde. 83.85 L'après du sport. 83.85 Demain le monde. 84.10 L'après du sport. 84.10 Demain le monde. 84.35 L'après du sport. 84.35 Demain le monde. 84.60 L'après du sport. 84.60 Demain le monde. 84.85 L'après du sport. 84.85 Demain le monde. 85.10 L'après du sport. 85.10 Demain le monde. 85.35 L'après du sport. 85.35 Demain le monde. 85.60 L'après du sport. 85.60 Demain le monde. 85.85 L'après du sport. 85.85 Demain le monde. 86.10 L'après du sport. 86.10 Demain le monde. 86.35 L'après du sport. 86.35 Demain le monde. 86.60 L'après du sport. 86.60 Demain le monde. 86.85 L'après du sport. 86.85 Demain le monde. 87.10 L'après du sport. 87.10 Demain le monde. 87.35 L'après du sport. 87.35 Demain le monde. 87.60 L'après du sport. 87.60 Demain le monde. 87.85 L'après du			

Avec cette promenade dans six jardins historiques de Picardie, Jean-Jacques Dubois analyse les rapports entre l'homme, l'espace et les plantes

◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

L'Insee et la Banque de France enregistrent quelques signes de reprise économique

L'activité a cependant reculé de 0,3 % au dernier trimestre de 1995

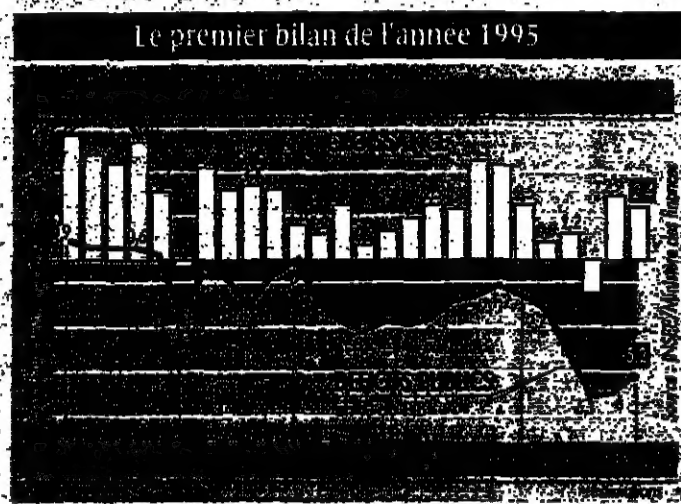
L'ÉCONOMIE française est-elle entrée dans une phase de reprise? A première vue, la question a de quoi surprendre, car l'Insee a publié mercredi 28 février la première estimation de ses comptes nationaux pour le quatrième trimestre de 1995 et ceux-ci sont très préoccupants. Pourtant, le début de 1996 s'annonce sous de meilleurs auspices. Le frémissement est à peine perceptible, mais il semble incontestable. Comme si la conjoncture était en train de se redresser.

Pour le passé récent, le bilan est, de fait, médiocre. Comme on s'y attendait, le quatrième trimestre de l'année 1995 a été marqué par une grande panne de l'économie, accentuée par le long conflit social des mois de novembre et décembre. Selon l'Insee, le produit intérieur brut (PIB) a baissé de 0,3 %, après une hausse modique de 0,2 % au cours du trimestre précédent. En particulier, la consommation des ménages a baissé de 0,3 % (après un recul de 0,2 % au trimestre précédent). Les exportations, elles-mêmes, ont fléchi (-1,4 %). Et l'investissement des entreprises n'a progressé que de manière modeste (0,4 %).

Au total, l'année 1995 s'est donc terminée beaucoup plus mal qu'elle n'avait commencé, ce qui pèse sur le bilan d'ensemble. Alors qu'en septembre dernier le gouvernement escomptait encore une croissance de 2,9 % au cours de cette année 1995, la hausse attendue en fait tout juste 2,4 %. Les chiffres de l'Insee confirment donc ce que l'on pressentait : manifeste au cours de l'année 1994, la reprise économique s'est ensuite curvée.

En fin d'année dernière, tous les conjoncturistes se sont donc pris à se poser des questions, toutes plus pessimistes les unes que les autres. La chute d'activité pourrait-elle se prolonger au premier trimestre de 1996? La France retomberait-elle en récession? Avec les nouveaux impôts qui entrent en vigueur en début d'année, et notamment le remboursement de la dette sociale (RDS), qui est prélevé pour la première fois à la fin de ce mois de février, n'est-il pas improbable que cette tendance préoccupante puisse s'inverser?

Et pourtant, c'est bel et bien ce



qui semble se produire : depuis le début de l'année, les indicateurs économiques qui ont été publiés ont, les uns après les autres, laissé entendre que la conjoncture profitait d'une embellie inattendue. Dans un premier temps, la majorité des experts n'ont guère voulu y croire et ont pensé à un simple phénomène de rattrapage de l'activité, après la paralysie du mois de décembre suscitée par le conflit social. Mais, avec le recul, cette expli-

Les déficits publics proches de 5,2 % du PIB

Avec une croissance de 2,4 % en 1995, le produit intérieur brut (PIB) devrait approcher 7 700 milliards de francs. Il est donc possible de faire une première estimation du niveau atteint par les déficits publics. Le déficit de l'Etat atteignant 323 milliards de francs, celui de la Sécurité sociale près de 70 milliards de francs et le besoin de financement des collectivités locales près de 10 milliards, ces déficits devraient approcher 5,2 % du PIB. Mais les organismes d'administration centrale dérogent traditionnellement des excédents. Au total, les déficits publics devraient donc être compris entre 5,15 % et 5,20 %. Soit un niveau proche des 5 % annoncés par le gouvernement.

ont cependant la réputation d'être parfois moins fiables que celles de l'Insee, mais plus sensibles dans les périodes de changements conjoncturels. Ajouté à la hausse inattendue de la consommation et à la bonne tenue de l'investissement industriel, l'optimisme récent de la Banque de France tend donc à changer le diagnostic sur l'état de la conjoncture. « Visiblement, il se passe quelque chose », relève Patrick Artus, le chef des études économiques de la Caisse des dépôts et consignations.

Quelque chose... mais quoi? Ce possible retournement de tendance est, pour l'heure, difficile à interpréter, car l'environnement macro-économique, lui, a peu évolué d'un trimestre sur l'autre. Le grand partenaire de la France, l'Allemagne, connaît toujours de fortes difficultés conjoncturelles. De plus, la demande intérieure hexagonale n'est guère soutenue par l'évolution des revenus, le pouvoir d'achat des ménages devant baisser de l'ordre de 0,6 point au cours du premier semestre de 1996, selon l'Insee.

LE GOUVERNEMENT PRUDENT

Alors, si le moteur de l'économie redémarre lentement, quelle peut bien être la courroie d'entraînement? Avec d'autres économistes, M. Artus avance une hypothèse qui mérite attention : après avoir atteint un sommet à près de 14 % en fin d'année, le taux d'épargne des ménages est sans doute en passe de reculer sensiblement. En clair, les Français recommenceraient à puiser dans leurs économies.

Dans ses prévisions économiques, le gouvernement n'en restera pas moins prudent. Même si l'activité redémarre, ce que les experts appellent l'« acquis » de croissance devrait être très proche de zéro en ce début d'année 1996. Dans tous les cas de figure, la hausse de la production nationale ne devrait donc guère excéder 1,5 % en 1996. Autrement dit, si l'économie française enregistre quelques signes de frémissement, son rythme de croissance reste encore faible.

Laurent Mauduit

Indifférente administration

L'ADMINISTRATION est encore trop souvent indifférente au sort du citoyen : tel est le sentiment que donne la lecture du rapport annuel du médiateur de la République, Jacques Pélissier. Ce document, remis au président de la République le 21 février et présenté à la presse mercredi 28 février, confortait sans doute le gouvernement dans son intention de préparer une réforme de l'Etat et de prévoir, notamment, une meilleure lisibilité des textes de loi. Il montre aussi que nombre de difficultés seraient évitées si les fonctionnaires faisaient tout simplement preuve de bon sens ou d'humanité lorsqu'ils appliquent les textes. Il laisse entendre que l'administration aurait intérêt à faire exception aux règlements lorsque l'application de ces derniers entraîne une injustice.

Un exemple montre, de façon choquante, l'injustice qu'entraîne l'application stricte de

la loi : la victime d'un viol essaie d'obtenir l'exécution d'un jugement qui lui donne droit, notamment, à 50 000 francs de dommages et intérêts. Plusieurs huissiers, aux honoraires coûteux, engagent une procédure de saisie à l'encontre du coupable, mais leur démarche dure deux ans, pour aboutir à un constat d'insolvabilité.

« MOTIF LÉGITIME » La jeune femme saisit alors la commission d'indemnisation des victimes d'infractions, pour obtenir réparation du fonds de garantie, tout en sachant que les délais impartis sont dépassés depuis deux mois. Elle demande l'application d'un texte du code de procédure pénale qui permet de ne pas tenir compte de ces délais en cas de « motif légitime ». Elle tente de faire valoir qu'elle était fondée à réclamer l'indemnisation au coupable plutôt

qu'à la collectivité publique. Pourtant, la commission rejette sa requête. Le médiateur constate que sa décision est l'application stricte de la loi, mais qu'elle lèse la jeune femme dans l'exécution d'une décision de justice dont la finalité était de réparer moralement et financièrement les conséquences d'un viol.

Mieux apprécier le contexte n'autorise évidemment pas à transgresser largement les textes, phénomène beaucoup trop courant dans l'administration. Ce sont principalement les agents publics qui dénoncent les difficultés d'exécution des jugements rendus en leur faveur : ils ne parviennent pas à obtenir leur réintégration à la suite de l'annulation d'un licenciement, ou à percevoir les indemnités accordées.

Rafaële Rivault

Polémiques à propos des futures « trithérapies » du sida

LES RÉCENTES déclarations officielles concernant les conditions de la prochaine mise à disposition des « trithérapies » aux personnes infectées par le virus du sida alimentent une vive polémique (le Monde du 28 février). Hervé Gayraud, secrétaire d'Etat à la Santé et à la Sécurité sociale, s'est engagé, le mardi 27 février, à ce qu'il n'y ait pas d'obstacles financiers à l'achat des nouvelles molécules. Ce sont les recommandations du Conseil national du sida concernant la possibilité d'un « tirage au sort » des malades pouvant bénéficier de ces traitements qui suscitent les plus vives réactions. Pour l'association Arcat-Sida, cette méthode est « inacceptable ». Selon Arcat-Sida, il aurait été « préférable, après répartition des traitements disponibles entre les structures hos-

pitalières, de laisser aux médecins traitants le choix de la prescription ». Pour sa part, Aldes se déclare « scandalisée et choquée » par le principe du tirage au sort. Elle dénonce l'attitude des laboratoires Abbott « dans la mesure où les stocks de zidovudine permettraient, dès aujourd'hui, une mise à disposition qui irait bien au-delà des cent places actuelles et des mille places prévues pour avril ».

« En ce qui concerne les trithérapies, nous ne disposons que de données préliminaires », a expliqué au Monde le professeur Jean-Paul Lévy, directeur de l'Agence nationale de recherche sur le sida. Les premiers travaux sur ce thème ont effectivement conduit à une réduction importante de l'infection de l'organisme (mesurée par la « charge vi-

rale ») et à une possible augmentation de la durée de vie des personnes ainsi traitées. Ces résultats ne peuvent bien évidemment pas être négligés. Ils ne sauraient pour autant être surévalués, les données initiales concernant l'AZT étaient, il y a quelques années, équivalentes avant qu'elles ne soient réévaluées. »

Pour le professeur Lévy, il importe de faire la part entre deux types de situations. La première concerne en France plusieurs milliers de personnes infectées par le VIH et malades du sida dont on sait qu'elles sont actuellement en « impasse thérapeutique » et pour lesquelles les trithérapies doivent être largement proposées à titre compassionnel. La seconde situation est celle des personnes infectées, mais asymptomatiques, dont les caractéristiques biologiques

correspondent aux indications actuelles connues de la trithérapie. Pour ces personnes, des essais thérapeutiques devront être mis en place. Fort heureusement, le développement de nouveaux outils de mesure de l'infection permettra de réduire à quelques dizaines ou à quelques centaines le nombre des volontaires devant participer à de tels essais.

« Ces thérapeutiques ne sont encore nullement codifiées, explique le professeur Lévy. Il nous faut définir les associations médicamenteuses les plus efficaces. Quels que soient les intérêts des uns ou les inquiétudes des autres, il serait très grave de laisser croire que ces trithérapies constituent des maintenant une quelconque panacée. »

Jean-Yves Nau

L'opéra de la Barbade

par Pierre Georges

IL Y A le ténor, la femme du ténor et la maîtresse du ténor. Jusque-là, du pur classicisme, le triangle du Boulevard. Entre tragédie antique et Feydeau, selon les jours.

Le ténor est vieillissant mais solide au poste. Il chante, chante, chante. L'opéra ou la canzonetta, la pub pour café ou le gala de bienfaisance. Luciano Pavarotti est un volcan chantant quelque soixante-dix ans. Il en a la stature énorme et la productivité intense.

La femme du ténor, Adua, l'aime, le soutient et, sans doute, le supporte depuis trente-cinq ans. Elle est, de plein gré, dans la condition enviable et redoutable d'épouse d'un diva, version pour rire de la diva. Il est empereur. Elle gère l'empire. Il lui fait parfois indigne, allant jusqu'à s'affirmer « monogame à la maison ». Elle lui fut amante et dévouée, à l'occasion magnanime. Et elle lui donna trois filles, les filles du ténor, qu'on tendra pour figures dans cette histoire afin de ne pas en altérer la beauté dramatique.

La maîtresse du ténor est jeune et belle, circonstances nettement aggravantes. Pour ainsi dire déjà dans la place, elle fut et reste la secrétaire du maître. Et elle en est devenue, fort logiquement, la maîtresse. Classicisme absolu là encore. Luciano est tombé comme qui dirait complètement « innamorato » des vingt-sept et accorts printemps de Nicoletta.

La chose se murmurait. La voici prouvée depuis que la presse italienne a surpris les amants aux bains de mer. Pour être précis, à la Barbade, haut lieu des amours pirates. Et les photographies ne laissent guère de place au doute qui ont im-

mortalisé la scène grandiose : Vénus secrétaire et l'éléphant de mer.

Mais cela ne nous regarde pas ! Du moins, cela ne nous regardait pas jusqu'à ce que l'épouse, en son juste courroux, ne prenne la presse à témoin de son infortune.

Adua, en effet, vient d'adresser une lettre ouverte à l'indignable. Procédé original, voire impitoyable.

La femme du ténor, en effet, ne l'a pas « jouée » gaignarde ou pleurnicharde, sur le mode « Luciano, reviens à la maison ». C'est été vulgaire, presque de la publicité pour raviolis. Au contraire. Elle a usé de toute l'expérience et de toute la virtuosité d'une femme d'expérience pour plaindre et assassiner le volage : « Quand vient le crépuscule, la sensation de solitude, qui frappe surtout les hommes à succès, doit être combattue grâce à des sentiments anciens, enracinés, confirmés. »

Et d'en rajouter une dose sévère, au chapitre Barbade qui déchante : « Cette fois-ci, peut-être à cause de l'âge et du type d'agression subie, il est incité à des comportements qui peuvent atteindre un point de non-retour et à des choix que je ne souhaiterais heureux, mais qui, d'après un jugement réaliste, risquent de le conduire, après une euphorie initiale, à une situation d'agression et douloureuse. »

Quand vient le crépuscule ! L'euphorie initiale ! Ah ! perfidie suprême, vieillesse ennemie ! Luciano Pavarotti, qui subit, sans déplaisir extrême, l'« agression » juvénile, vient de se voir délivrer la traduction à l'italienne de notre démon de midi. Là-bas, cela porte un nom fort opportuniste : « la passione senile ».

La défaite de Bob Dole dans l'Arizona divise davantage le Parti républicain

LE MILLIONNAIRE Steve Forbes a remporté, mardi 27 février, une victoire surprise dans les élections primaires républicaines de l'Arizona, devançant d'une très faible marge l'ultra-conservateur Patrick Buchanan, d'après les estimations des chaînes de télévision. Le sénateur Robert Dole, en principe chef de file du camp républicain, n'arrive qu'en troisième position, une défaite retentissante qui risque de prolonger la lutte fratricide chez les républicains.

Steve Forbes, qui a fait de son projet de flat tax (impôt à taux unique) l'un de ses principaux thèmes de campagne, avait remporté son premier succès samedi en supplantant M. Dole dans le Delaware. Il a investi beaucoup de temps et d'argent en Arizona, où il aurait dépensé 4 millions de dollars en publicités télévisées et radiodiffusées pour emporter la totalité des 39 députés de cet Etat qui siègeront à la convention républicaine de San Diego, en août. Il prend même la tête de la course aux députés avec un total de 60, devant MM. Buchanan (37) et Dole (35). « Il y a une semaine, on a écrit ma nécrologie. Ce soir, nous rédigeons l'acte de décès des pratiques traditionnelles de la politique américaine », a commenté M. Forbes. Ce revers de taille pour M. Dole, longtemps considéré

comme le favori de la course à l'investiture républicaine, ne peut compenser les deux succès remportés, également mardi, par le chef de la majorité républicaine au Sénat dans le Dakota du Nord et celui du Sud, où 39 députés seulement étaient en jeu au total.

Dans le Dakota du Sud, Robert Dole a obtenu 46 % des voix devant Patrick Buchanan (20 %) et Steve Forbes (19 %). Dans le Dakota du Nord, le sénateur Dole a remporté 42 % des voix contre 20 % à Steve Forbes et 19 % à Buchanan. L'autre grand perdant de ces primaires est l'ex-gouverneur du Tennessee, Lamar Alexander, qui arrive en quatrième position dans les trois élections.

Le fait que Steve Forbes devance Robert Dole montre que le millionnaire est considéré par les électeurs républicains de l'Arizona comme étant plus à même de représenter les modérés du parti que le chef de la majorité républicaine au Sénat. M. Dole avait pourtant joué de cette carte ces derniers jours face au danger que représente, selon lui, l'« extrémisme » de Patrick Buchanan. Ce dernier continue d'imposer, avec une réussite certaine, sa marque populiste sur la campagne.

Prochaine étape : la Caroline du Sud, samedi, autre épreuve cruciale sur la longue route de l'investiture présidentielle.

BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

Cours relevés le mercredi 28 février, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES		OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES	
	2000,40	2000,40	2000,40
Tokyo Nikkei	-0,34	Paris CAC 40	+0,69
Hong Kong Index	-0,12	Londres FT 100	+0,34
		Zürich	+0,25
		Milan MIB 30	+0,19
		Frankfurt Dax 30	+0,11
		Branche	+0,20
		Stoxx 50	+0,11
		Madrid Ibsx 35	+0,12
		Amsterdam CBS	+0,10

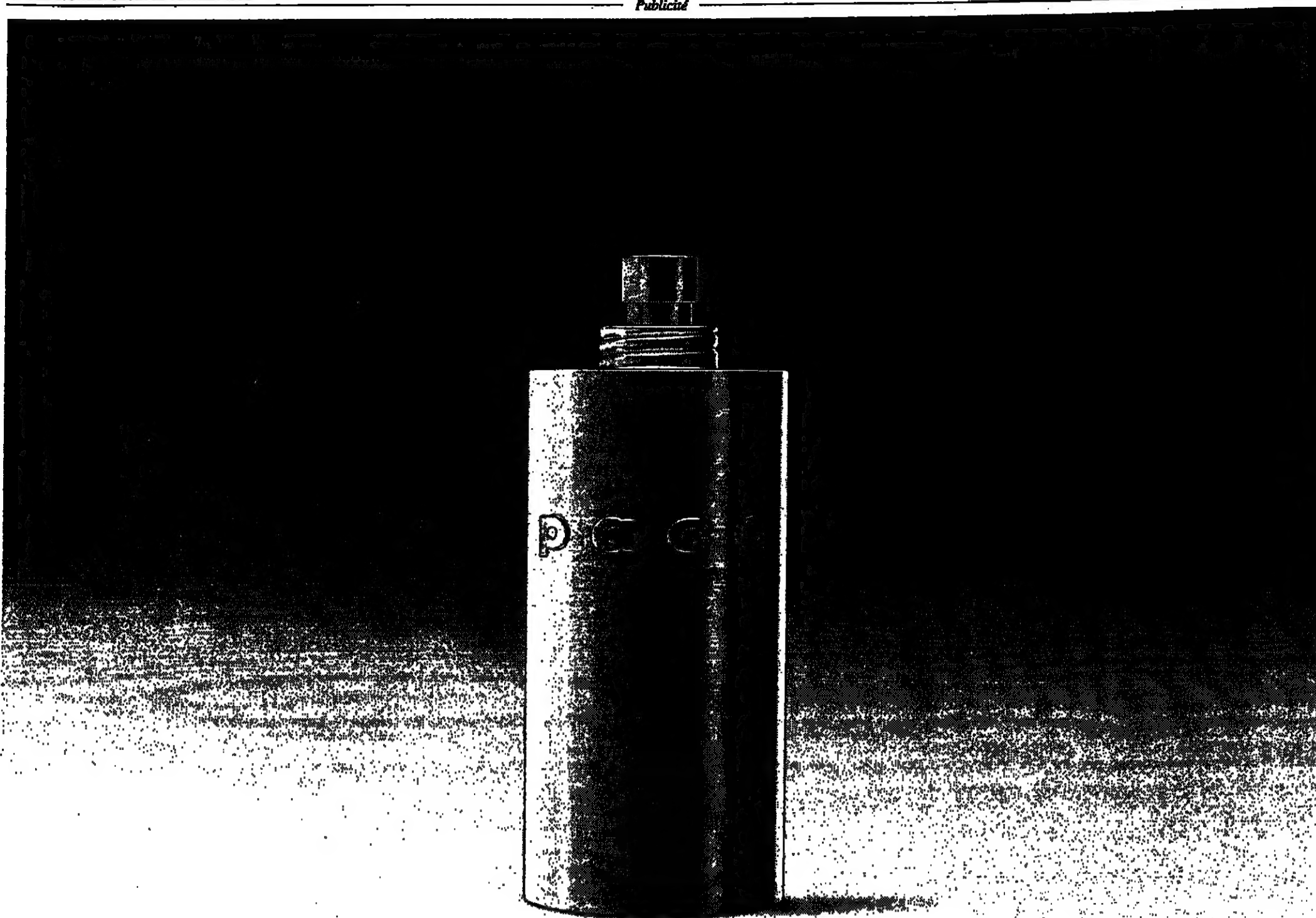
Tirage du Monde daté mercredi 28 février 1996 : 481 398 exemplaires

3

هكذا من الإله

34 / LE MONDE / JEUDI 29 FÉVRIER 1996

Publicité



**c'est en alu c'est recyclable
c'est pour les hommes c'est
pour les femmes c'est pour
vous c'est pour moi c'est
pour tous ceux qui vivent
sur la terre et ça sent bon.***

paco
paco rabanne

** c'est normal, c'est une fragrance.*

CP
172
tenon
tenon
tenon